



## RAPPORT ANNUEL 2014



# SOMMAIRE

## RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE

P. 3

- 1.1 Informations sociales,  
environnementales et sociétales
- 1.2 Valorisation du capital immatériel  
de la Banque

2

## RAPPORT DE GESTION

P. 35

- 2.1 Présentation de l'établissement
- 2.2 Capital social de l'établissement
- 2.3 Organes d'administration,  
de direction
- 2.4 Contexte de l'activité
- 2.5 Activités et résultats consolidés  
du groupe
- 2.6 Activités et résultats de l'entité  
sur base individuelle
- 2.7 Fonds propres et solvabilité
- 2.8 Organisation et activité  
du Contrôle interne
- 2.9 Gestion des risques
- 2.10 Événements postérieurs  
à la clôture et perspectives
- 2.11 Éléments complémentaires

3

## ÉTATS FINANCIERS

P. 89

- 3.1 Comptes consolidés
- 3.2 Comptes individuels

4

## DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

P. 202

- 4.1 Personne responsable des informations  
contenues dans le rapport
- 4.2 Attestation du responsable

## I. RESPONSABILITE SOCIETALE DE L'ENTREPRISE

### I.1 Informations sociales, environnementales et sociétales

#### I.1.1 Introduction

Depuis son origine, la Banque Populaire Atlantique (la « Banque » ou la « Société ») est une banque coopérative au service de ses sociétaires. Cela est vrai depuis la création de la première Banque Populaire à Angers en 1878.

Au départ au service des artisans et des commerçants, elle accompagne aujourd'hui tous les acteurs de son territoire en faisant vivre au quotidien les valeurs de responsabilité et de solidarité.

La Banque recherche constamment à accompagner les évolutions de la société. Cet engagement historique fonde son identité. Ancrage territorial, réponses concrètes aux besoins de l'économie réelle et des clientèles locales, soutien aux acteurs de la vie économique et sociale : le modèle Banque Populaire a fait la preuve de sa pertinence, de son efficacité et de sa capacité de résistance. La responsabilité sociale et environnementale constitue l'expression de cet engagement renouvelé.

##### I.1.1.1 Stratégie de responsabilité sociale et environnementale (RSE)

La Banque puise les sources de son dynamisme dans ses racines régionales. Attentive au développement des territoires et de ses populations, elle s'engage pour l'avenir en appliquant au quotidien les principes du développement durable.

Depuis janvier 2012, l'engagement responsable de la Banque est reconnu publiquement avec l'obtention du Label Lucie. Ce label français, décroché pour la première fois par une banque, s'appuie sur la norme ISO 26 000, standard international en matière de responsabilité sociétale.

Impliquée dans une démarche active vis-à-vis de ses clients et sociétaires, elle développe des produits à forte dimension sociale et environnementale : une gamme de prêts « verts » et de prêts « handicap », sa gamme de livrets solidaires, etc. Les enjeux liés à l'inclusion bancaire et à la lutte contre le surendettement font l'objet d'une attention croissante. C'est pourquoi, après avoir créé Atlantique Solidarité qui soutient les entreprises rencontrant des difficultés, la Banque a ouvert en juin 2013 l'agence Atlantique Coopération. Cette nouvelle structure vise à accompagner les clients traversant une période d'inconfort financier ou social. Grâce à l'octroi

de microcrédits puis à l'accompagnement par des sociétaires volontaires de la Banque, les clients concernés peuvent recouvrer et pérenniser leur santé financière avant de réintégrer le système bancaire classique.

En complément, la Banque poursuit une démarche socialement responsable qui se traduit par la diversité et l'équité des recrutements, ainsi que par ses actions en faveur de l'emploi des personnes handicapées.

Consciente de son rôle à l'égard des générations futures, la Banque a mis en place des moyens afin de réduire ses impacts directs sur l'environnement en optimisant les déplacements de ses collaborateurs (formations e-Learning, Plan de déplacements Entreprise), et en consommant mieux (achat responsables, limitation et recyclage des déchets, etc.).

Elle travaille également sur son territoire à l'amélioration de la société au travers de partenariats et d'actions de mécénat. Grâce à sa Fondation d'Entreprise, elle soutient les acteurs du territoire qui agissent pour la préservation de l'environnement, du patrimoine culturel et qui favorisent le renforcement du lien social, l'échange et la solidarité, la lutte contre l'exclusion et le handicap.

En 2014, le budget consacré au développement durable se répartit comme suit :

(en milliers d'euros)

	2014	2013
Montant du Dividende Coopératif et RSE	3 276	2 327
Dont relation aux consommateurs	1 760	1 081
Dont relation aux sociétaires	253	236
Dont relation à la société civile	1 263	1 010

#### Le Dividende Coopératif & RSE : reflet du « plus coopératif » des Banques Populaires

Les Banques Populaires ont conçu un outil spécifique leur permettant de rendre compte auprès de leurs sociétaires de leurs actions de responsabilité sociétale et coopérative. Fondé sur l'ISO 26 000 (norme de référence en matière de RSE), le Dividende Coopératif & RSE s'appuie sur une approche « parties prenantes ». Il recense et valorise en euros les actions mises en place au sein de chaque banque en faveur des sociétaires et administrateurs, des collaborateurs, des clients et de la société civile. Reflet du

« plus coopératif » des Banques Populaires, cet outil ne prend en compte que les actions allant au-delà des obligations légales, dont la finalité n'est pas commerciale et allant au-delà de l'exercice à minima du métier bancaire. Cet outil se veut « traçable » et compréhensible par tous.

Vis-à-vis des clients, le Dividende Coopératif & RSE regroupe l'ensemble des actions réalisées par la Banque Populaire Atlantique avec pour intention première de mettre en œuvre ou d'intégrer les préoccupations sociétales et environnementales dans ses pratiques commerciales, de lutter contre l'exclusion bancaire et d'apporter des réponses différentes, nouvelles ou spécifiques aux besoins de ses clients.

Vis-à-vis des sociétaires et de leurs représentants, il regroupe toutes les actions de gouvernance coopérative (hors fonctionnement du conseil d'administration et en dehors de l'assemblée générale statutaire) relevant de la participation et de l'information des sociétaires, de l'information et de la formation des administrateurs et de la sensibilisation des collaborateurs au modèle coopératif Banque Populaire.

Enfin, à l'égard de la société civile, le Dividende Coopératif & RSE regroupe l'ensemble des moyens alloués aux associations et organisations d'intérêt général du territoire dans le cadre de partenariats non-commerciaux, d'actions de mécénat<sup>1</sup> ou à travers la Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique.

En 2014, le Dividende Coopératif et RSE de la Banque Populaire Atlantique s'est élevé à 3 276 287 euros dont 8 % en faveur de la Gouvernance Coopérative, 54 % en matière de relation aux clients et 38 % en faveur de l'engagement sociétal via des actions de mécénat et des partenariats non commerciaux.

En 2014, les principaux axes de responsabilité sociétale et coopérative de la Banque Populaire Atlantique ont été :

- L'implication des clients sociétaires dans la construction de la Banque,
- La promotion de produits et services durables en faveur de l'emploi, de la solidarité et de l'environnement,
- L'accompagnement des associations du territoire à travers la Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique notamment.

La Banque s'adosse également à l'engagement de BPCE au Global Compact, dont la signature, intervenue en 2012, vient prolonger l'engagement initié par le réseau des Banques Populaires dès 2003. Ce code de bonne conduite est à ce jour le plus exhaustif et le plus reconnu au plan international. Les références sur lesquelles il s'appuie (ONU, OCDE, OIT...) permettent à la Banque Populaire d'initier,

de poursuivre et de développer sa politique développement durable dans le respect des standards internationaux.

La Banque soutient également la charte suivante :

#### *Label LUCIE*

La Banque s'est engagée en 2011 dans un processus de labellisation, la labellisation LUCIE. Ce label de référence repose sur la norme ISO 26000, nouveau standard international en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

Après avoir été auditée par VIGEO, 1ère agence de notation RSE d'Europe, plusieurs engagements ont été pris par la Banque : développer une offre de services à destination des clients fragiles, étendre la politique d'achats responsables, identifier les obstacles à la féminisation de l'encadrement en vue de prendre les actions correctives nécessaires...

Ces engagements ont permis à la Banque Populaire Atlantique d'obtenir le label Lucie en janvier 2012, devenant ainsi la première banque européenne labellisée. Ce label a été renouvelé pour 3 ans en janvier 2015 suite à un nouvel audit de contrôle effectué par VIGEO en novembre 2014.

#### *Dirigeants Responsables de l'Ouest*

La Banque est engagée auprès de l'association Dirigeants Responsables de l'Ouest. Cette association fédère des chefs d'entreprise des Pays de la Loire et de Bretagne convaincus que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) améliore la performance économique de leur entreprise. Elle vise l'échange de bonnes pratiques RSE via des réunions thématiques et ateliers.

#### *Charte de la diversité*

La charte de la diversité incite les entreprises à garantir la promotion et le respect de la diversité dans leurs effectifs. La Banque Populaire Atlantique a signé cette charte en 2006 : elle s'engage ainsi à lutter contre toute forme de discrimination et à mettre en place une démarche en faveur de la diversité.

La stratégie RSE de la Banque s'inscrit dans le cadre de la politique Développement Durable du Groupe BPCE, via notamment le plan stratégique 2014-2017, « Grandir autrement », qui a fixé les ambitions auxquelles le développement durable est appelé à contribuer au travers, notamment, du chantier modèle coopératif : le soutien à la croissance verte et responsable, l'inclusion bancaire et financière et la diminution de son empreinte carbone.

Le suivi des actions de RSE de la Banque est assuré par un référent dédié, au sein du Département Esprit Coopératif et RSE. La mise en œuvre des actions repose, de manière plus large, sur l'ensemble des directions de la Banque.

<sup>1</sup>Tel que défini par l'article 238 bis du Code général des impôts

### 1.1.1.2 Identité coopérative

Le projet stratégique «Grandir autrement» du Groupe BPCE comporte des engagements spécifiques pour faire vivre le modèle coopératif dans le métier bancaire.

Vingt programmes ont été menés ou initiés en 2014 à ce titre sur trois axes : clients et territoires, collaborateurs, sociétaires.

Ils portent sur l'inclusion de critères coopératifs dans la mesure de la qualité des services et des relations, la mesure de l'impact sociétal de l'activité des Banques Populaires, le traçage des utilisations régionales de l'épargne collectée, la prévention de l'exclusion bancaire, l'accessibilité des investissements de mutation énergétique et la participation des sociétaires à l'innovation bancaire.

Les Banques Populaires, dont la Banque Populaire Atlantique, sont des sociétés soumises à un régime juridique spécifique conforme aux valeurs des coopératives :

- Une rémunération limitée du capital hors de toute spéculation ;
- Des réserves impartageables transmises aux générations futures ;
- Le sociétaire dispose d'une double qualité : il est à la fois détenteur et utilisateur de sa coopérative ;
- Une organisation qui fonde sa performance économique sur l'efficacité collective et la gestion sur le long terme ;
- La primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel ;
- Un ancrage dans les territoires favorisant leur développement (organisation décentralisée).

Les Banques Populaires ont défini conjointement, en accord avec la Fédération Nationale des Banques Populaires, un ensemble d'indicateurs répondant aux 7 grands principes de l'Alliance Coopérative Internationale pour évaluer leurs pratiques coopératives.

#### Détail des indicateurs coopératifs

**Principe n°1 :** Adhésion volontaire et ouverte à tous. L'adhésion à la Banque est un acte libre et volontaire, sans discrimination de sexe, d'origine sociale, ethnique, religieuse ou politique.

Indicateur	2014
Nombre de sociétaires	134 770
Evolution du nombre de sociétaires	+1 %
Taux de sociétaires parmi les clients	36.7 %
Evolution du taux de sociétaires parmi les clients entre le 31/12/2013 et le 31/12/2014	+ 0.7
Répartition du sociétariat <ul style="list-style-type: none"> <li>• Particuliers</li> <li>• Professionnels</li> <li>• Entreprises</li> </ul>	85% 13% 2%

**Principe n°2 :** Pouvoir démocratique exercé par les membres. Les sociétaires se réunissent chaque année pour participer à l'Assemblée Générale de la Banque Populaire Atlantique, élire les administrateurs et voter les résolutions. Le vote des sociétaires est historiquement à la proportionnelle. Un homme = 0.25% maximum des voix exprimées en Assemblée Générale.

Indicateur	2014
Taux de vote à l'Assemblée Générale	27.36%
Nombre de membres du Conseil d'Administration Nombre de censeurs	15 1
Taux de participation des administrateurs aux Conseils d'Administration	83%
Taux de femmes membres du Conseil d'Administration	25%
Nombre de réunions de Comités Spécialisés issus du Conseil d'Administration	12

**Principe n°3 : Participation économique des membres.**

Indicateur	2014
Caractéristiques des parts sociales	Taux de rémunération de la part sociale versé en 2014 : <b>2.45%</b> Nominal de 17 euros
Montant moyen de détention de parts sociales par sociétaire au 31/12/2014 (en €)	<b>2 808.69</b>
Redistribution des bénéfices	<b>30.41%</b>
Concentration du capital au 31/12/2014	<b>11.2%</b> des sociétaires détiennent 50% du capital de la Banque Populaire Atlantique

**Principe n°4 : Autonomie et indépendance.**

La Banque Populaire Atlantique est détenue à 100% par ses 134 770 sociétaires.

**Principe n°5 : Education, formation et information des administrateurs.**

Indicateur	2014
Comité d'audit : pourcentage des membres ayant suivi au moins une formation	<b>20%</b>
Comité d'audit : nombre d'heures de formation par personne	<b>6.25</b>
Conseil d'Administration : nombre de participations aux formations	<b>9</b>
Conseil d'Administration : nombre de sessions de formation	<b>5</b>
Conseil d'Administration : nombre d'heures de formation	<b>57.5</b>
Conseil d'Administration : nombre de formations de nouveaux administrateurs et de formations de perfectionnement	<b>3</b>

**Principe n°6 : Coopération entre les coopératives.** La Banque Populaire Atlantique est membre de Coop FR, organisme de représentation du mouvement coopératif en

France. Elle est représentée au sein du Conseil Supérieur de la Coopération. Elle soutient la Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire sur son territoire et siège à son Conseil d'Administration.

**Principe n°7 : Engagement envers la communauté.** La Banque Populaire Atlantique fait vivre son territoire, notamment au travers des actions menées envers ses sociétaires.

Indicateur	2014
Nombre de clubs de sociétaires sur le territoire	<b>6</b>
Nombre de membres de clubs de sociétaires	<b>292</b>
Nombre de réunions de clubs de sociétaires	<b>74</b>

**1.1.1.3 Dialogue avec les parties prenantes**

La Banque Populaire Atlantique mène directement un dialogue permanent et constructif avec les différentes parties prenantes. Son expérience reconnue sur les régions Bretagne et Pays de la Loire dans le domaine de la finance et du développement durable l'amène à coopérer avec de nombreux acteurs du territoire (État, collectivités locales, ONG...) sur des chantiers sociétaux, sociaux ou environnementaux.

Faits marquants en 2014 :

- > Participation au conseil d'administration et au bureau de FACE Loire Atlantique (Fondation Agir Contre l'Exclusion) ;
- > Participation au conseil d'administration de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- > Soutien à la chaire Vulnérabilité Financière d'Audencia, la chaire Ville Connectée de l'Ecole de Design et la chaire Banque Finance de l'Université de Nantes ;
- > Signataire de la charte de la responsabilité globale de la mairie de Saint Herblain ;
- > Participation au projet lancé par la Région Pays de la Loire, de création d'un référentiel RSE ;
- > Membre de la commission Développement Durable de l'association Produit en Bretagne, association qui fédère plus de 300 entreprises participant au rayonnement économique et culturel de la Bretagne ;
- > Membre du conseil d'administration de l'Agence Locale pour l'Energie et le Climat d'Angers Loire Métropole ;

> Organisation des Trophées Régionaux du Développement Durable, en partenariat avec EDF, la CGPME, l'Ecole des Mines de Nantes, l'Ecole Centrale de Nantes et l'ESAIP d'Angers.

Pour les parties prenantes internes ou de marché, ce dialogue se matérialise par des réunions d'échanges ou d'information comme dans le cas des sociétaires. La Banque Populaire Atlantique a créé en 2013, 6 clubs sociétaires répartis sur l'ensemble de son territoire. Ces clubs réunissant un total de 292 sociétaires volontaires, baptisés Ambassadeurs, laissent une grande place aux échanges d'idées et au dialogue afin de co-construire avec les clients sociétaires la Banque de demain.

#### 1.1.1.4 Méthodologie du reporting RSE

La Banque Populaire Atlantique s'efforce de fournir une vision sincère et transparente de ses actions et de ses engagements en termes de RSE.

Une table de synthèse des indicateurs RSE présents dans le présent rapport est disponible au 1.1.8 de ce dernier.

### Choix des indicateurs

La Banque Populaire Atlantique s'appuie sur un référentiel d'indicateurs RSE élaborés à l'échelle du Groupe BPCE. Ce référentiel RSE couvre les 42 thématiques du Décret n°2012-560 du 24 avril 2012 relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale. Il fait également référence aux indicateurs définis par la Global Reporting Initiative (GRI) et son supplément pour le secteur financier.

Le référentiel RSE BPCE a fait l'objet d'une actualisation en 2014, afin de prendre en compte :

- les recommandations exprimées dans le cadre du groupe de travail ad hoc au sein du Groupe BPCE ;
- les remarques formulées par les commissaires aux comptes dans le cadre de leur mission de vérification pour l'exercice 2013 ;
- l'évolution de la réglementation.

Le référentiel BPCE a fait l'objet d'un guide utilisateur sur lequel la Banque Populaire Atlantique s'est appuyée pour la réalisation du chapitre RSE du présent rapport. Elle s'est également basée, pour les données bilan carbone, sur le guide méthodologique ad hoc fourni par BPCE.

### Exclusions

Du fait de l'activité de la Banque Populaire Atlantique, certaines thématiques relatives au Décret n°2012-560 du 24 avril 2012 n'ont pas été jugées pertinentes ; c'est le cas pour :

- Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement : enjeu peu pertinent au regard de l'activité de la Banque.

- Les nuisances sonores et autres formes de pollution, et l'utilisation des sols : du fait de ses activités de services, le Groupe BPCE n'est pas concerné par les enjeux relatifs à la prévention des nuisances sonores ainsi qu'à l'emprise aux sols. De par la configuration de ses bureaux et ses locaux commerciaux, souvent à plusieurs étages, son emprise au sol est inférieure à des activités industrielles étendues sur un même plan.

### Comparabilité

La Banque Populaire Atlantique fait le choix de ne communiquer, cette année, que sur un seul exercice pour certains indicateurs dont la définition aurait été modifiée par rapport à 2013, ainsi que pour les indicateurs publiés pour l'exercice 2014 mais pas 2013.

### Période du reporting

Les données publiées couvrent la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2014 au 31 Décembre 2014.

Dans le cas où les données physiques ne sont pas exhaustives, les contributeurs ont procédé à des calculs d'ordre de grandeur pour estimer les données manquantes, à partir de ratios moyens fournis par BPCE.

### Rectification de données

Si une donnée publiée dans le présent rapport de gestion en année N-1 s'avère être erronée, une rectification sera effectuée avec une note de bas de page le précisant.

### Périmètre du reporting

En 2014, le périmètre de reporting pour les indicateurs RSE concerne la Banque Populaire Atlantique à l'exclusion de l'unique filiale comportant des effectifs à savoir le CMMAtl. De fait, le périmètre du reporting RSE 2014 est supérieur à 85 % des effectifs du reporting consolidé.

L'objectif visé par la Banque Populaire Atlantique à terme est de répondre à son obligation réglementaire d'une consolidation de son reporting RSE sur un périmètre de consolidation statutaire (le même que celui utilisé pour la publication des comptes). Toutefois, la satisfaction de l'obligation réglementaire se fera au fur et à mesure. Le périmètre retenu pour l'exercice 2014 a été déterminé selon le champ du possible. Le périmètre s'élargira chaque année

pour se rapprocher du périmètre de consolidation statutaire.

## 1.1.2 Offre et relation clients

### 1.1.2.1 Financement de l'économie et du développement local

La Banque fait partie des principaux financeurs des entreprises et des structures de l'économie sociale sur les régions Bretagne et Pays de la Loire. Sa responsabilité est d'être présente aux côtés de ces acteurs pour accompagner les initiatives régionales qui alimentent le dynamisme des territoires. Ainsi, en dépit d'un contexte économique tendu, la Banque s'est efforcée de poursuivre une politique de financement soutenue.

En janvier 2014, la Banque avait pris l'engagement d'accompagner les entreprises dans le financement de leurs investissements à hauteur de 630 millions d'euros. Finalement cet objectif a été dépassé avec 643 millions accordés. Pour 2015, la Banque a décidé d'aller encore plus loin en allouant une enveloppe de 714 millions d'euros de crédits aux acteurs économiques régionaux.

**Tableau 1- Financement de l'économie locale  
(encours de crédits en millions d'euros)**

	2014	2013
<b>Total Crédits dont :</b>	<b>7 632</b>	<b>7 656</b>
Secteur public territorial	12	11
Economie sociale et solidaire	30	37
Logement social	16	15

Par ailleurs, la Banque a procédé en 2014 dans le cadre de l'utilisation du CICE<sup>2</sup> à différents investissements à hauteur de 1 292 699 euros en matière de :

- Immobilier : un vaste programme de rénovation d'agences a été lancé afin de proposer à la clientèle dans un lieu unique les avantages d'une agence de proximité et les bénéfices de la banque à distance. Bureaux de réception, salles communes avec open-space...tout est désormais pensé

pour optimiser l'espace et installer une atmosphère collaborative entre les conseillers et leurs clients.

- Dématérialisation des documents : des dépenses ont été consenties pour financer la suppression progressive des supports papier, notamment la dématérialisation des dossiers de crédits, et la numérisation, à terme, de l'ensemble des documents reçus et traités au sein de la Banque.

- Innovations technologiques : un vaste programme d'innovations technologiques visant à fournir aux clients le meilleur de l'humain et du digital a été lancé dans le cadre du projet d'entreprise Impulsion 2020 : signature électronique en agence, nouveau poste de travail en agence, développement de la relation client sur tablette.

- Formation : de très nombreuses actions de formation ont été dispensées aux collaborateurs de la Banque durant l'exercice. Le CICE a servi principalement à financer le diagnostic réalisé auprès de l'ensemble des collaborateurs sur leur connaissance en matière de pratiques numériques.

### 1.1.2.2 Finance solidaire et investissement responsable

Au-delà de leur activité de financement de l'économie locale, les Banques Populaires proposent différents produits d'investissement socialement responsable (ISR) afin de répondre aux attentes des clients soucieux de l'impact de leurs décisions d'investissement. Il s'agit notamment de la gamme de placements responsables gérée par Mirova, la filiale de Natixis Asset Management, pionnier de l'ISR en France, qui regroupe des fonds responsables thématiques et solidaires. Les labels Finansol et Novethic attribués à certains de ces fonds témoignent de la qualité de cette gamme.

**Tableau 2- Fonds ISR et solidaires  
(encours en millions d'euros au 31/12)**

	2014	2013
FRUCTI ISR OBLI EURO	3.7	3.4
FRUCTI EURO ISR	0.3	0.3
FRUCTIFONDS VALEURS EUROPEENNES	6.2	6.7
FRUCTI ACTIONS ENVIRONNEMENT	0.3	0.1

<sup>2</sup> Le CICE (Crédit d'impôt compétitivité – emploi) a pour objet de financer l'amélioration de la compétitivité des entreprises au travers d'efforts réalisés en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement.



En complément de cette offre, la Banque propose une gamme de livrets d'épargne solidaire :

Le CODEVAIR s'adresse aux clients qui souhaitent donner du sens à leur épargne. Le souscripteur accepte de partager une partie de la rémunération de son livret pour le financement de projets environnementaux et sociaux. Ce livret a obtenu en juin 2014 le renouvellement du label FINANSOL, garantissant ainsi aux épargnants que leur argent sera mobilisable sur des projets solidaires et environnementaux.

En septembre 2013, la Banque a élargi sa gamme en proposant le LIVRET INVESTISSEMENT LOCAL. Ce livret permet de soutenir les entreprises locales tout en épargnant. Les fonds collectés sont intégralement redistribués, sous forme de financements, aux entreprises de notre région pour les accompagner dans leur développement : 1 € épargné = 1 € investi localement.

### Livrets Solidaires

(encours en milliers d'euros au 31/12)

	2014	2013
CODEVAIR	66 736	7 549
LIVRET INVESTISSEMENT LOCAL	115 731	35 276

#### 1.1.2.3 Accessibilité et inclusion bancaire

### Des agences proches et accessibles

Les Banques Populaires ont fait du concept de proximité et de leur présence sur l'ensemble du territoire une des clefs de leur réussite. C'est pourquoi la Banque reste attentive à maintenir une forte présence sur son territoire ; fin 2014, la Banque Populaire comptait ainsi 174 agences dont 1 en zone rurale et 4 agences en zones urbaines sensibles (ZUS).

La Banque Populaire s'attache à rendre ses services accessibles aux personnes en situation de handicap. Le premier engagement est la mise en conformité avec l'obligation légale d'assurer l'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées : à ce jour, 81 % des agences remplissent cette obligation.

**Tableau 3 - Réseau d'agences**

	2014	2013
<b>Réseau :</b>		
Agences, points de vente, GAB hors site	174	175
<b>Accessibilité :</b>		
Nombre d'agences en zone rurale	1	1
Nombre d'agences en zone urbaine sensible (ZUS)	4	4
Agences accessibles aux personnes handicapées (loi handicap 2005)	81%	75%

Portant haut les couleurs d'une banque responsable et engagée, la Banque a ouvert la voie en incluant dans sa réflexion la notion d'égal accès pour tous à la communication et à l'information. Ainsi, c'est en 2012 qu'elle devient la première banque à proposer gratuitement «ACCEO», pour rendre ses services bancaires à distance accessibles aux personnes sourdes et malentendantes. Une idée novatrice reprise depuis par quelques autres banques qui proposent désormais ce service.

Fière de l'expansion de cet outil citoyen, la Banque a décidé d'étendre ACCEO à l'ensemble de son réseau en l'intégrant dans sa démarche de modernisation. Ce service est aujourd'hui déployé sur les 174 agences « traditionnelles » et chaque client sourd ou malentendant peut désormais dialoguer avec son propre conseiller en local.

#### 1.1.2.4 Politique qualité et satisfaction client

### Politique qualité

La banque de détail connaît des mutations significatives, et parmi les plus marquantes il convient notamment de relever celles touchant au comportement des clients.

Face aux questions qui sont posées sur le business model de la banque de détail, quelques certitudes s'affirment, notamment celle que plus que jamais le client doit être au cœur des préoccupations, des stratégies et de leur implémentation : customer centricity.

C'est ainsi que dans le cadre de son projet d'entreprise

« Impulsion », la Banque a mis en avant 5 lignes de force dont celle de la « Qualité perçue par le Client ».

En 2014, la Banque a lancé un programme d'amélioration de la qualité de ses prestations baptisé « Qualité 3D » au cœur duquel on trouve des promesses fortes sur 3 axes : « Disponibilité, Délai et Devoir de Transparence ».

Ce programme vise l'obtention d'un label en juin 2015, qui devra couronner les améliorations tangibles apportées depuis début 2014.

Dans le cadre du programme Qualité 3D, le dispositif d'écoute a d'ores et déjà évolué. En 2014 et en cohérence avec BPCE, l'enquête nationale de satisfaction a permis d'interroger comme les années précédentes, près de 1 000 clients Particuliers et Professionnels.

En complément, toujours en lien avec BPCE, la Banque a également pu interroger 80 clients Entreprises et 100 clients Banque Privée. Une étude propre à la Banque est en cours sur notre clientèle Agriculture.

Nous amplifions nos visites mystères de manière à désormais pouvoir sonder notre parc d'agences tous les 2 ans.

Plusieurs enquêtes de satisfaction « ad hoc » ont aussi été diligentées : « Accueil partagé », « Horaires d'ouverture », etc.

Par ailleurs, en avance de phase sur les autres Banques Populaires, la Banque vient de lancer un dispositif récurrent de questionnaire post-entretien auprès des clients Particuliers et Professionnels. Désormais, chaque client recevra à l'issue d'un entretien un questionnaire par mail, lui permettant de se prononcer sur son niveau de satisfaction.

## Marketing responsable

Une procédure de validation des nouveaux produits, processus et services bancaires et financiers destinés à la clientèle a été mise en place par le Groupe BPCE. Cette procédure appliquée à la Banque vise en particulier à assurer une maîtrise satisfaisante des risques liés à la commercialisation des produits auprès de la clientèle par la prise en compte, tant dans la conception du produit, les documents promotionnels que dans l'acte de vente des produits, des diverses exigences réglementaires en la matière.

Elle mobilise les différentes expertises existant au sein du Groupe (notamment juridique, finances, risques, systèmes d'information, conformité) dont les contributions, réunies dans le cadre du Comité d'Etude et de Validation des NOUVEAUX PRODUITS (CEVANOP), permettent de valider chaque nouveau produit avant sa mise en marché.

Un dispositif analogue s'applique également aux processus de vente, notamment de vente à distance, ainsi qu'aux supports commerciaux utilisés de manière courante vis-à-vis de la clientèle.

La procédure de validation des nouveaux produits avant leur mise sur le marché (CEVANOP) permet par ailleurs, de répondre au critère de l'article L. 225 de la Loi Grenelle 2 sur les mesures engagées en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs. Et ce d'autant plus que les produits bancaires pour les particuliers ne sont pas vraiment concernés par cet enjeu et que la réglementation bancaire est très stricte sur la protection des consommateurs.

## I.1.3 Relations et conditions de travail

### I.1.3.1 Emploi et formation

#### Effectif/embauches

Malgré un contexte tendu, la Banque reste parmi les principaux employeurs en région. Avec 1550 collaborateurs fin 2014, dont 93 % en CDI et 54% de femmes, elle garantit et crée des emplois parfaitement ancrés sur son territoire, non délocalisables.

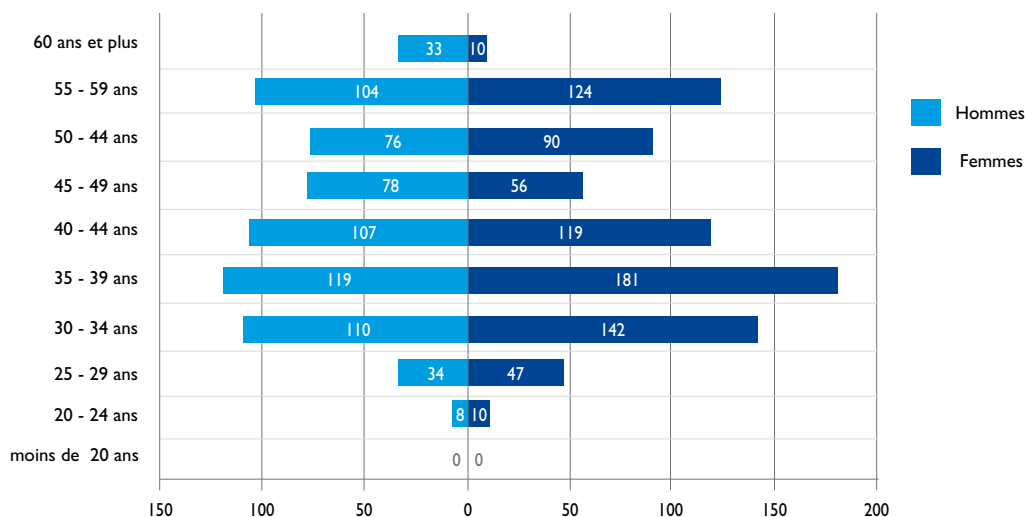
**Tableau 4 - Répartition de l'effectif par contrat, statut et sexe**

	2014		2013	
	Nbre	%	Nbre	%
<b>CDI / CDD</b>				
CDI y compris alternance	1449	93	1490	95
CDD y compris alternance	101	7	81	5
<b>TOTAL</b>	<b>1550</b>	<b>100%</b>	<b>1571</b>	<b>100%</b>
<i>CDI et CDD inscrits au 31 décembre 2014</i>				
<b>Non cadre / cadre</b>				
Effectif non cadre	904	62	962	65
Effectif cadre	545	38	528	35
<b>TOTAL</b>	<b>1449</b>	<b>100%</b>	<b>1490</b>	<b>100%</b>
<i>CDI inscrits au 31 décembre 2014</i>				

Femmes / hommes	2014		2013	
	Nbre	%	Nbre	%
Femmes	779	54	802	54
Hommes	670	46	688	46
<b>TOTAL</b>	<b>1 449</b>	<b>100%</b>	<b>1 490</b>	<b>100%</b>

*CDI inscrits au 31 décembre 2014*

Figure 1 - Pyramide des âges (effectif CDI)



Pour l'exercice 2014, le nombre total d'embauches en contrats à durée indéterminée et déterminée hors alternance s'élève à 120. Ainsi la Banque reste un acteur économique important sur son territoire.

Au-delà de ces recrutements, elle accompagne la professionnalisation des jeunes de la région en proposant des contrats d'alternance (33 en 2014) ainsi que des stages école (154 en 2014). Elle offre aussi la possibilité à près de 200 étudiants d'avoir une première expérience professionnelle pour les remplacements d'été.

Tableau 5 - Répartition des embauches

	2014		2013	
	Nbre	%	Nbre	%
CDI y compris alternance	28	18	38	28
dont cadres	1		18	
dont femmes	15		20	
dont jeunes moins de 25 ans	5		3	
CDD y compris alternance	125	82	98	72
<b>TOTAL</b>	<b>153</b>	<b>100 %</b>	<b>136</b>	<b>100 %</b>

*CDI et CDD inscrits au 31 décembre 2014*

**Tableau 6 - Répartition des départs CDI**

	2014		2013	
	Nbre	%	Nbre	%
Départ en retraite	43	47	34	45
Démission	17	19	18	24
Mutation Groupe	3	3	3	4
Licenciement	8	9	8	11
Rupture conventionnelle	10	11	5	7
Rupture période d'essai	8	9	4	5
Autres	2	2	3	4
<b>TOTAL</b>	<b>91</b>	<b>100%</b>	<b>75</b>	<b>100%</b>

### Formation des salariés

Au travers d'une politique de formation active et diplômante, la Banque témoigne de son ambition à garantir à ses salariés employabilité et mobilité, tout au long de leur parcours professionnel. L'offre de formation profite ainsi à leur perfectionnement continu, notamment dans les métiers commerciaux, où la clientèle est en demande de conseils personnalisés de plus en plus pointus.

En 2014, le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue s'élevait à 5.33%. La Banque se situe ainsi au-delà de la moyenne du secteur, autour de 4%<sup>3</sup>, et de l'obligation légale de 1,6%. Cela correspond à un volume de près de 30 000 heures de formation et 1265 collaborateurs formés. Parmi ces formations, 77% avaient pour objet l'adaptation des salariés à leur poste de travail et le maintien de leur capacité à trouver un emploi et 23% le développement des compétences.

Cette politique importante de développement des compétences intègre notamment la mise en place :

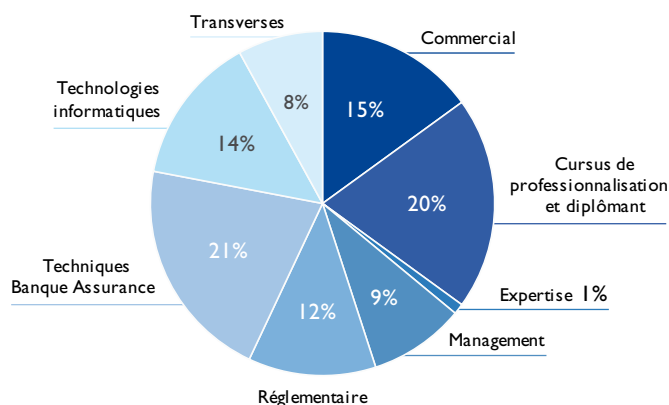
- De formations systématiques d'adaptation au poste de travail,
- De tutorats formalisés lors des recrutements et lors des évolutions de postes,
- De formations à distance via une plateforme de Formation « Essenti@ » permettant la réalisation

d'e-Learning adaptés à chaque métier,

- Des sessions spécifiques sous forme de « Classes Virtuelles ».

A cela s'ajoute la mise en place d'une « Heure efficace » hebdomadaire pour sensibiliser et former les collaborateurs ainsi qu'un accompagnement personnalisé des conseillers de clientèle par des conseillers de développement. Tous ces dispositifs assurent ainsi une montée en compétences globale des équipes.

**Figure 2 - Répartition des formations selon le domaine**  
(en % du volume d'heures total sur l'année 2014)



### Politique salariale et dispositif d'évolution de carrière

En matière de politique salariale, la Banque met en œuvre chaque année une procédure d'analyse et de révision des rémunérations individuelles et de leur évolution.

Donner à chacun une vision claire de son avenir est un objectif social prioritaire de la Banque. Chaque début d'année, tous les collaborateurs expriment leurs souhaits d'évolution au cours d'un entretien avec leur manager. Ces entretiens deviennent ensuite la base de travail des Comités de Mobilité et de Carrières (CMC) annuels instaurés à la Banque en 2008 et composés de la ligne managériale et de la Direction des Ressources Humaines - DRH (Responsable Formation et Responsable Ressources Humaines). Le CMC a pour vocation d'examiner les situations individuelles de chaque collaborateur et leur apporter une réponse adaptée en terme d'évolution et de formation, allant jusqu'à se formaliser par un engagement écrit d'évolution professionnelle à court terme.

<sup>3</sup> <http://www.fbf.fr/web/Internet2010/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/3ACB4716C7126C18C125784500561D20?OpenDocument>

### 1.1.3.2 Egalité et diversité

Facteur de performance économique, la diversité est également un vecteur de créativité et de progrès sociétal. Faire évoluer les mentalités et modifier les représentations sont au cœur du projet de la Banque depuis ses origines.

La Banque en fait aujourd'hui un des objectifs prioritaires de sa politique de ressources humaines. La coexistence de profils variés est une source de complémentarité, d'équilibre et d'efficacité économique et permet à la Banque :

- de s'entourer de compétences diverses et complémentaires, participant ainsi à la réussite de la Banque,
- de mieux refléter la société et son environnement, ce qui facilite la compréhension et la satisfaction des clients.

Par ailleurs, l'accès à l'emploi, le recrutement, l'intégration et l'évolution professionnelle des salariés, sans distinction de culture, de nationalité, de sexe, de religion, de convictions politiques, d'appartenance syndicale, d'âge, d'orientation sexuelle, d'expérience, de caractéristiques physiques et de parcours professionnels constituent un axe fort de la politique sociale et du développement de la Banque. Cet engagement s'est concrétisé dès juin 2006 par la signature de la charte de la diversité.

A la même période, la Banque s'associe à d'autres grandes entreprises de la région pour créer l'association ENEID (Entreprises Nantaises pour l'Emploi et l'Insertion Durable). Cette association s'est affiliée en janvier 2007 au réseau national FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) et se nomme désormais FACE Loire Atlantique. La Banque est très active au sein de cette association et occupe depuis 2012 le poste de secrétaire du bureau.

Afin de poursuivre ces actions, la Banque a signé en octobre 2009 avec l'ensemble des organisations syndicales un premier accord sur la diversité et la lutte contre les discriminations, accord renouvelé en juin 2013. L'objectif : ancrer une véritable prise de conscience et l'implication de tous dans la mise en œuvre de l'égalité de traitement de l'ensemble des femmes et des hommes susceptibles de rejoindre la Banque ou déjà en poste au sein de la Banque.

#### Egalité homme-femme

L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes fait l'objet d'une attention particulière pour la Banque. Car si 54% des effectifs sont des femmes, ces dernières restent moins représentées aux postes d'encadrement et de direction et la représentation des femmes dans l'encadrement s'élève à 31,74%.

En matière salariale, le ratio du salaire médian entre les hommes et les femmes se réduit passant de 1,29 en 2013, à 1,27 en 2014.

**Tableau 7 - Salaire de base médian de l'effectif CDI par sexe et par statut**

	2014		2013
	Salaire médian	Evolution	Salaire médian
Femme non cadre	30 614 €	+ 4,20%	29 381 €
Femme cadre	47 697 €	+3,54%	46 068 €
<b>TOTAL DES FEMMES</b>	<b>35 414 €</b>	<b>+5,81%</b>	<b>33 469 €</b>
Homme non cadre	32 260 €	+3,24%	31 247 €
Homme cadre	54 541 €	+1,37%	53 802 €
<b>TOTAL DES HOMMES</b>	<b>45 039 €</b>	<b>+4,41%</b>	<b>43 135 €</b>

*CDI hors alternance inscrits au 31 décembre 2014*

Tableau 8 - Ratio H/F sur salaire médian

	2014	2013
Non Cadre	1,05	1,06
Cadre	1,14	1,17
<b>TOTAL</b>	<b>1,27</b>	<b>1,29</b>

*CDI hors alternance inscrits au 31 décembre 2014*

La tendance est à la résorption de ces inégalités, grâce à une politique de recrutement et gestion des carrières qui promeut la mixité et la représentation équilibrée des hommes et des femmes à tous les niveaux de la Banque. Chaque négociation annuelle obligatoire intègre une enveloppe dédiée à la situation comparée des hommes et des femmes, en contribuant à la réduction des écarts constatés.

La nomination d'un pilote Mixité au sein de la Banque depuis 2012 permet également de sensibiliser les équipes et facilite ainsi la réduction des écarts.

### Emploi de personnes en situation de handicap

Depuis de nombreuses années, la Banque fait de l'intégration des travailleurs handicapés un des axes forts de sa lutte contre toutes les discriminations. En témoigne le plan d'actions mis en place en mars 2014 qui vient compléter l'accord collectif national conclu pour la période 01/01/2014 au 31/12/2016.

Les résultats sont au rendez-vous puisque la Banque a de nouveau fait progresser son taux d'emploi de salariés en situation de handicap de 5.17% en 2013 à 5.80% en 2014 par la poursuite des recrutements notamment (22 en 2013 et 20 en 2014), et par le maintien dans l'emploi et l'accompagnement des salariés en situation de handicap.

Tableau 9 - Emploi de personnes handicapées

	2014	2013
<b>Emploi direct</b>		
Taux d'emploi direct	5.59%	5.00%
Nombre de recrutements	20	22
<b>Emploi indirect</b>		
Taux d'emploi indirect	0.21%	0.17%
<b>TOTAL :</b>		
Taux d'emploi global	<b>5.80%</b>	<b>5.17%</b>

Afin de piloter la politique Handicap de la Banque, celle-ci s'est dotée depuis plusieurs années d'un référent Handicap. Au-delà des actions de recrutement, il accompagne les collaborateurs en situation de handicap dans leur maintien en emploi et mène une politique de sensibilisation interne et externe. Il est accompagné dans sa mission par un réseau de correspondants « handicap » départementaux qui le soutient dans cette mission.

Faits marquants en 2014 :

- Lancement du nouvel accord handicap Branche 2014-2016 avec un plan d'actions de la Banque validé par les instances représentatives, rappelant les ambitions de la Banque.
- Communication de la plaquette Accord Branche à tous les collaborateurs afin de les sensibiliser.
- Participation et soutien à différentes manifestations : Séminaire de l'AGEFIPH, 30 ans du GIRPEH, Défis Mécénova, Matinale emploi-handicap CGPME 44 et 10<sup>ème</sup> cérémonie des Trophées de l'Insertion du MEDEF 44.
- Sensibilisation des acheteurs de la Banque invités à participer au salon départemental du secteur protégé et adapté.
- Signature d'un nouvel accord d'intéressement qui conserve l'indicateur de progression du taux de travailleurs handicapés dans la Banque parmi 4 indicateurs économiques, financiers et sociétaux.

### Accompagnement des seniors

La Banque accompagne les seniors dans l'évolution de leur carrière professionnelle, sans discrimination relative à l'âge,

puis les aide au moment de leur entrée en retraite, au travers de dispositifs spécifiques.

Depuis 2013, elle permet aux seniors de réaliser des actions de mécénat de compétences dans des associations soutenues par ailleurs par la Banque ou sa Fondation d'Entreprise. Ainsi plusieurs collaborateurs ont participé à l'accompagnement de publics éloignés de l'emploi (seniors, personnes en situation de handicap, jeunes issus de quartiers sensibles) alors que d'autres sont intervenus dans les écoles du territoire pour donner envie aux jeunes d'entreprendre. Afin de préparer le passage à la retraite, chaque année, la Banque propose à ses salariés âgés de plus de 58 ans une formation dédiée.

#### 1.1.3.3 Dialogue social et qualité de vie au travail

En concertation avec le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) et les partenaires sociaux, la Banque s'attache à fournir à l'ensemble de ses collaborateurs des conditions de vie et de santé au travail garantissant la qualité de leur environnement professionnel et la sécurité de leur personne.

La moyenne hebdomadaire du temps de travail rapportée à une base annuelle est de 1607 heures, avec des mesures compensatoires portant sur l'attribution de jours de RTT complémentaires aux collaborateurs.

### Santé et sécurité

Tableau 10 - Absentéisme et accidents du travail

	2014	2013
Taux d'absentéisme	7.33%	6.70%
Nombre d'accidents du travail	11	10

La Banque Populaire Atlantique s'est organisée pour traiter les questions de santé et de sécurité au travail. Cette mission est confiée au service Administration du personnel en relation avec les Responsables Ressources Humaines (RH), le CHSCT, les médecins du travail et assistantes sociales le cas échéant. La Banque recourt à des experts externes tels que des ergonomes, informaticiens spécialistes des logiciels visuels, ou encore des experts de la déficience auditive. Sous l'impulsion coordonnée du CHSCT et de la Direction RH, les problématiques identifiées donnent lieu à des mesures

d'améliorations. En 2014, les principales mesures prises ont été le travail sur l'ergonomie des nouveaux postes de travail, la fluidité des informations entre les acteurs lors d'agressions verbales, la mise en place de dispositifs d'écoute et de soutien psychologique individuels et collectifs et le lancement d'un réseau social d'entreprise.

Par ailleurs, des négociations ont été ré-ouvertes avec les partenaires sociaux en 2014 pour travailler sur un nouvel accord portant sur la Qualité de Vie au travail.

### Conciliation vie professionnelle/vie personnelle

La Banque est soucieuse de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée de ses salariés. De manière générale, les collaborateurs ont la possibilité d'exercer leur activité à temps partiel : en 2014, 11.3% des collaborateurs en CDI, dont 94.5% de femmes, ont opté pour un temps partiel.

Par ailleurs, la Banque accompagne ses collaborateurs dans leurs contraintes parentales en leur proposant divers services et prestations sociales.

Enfin, à travers un accord de télétravail signé en 2014 avec l'ensemble des organisations syndicales, elle permet à plus de 20 collaborateurs de télétravailler.

### Dialogue social

Promouvoir le dialogue social fait partie des valeurs fortes de la Banque.

Au-delà de l'organisation légale qui rythme le dialogue social en entreprise, la Banque a mis en place de nombreuses réunions participatives ou comités de pilotage des accords d'entreprise comme par exemple pour l'accord sur le bien-être au travail, de même que des échanges complémentaires réguliers avec la Direction Générale.

Les instances sociales bénéficient d'un espace dédié sous intranet accessible à l'ensemble des collaborateurs avec notamment l'accès en ligne aux procès-verbaux du Comité d'Entreprise (CE) ainsi qu'au site du CE par un icône dédié présent sur la page d'accueil du site de la Banque.

Par ailleurs, en novembre 2014, un baromètre social a été réalisé auprès de tous les collaborateurs. Une restitution leur en sera faite en 2015 avec partage du plan d'actions qui en découle.

100% des collaborateurs sont couverts par une convention collective.

Lors de l'exercice 2014, la Banque a signé 5 accords collectifs avec les partenaires sociaux représentants du personnel. Ces accords viennent compléter les accords collectifs existants sur :

- La diversité et la lutte contre les discriminations ;
- Le contrat de génération ;
- La prévoyance, le décès et l'invalidité ;
- Le télétravail.

### Respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Dans le cadre de ses activités la Banque s'attache au respect des stipulations des conventions de l'OIT :

Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

Elimination des discriminations en matière d'emploi et de profession (cf. partie « diversité » de ce rapport)

Conformément à la signature et aux engagements pris dans le cadre du Global Compact, la Banque s'interdit de recourir au travail forcé, au travail obligatoire ou au travail des enfants au sens des conventions de l'OIT.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique achat, la Banque fait référence à sa politique Développement Durable et à son adhésion au Global Compact ainsi qu'aux textes fondateurs que sont la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et les conventions internationales de l'OIT. Les fournisseurs s'engagent à respecter ces textes dans les pays où ils opèrent, en signant les contrats comportant une clause spécifique s'y référant.

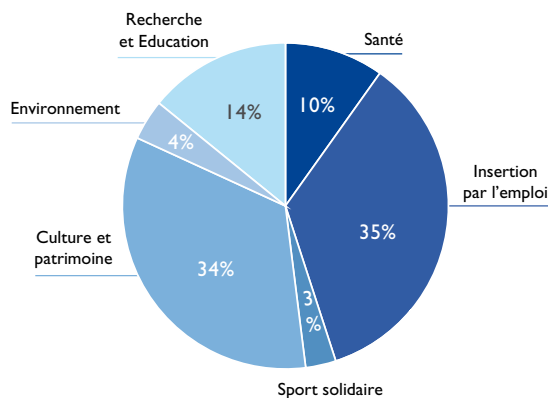
#### 1.1.4 Engagement sociétal

L'engagement en termes de mécénat des Banques Populaires s'inscrit au cœur de leur histoire, de leur identité et de leurs valeurs. Elles s'engagent dans des actions en faveur de la société civile dans des domaines multiples. Elles sont ainsi particulièrement impliquées en faveur du soutien à la création d'entreprises (notamment via la microfinance) de l'insertion et de la solidarité et soutiennent activement le monde de l'éducation et de la recherche.

De nombreux partenariats sont gérés pour le compte des Banques Populaires par la Fédération des Banques Populaires (FNBP) et par BPCE.

En complément des actions de mécénat nationales, et afin d'agir plus efficacement en faveur de l'intérêt général sur son territoire et de structurer sa démarche de mécénat, la Banque s'est dotée de sa propre fondation. Elle est aujourd'hui l'un des premiers mécènes des régions Pays de la Loire et Bretagne. En 2014, le mécénat a représenté près de 870 000 euros.

Figure 3 - Répartition des projets soutenus, par thème



Cette stratégie de mécénat se veut adaptée aux besoins du territoire. Ainsi, elle est définie par les instances dirigeantes de la Banque. Elle mobilise les administrateurs qui participent aux comités de décision de la Fondation, au suivi et à l'évaluation des projets.

#### Partenariats nationaux

En cohérence avec les actions des Banques Populaires sur leur territoire, la FNBP insufflé et porte une politique de partenariats et de mécénat qui se décline autour de l'axe « Libérer l'envie d'entreprendre ». Elle a pour priorités d'actions la microfinance, l'éducation et l'emploi-insertion. A la demande des Banques Populaires, la FNBP a créé un fonds de dotation afin de financer les projets éligibles au mécénat dans le cadre de la politique de partenariats et de mécénat qu'elle porte pour les Banques Populaires. Les principaux partenaires sont l'Adie, la Chaire Banques Populaires Vulnérabilité financière et Microfinance à Audencia, la Chaire de Banque Populaire en Microfinance à l'ESC Dijon, Entreprendre pour Apprendre et le Réseau Entreprendre. La FNBP est également membre du Réseau Européen de Microfinance, de « Finance et Pédagogie » et à l'origine de la création de l'Association Française de Microfinance.

##### 1.1.4.1 Mécénat culturel, sportif et de solidarité

La Banque soutient la Fondation d'Entreprise Banque Populaire, qui est l'instrument de mécénat des 18 Banques Populaires. Intégrée à la Fédération Nationale des Banques Populaires, elle a pour objet de soutenir des parcours de vie de jeunes instrumentistes et de jeunes compositeurs de musique classique, de personnes en situation de handicap, et de jeunes artisans d'art. Des jurys composés d'experts,



sélectionnent les candidats pour chacun des trois domaines d'intervention et proposent les lauréats au Conseil d'Administration de la Fondation, qui décide de l'attribution des subventions. Le Conseil d'Administration est composé de Présidents et de Directeurs Généraux de Banque Populaire, d'un représentant du personnel et des présidents des jurys. La Fondation d'Entreprise Banque Populaire s'engage dans la durée en aidant les lauréats de 1 à 3 ans. Ses actions s'inscrivent dans le respect des valeurs Banque Populaire en les centrant autour de la solidarité et l'envie d'agir. Depuis plus de 20 ans, la Fondation d'Entreprise Banque Populaire a ainsi accompagné de nombreux jeunes instrumentistes, compositeurs, personnes en situation de handicap et jeunes artisans d'art.

Depuis près de 25 ans, le Groupe Banque Populaire mène également une politique de sponsoring dans la voile en étant compétiteur et soutien au développement de ce sport. Cette stratégie originale fait de lui un acteur impliqué dans toutes les dimensions de la voile, de l'initiation en club à la compétition du plus haut niveau et ce, sur l'ensemble du territoire français. Armateur de voiliers de compétition depuis 1989, partenaire de la Fédération Française de Voile depuis l'an 2000, le Groupe Banque Populaire a réaffirmé son engagement dans la voile jusqu'en 2020. Après 2 années riches en événements et en émotions comprenant notamment le Trophée Jules Verne, les Jeux Olympiques, le Vendée Globe et la course du Rhum, elle confirme ainsi son soutien à un sport, des hommes et des projets qui portent les valeurs de performance, de liberté et de partage. Fortement présente sur le littoral, la Banque Populaire Atlantique accompagne les clubs de voile de son territoire. Elle est toujours présente sur de grandes manifestations maritimes telles que le Grand Prix Guyader, les Voiles de l'Erdre ou encore le Vendée Globe. Depuis 2013, elle est également devenue grand mécène de l'association Eric Tabarly qui a pour vocation de maintenir en condition de navigabilité la flotte des Pen Duick.

#### **1.1.4.2 Soutien et accompagnement des associations du territoire**

La Banque, acteur engagé sur son territoire, se mobilise à travers sa Fondation d'Entreprise aux côtés des associations qui œuvrent en faveur de l'intérêt général. Créée en janvier 2010, la Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique a soutenu plus de 600 projets associatifs sur l'ensemble du territoire pour un montant global de 1 774 260 euros. Fidèle à sa mission citoyenne auprès des acteurs régionaux du lien social, elle réserve de nouveau 1 800 000 euros entre 2015 et 2020 pour le tissu associatif régional. La Fondation d'Entreprise Banque Populaire Atlantique a pour objet de soutenir les actions qui s'inscrivent dans

3 catégories :

- humanitaire, social et éducatif, visant notamment à favoriser le renforcement du lien social, l'échange et la solidarité, la lutte contre l'exclusion et le handicap.
- environnemental, en faveur de la préservation de la planète, de la protection de la nature et la lutte contre le réchauffement climatique.
- culturel régional et la sauvegarde du patrimoine...

En 2014, 400 000 euros ont été octroyés et plus de 120 projets de proximité ont été soutenus, principalement dans le domaine de la solidarité.

#### **1.1.4.3 Microcrédits**

La Banque est un acteur incontournable en matière de microcrédit sur son territoire. Elle soutient la recherche en microfinance en étant partenaire depuis l'origine de la Chaire de recherche en Vulnérabilité financière et Microfinance d'Audencia Ecole de Management de Nantes.

En 2014, grâce à la signature d'une convention-cadre nationale entre l'ADIE (Association pour le Développement par le droit à l'Initiative Economique) et la FNBP, la Banque a réaffirmé et renforcé son soutien à l'ADIE et notamment aux jeunes micro-entrepreneurs. Elle reste ainsi le 1<sup>er</sup> partenaire/financeur de l'ADIE. La Banque a également abondé le Fonds de Prêts d'Honneur pour les Jeunes mis en place par l'ADIE et cofinance avec sa fédération des programmes Créa Jeunes et autres actions dédiées au public jeune de l'ADIE. Enfin, elle a également été partenaire avec la FNBP de la Campagne de l'ADIE « Il n'y a pas d'âge(s) pour créer sa boîte » destinée notamment à faire connaître l'ADIE aux Jeunes créateurs d'entreprise. Avec le réseau France Active, elle décaisse directement des microcrédits avec la garantie de France Active. Enfin elle accorde des prêts complémentaires aux Fonds de prêts d'honneur d'Initiative France.

En cohérence avec son positionnement en matière de microfinance, la Banque a ouvert en 2013 une nouvelle agence, Atlantique Coopération. Cette agence dédiée, composée de 3 conseillers spécialisés, propose une offre de microcrédits accompagnés à destination de particuliers et d'entrepreneurs dont les moyens sont souvent insuffisants pour obtenir un financement bancaire classique. Une trentaine de sociétaires de la Banque soutient l'action d'Atlantique Coopération en assurant l'accompagnement des porteurs de microcrédit. En complément, la Banque a développé des produits spécifiquement conçus pour les micro-entrepreneurs à des tarifs préférentiels.

Pour compléter toutes ces actions, elle a signé en 2013 un partenariat avec le Crédit Municipal de Nantes qui lui permet de proposer également des microcrédits personnels à des particuliers qui n'ont pas accès aux crédits bancaires classiques et qui ne sont pas clients.

**Tableau II - Microcrédits personnels et professionnels**  
(production en nombre et en montant)

	2014		2013	
	Montant (k€)	Nbre	Montant (k€)	Nbre
Microcrédits personnels	52	36	21.6	9
Microcrédits professionnels Adie	614	290	411	195
Microcrédits professionnels agence garantis France Active	1 449	123	968	76

## Clients fragiles

Dans le cadre de la loi bancaire du 26 juillet 2013 sur la séparation et la régulation des activités bancaires, les Banques Populaires ont mis en place une offre adaptée aux besoins de la clientèle fragile qui pourra bénéficier d'un ensemble de services bancaires à des conditions privilégiées. A compter de 2015, ce dispositif se substituera à la gamme de paiement alternatif (GPA).

Par ailleurs, afin de faciliter l'appropriation du nouveau dispositif par les agences, un module e-learning a été déployé en octobre auprès des conseillers financiers de la Banque pour leur présenter l'offre « clients fragiles ». Une formation complémentaire en classe virtuelle a été lancée fin 2014 pour sensibiliser le réseau à la gestion de la clientèle fragile et au microcrédit.

La Banque a par ailleurs poursuivi ses travaux pour mieux cibler et répondre aux besoins des clientèles fragiles.

Cohérentes avec ses valeurs, elle a une nouvelle fois, cette année, accordé une place importante aux thématiques d'insertion, d'emploi et de solidarité. Favoriser les conditions d'un nouveau départ passe parfois par un retour à l'emploi de ceux qui en sont exclus au travers d'actions d'Insertion

par l'Activité Économique (IAE). La Banque est, comme l'ensemble du réseau Banque Populaire, fortement impliquée en matière de réinsertion professionnelle. Elle a développé de multiples partenariats avec la Fondation Agir Contre l'Exclusion, l'association IMS Entreprendre pour la cité, ASSPRO qui accompagne le retour à l'emploi des quadragénaires et quinquagénaires, ou encore l'association 100 000 entrepreneurs qui intervient auprès des jeunes de la 3<sup>ème</sup> aux études supérieures pour leur donner l'envie d'entreprendre.

De la même manière, la Banque s'est fortement engagée en faveur de la lutte contre le mal-logement, grâce par exemple à son partenariat avec l'association Toit A Moi.

La Banque s'est investie également en matière de pédagogie bancaire au travers notamment de l'accompagnement proposé par son agence de soutien aux clients fragiles, Atlantique Coopération.

### I.1.4.4 Soutien à la création d'entreprise

La Banque, fidèle à ses valeurs et à son histoire aux côtés des créateurs d'entreprise, soutient activement l'entrepreneuriat sur son territoire. Ce soutien se manifeste principalement par l'octroi de subventions à des plateformes d'entrepreneuriat, telles que le réseau Entreprendre, France Active, BGE (ex-Boutiques de Gestion), Initiative France ainsi qu'à de nombreuses agences régionales de développement dont l'objet est d'offrir un accompagnement tout au long du parcours pour optimiser la réussite du projet de l'entrepreneur.

Le réseau des Banques Populaires soutient depuis plus de 15 ans les micro entrepreneurs qui souhaitent sortir de la précarité en créant eux-mêmes leur activité. C'est pourquoi il entretient une relation privilégiée avec l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) : il est son premier partenaire bancaire en matière de refinancement et contribue à la création et au développement d'espaces ADIE Conseil ou d'agences de proximité. La Banque met à disposition de l'ADIE chaque année 700 000 euros de lignes de crédit à taux préférentiel. Elle soutient également les actions de microcrédit d'autres réseaux tels que France Active.

### I.1.5 Environnement

Le Groupe BPCE a été le premier réseau bancaire en France à avoir intégré, il y a plus de trente ans, la dimension écologique et environnementale dans ses pratiques internes et dans sa relation avec les clients et les acteurs de la société civile.

En interne, le Groupe a mis en œuvre une démarche de réduction de son impact environnemental, adaptée aux entreprises qui le composent. Cette démarche s'appuie sur trois outils :

- Des indicateurs fiables ;
- Des actions de réduction de l'empreinte carbone ;
- L'animation d'une filière métier dédiée.

Afin de s'inscrire dans cette dynamique, la démarche environnementale de la Banque comporte deux volets principaux :

### *Le soutien à la croissance verte*

L'impact majeur des banques en matière d'environnement est principalement indirect, à travers les projets qu'elles financent. Consciente de ces enjeux, la Banque vise à accompagner l'émergence de filières d'entreprises en pointe sur les éco-activités (assainissement de l'eau, recyclage et valorisation énergétique des déchets, dépollution des sites, énergies renouvelables) mais aussi de soutenir l'évolution de certains secteurs vers une politique de mieux-disant environnemental, en particulier les transports, l'agriculture et le bâtiment.

### *La réduction de l'empreinte environnementale*

Outre les impacts indirects de ses activités de financement, la Banque génère, dans son activité quotidienne, des impacts directs sur l'environnement. En tant que banque disposant d'un réseau commercial, les enjeux portent principalement sur les déplacements, les bâtiments et les consommables : réduire les postes de consommation, augmenter la part des ressources renouvelables et améliorer le recyclage en aval sont les objectifs majeurs.

Cette démarche est portée par le Directeur du Département Esprit Coopératif et RSE, qui est notamment chargé de réaliser le bilan des gaz à effet de serre en lien avec la Direction des Moyens Généraux. Des actions de sensibilisation des collaborateurs ont été mises en place sur les thématiques suivantes : réduction des consommations de papier, utilisation de la Visio conférence, développement du covoiturage. Par ailleurs, chaque année depuis 2012, la Banque Populaire Atlantique organise une session de formation à l'éco-conduite pour les gros rouleurs.

#### **1.1.5.1 Financement de la croissance verte**

La croissance verte est une dynamique de transformation de l'économie vers des modes de production et de consommation plus respectueux de l'environnement. La question du financement est cruciale pour relayer les initiatives publiques et accompagner le développement des éco-filières industrielles.

Pour atteindre son ambition en la matière, la Banque doit relever plusieurs défis, en coordination avec le Groupe BPCE :

- un défi technique : mieux appréhender les innovations techniques portées par les écoPME pour comprendre le

marché et par conséquent, le financer de manière plus efficace ;

- un défi organisationnel : le marché de la croissance verte se joue à la fois à l'échelle locale, nationale et européenne. Il s'adresse à tous les publics, des particuliers, professionnels TPE/PME, collectivités, aux grandes entreprises et institutionnels ;

- un défi financier : au cœur de ces marchés émergents, l'innovation s'inscrit dans une optique d'investissement à long terme.

La Banque se mobilise pour maîtriser la relative complexité de ces marchés et en saisir les opportunités de business.

### **Innovation et développement de l'offre**

Le prix élevé de l'énergie et des matières premières est un facteur d'accélération des investissements verts.

Banque universelle, la Banque est en capacité aujourd'hui de contribuer à tous les types de projets sur les quatre axes du financement de la croissance verte : l'efficacité énergétique, les investissements de réduction des gaz à effet de serre dans les entreprises, les entreprises impliquées dans la gestion et la valorisation des ressources naturelles et les nouveaux biens et services écologiques. La diversité de ses expertises et de ses implantations lui permet d'accompagner tous les projets développés en Pays de la Loire et en Bretagne.

Pour répondre aux besoins de demain, la Banque innove sur le champ de la croissance verte. Ainsi, un effort spécifique est réalisé depuis fin 2014 afin d'accompagner les chambres consulaires dans la Troisième Révolution Industrielle et Agricole sur quatre domaines :

- la production d'énergies renouvelables ;
- les infrastructures de distribution et de stockage de l'énergie ;
- la rénovation thermique des bâtiments ;
- l'innovation : réseaux connectés, domotique etc.

Enfin, l'amélioration de la visibilité, la compréhension et la diffusion des produits qui composent l'offre commerciale verte et solidaire sont des enjeux majeurs pour les années à venir.

### **Les solutions aux particuliers**

La Banque développe une gamme de « prêts écologiques » destinés aux particuliers pour faciliter l'acquisition de véhicules propres ou peu polluants, ou permettre l'amélioration de l'habitat, notamment pour le financement des travaux d'économie d'énergie.

Tableau 12- Crédits verts : stock en nombre et en montant

	2014		2013	
	Encours (K€)	Nombre	Encours (K€)	Nombre
Eco-PTZ	18 053	1 719	17 439	1 609
PREVair (prêt sur ressources LDD)	5 290	847	7 292	1 044
PREVAIR (sur ressources CODEVAIR)	10 985	366	9 611	350
AUTOVair	1 629	180	1 562	152
PROVair	9 156	113	9 850	114

Tableau 13– Epargne : stock en nombre et en montant

	2014		2013	
	Encours (K€)	Nombre	Encours (M€)	Nombre
Livret Développement Durable	398 181	93 246	402 699	94 325
Livret CODEVair	66 736	1 939	7 549	485

### Les solutions aux artisans, PME, agriculteurs et institutionnels

La Banque accompagne historiquement le développement économique des entreprises régionales. Elle le fait spécifiquement dans des offres de services clefs en main tels que le prêt PROVair.

Une nouvelle structure, Atlantique Environnement, a également été mise en place dès 2012 pour intervenir dans le cadre de l'accompagnement et du financement de projets environnementaux portés par les clients entreprises, professionnels ou agriculteurs de la Banque. Elle valide la bonne articulation des aspects techniques, juridiques, réglementaires et économiques des projets et s'assure de la pertinence du montage financier proposé. 60 projets ont été étudiés en 2014 dont 60% concernant l'énergie solaire photovoltaïque, la méthanisation ou encore l'éolien terrestre pour une puissance cumulée d'environ 36 Mw. 12 millions d'euros ont été débloqués sur les énergies renouvelables en 2014 et l'encours de la Banque sur ce secteur est désormais de plus de 55 millions d'euros au global.

### Projets de grande envergure

Pour les projets de plus grande envergure nécessitant des ressources financières significatives, tels que l'éolien, le biogaz ou la biomasse, la Banque peut bénéficier du savoir-faire de Natixis qui intervient dans des projets publics comme privés, via ses activités de financements ou de crédit-bail (notamment au travers de sa filiale Natixis Energéco, spécialisée dans le financement des énergies renouvelables).

### Contribution aux initiatives régionales et nationales en faveur de la croissance verte

La Banque contribue au développement d'une expertise des éco filières en région qui profite à une dynamique du réseau national des Banques Populaires en valorisant la responsabilité sociale et environnementale :

- participation aux forums régionaux sur les énergies renouvelables, clubs d'entreprises ;
- partenariat sur des événementiels consacrés au développement durable et à la RSE ;
- partenariat universitaire/ESC/Chaire sur la thématique développement durable...

### 1.1.5.2 Changement climatique

#### Bilan des émissions de gaz à effet de serre

La Banque réalise depuis 2009 un bilan de ses émissions de gaz à effet de serre grâce à un outil sectoriel dédié. Cet outil permet de réaliser le bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) selon une méthodologie compatible avec celle de l'ADEME, de la norme ISO 14 064 et du GHG (Green House Gaz) Protocol.

L'outil permet d'estimer les émissions de GES du fonctionnement des agences et du siège de la Banque. Le résultat obtenu est donc celui de la «vie de bureau» de l'entreprise. Les émissions induites par les produits bancaires sont exclues du périmètre de l'analyse.

La méthodologie permet de fournir :

- une estimation des émissions de gaz à effet de serre par entreprise ;
- une cartographie de ces émissions :
  - par poste : énergie, achats de biens et services, déplacement de personnes, immobilisations et autres ;
  - par scope<sup>4</sup>.

Cet outil permet de connaître annuellement le niveau et l'évolution de leurs émissions et d'établir un plan de réduction local.

En ce qui concerne les émissions de GES, le poste le plus significatif pour la Banque Populaire Atlantique est celui des achats qui représente 48% du total des émissions de GES émises par l'entité.

#### Tableau 14 - Emissions de gaz à effet de serre

Par scope

	2014 tonnes eq CO <sub>2</sub>	2013 tonnes eq CO <sub>2</sub>
Combustion directe d'énergies fossiles et fuites de gaz frigorigènes (scope 1)	462	629
Electricité consommée et réseau de chaleur (scope 2)	446	471
Tous les autres flux hors utilisation (Scope 3)	14 261	16 233
<b>TOTAL</b>	<b>15 170</b>	<b>17 333</b>

Par postes d'émissions

	2014 tonnes eq CO <sub>2</sub>	2013 tonnes eq CO <sub>2</sub>
Energie	912	1 008
Achats et services	7 234	6 299
Déplacements de personnes	4 027	5 413
Immobilisations	1 946	1 971
Autres	1 051	2 441
<b>TOTAL</b>	<b>15 170</b>	<b>17 333</b>

Suite à ce bilan, la Banque a élaboré un programme de réduction de son empreinte carbone qui couvre les thèmes suivants :

- l'utilisation de l'énergie ;
- la gestion des installations ;
- les déplacements.

#### Transports professionnels

Les transports professionnels sont l'un des postes les plus importants en matière d'émission de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie. Au total, en 2014, les déplacements professionnels en voiture ont représenté près de 3.7 millions de kilomètres. Par ailleurs, le Gramme de CO<sub>2</sub> moyen par km (étiquette constructeur) des voitures de fonction et de service est passé de 120 à 112 grammes.

Afin de mieux gérer les consommations d'énergies liées au déplacement de ses salariés, la Banque a lancé un Plan de Déplacement Entreprise (PDE) sur l'ensemble de ses sites. Ce PDE a donné lieu à un plan d'actions lié au transport de ses salariés lors de leurs déplacements professionnels.

Quelques actions phares mises en œuvre ou en cours de réalisation :

- mise à disposition d'un site de covoiturage,
- création d'une charte de covoiturage assurant le retour au collaborateur en cas d'empêchement du conducteur,
- développement des classes virtuelles et e-learning,
- développement de la visio conférence avec équipement d'une salle par département.

<sup>4</sup> Le GHG Protocol divise le périmètre opérationnel des émissions de GES d'une entité comme suit :  
 - scope 1 (obligatoire) : somme des émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, tourbe...) de ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise.  
 - scope 2 (obligatoire) : somme des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité.  
 - scope 3 (encore facultatif) : somme de toutes les autres émissions indirectes (de la chaîne logistique, étendue au transport des biens et des personnes)

### I.1.5.3 Utilisation durable des ressources

#### Consommation d'énergie

Consciente des enjeux inhérents au changement climatique et à la pénurie énergétique, la Banque poursuit la mise en œuvre de différentes actions visant :

- à inciter ses collaborateurs à limiter leurs consommations d'énergie sur ses principaux sites ;
- à réduire sa consommation d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments.

**Tableau 15 - Consommation d'énergie (kwh)**

	2014	2013
Consommation totale d'énergie par m²	147.76	146.82

Dans le cadre de sa démarche RSE, la Banque Populaire Atlantique a défini un plan d'action concernant les consommations d'énergie de ses bâtiments.

Un tableau de bord des consommations permet d'avoir une vision objective de la situation et de déterminer les objectifs prioritaires en matière de performance environnementale. D'ailleurs, le « plan travaux » lancé en 2012 prévoyant la réfection de 30% des agences à fin 2014 intègre l'objectif de réduction des consommations énergétiques.

Parmi les actions définies et mises en place, citons notamment le système d'éclairage automatique en fonction de la luminosité extérieur qui équipe le siège social. En complément, l'utilisation d'ampoules basse consommation, d'énergie renouvelable est étudiée chaque fois que possible lors des travaux (lampadaires solaires avec détecteur de mouvement et lampadaires éoliens pour les parkings extérieurs, LED sur signalétiques agences...).

Une procédure de veille des postes informatiques est en place sur l'ensemble des postes informatiques des agences. L'isolation des bâtiments est étudiée lors de chaque chantier de rénovation.

Un plan de sensibilisation des collaborateurs aux gestes éco-responsables est en cours afin de limiter les consommations énergétiques.

#### Consommation de matières premières

Les principaux postes de consommation de matières premières de la Banque sont le papier et le matériel bureautique.

**Tableau 16- Consommation de papier**

	2014
kilos de ramettes de papier vierge (A4) achetées par ETP	55,93

Afin de réduire ses consommations de papier, la Banque a mis en place un ensemble de mesures :

- Les réflexions se poursuivent avec les prestataires informatiques internes pour optimiser les éditions de papier liées à la souscription de produits et services. Les dossiers de crédits sont désormais totalement dématérialisés. En complément, les conditions générales de plusieurs produits sont déposées sur le site internet de la Banque et chez un notaire afin de limiter les éditions. Cette action démarrée en 2012 s'inscrit dans la durée.
- L'ensemble des dossiers clients ont été numérisés. Désormais, les documents relatifs à la relation bancaire sont scannés.
- Le projet de numérisation du courrier entrant lancé fin 2013 s'est poursuivi en 2014 et le système e-fax en place sur les sites centraux a été déployé en agences.
- Un plan d'action a été mis en place afin d'inciter nos clients à passer aux relevés de compte dématérialisés. Au 31 décembre 2014, plus de 83 000 clients reçoivent leurs opérations par internet.

#### Consommation d'eau

La Banque n'a pas à proprement parler un impact important sur les consommations et rejets d'eau hors des usages domestiques. Cependant plusieurs initiatives existent pour réduire la consommation en eau, un bien rare. Des économiseurs d'eau ont ainsi été installés dans l'ensemble des sites de la Banque permettant de réduire de près de 30% la consommation en eau potable.

La consommation d'eau en 2014 s'est élevée à 16200 m3.

#### Gestion de la biodiversité

La biodiversité est prise à égale importance que les autres composantes de la politique environnementale de la Banque. Cependant, contrairement à des facteurs comme le carbone, les travaux d'intégration dans la pratique bancaire sont moins poussés.

La Banque s'intéresse à cette thématique dans le cadre du soutien des projets de protection de la nature par le biais de sa Fondation d'Entreprise. Ainsi, la Fondation d'Entreprise s'engage depuis 2012 auprès de la Ligue pour la Protection des Oiseaux.



#### 1.1.5.4 Pollution et gestion des déchets

La Banque respecte la réglementation relative au recyclage et s'assure de son respect par ses sous-traitants en matière :

- de déchets issus de travaux sur ses bâtiments ;
- de déchets électroniques et électriques (DEEE) ;
- de mobilier de bureau ;
- d'ampoules ;
- de gestion des fluides frigorigènes ;
- de consommables bureautiques (papier, imprimés, cartouches d'encre...).

**Tableau 17- Déchets**

	2014	2013
Quantité de déchets électriques ou électroniques (D3E)	9	0
Total de Déchets Industriels banals (DIB)	160*	274

\*hors travaux exceptionnels « agences »

En matière de risque de nuisance lumineuse, la Banque se réfère à la réglementation qui limite depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 les nuisances lumineuses et la consommation d'énergie, l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels, tels que les commerces et les bureaux<sup>5</sup>. Actions mises en place par la Banque :

- mise en place de systèmes économes en énergie (basse tension, LED...) pour les enseignes du réseau d'agences ;
- mise en place de régulateurs, de type minuteries, détecteurs de présence ou variateurs de lumière ;
- utilisation d'éclairages directionnels orientés vers le bas, afin de limiter la déperdition de lumière...

#### 1.1.6 Achats et relations fournisseurs

##### Politique achats responsables

Axe majeur de sa politique RSE, la Banque s'est engagée en 2012 dans le cadre du label Lucie à promouvoir la responsabilité sociétale de ses fournisseurs et sous-traitants et à favoriser la création de liens durables avec eux. Ces engagements se sont traduits par les actions suivantes :

- Identification des risques sociaux et environnementaux des principaux postes d'achats ;
- Création d'une charte fournisseur intégrant les principes du développement durable, en faisant référence au Global Compact ;

- Formation aux achats responsables de l'ensemble des acheteurs délégués de la Banque.

La Banque inscrit ses actions en matière d'achats responsables dans le cadre du projet national « Agir ensemble pour des achats responsables » (AgiR), lancé par BPCE en 2012. Cette démarche d'Achats Responsables impliquant les entreprises du Groupe et les fournisseurs s'inscrit en cohérence avec les engagements pris par le Groupe BPCE lors de la signature de la Charte « Relations Fournisseurs Responsables » en décembre 2010.

La première phase de diagnostic de l'existant a permis d'une part, de mesurer le degré de maturité des entreprises du Groupe en matière d'achats responsables et d'autre part, d'identifier les risques et opportunités RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) par catégorie d'achats. Un panel de fournisseurs a également été interrogé et invité à se positionner en matière de RSE.

Suite à ce diagnostic, une Politique Achats Responsables a été élaborée par le groupe de travail constitué des Directions Immobilier & Services Généraux, Développement Durable et Ressources Humaines de BPCE et des Départements Conseil et Services au Adhérents, Achats Immobilier & Moyens Généraux et du service juridique de BPCE Achats.

Le déploiement des achats responsables dans le quotidien des achats a pris la forme suivante :

- Dans le processus achats

La déclinaison de la Politique Achats Responsables a été formalisée dans les différents outils du processus achats par leur adaptation ou par la création de nouveaux documents : dossier de consultation, cahier des charges, questionnaire fournisseur avec outil d'autoévaluation RSE des fournisseurs, grille de réponse de l'offre, grille de prix, grille d'évaluation et de sélection des offres, contrats cadre et de référencement.

- Dans le Plan de Performance Achats

La mise en œuvre de la Politique Achats Responsables est traduite dans les plans d'action achats nationaux et locaux (« Plan Performance Achats ») en 4 leviers :

- Actualiser l'expression du besoin et son impact écologique
- Garantir un coût complet optimal
- Intensifier la coopération avec les fournisseurs
- Recourir aux acteurs de l'économie sociale et solidaire

L'objectif est d'intégrer ces leviers dans les actions nationales, régionales et locales des Plans de Performance Achats construits par la Filière Achats : acheteurs de BPCE Achats et des entreprises du Groupe.

- Dans la relation fournisseur

BPCE Achats a souhaité évaluer ses fournisseurs sur leur

<sup>5</sup> Cf. arrêté du 25 janvier 2013 qui est venu encadrer le fonctionnement des éclairages non résidentiels provenant notamment des bureaux, commerces, façades et vitrines. Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

performance RSE dans le cadre des référencements nationaux. Les nouveaux fournisseurs consultés doivent répondre de leurs engagements RSE via un questionnaire d'auto-évaluation joint au dossier de consultation. Quant aux fournisseurs nationaux déjà référencés, ils doivent remplir ce questionnaire d'auto-évaluation et le mettre à disposition dans la base de documents réglementaires animés par BPCE Achats.

Par ailleurs, la Banque met également tout en œuvre afin de limiter le délai de paiement de ses fournisseurs. Ce délai est égal à 39 jours en 2014.

Enfin, la Banque Populaire Atlantique s'est engagée avec 4 autres entités du Groupe BPCE, fin 2014, dans une démarche de labellisation « Relation Fournisseurs Responsables ». Ce label vise à distinguer les entreprises françaises ayant fait la preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs.

### Actions en faveur des PME

En décembre 2013, le Groupe BPCE a adhéré à Pacte PME, association dont l'objectif est d'aider les membres grands comptes adhérents, à construire, mettre en œuvre et évaluer les actions permettant de renforcer leurs relations avec les PME. Un plan d'actions en faveur des PME a été présenté au comité de suivi paritaire de Pacte PME composé d'un collège de PME, grands comptes et personnalités qualifiées qui a rendu un avis positif.

Parmi ces actions, un baromètre de satisfaction fournisseurs a été envoyé à un échantillon de 971 fournisseurs du Groupe BPCE. Le Groupe a obtenu une note globale de 58 sur 100, au même niveau que la moyenne des membres de Pacte PME.

### Achats au secteur adapté et protégé

Depuis juillet 2010, la Filière Achats s'est inscrite dans l'ambition de responsabilité sociétale en lançant, au niveau du Groupe BPCE, la démarche PHARE (Politique Handicap et Achats Responsables). Elle est portée par les filières achats et ressources humaines pour contribuer à l'insertion professionnelle et sociale des personnes fragilisées par un handicap en sous-traitant certaines activités au Secteur Adapté et Protégé (SA&P).

En 2014, la Banque confirme cet engagement avec près de 58 000 euros TTC de dépenses effectuées auprès du SA&P. Les achats confiés par la Banque contribuent à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap puisqu'ils correspondent à 2.96 Equivalents Temps Plein (ETP).

**Tableau I8- Achats au secteur adapté et protégé**

	2014	2013
Montant d'achats auprès du Secteur Adapté et Protégé (en euros)	57 766	48 388
Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) développés auprès du Secteur Adapté et Protégé	2.96	2.52

En ayant recours aux acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, la démarche PHARE s'inscrit désormais à part entière comme un des leviers du projet AgiR et prend ainsi une nouvelle dimension en faisant partie intégrante d'une Politique Achats Responsables plus globale.

Avec cette démarche, la Banque se fixe pour objectif de continuer à développer de manière significative le recours aux EA et ESAT et d'augmenter ainsi son taux d'emploi indirect de personnes en situation de handicap.

### Politique de sous-traitance

Dans le cadre de la politique d'achats responsables, les fournisseurs de la Banque s'engagent à se conformer aux normes et réglementations en vigueur en matière de RSE et à promouvoir ces engagements auprès de leurs fournisseurs et sous-traitants.

#### I.1.7 Lutte contre la corruption et la fraude

En 2014, le Groupe a poursuivi ses travaux en la matière, visant à identifier et regrouper l'ensemble des dispositifs existants au sein de ses entreprises et mettant en lumière son engagement dans ce domaine. La direction du Développement Durable Groupe a été chargée d'organiser cette démarche à travers un chantier réunissant les principales directions concernées (direction de la Sécurité et Conformité Groupe, direction de l'Inspection Générale Groupe, direction des Ressources humaines Groupe, Secrétariat Général et direction Juridique Groupe, BPCE Achats), ainsi que Natixis.

Un groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises au cours de l'année afin d'élaborer une cartographie des dispositifs existants qui relèvent en tout ou partie de la prévention de la corruption et les sources documentaires dans lesquels ils sont formalisés. Cet état des lieux rappelle notamment le cadre légal et les dispositifs applicables au sein du Groupe en matière de :

- Sécurité financière- lutte contre le blanchiment,
- Gestion des embargos,



- Prévention du conflit d'intérêt,
- Cadeaux, avantages et invitations,
- Intermédiaires et apporteurs d'affaires,
- Confidentialité,
- Lobbying,
- Formation et sensibilisation des collaborateurs,
- Dispositif lanceur d'alerte,
- Dispositifs de contrôle,
- Suivi et reporting.

En outre, dans le cadre du contrôle interne et en application

de la charte conformité Groupe la direction de la Sécurité et Conformité Groupe a mis en place en 2014, une procédure cadre et les dispositifs applicatifs associés en matière de prévention et de traitement de la fraude interne, une autorisation des traitements a été obtenue à cet égard auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

1267 collaborateurs de la Banque ont été formés aux politiques anti-blanchiments depuis janvier 2013.

### I.1.8 Table de concordance entre les données RSE produites et les obligations réglementaires nationales (article 225)

## INFORMATIONS SOCIALES

Domaine article 225	Sous domaine article 225	Indicateurs rapport annuel	Page
a) Emploi	l'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique	Répartition des effectifs inscrits au 31/12 : - par contrat (CDI, CDD, Alternance) - par statut (cadre, non cadre) - par sexe Répartition géographique	p.10
		Répartition des effectifs inscrits au 31/12 par tranche d'âge et par sexe (pyramide des âges)	p.11
	les embauches et les licenciements	Embauches : - par contrat (CDI, CDD, Alternance) - par statut (cadre, non cadre) - par sexe	p.11
		Structure des départs CDI par motif	p.12
	les rémunérations et leur évolution	Salaire de base médian de l'effectif CDI par statut et par sexe et ratio H/F salaire médian	p.13
		Evolution du salaire de base médian de l'effectif CDI par statut et par sexe	
b) Organisation du travail	l'organisation du temps de travail	% de collaborateurs à temps partiel (CDI uniquement), dont % de femmes	p.15
		Moyenne hebdomadaire du temps de travail rapportée à une base annuelle (heures)	p.15
	l'absentéisme	Taux d'absentéisme	p.15
c) Relations sociales	l'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	% des collaborateurs couverts par une convention collective	p.15
	le bilan des accords collectifs	Texte descriptif	p.18

## INFORMATIONS SOCIALES (SUITE)

Domaine article 225	Sous domaine article 225	Indicateurs rapport annuel	Page
d) Santé et sécurité	les conditions de santé et de sécurité au travail	Texte descriptif relatif aux conditions de santé et sécurité au travail	p.15
		Enquête de satisfaction réalisée auprès des salariés (baromètre social)	p.17
	le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	Bilan de l'accord santé et sécurité	p.16
	les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	Nb d'accidents du travail	p.15
e) Formation	les politiques mises en œuvre en matière de formation	% de la masse salariale consacrée à la formation	p.12
		Montant des dépenses de formation (euros)	
		% de l'effectif formé	
		Répartition des formations selon le type (adaptation au poste de travail / développement des compétences)	
	Répartition des formations selon le domaine		p.12
	le nombre total d'heures de formation	Nb total d'heures de formation	p.12
f) Egalité de traitement	les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	Description de la politique mixité	p.12, p.15
		Voir tous les indicateurs par sexe, notamment : salaire médian H / F ; pyramide des âges	p.13, p.10
	les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	Description de la politique handicap	p.14
		Taux d'emploi de personnes handicapées (direct et indirect)	p.14
		Nb de recrutements	
	la politique de lutte contre les discriminations	Description de la politique de lutte contre les discriminations	p.12
g) Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT relatives	au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	Description des actions	p.16
	à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession		
	à l'élimination du travail forcé ou obligatoire		
	à l'abolition effective du travail des enfants		

## INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Domaine article 225	Sous domaine article 225	Indicateurs rapport annuel	Page
a) Politique générale en matière environnementale	- l'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	Description de la politique environnementale	p.19
	- les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	Description des actions de formation et d'information des salariés en matière de protection de l'environnement	p.19
	- les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	Soutien à la croissance verte (risques indirects) : détail des actions Réduction de l'empreinte environnementale (risques directs) : détail des actions Existence d'un responsable DD en charge du sujet et d'actions de formation éventuelles à destination des collaborateurs (en spécifiant qu'il n'y en a pas si c'est le cas)	p.19
	- montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours	Non pertinent car applicable aux sociétés admises à négociation sur un marché réglementé	NA
b) Pollution et gestion des déchets	- les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	Non pertinent au regard de notre activité Concernant l'émission des GES, se référer à la partie changement climatique	NA
	- les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	Quantité de déchets électriques ou électroniques (D3E) Total de Déchets Industriels Banals (DIB)	p.23
	- la prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	Non pertinent au regard de notre activité	NA
c) Utilisation durable des ressources	- la consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	Consommation totale d'eau Il n'y a pas de contraintes locales d'approvisionnement en eau	p.22
	- la consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	Tonnes de ramettes de papier vierge (A4) achetées par ETP	p.22
	- la consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	Consommation totale d'énergie par m <sup>2</sup>	p.22
		Description des produits et services en matière de performance énergétique des bâtiments	
		Total des déplacements professionnels en voiture	
		Description des actions visant à réduire les consommations d'énergie et les émissions de GES	p.21
	- l'utilisation des sols	Non pertinent au regard de notre activité	NA

## INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES (SUITE)

Domaine article 225	Sous domaine article 225	Indicateurs rapport annuel	Page
d) ) Changement climatique	- les rejets de gaz à effet de serre	Emissions directes de gaz à effet de serre (scope 1)	p.21
		Emissions indirectes de gaz à effet de serre (scope 2)	
		Gramme de CO2 moyen par km (étiquette constructeur) des voitures de fonction et de service	p.21
		Autres émissions indirectes pertinentes de gaz à effet de serre (scope 3)	p.23
	- l'adaptation aux conséquences du changement climatique	Description des mesures prises	
e) Protection de la biodiversité	- les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	Description de la stratégie adoptée afin de mener à bien sa politique de gestion de la biodiversité	p.21

## INDICATEURS SOCIÉTAUX

Domaine article 225	Sous domaine article 225	Indicateurs rapport annuel	Page
a) Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	- en matière d'emploi et de développement régional	Financement de l'économie sociale et solidaire (ESS) : production annuelle en montant	p.6
		Financement du logement social : production annuelle en montant	
		Financement du secteur public territorial : production annuelle en montant	
		Utilisation du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi) au titre de l'exercice	
		Montant du CICE au titre de l'exercice	
	sur les populations riveraines ou locales	Nombre d'agences / points de vente / centre d'affaires (dont GAB hors sites)	p.9
		Nombre d'agences en zone rurale	
		Nombre d'agences en ZUS	
		Part d'agences accessibles loi handicap 2005 sur la totalité des agences	
b) Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines	- les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	Description des principales parties prenantes et de la manière dont elles sont prises en compte	p.6
	- les actions de partenariat ou de mécénat	Montants des actions de mécénat par catégorie	p.16
		Montant des dons décaissés sur l'exercice au profit d'organismes éligibles au régime fiscal du mécénat	


## INDICATEURS SOCIÉTAUX (SUITE)

Domaine article 225	Sous domaine article 225	Indicateurs rapport annuel	Page
c) Sous-traitance et fournisseurs	- la prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	Montant d'achats auprès du Secteur Adapté et Protégé (estimation 2014)	p.24
		Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) développés auprès du Secteur Adapté et Protégé (estimation 2014)	
		Description de la politique d'achats responsables	p.23
		Formation « achats solidaires »	
		Délai moyen de paiement des fournisseurs	P.23
	- l'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	Description des mesures prises	p.24
d) Loyauté des pratiques	- les actions engagées pour prévenir la corruption	Nombre de salariés (cadre et non cadre) formés aux politiques anti-blanchiment	p.24
		Description de la politique et des dispositifs actuels en matière de fraude interne et externe	
	- les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	Description de l'analyse RSE des nouveaux produits et services : CEVANOP	p.10
		Mesures prises pour l'accès des publics en situation de difficultés	p.19

## INDICATEURS MÉTIERS

Domaine article 225	Sous domaine article 225	Indicateurs rapport annuel	Page
Produits et services responsables	Crédits verts	Eco-PTZ : production annuelle (en nombre et en montant)	p.20
		PREVair (prêts sur ressources LDD) : production annuelle (en nombre et en montants)	
		PREVair (sur ressources CODEVair)	
		PREVair Auto	
		PROVair	
	ISR	Fonds ISR et solidaires : encours des fonds commercialisés au 31/12/2014	p.8
	Epargne	Livrets de développement durable (LDD) : production annuelle (en nombre et en montants)	p.9, p.20
		CODEVair et Livret Investissement Local : production annuelle (en nombre et en montants)	
	Microcrédits	Microcrédits personnels : production annuelle en nombre et en montant	p.18
		Microcrédits professionnel garantis France Active : production annuelle en montant et en montant	
		Microcrédits professionnel garantis France Active : production annuelle en montant et en montant	
		Prêts complémentaires aux Prêts d'Honneur INITIATIVE France : production annuelle en nombre et en montants	

I.1.9 Attestation de présence de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport gestion

	<b>KPMG S.A.</b> <b>Siège social</b> Immeuble Le Pylote 3 cours du Triangle CS 80039 92939 Paris La Défense Cedex France	Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66 Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60 Site internet : <a href="http://www.kpmg.fr">www.kpmg.fr</a>
---	--	--

**Banque Populaire Atlantique**  
**Société Anonyme Coopérative**

Attestation de présence de l'un  
des commissaires aux comptes,  
désigné organisme tiers  
indépendant, sur les  
informations sociales,  
environnementales et  
sociétales consolidées figurant  
dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2014  
Banque Populaire Atlantique  
1, rue Françoise Sagan  
44919 Nantes Cedex 9  
*Ce rapport contient 3 pages*

<small>KPMG S.A., société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.</small>	<small>Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à direction et conseil de surveillance. Inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14.0000701 et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.</small>	<small>Siège social KPMG S.A. Immeuble Le Pylote 3 cours du Triangle 92939 Paris La Défense Cedex Capital : 5.487.100 € Code APE 69002 775 726 417 R.C.S. Nanterre TSA Union Européenne FR 77 775 726 417</small>
---	--	---



**KPMG S.A.**  
**Siège social**  
Immeuble Le Palatin  
3 cours du Triangle  
CS 80039  
92939 Paris La Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

#### **Banque Populaire Atlantique Société Anonyme Coopérative**

Siège social : 1, rue Françoise Sagan  
44919 Nantes Cedex 9

#### **Attestation de présence de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion**

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux sociétaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Banque Populaire Atlantique désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049<sup>1</sup>, nous avons établi la présente attestation sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2014, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

#### **Responsabilité de la société**

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la société (ci-après le « Référentiel »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

#### **Indépendance et contrôle qualité**

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

#### **Responsabilité du commissaire aux comptes**

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce. Il ne nous appartient pas de vérifier la pertinence et la sincérité des Informations RSE.

<sup>1</sup> Dont la portée est disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



*Banque Populaire Atlantique  
Société Anonyme Coopérative  
Attestation de présence de l'un des commissaires aux  
comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les  
informations sociales, environnementales et sociétales  
consolidées figurant dans le rapport de gestion  
25 mars 2015*

Nos travaux ont été effectués par une équipe de quatre personnes entre janvier et mars 2015 pour une durée d'environ une semaine. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

#### **Nature et étendue des travaux**

Nous avons conduit les travaux suivants conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission :

- nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent ;
- nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce ;
- en cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce ;
- nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au paragraphe 1.5.1.4 du rapport de gestion.

#### **Conclusion**

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

Paris-La Défense, le 25 mars 2015

KPMG S.A.

Anne Garans  
Associée

Département Changement Climatique &  
Développement Durable

Franck Noël  
Associé



## 1.2 Valorisation du capital immatériel de la Banque

Activement engagée dans une démarche de RSE, reconnue avec la labellisation Lucie obtenue en janvier 2012 et renouvelée en janvier 2015, la Banque a également décidé de mesurer son capital immatériel. Ce concept correspond à un nouveau courant de la finance moderne, qui consiste à prendre en compte et évaluer toutes les ressources dont l'entreprise a besoin pour créer de la richesse et que la comptabilité ignore. Les règles comptables sont en effet prudentes et considèrent que les ressources de l'entreprise qui sont fragiles ou dont la valeur est volatile ne peuvent être comptabilisées. Il se trouve que, ce faisant, une part importante de la valeur des entreprises (en moyenne 2/3 de la valeur totale) est occultée, alors que ces ressources, bien que fragiles (une marque, par exemple, ou encore un homme clé) peuvent avoir une valeur considérable pour l'entreprise.

### Pourquoi valoriser le capital immatériel de la Banque ?

Les mobiles de cette initiative sont nombreux. Tout d'abord, la Banque est convaincue que la RSE et la recherche d'un développement durable et responsable, loin d'être des actions ponctuelles de communication, sont de véritables enjeux de longs termes, facteurs de performance économique et sociale pour une entreprise. En second lieu, elle veut s'assurer en permanence qu'elle dispose des moyens de ses ambitions : si son capital client, son capital humain ou son capital de savoir-faire sont en mauvais état, alors son développement est en danger. Ensuite, la mesure précise de ce capital immatériel est préférable à une appréciation uniquement qualitative : cela permet la mise au point de plans de progrès pertinents, partagés par le conseil d'administration et l'ensemble des collaborateurs. Cette comptabilité nouvelle offre, par ailleurs, pour la Banque une opportunité de présenter en toute transparence à ses sociétaires une vision plus juste de la valeur de leur entreprise ce qui fait partie intégrante de son ADN. Enfin, si l'immatériel est important pour la Banque il l'est aussi pour ses clients. Cette première étape permet à la Banque d'explorer une intégration future de l'immatériel dans son cœur de métier de banquier.

### Méthode de valorisation

Pour mesurer son capital immatériel, la Banque a été accompagnée par un cabinet externe spécialisé et indépendant, et elle s'est appuyée sur la méthode Thésaurus-Bercy publiée par l'Observatoire de l'immatériel à la demande du Ministère de l'économie et des finances. C'est le standard français en la matière.

Cette méthode classe l'ensemble des actifs de la Banque en 2 grandes familles :

- Les actifs de demandes, représentés par ses clients professionnels et entreprises (clients BtoB) et ses clients particuliers (client BtoC).
- Les actifs d'offres, au service de ses clients.

Chacun de ses actifs est décomposé en un ensemble de critères eux-mêmes qualifiés selon les normes de la méthode d'évaluation du capital immatériel.

### Résultats de la valorisation du capital immatériel 2014 de la Banque Populaire Atlantique

Sont présentés ici les résultats pour l'année 2014 de l'évaluation extra-financière de la Banque : les notes sont exprimées sur 20 et s'interprètent comme au baccalauréat (12/20 = mention assez bien). Ils montrent que la note de la Banque est satisfaisante (12,6/20) et constante par rapport à 2013.

La note globale de la Banque ne change pas par rapport à l'année précédente même si la quasi intégralité des actifs évolue. L'amélioration des actifs d'offre compense la baisse des actifs de demande.

L'amélioration des actifs d'offre est le reflet des investissements importants réalisés par la Banque depuis 2012 (rénovation des agences, réorganisation du réseau et du siège social,...) et des actions mises en œuvre pour répondre à ses engagements RSE dans le cadre de la labellisation Lucie (implication des sociétaires, démarche d'achats responsables,...). Les actifs de demandes, (les clients), sont eux en légère baisse, en conséquence directe avec la situation économique qui est restée tendue en 2014.

Cette valorisation du capital immatériel révèle des sources de grandes satisfactions : le capital sociétaire à 16,7, le capital territorial à 13,8, et le capital humain à 14,9. La Banque Populaire Atlantique a en outre bien progressé sur son capital de savoir-faire (12,6) en accroissant ses facteurs de différenciation et sur son capital fournisseur en développant une politique d'achats responsables.

Famille	Détail	2014	2013
Actifs de demande	Clients B to B dont sociétaires	11.0	11.0
	Clients B to C dont sociétaires	12.0	12.4
	<b>Note actifs de demande</b>	<b>11.7</b>	<b>12.1</b>
Actifs d'Offre	Actif sociétaires (gouvernance)	16.7	16.6
	Ressources territoriales	13.8	13.8
	Actif fournisseurs & partenaires	14.2	13.4
	Actif humain	14.9	14.7
	Actif marque	12.2	12.2
	Actif organisationnel	16.0	15.5
	Actif de savoir	12.6	12.4
	Actif système d'information	13.1	12.8
	<b>Note actifs d'offre</b>	<b>13.4</b>	<b>13.2</b>
<b>Note TOTALE actifs immatériels</b>		<b>12,6</b>	<b>12,6</b>

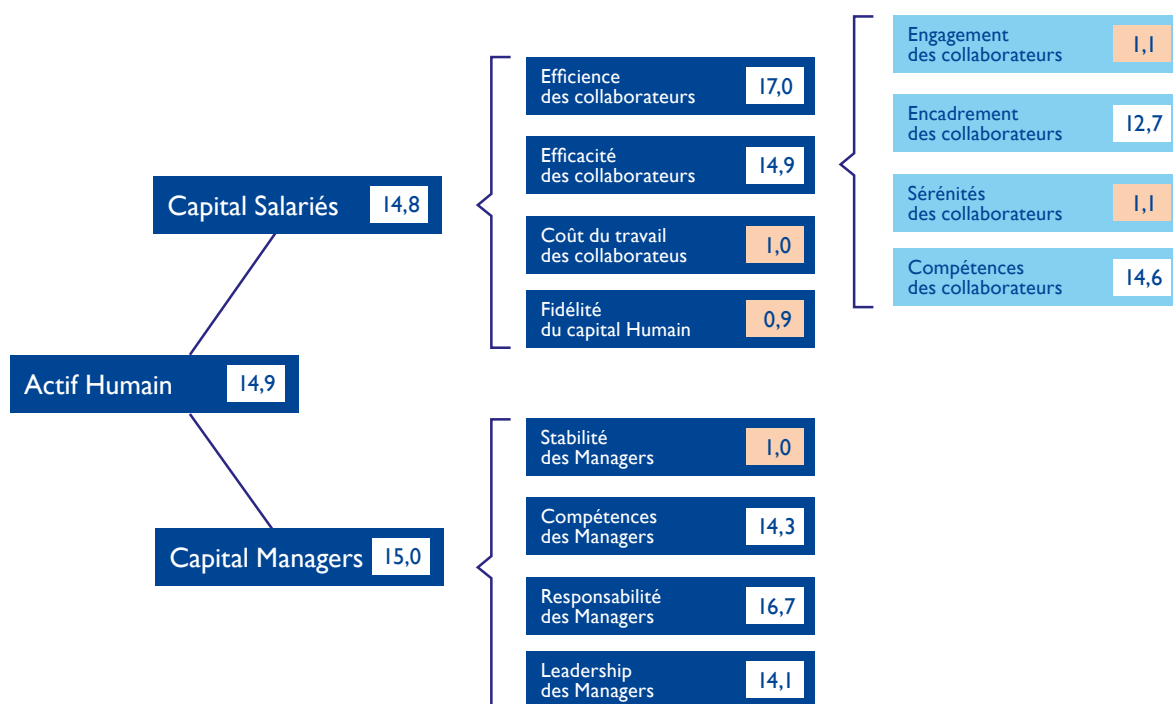


Illustration : pour chacun des actifs évalués, une carte de critères de valeur a été établie. Le capital humain de la Banque est montré en exemple. Il est constaté que toutes les notes relatives à l'encadrement, à la sérénité à l'engagement ou encore à la compétence des collaborateurs sont bonnes (NB : les valeurs en orange ne sont pas des notes sur 20 mais des coefficients qui améliorent les notes lorsqu'ils sont supérieurs à 1 et les dégradent sinon).

Après avoir été la première Banque Européenne dont la démarche RSE a été saluée par la remise du label de référence LUCIE, la Banque Populaire Atlantique est également la première banque à réaliser la valorisation de son capital immatériel, et a présenté et partagé les résultats en toute transparence à l'ensemble de ses sociétaires et de ses parties prenantes dans son rapport annuel. Cette démarche étant un engagement de longs termes, le bilan immatériel et son évolution sont désormais présentés chaque année dans le rapport annuel.

## 2. RAPPORT DE GESTION

### 2.1 Présentation de l'établissement

#### 2.1.1 Dénomination, siège social et administratif

Banque Populaire Atlantique.

Siège social : 1 rue Françoise Sagan – Saint Herblain – 44919 NANTES cedex 9

#### 2.1.2 Forme juridique

La société est une société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable enregistré au registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 857 500 227 régie par les articles L512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires, la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du Code de commerce, le chapitre Ier du titre I du livre V et le titre III du Code monétaire et financier, les textes pris pour leur application, ainsi que par les statuts.

#### 2.1.3 Objet social

La Société a pour objet :

- de faire toutes opérations de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société, et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaires ou non, d'apporter son concours à sa clientèle de particuliers, de participer à la réalisation de toutes opérations garanties par une société de caution mutuelle constituée conformément à la section 3 du chapitre V du titre I du livre IV du Code monétaire et financier, d'attribuer aux titulaires de comptes ou plans d'épargne-logement tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers, de recevoir des dépôts de toute personne ou société et, plus généralement, d'effectuer toutes les opérations de banque, visées au titre I du livre III du code monétaire et financier.

- d'effectuer toutes opérations connexes visées à l'article L311-2 du Code monétaire et financier, fournir les services d'investissement prévus aux articles L321-1 et L321-2 du code précité et exercer toute autre activité

permise aux banques par les dispositions légales et réglementaires. A ce titre, elle peut notamment effectuer toutes opérations de courtage d'assurance et plus généralement d'intermédiation en assurance. Elle peut notamment effectuer toutes opérations de courtage d'assurance et plus généralement d'intermédiation en assurance ; Elle peut également exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, conformément à la réglementation en vigueur.

- d'effectuer tous investissements immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités, souscrire ou acquérir pour elle-même tous titres de placements, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tous groupements ou associations, et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la Société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

#### 2.1.4 Date de constitution, durée de vie

Immatriculée en date du 15/10/1957, la durée de la Société est fixée à 99 ans, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 857 500 227.

#### 2.1.5 Exercice social

L'exercice social a une durée de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Les documents juridiques relatifs à la Banque Populaire Atlantique (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au greffe du tribunal de commerce de Nantes.

#### 2.1.6 Description du Groupe BPCE et de la place de l'établissement au sein du Groupe

Le Groupe BPCE exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance, au plus près des besoins des personnes et des territoires, en s'appuyant sur ses deux grands réseaux coopératifs, Banque Populaire et Caisse d'Epargne, ainsi que sur ses filiales.

Avec les 18 Banques Populaires, les 17 Caisses d'Epargne, Natixis, le Crédit Foncier, la Banque Palatine, le Groupe BPCE propose à ses clients une offre complète de produits et de services : solutions d'épargne, de placement, de trésorerie, de financement, d'assurance, d'investissement... La Banque Populaire Atlantique est affiliée à BPCE. Organe

central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constitué sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50 % par les Banques Populaires. La Banque Populaire Atlantique en détient 2.19 %. BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe. Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du Groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Banques Populaires et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

## Chiffres clés au 31 décembre 2014 du Groupe BPCE

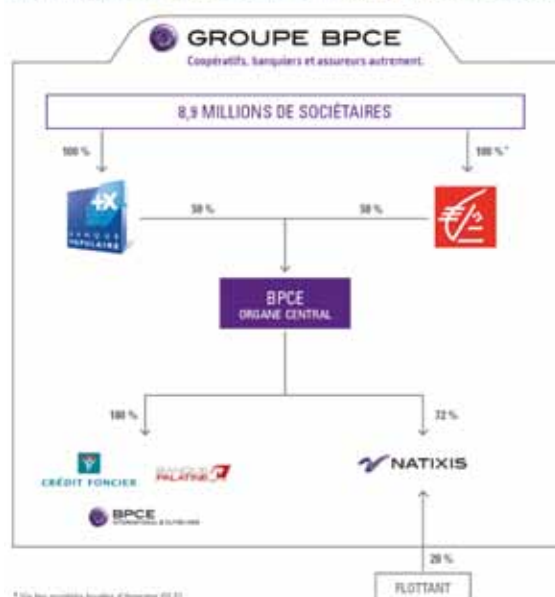
36 millions de clients  
8,9 millions de sociétaires  
108 000 collaborateurs

2<sup>ème</sup> banque de particuliers <sup>(1)</sup>

1<sup>ère</sup> banque des PME <sup>(2)</sup>

2<sup>ème</sup> banque des professionnels et des entrepreneurs <sup>(3)</sup>

### ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2014



\* Via les sociétés locales d'assurance (SLL).

## 2.1.7 Information sur les participations, liste des filiales importantes

### 2.1.7.1 Ouest Croissance (SAS)

Le capital de Ouest Croissance, née en 1987 de l'association entre les Banques Populaires du Grand Ouest, est détenu à hauteur de 40,54% par la Banque Populaire Atlantique. Par ses prises de participation, Ouest Croissance soutient la stratégie de développement des entreprises, finance leur développement et leur transmission, et gère la conception de montages financiers sur-mesure.

Ouest Croissance gère un portefeuille de 139 participations, et est ainsi un acteur majeur du marché.

Au plan comptable, Ouest Croissance n'est pas consolidée avec les comptes de la Banque car ses résultats ne sont pas significatifs au regard des comptes de la Banque.

### 2.1.7.2 Portzamparc (SA)

Portzamparc, société de bourse et entreprise d'investissement, est un opérateur financier de rang national. Détenu à hauteur de 23,53% par la Banque Populaire Atlantique, Portzamparc est associée à B\*capital, entreprise d'investissement du Groupe BNP Paribas depuis le 1<sup>er</sup> février 2009, intégrant ainsi l'un des premiers groupes bancaires et boursiers au plan européen.

Au plan comptable, Portzamparc est mise en équivalence.

### 2.1.7.3 Atlantique Gérance (SA)

Atlantique Gérance, détenue à hauteur de 95% par la Banque Populaire Atlantique, est la société de gestion de la SCPI Atlantique Mur Régions, créée en 1987 et spécialisée dans l'immobilier de bureaux implanté dans les grandes métropoles régionales. Atlantique Gérance a été agréée en 2014 en tant que société de gestion de portefeuille (nouveau statut introduit par la Directive 2011/61/UE). Le patrimoine de la SCPI se compose de 96 immeubles avec environ 250 locataires. Depuis sa création la performance de la SCPI est régulièrement saluée pour sa régularité et la protection du capital investi. La rémunération servie aux associés situe la SCPI au tout premier rang de ce support de placement.

Au plan comptable, Atlantique Gérance n'est pas consolidée avec les comptes de la Banque car ses résultats ne sont pas significatifs au regard des comptes de la Banque.

### 2.1.7.4 Atlantique Plus (SARL)

Atlantique Plus, détenue à hauteur de 100% par la Banque Populaire Atlantique, a pour objet la prise de participations dans des sociétés. La société a été créée en 1989. Elle détient à ce jour des participations dans les structures suivantes

> Ludovic de Besse, la société de portage de capital de la Banque Populaire Atlantique ;

<sup>(1)</sup> 2<sup>ème</sup> en termes de part de marché épargne clientèle et crédit clientèle (source : Banque de France T3-2014- toutes clientèles non financières),

<sup>(2)</sup> 1<sup>ère</sup> en termes de taux de pénétration total, Enquête TNS Sofres 2013

<sup>(3)</sup> 2<sup>ème</sup> en termes de taux de pénétration professionnels et entrepreneurs individuels (source : enquête Pépites CSA 2013-2014).

- > Portzamparc ;
- > ETC ;
- > Lucie ;
- > Proximea.

Au plan comptable, Atlantique Plus est consolidée avec les comptes de la Banque.

#### 2.1.7.5 Crédit Maritime Atlantique

La Caisse Régionale de Crédit Maritime Mutuel Atlantique (« Crédit Maritime Atlantique ») est une banque coopérative créée en 1916 et régie par les articles L231-I et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée portant statut de la coopération, la loi n°92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives, le Code monétaire et financier notamment pour toutes les dispositions relatives à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et plus particulièrement par les articles L512-68 et suivants, R512-27 et suivants et R571-I du même code.

La Banque Populaire Atlantique détient 21,78% du capital social du Crédit Maritime Atlantique.

Au plan comptable, Crédit Maritime Atlantique est consolidé avec les comptes de la Banque.

#### 2.1.7.6 Tableau du résultat synthétique des principales filiales

En milliers d'euros	CA ou PNB	Résultat	% capital détenu	Périmètre de consolidation
Atlantique Plus	486	473	100%	Consolidée
Atlantique Gérance	11 708	2 660	95%	Non consolidée
Ouest Croissance	3 069	296	40,54%	Non consolidée
Portzamparc	8 559	470	23,53%	Consolidée par mise en équivalence
Crédit Maritime Atlantique	29 724	1 007	21,78%	Consolidé par mise en équivalence

## 2.2 Capital social de l'établissement

### 2.2.1 Parts sociales

Jusqu'au 6 août 2013, le capital social de la Banque était divisé en 21 905 973 parts sociales d'une valeur nominale de 17 euros, entièrement libérées et toutes de même catégorie, et en 5 476 493 certificats coopératifs d'investissement (CCI) d'une valeur nominale de 17 euros chacun, détenus en totalité par Natixis, entièrement libérés et tous de même catégorie.

Depuis le 6 août 2013, date de réalisation de l'opération de rachat par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne de l'ensemble des CCI détenus par Natixis, le capital de la Banque est exclusivement composé de parts sociales. Au 31 décembre 2014 le capital social de la Banque s'élève à 378 523 726 euros.

## Evolution et détail du capital social de la Banque Populaire Atlantique

Au 31 décembre 2014	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	378 524	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>378 524</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Au 31 décembre 2013	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	332 981	89%	100%
Parts sociales détenues par la SAS de portage	39 421	11%	
CCI détenus par Natixis	0%	0%	

Au 31 décembre 2012	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Parts sociales détenues par les sociétaires	296 285	74%	100%
Parts sociales détenues par la SAS de portage	26 117	6%	
CCI détenus par Natixis	80 600	20%	

En application de l'article L512-5 du Code monétaire et financier, aucun sociétaire ne peut disposer dans les assemblées, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts de la société. Cette limitation ne concerne pas le président de l'assemblée émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte de l'article L225-106 du Code de commerce. Le nombre de droits de vote détenus directement ou indirectement s'entend notamment de ceux qui sont attachés aux parts qu'un sociétaire détient, à titre personnel, aux parts qui sont détenues par une personne morale qu'il contrôle au sens de l'article L233-3 du Code de commerce et aux parts assimilées aux parts possédées, telles que définies par les dispositions des articles L233-7 et suivants dudit code.

### 2.2.2 Politique d'émission et de rémunération des parts sociales

Les parts sociales de la Banque sont obligatoirement nominatives et inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.

Elles donnent potentiellement droit à un intérêt annuel fixé par l'assemblée générale annuelle de la Banque dans la limite du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (portant statut de la coopération (TMO), plafond fixé par la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée. L'intérêt est calculé proportionnellement au nombre de mois entiers de possession des parts. Par ailleurs le sociétaire participe, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, aux assemblées générales et au vote des résolutions.

L'assemblée générale peut valablement décider une opération d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou autre opération sociale, nonobstant la création de rompus à l'occasion d'une telle opération ; les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis pour participer à l'opération doivent, pour exercer leurs droits, faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des titres ou droits nécessaires.

Sont admis comme sociétaires participant ou non aux opérations de banque et aux services de la Banque toutes personnes physiques ou morales.

Les sociétaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal des parts qu'ils possèdent.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Banque et aux décisions de l'assemblée générale.

L'offre au public de parts sociales s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social de la Banque.

#### Intérêt des parts sociales versé au titre des trois exercices antérieurs :

L'intérêt à verser aux parts sociales, au titre de l'exercice 2014, proposé à l'approbation de l'Assemblée Générale, est estimé à 6 917 673,35 €, ce qui permet une rémunération des parts sociales à un taux de 1,89%.

#### Intérêt des parts sociales versé au titre des trois exercices antérieurs :

Exercices	Taux versé aux sociétaires	Montant total des intérêts versés aux parts
2011	2,75%	7 374 723,81 €
2012	2,75%	8 686 462,15 €
2013	2,45%	8 863 787,72 €

#### Rémunération des certificats coopératifs d'investissement versée au titre des trois exercices antérieurs :

	Montant du dividende	Montant total des intérêts distribués aux parts	Montant total des dividendes versés aux CCI
2011	0,65 €	7 374 723,81 €	3 081 778,70 €
2012	0,47€	8 686 462,15 €	2 228 363,06 €
2013	-	8 863 787,72 €	41 690 413,00 € *

\* Il s'agit d'une distribution de réserves (accumulation des résultats des années passées) fait à Natixis dans le cadre du rachat des CCI.

## 2.3 Organes d'administration, de direction

### 2.3.1 Conseil d'administration

#### 2.3.1.1 Pouvoirs

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu de ces circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président du Conseil d'administration prépare conjointement avec le Directeur Général et soumet au Conseil d'administration la définition de la politique générale et de la stratégie de la Banque que le Directeur Général va mettre en œuvre sous le contrôle du Conseil d'administration.

Conformément à l'article L225-108 alinéa 3 du Code de commerce, les sociétaires, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, peuvent poser des questions écrites au Conseil d'administration auquel ce dernier répond au cours de l'assemblée, quelle que soit sa nature. Ce droit ne peut cependant pas être utilisé dans un but étranger à l'intérêt social.

#### 2.3.1.2 Composition

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des sociétaires parmi les sociétaires possédant un crédit incontesté.



S'agissant de leur indépendance, la Société se réfère au rapport « Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original », rédigé dans le cadre de l'Institut français des administrateurs en janvier 2006, qui développe les raisons pour lesquelles les administrateurs élus des entreprises coopératives, et donc de la Banque Populaire Atlantique, correspondent pleinement à la notion d'« administrateurs indépendants » :

- « la légitimité et le contrôle d'un dirigeant mutualiste, donc son indépendance, tiennent bien au mandat qu'il exerce par le biais de son élection. Soustraire un administrateur au processus électoral le désolidariserait des intérêts de l'organisation et des sociétaires ;
  - les administrateurs de coopératives et de mutuelles s'engagent par conviction et non pas par intérêt financier. Ils mobilisent une part importante de leur temps et de leur énergie dans leur responsabilité d'administrateur. Ils sont largement ouverts sur le monde local, associatif et/ou politique.
- Ces caractéristiques font d'eux des administrateurs véritablement indépendants, une indépendance qui n'a pas à être remise en cause, mais continuellement confortée par un processus démocratique authentique. »

Les administrateurs représentent l'ensemble des sociétaires, ils doivent donc se comporter comme tel dans l'exercice de leur mandat.

Ils s'assurent du respect des règles légales relatives au cumul des mandats en matière de sociétés et s'engagent à participer objectivement et avec assiduité aux débats du Conseil. S'agissant des informations non publiques dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs mandats, ils sont tenus à une obligation de confidentialité et au respect du secret professionnel.

Ils doivent avoir un crédit incontesté et informer le conseil de toute situation de conflit d'intérêt même potentiel. Plus généralement ils sont tenus à un devoir de loyauté envers la Banque.

La loi du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, modifiée par la loi du 4 août 2014 pour « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes », prévoit la mise en place de proportions minimales de personnes de chaque sexe au sein des organes de gouvernance. Les Banques Populaires tiendront compte de l'émergence nécessaire de candidatures féminines dans le but d'atteindre, au plus tard en 2017, un taux de 40%.

Le Conseil d'administration est composé d'1 membre dont le mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale appelée à statuer en 2015 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2014, le Conseil d'administration de la Banque Populaire Atlantique est composé de 16 administrateurs, à savoir :

- Emmanuel POULIQUEN, Président du Conseil d'administration (66 ans, Chirurgie libérale) ;
- Xavier BIOTTEAU, Vice-Président (53 ans, Habillement et chaussures) ;
- Robert MONNIER, Vice-Président (63 ans, Electricité industrielle) ;
- Jean-Claude SOULARD, Secrétaire (58 ans, Grande Distribution) ;
- Bruno HUG de LARAUZE Secrétaire adjoint (54 ans, Logistique portuaire et industrielle) ;

Les administrateurs :

- Jean-Loup BENETON (69 ans, Avocat) ;
- Jean-Pierre BILLIARD (58 ans, Industrie chimie) ;
- Jean-Yves de CURZON (68 ans, Retraité secteur bancaire).
- Claudine ESNAULT (67 ans, Secteur tertiaire tourisme) ;
- René-Yves JONCOUR (66 ans, Industrie du bâtiment) ;
- Catherine LEBLANC (59 ans, Enseignement supérieur) ;
- Nathalie LE MEUR (44 ans, Ingénierie, études techniques) ;
- Marie-Christine LE RAY (60 ans, Artisan bâtiment) ;
- Jean-Michel MOUSSET (58 ans, Transport routier & logistique) ;
- Alain MURZEAU (66 ans, Artisan décoration) ;
- Crédit Maritime Mutuel Atlantique représenté par Jean Claude SOULARD (58 ans, Grande distribution).

Les censeurs :

- Jean ROCHER (68 ans, Retraité Logistique portuaire & industrielle).

La liste des mandats sociaux dont sont titulaires les administrateurs et directeur général est mentionnée 2.11.4 du présent rapport.

### 2.3.1.3 Fonctionnement

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins six fois par an.

En 2014, le Conseil d'administration s'est réuni 11 fois avec un taux de présence de 83%.

Ont été traités lors de ces séances, notamment les thèmes suivants :

- Les résultats commerciaux et financiers de la Banque ainsi que le suivi des grands projets (Plan Moyen Terme,...) et orientations de la Banque ;
- Le budget de fonctionnement et le budget d'investissements ;
- L'arrêté des comptes de l'exercice précédent (social et IFRS), le rapport de gestion et la convocation à l'assemblée



générale en présence des commissaires aux comptes ;

- Les décisions de BPCE et leurs mises en œuvre ;
- Le respect des recommandations formulées par l'inspection générale de BPCE et des décisions de BPCE,
- Des thématiques d'activités (ingénieries, développement, AQR, Bâle III...).

#### 2.3.1.4 Comités

Pour l'exercice de leurs fonctions par les administrateurs, des comités spécialisés sont constitués au sein du Conseil et composés de trois membres au moins et de cinq au plus. Les membres émettent des avis destinés au Conseil et sont choisis par le Conseil au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles et sur proposition du Président pour la durée fixée lors de leur nomination.

#### Le Comité des comptes

Il analyse les comptes ainsi que les documents financiers diffusés par la Société à l'occasion de l'arrêté des comptes et en approfondit certains éléments avant qu'ils soient présentés au Conseil. Il prend connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la Banque, des rapports d'inspection de BPCE et de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution). Il formule un avis sur le choix des commissaires aux comptes, veille à leur indépendance, examine leur programme d'intervention ainsi que leurs recommandations et les suites données par la Direction générale. Il se réunit au moins deux fois l'an en présence des commissaires aux comptes.

Membres avec voix délibérative : Jean-Loup BENETON (Président), Xavier BIOTTEAU, Bruno HUG de LARAUZE, Catherine LEBLANC et Jean-Claude SOULARD.

Sont également présents le Directeur des Risques et de la Conformité ainsi que le Directeur des Audits. Sont invités les Directeurs Généraux adjoints, le Président du Conseil d'administration et le délégué BPCE.

En 2014, le Comité des comptes s'est réuni à deux reprises avec un taux de présence de 80%.

Ont été étudiés les comptes sociaux et consolidés, arrêtés au 30 juin et au 31 décembre, ainsi que les principaux ratios et les points d'actualité comptable et fiscale.

#### Le Comité d'audit et des risques

Il assiste le Conseil dans la maîtrise de ses risques sur base sociale et consolidée.

Cette mission comporte trois volets, conformément à la

réglementation bancaire :

- l'analyse, au moins deux fois par an, des principales zones de risques (à l'exclusion de ceux relatifs à la véracité des comptes et de l'information financière) et des enseignements tirés de leur surveillance (en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR, remplaçant le Règlement CRBF 97-02, ci-après dit l'« Arrêté du 3 novembre 2014 »).

Il examine, en particulier, dans ce cadre, les grandes orientations de la politique de crédit de la Banque (marchés, division unitaire et sectorielle, qualités), les limites de risques et les conditions dans lesquelles elles sont respectées.

- les résultats de contrôle interne au moins deux fois par an. Il examine, en particulier dans ce cadre, les principales conclusions de l'audit interne et les mesures correctrices, ainsi que celles de l'Inspection de BPCE, de l'ACPR et des autres régulateurs.

- L'évaluation du système de contrôle interne et de son efficacité. Il examine, en particulier, dans ce cadre, les rapports annuels préconisés par la réglementation bancaire (cf Arrêté du 3 novembre 2014) avant présentation au Conseil.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

Membres avec voix délibérative : Jean-Loup BENETON (Président), Xavier BIOTTEAU, Bruno HUG de LARAUZE, Catherine LEBLANC et Jean-Claude SOULARD.

Sont également présents le Directeur des Risques et de la Conformité ainsi que le Directeur des Audits. Sont invités les Directeurs Généraux adjoints, le Président du Conseil d'administration et le délégué BPCE.

En 2014, le Comité d'audit et des risques s'est réuni à quatre reprises avec un taux de présence de 80%.

Ont été étudiés notamment les risques financiers, opérationnels, de crédit, de non-conformité, les résultats du contrôle périodique, les rapports réglementaires, les suivis de recommandations locales et Inspection Générale BPCE.

#### Le Comité des rémunérations

Il propose au Conseil toutes questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux, notamment leurs conditions de rémunération et de retraite, dans le cadre de la politique du Groupe en ce domaine.

Il se réunit hors la présence des intéressés.

Membres avec voix délibérative : Xavier BIOTTEAU (Président), Robert MONNIER, Emmanuel POULIQUEN,

Jean-Guy SARRAZIN et Jean-Claude SOULARD, Le Directeur Général est invité permanent. En 2014, le Comité des rémunérations s'est réuni 1 fois le 25 mars avec un taux de présence de 100 %.

### Le Comité des nominations

Il a été constitué le 28 octobre 2014 pour nommer les dirigeants effectifs de la Banque (se reporter au 2.3.3 du présent rapport) et les administrateurs.

Membres avec voix délibérative : Xavier BIOTTEAU (Président), Robert MONNIER, Emmanuel POULIQUEN, Jean-Guy SARRAZIN et Jean-Claude SOULARD. Le Directeur Général est invité permanent. En 2014, le Comité des nominations s'est réuni 1 fois avec un taux de présence de 100 %.

### Le Comité sociétariat et RSE

Il veille à la mise en œuvre de la politique du sociétariat. Il formule auprès du Conseil d'administration tout commentaire ou avis qu'il juge opportun concernant le développement et l'animation du sociétariat, la promotion de l'image coopérative de la banque, les actions régionales susceptibles de valoriser le concept de Banque Populaire coopérative régionale et citoyenne.

Membres avec voix délibérative : Alain MURZEAU (Président), Jean-Yves de CURZON, Claudine ESNAULT, Marie-Christine LE RAY, Robert MONNIER et Jean-Claude SOULARD.

Le Directeur Général et le Président du Conseil d'administration sont invités permanents. En 2014, le Comité sociétariat et RSE s'est réuni 4 fois avec un taux de présence de 79 %.

#### 2.3.1.5 Gestion des conflits d'intérêts

Tout administrateur doit informer le Conseil de toute situation de conflit d'intérêt même potentiel.

Par ailleurs, conformément aux statuts de la Banque, les conventions intervenant entre la société et l'un des membres du Conseil d'administration ou le Directeur Général et plus généralement toute personne visée à l'article L225-38 du Code de commerce sont soumises à la procédure d'autorisation préalable par le Conseil d'administration puis d'approbation a posteriori par l'assemblée générale des sociétaires dans les conditions légales et réglementaires.

Les dispositions de l'article L225-38 ne sont applicables ni aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ni aux conventions

conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du Code civil ou des articles L225-1 et L226-1 du Code de commerce.

En 2014, seule la convention d'octroi de subvention avec clause de retour à meilleure fortune conclue entre Banque Populaire Atlantique et le Crédit Maritime Atlantique a été soumise à ces dispositions pendant l'exercice 2014 (se reporter à la liste des conventions réglementées au 3.2.4 du présent rapport).

### 2.3.2 Direction générale

#### 2.3.2.1 Mode de désignation

Le Conseil d'administration nomme, sur proposition du Président, un Directeur Général qui exerce ses fonctions pendant une durée de cinq ans. Le Directeur Général est choisi en dehors du Conseil d'administration. Son mandat est renouvelable.

En application de l'article L512-107 du Code monétaire et financier, la nomination et le renouvellement du mandat du Directeur Général sont soumis à l'agrément de BPCE.

#### 2.3.2.2 Pouvoirs

Le Directeur Général assiste aux réunions du Conseil d'administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

### 2.3.3 Dirigeants effectifs

Suite à la transposition de la Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement («directive CRD 4»), et à la position de l'ACPR relative à la désignation des « dirigeants effectifs » au sens de l'article L511-13 et du 4 de l'article L532-2 du code monétaire et financier, des changements sont intervenus au niveau des dirigeants effectifs de la Banque.

Jusqu'à lors les dirigeants effectifs de la Banque étaient Monsieur Olivier de MARNIGNAN, en sa qualité de Directeur Général, et Monsieur Emmanuel POULIQUEN, en sa qualité de Président du Conseil d'administration. Depuis le 28 octobre 2014, les dirigeants effectifs sont Monsieur Olivier de MARNIGNAN, en sa qualité de Directeur Général, et Messieurs Bruno PAIN et Yvan PARROT en leur qualité de Directeur Général Adjoint.

### 2.3.4 Commissaires aux comptes

Le contrôle des comptes de la Société est exercé par au moins deux commissaires aux comptes, titulaires et deux commissaires suppléants, nommés pour six exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi. Les commissaires aux comptes titulaires sont les suivants :

- FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.
- DELOITTE ET ASSOCIES dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.
- KPMG dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée de sociétés au plus tard lors de la convocation des sociétés.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du Conseil d'administration où leur présence paraît opportune.

### Commissaires aux comptes titulaires et suppléants de Banque Populaire Atlantique

#### COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom	Associé responsable du dossier	Adresse
FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL	Sébastien VIALATTE	4 rue Fernand Forest
DELOITTE ET ASSOCIES	Anne BLANCHE	7 impasse Augustin Fresnel 49000 Angers
KPMG	Franck NOEL	44800 Saint Herblain

#### COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Nom	Associé responsable du dossier	Adresse
Florence SCOULPE - SALVATOR	Florence SCOULPE - SALVATOR	4 rue Fernand Forest 49000 Angers
Fabrice ODENT	Fabrice ODENT	1 cours Valmy 92923 Paris La Défense CEDEX
BEAS	Mireille BERTHELOT	7-9 Villa Houssay 92524 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Les honoraires des commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

## Honoraires des deux derniers exercices :

Audit	KPMG		Deloitte et associés		Fiduciaire Audit Conseil		TOTAL	
	Montant		Montant		Montant		Montant	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	64	64	60	60	60	60	185	185
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	4	0	0	0	0	0	4	0
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>64</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>189</b>	<b>185</b>

## 2.4 Contexte de l'activité

### 2.4.1 Environnement économique et financier

#### RISQUE DEFLATIONNISTE EUROPEEN ET ATONIE EN FRANCE

L'économie mondiale, dont la croissance n'a pas dépassé 3,1 % en 2014, n'a pas davantage progressé qu'en 2013, en dépit de la poursuite du rééquilibrage économique en faveur des pays avancés et de politiques monétaires toujours ultra-expansionnistes de part et d'autre de l'Atlantique. La déception est principalement venue de la zone euro, où le risque déflationniste et les craintes de récession, à l'instar du Japon, ont progressivement réapparu. Avec une croissance d'à peine 0,8 % l'an, cette zone a surtout pâti de la crise ukrainienne, qui a pesé sur l'économie allemande, sa locomotive naturelle. A contrario, l'activité aux États-Unis et au Royaume-Uni n'a pas cessé de se renforcer, accentuant ainsi une forme de découplage avec l'Europe et le Japon depuis le printemps. Les pays émergents, quant à eux, ont progressé plus lentement que leur tendance, ralentissant en Chine et plus encore au Brésil et en Russie.

Le second semestre a davantage été marqué par des chocs brutaux, entraînant une forte volatilité des indices boursiers, surtout en Europe, qui a supporté trois mini krachs en août, en octobre et en décembre. Le CAC 40 s'est finalement contracté en 2014 de 0,5 % à 4.273 points au 31 décembre 2014, notamment avec la résurgence des inquiétudes sur la Grèce. L'effondrement des prix du pétrole, qui a amplifié les craintes de déflation dans la zone euro, a été justifié autant par un excès d'offre que par des causes géopolitiques. Le recul tant attendu de la monnaie unique s'est expliqué par des politiques monétaires désormais plus clairement divergentes de part et d'autre de l'Atlantique. La Réserve fédérale a progressivement mis fin en novembre à six années d'assouplissement quantitatif. A l'inverse, la Banque Centrale Européenne (BCE) s'est engagée dans une politique de gonflement de la taille de son bilan, afin de respecter son mandat d'un objectif d'inflation proche de 2 %, face à un indice des prix devenu négatif en décembre (-0,2 % l'an). L'autre surprise a été l'affaiblissement continu des taux longs allemands et français très en deçà des précédents planchers historiques, du fait du spectre déflationniste et des annonces de mise en place probable d'un programme de rachats d'obligations d'État par la BCE. L'OAT 10 ans a même glissé sous 1 % en fin d'année (0,86 % au 31 décembre 2014), contre une moyenne de 2,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre et à 1,7 % en 2014.

En 2014, la croissance française n'a pas dépassé 0,4 %, comme en 2013. Le pouvoir d'achat a progressé de 1,2 %, à la faveur du moindre accroissement des impôts et des cotisations et surtout de la forte décrue de l'inflation (0,5 % en moyenne annuelle, contre 0,9 % en 2013). La consommation des ménages, qui a notamment pâti du relèvement de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier, en a peu profité, le taux d'épargne des ménages remontant ainsi à 15,6 %. L'investissement en logements neufs a poursuivi son repli entamé depuis 2008. L'investissement productif, souvent principal moteur d'une reprise, est resté relativement atone, en dépit de la première étape d'introduction du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi). Les exportations ont été pénalisées par l'appréciation passée de l'euro et le manque de compétitivité hors prix. Le dérapage budgétaire a finalement été plus fort que prévu par le gouvernement (4,3 % du PIB, contre 4,1 % en 2013) et la dette publique a atteint 95 % du PIB. Dès le 5 mars, la France a été mise sous surveillance renforcée par la Commission européenne. De plus, un nouveau sursis de trois mois a

également été concédé à la France par les autorités européennes face à l'absence de maîtrise budgétaire. La médiocre performance annuelle de l'économie française a conduit à un nouveau repli de l'emploi salarié marchand. La montée en puissance des emplois aidés a été insuffisante pour interrompre la hausse du taux de chômage, qui a augmenté de 0,4 point entre fin 2013 et fin 2014 (10,1 % au quatrième trimestre pour la métropole).

## 2.4.2 Faits majeurs de l'exercice

### 2.4.2.1 Faits majeurs du Groupe BPCE

#### EXERCICE D'EVALUATION COMPLETE DES BILANS BANCAIRES (COMPREHENSIVE ASSESSMENT) : CONFIRMATION DE LA SOLIDITE FINANCIERE DU GROUPE BPCE

La BCE a publié le 26 octobre 2014 les résultats de son évaluation des banques les plus importantes de la zone euro. L'étude comprenait une revue détaillée des actifs des banques (asset quality review ou AQR) ainsi que des tests de résistance (stress tests) menés conjointement avec l'Autorité Bancaire Européenne (ABE). Cet exercice extrêmement approfondi et d'une ampleur inédite est un préalable à la supervision bancaire unique de la BCE dans la zone euro.

La revue de la qualité des actifs et le test de résistance menés par la BCE et l'ABE confirment la solidité du Groupe BPCE. L'impact de la revue de la qualité des actifs est très limité (- 29 pb<sup>6</sup>) et confirme le niveau adéquat du provisionnement comptable ; il fait passer le ratio de Common Equity Tier I de référence à 10,0 % fin 2013. Projeté par la BCE à fin 2016, ce ratio s'établit à 7,0 % dans le scénario de stress adverse<sup>7</sup>, soit une marge confortable de 150 pb<sup>6</sup> par rapport au seuil de 5,5 % fixé par la BCE et l'ABE. Cet exercice démontre la robustesse du Groupe dans un scénario de stress très sévère ayant des effets majeurs sur l'économie française, avec notamment l'hypothèse d'une forte baisse du prix du marché immobilier (28 % sur 3 ans).

#### CREATION AU SEIN DE NATIXIS D'UN POLE UNIQUE D'ASSURANCE AU SERVICE DU GROUPE BPCE : DES ETAPES IMPORTANTES EN 2014

Le Groupe BPCE, dans son plan stratégique «Grandir autrement», ambitionne de faire de l'assurance un axe majeur de son développement en France. Ainsi, les activités d'assurance du Groupe, aussi bien en assurance non vie

qu'en assurance de personnes, ont vocation à être regroupées au sein de Natixis. Deux étapes importantes dans la création d'une plateforme unique en matière d'assurances ont été réalisées en 2014.

#### Transfert de BPCE Assurances vers Natixis

Le 13 mars 2014, BPCE et Muracef ont transféré leur participation (60 %) dans BPCE Assurances à Natixis Assurances, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Ce transfert a été réalisé en conservant les accords capitalistiques et de coopérations existants avec MAIF et MACIF.

#### Protocole d'accord sur le projet de partenariat renouvelé avec CNP Assurances

Le 4 novembre 2014, le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu un protocole d'accord détaillant les modalités envisagées de mise en œuvre du projet<sup>8</sup> de partenariat renouvelé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Ce partenariat renouvelé, d'une durée de 7 ans, comprendrait les volets suivants :

- la mise en place d'un partenariat exclusif en assurance des emprunteurs (ADE) collective entre CNP Assurances et Natixis Assurances d'une part, et l'ensemble des réseaux du Groupe BPCE d'autre part ;
- la mise en place de partenariats spécifiques en prévoyance collective et individuelle ;
- l'introduction de mécanismes d'alignement d'intérêts entre CNP Assurances et le Groupe BPCE concernant la gestion des encours restant chez CNP Assurances et relatifs aux contrats souscrits par les clients des Caisses d'Epargne jusqu'au 31 décembre 2015. Ces encours continueront à être gérés par CNP Assurances selon les modalités actuellement en vigueur. Il est, par ailleurs, prévu que Natixis Assurances réassure une quote-part de 10 % de ces encours.

#### CESSIONS DE PARTICIPATIONS NON STRATEGIQUES

##### Coface

Le Groupe a placé avec succès environ 51 % du capital de Coface le 27 juin 2014. Suite à l'exercice intégral de l'option de sur-allocation portant sur 15 % de l'offre de base, Natixis reste actionnaire de 41,35 % du capital de Coface.

Cette opération n'a pas dégagé d'impact significatif sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

<sup>6</sup> Points de base (1 point de base = 0,01 %)

<sup>7</sup> Hypothèses déterminées par la BCE et l'ABE

<sup>8</sup> Projet soumis aux instances représentatives du personnel concernées en vue de la conclusion d'accords définitifs, attendue au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015.

## **Groupe Foncia**

En novembre 2014, le Groupe BPCE a cédé à Bridgepoint et Eurazeo, pour un montant de 185 millions d'euros, l'ensemble de ses intérêts dans le Groupe Foncia (18 % du capital de Foncia Holding, 1,9 % du capital de Foncia Groupe et l'intégralité des obligations).

Cette opération s'inscrit dans le prolongement de la cession du contrôle majoritaire de Foncia Groupe, intervenue en juillet 2011, à Bridgepoint et Eurazeo.

Cette opération n'a pas dégagé d'impact significatif sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

## **Nexity**

Le Groupe BPCE a cédé le 9 décembre 2014, via CE Holding Promotion, 4 % du capital et des droits de vote de Nexity au prix de 29,70 euros par action dans le cadre d'un placement privé. A cette occasion, le Groupe BPCE a souscrit à un engagement de conservation de six mois visant sa participation résiduelle au capital de Nexity.

Le 23 décembre 2014, le Groupe BPCE s'est engagé à céder 3 % du capital de Nexity à un véhicule d'investissement contrôlé par des cadres de Nexity. Cette cession sera réalisée au prix de 30 euros par action. L'engagement de conservation souscrit par le Groupe dans le cadre du placement précédent a été levé uniquement pour les titres concernés par cette dernière opération.

A l'issue de cette opération, la participation résiduelle du Groupe BPCE dans le capital de Nexity s'établira à 33,4 %.

Ces opérations n'ont pas dégagé d'impact significatif sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

A compter du 31 décembre 2014, la participation du Groupe au capital de Nexity est consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

## **VBRO**

Le Groupe BPCE a annoncé le 10 décembre 2014 la signature d'un accord avec Banca Transilvania portant sur la cession de sa participation minoritaire de 24,5 % au capital de Volksbank România.

La réalisation de cette opération est soumise à l'accord de la Banque Nationale de Roumanie et des autorités de la concurrence et devrait intervenir au cours du premier semestre 2015.

Au cours de l'année 2014, le résultat net consolidé du Groupe a été impacté pour un montant global de – 170 millions d'euros, correspondant aux dépréciations et provisions sur cette participation.

## **FERMETURE DE LA GAPC (Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés)**

La politique de réduction des risques concernant les portefeuilles du canton GAPC s'est poursuivie au cours du premier semestre, avec des cessions d'actifs à hauteur de 1,6 milliard d'euros de nominal. Conformément aux annonces effectuées, la GAPC a été fermée le 30 juin 2014 avec transfert du stock résiduel au pôle Banque de Grande Clientèle.

## **FUSION DE DEUX BANQUES POPULAIRES**

A l'issue des assemblées générales extraordinaires de sociétaires qui se sont tenues en novembre 2014, la Banque Populaire d'Alsace et la Banque Populaire Lorraine Champagne ont fusionné pour donner naissance à la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne. Celle-ci disposera d'un réseau de 272 agences réparties sur neuf départements et de près de 3 000 collaborateurs, à l'écoute de ses 860 000 clients.

Cette fusion, rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2014, n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe BPCE.

## **OPERATION DE TITRISATION INTERNE AU GROUPE BPCE**

Au 30 juin 2014, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : le FCT BPCE Master Home Loans et le FCT BPCE Master Home Loans Demut, tous deux nés d'une opération de titrisation interne au Groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 mai 2014.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat (environ 44 milliards d'euros) au FCT BPCE Master Home Loans et in fine une souscription, par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par les entités ad hoc. Elle remplace l'opération « BPCE Home Loans » mise en place en 2011 et qui ne remplissait plus les conditions d'éligibilité aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Cette opération permet donc de maintenir à un niveau élevé le collatéral du Groupe BPCE éligible aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

### **2.4.2.2 Faits majeurs de l'entité (et de ses filiales)**

Le principal effet de l'opération de titrisation dans les comptes individuels de la Banque concerne la sortie du bilan des créances cédées, qui sont remplacées par les titres souscrits : au 31 décembre 2014, 658 millions d'euros de créances sont sorties du bilan, pour être remplacées par 658 millions d'euros de titres d'investissement (dont 582 millions



d'euros d'obligations seniors et 76 millions d'euros d'obligations subordonnées), et 300 euros de parts résiduelles, comptabilisées en titres de placement à revenu fixe. Le résultat dégagé sur les créances est remplacé par du résultat sur titres.

La cession a été réalisée pour un prix égal au capital restant dû augmenté des intérêts courus non échus. Les coûts et produits restant à amortir sur les crédits cédés ont donc affecté immédiatement le résultat, à hauteur de 0.2 million d'euros.

La position de taux de la Banque n'a pas été modifiée de façon significative (indexation des titres comparable à celle des crédits, et surplus d'intérêts encaissés via les revenus de la part résiduelle). Cette opération a donc été sans conséquence sur les opérations de macrocouverture.

#### 2.4.2.3 Modifications de présentation et de méthodes d'évaluation

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Banque applique les dispositions de la recommandation de l'Autorité des normes comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires qui permettent de se rapprocher en partie seulement des dispositions de la norme IAS 19 révisée telle qu'adoptée par l'Union Européenne en juin 2012 applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (méthode 2). Ainsi, la méthodologie du « corridor » est maintenue pour les écarts actuariels et l'effet du plafonnement d'actifs est enregistré en résultat.

Comme sous IAS 19 révisée, le coût des services passés est enregistré immédiatement et le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation de la dette actuarielle.

L'effet du changement de méthode sur les capitaux propres (report à nouveau) au 1<sup>er</sup> janvier 2014 est une réduction de 719 milliers d'euros se ventilant en 1 041 milliers d'euros pour les écarts actuariels accumulés et -321 milliers d'euros pour le coût des services passés non amortis à la date d'ouverture de l'exercice.

## 2.5 Activités et résultats consolidés du Groupe Banque Populaire Atlantique

### 2.5.1 Résultats financiers consolidés

Le PNB consolidé est en progression de 6 millions d'euros soit +2%, tiré par un volume de refinancement en diminution. Le résultat clientèle, lui est en forte baisse de 15

millions d'euros tiré par la baisse du rendement des crédits. Les commissions quant à elles augmentent de 4 millions d'euros malgré l'impact du décret sur les commissions notamment grâce aux activités financières (essentiellement SCPI). Les frais généraux augmentent de 3%.

Le résultat brut d'exploitation progresse ainsi de 1,2% à 94,1 millions d'euros et le coefficient d'exploitation reste stable à 67,6%.

En parallèle, une forte baisse de 22% du coût du risque en l'absence de la subvention versée en 2013 au Crédit Maritime Mutuel Atlantique.

Ainsi le résultat net d'exploitation est en progression de 35,6% pour atteindre 38,8 millions d'euros.

### 2.5.2 Présentation des secteurs opérationnels

Le Groupe Banque Populaire Atlantique exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur de la banque commerciale et de l'assurance.

### 2.5.3 Activités et résultats par secteur opérationnel

Le Groupe Banque Populaire Atlantique exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur de la banque commerciale et de l'assurance.

### 2.5.4 Bilan consolidé et variation des capitaux propres

Le bilan consolidé est stable du fait d'un encours de crédit qui reste lui-même très stable. Petit à petit, les dettes et opérations de crédit sont remplacées par des dettes clientèles confortant le rééquilibrage du coefficient emplois/ressources.

Sur la base du bénéfice consolidé de 38 834 000 euros et d'un total bilan consolidé de 10 724 628 000 euros, le rendement des actifs est de 0.36%

## 2.6 Activités et résultats de l'entité sur base individuelle

### 2.6.1 Résultats financiers de l'entité sur base individuelle

La Banque conclut l'année 2014 avec des résultats solides. En dépit d'une conjoncture économique peu porteuse, elle est parvenue à conjuguer un développement soutenu et équilibré, des résultats économiques en amélioration et un



renforcement de sa structure financière, démontrant une fois encore la pertinence de son modèle de banque coopérative régionale.

### Un développement soutenu et équilibré

En 2014, la Banque a été particulièrement performante sur le terrain de l'épargne, avec des encours en progression de 7,7%. Cette épargne bancaire est précieuse pour développer le crédit. Ainsi, tout au long de l'année, nous avons continué à faire notre métier de banquier et à financer les projets de nos clients : notre production de crédits s'élève à près de 1,4 milliard d'euros. L'engagement de financement de 630 millions d'euros pour accompagner les artisans, commerçants, professions libérales et PME/PMI sur les cinq départements d'activité est tenu ; il sera renouvelé une nouvelle fois en 2015 pour 714 millions d'euros.

Le fonds de commerce s'est enrichi de plus de 21 900 nouveaux clients : 17 866 particuliers, 3 926 professionnels et 173 entreprises nous ont rejoints sur l'année, séduits par l'offre de produits, la qualité des services et l'innovation dans les pratiques commerciales, notamment la signature électronique clients lancée début 2014. Ces belles performances reflètent le professionnalisme et l'engagement de nos équipes sur le territoire.

### Des résultats économiques en amélioration

La marge d'intérêts, constituée principalement du produit des crédits à la clientèle, net des charges sur les ressources clientèle et sur le refinancement interbancaire, est en hausse de 4,2%. Les commissions progressent de 2,4%, reflétant l'accroissement de notre fonds de commerce. Le produit net bancaire est de 248,7 millions d'euros, en hausse de 3,4%.

Les frais généraux progressent de 2,9% : la Banque a poursuivi le programme ambitieux de modernisation de ses agences et de ses outils lancé en 2012 pour donner à ses clients la possibilité de choisir leur mode de relation bancaire, en conjuguant le réseau d'agences de proximité et la puissance des outils technologiques.

Le coût du risque affiche une légère hausse pour atteindre 30,8 millions d'euros et reflète avant tout la difficulté du contexte économique. Avec une politique de provisionnement des risques adaptée et justifiée, la Banque reste fidèle à ses valeurs en accompagnant en proximité ses clients en difficulté.

Le résultat net augmente de 20% pour atteindre 34,9 millions d'euros.

Le résultat net consolidé, intégrant les performances de nos principales filiales, s'élève à 38,8 millions d'euros, en progression de 35% par rapport à 2013.

### Un renforcement de la structure financière

Les fonds propres sont renforcés par la collecte de parts sociales et la mise en réserve de résultat. Le ratio de solvabilité est de 16,48%, soit le double de l'exigence réglementaire. La Banque a poursuivi ses efforts pour réduire sa dépendance aux refinancements de marché et pour gérer de manière prudente la liquidité. La forte baisse sur l'année de notre coefficient d'emplois ressources, rapport entre les encours de crédits et les ressources monétaires, atteste de cette gestion toujours plus équilibrée.

### Un modèle coopératif et responsable reconnu

Si le nombre de sociétaires est en légère progression à près de 134 800, le capital, détenu par ces derniers, est en progression sensible de 12% sur l'année, preuve de leur confiance renouvelée dans les valeurs coopératives et de leur volonté réaffirmée d'accompagner la Banque dans son soutien à l'économie régionale. Engagée depuis de nombreuses années dans une démarche de développement responsable, la Banque a obtenu début 2015 le renouvellement de sa labellisation LUCIE, label français de référence de Responsabilité Sociétale des Entreprises basé sur le référentiel ISO 26000, et reste à ce jour le seul établissement bancaire labellisé, preuve de son engagement dans la durée en faveur de toutes les parties prenantes de son territoire.

#### 2.6.2 Analyse du bilan de l'entité

Le bilan est très stable. Le ratio de solvabilité est à nouveau en progression à 16,48% contre 15,6 en 2013 et donc très au-delà de l'exigence réglementaire, notamment grâce à la mise en réserve des résultats de l'an dernier mais aussi à la collecte de parts sociales pour 43 millions d'euros. L'effet de levier est ainsi très bon à 7,25% grâce au niveau élevé de fonds propres.

Le nouveau ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'établit à 70,9% marquant ainsi une très forte progression par rapport à 2013 en lien avec la stratégie de la Banque et les engagements réglementaires.

### 2.7 Fonds propres et solvabilité

#### 2.7.1 Gestion des fonds propres

##### 2.7.1.1 Définition du ratio de solvabilité

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la réglementation Bâle 3 est entrée en vigueur. Les ratios de solvabilité sont affichés selon cette réglementation pour l'exercice 2014. En revanche, afin de présenter deux exercices, les ratios de solvabilité pour

l'exercice 2013 sont ceux publiés, donc en référentiel Bâle 2.

Les définitions ci-après sont issues de la réglementation Bâle 3.

Les établissements de crédit assujettis sont tenus de respecter en permanence :

- un ratio de fonds propres de base de catégorie I ou Common Equity Tier I (ratio CETI) ;
- un ratio de fonds propres de catégorie I (ratio TI), correspondant au CETI complété des fonds propres additionnels de catégorie I (ATI) ;
- un ratio de fonds propres globaux, correspondant au Tier I complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) ;

Auxquels viennent s'ajouter les coussins de capital soumis à discrétion nationale du régulateur. Ils comprennent :

- un coussin de conservation ;
- un coussin contracyclique ;
- un coussin pour les établissements d'importance systémique.

A noter, les deux premiers coussins cités concernent tous les établissements sur base individuelle ou consolidée.

Les ratios sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

Ces différents niveaux de ratio de solvabilité de l'établissement indiquent sa capacité à faire face aux risques générés par ses activités. Il met en rapport les différents niveaux de fonds propres et une mesure de ses risques. Dans le cadre du règlement européen n°575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (CRR), l'exigence de fonds propres totaux est maintenue à 8% des actifs pondérés en fonction des risques. Cependant, des ratios minima de CETI et de TI sont également mis en place et à respecter.

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec la directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV), des assouplissements ont été consentis à titre transitoire :

- Ratios de fonds propres : l'exigence minimale de CETI est 4% en 2014, puis 4,5% les années suivantes. De même, l'exigence minimale de Tier I est de 5,5% en 2014, puis sera de 6% les années suivantes. Et enfin, le ratio de fonds propres globaux doit être supérieur ou égal à 8%.

- Coussins de fonds propres : leur mise en application sera progressive annuellement à partir de 2016 jusqu'en 2019.

- Nouveaux éléments relatifs à Bâle 3, clause de maintien des acquis et déductions :

- La nouvelle réglementation supprime la majorité des filtres prudentiels et plus particulièrement celui concernant les plus et moins-values sur les instruments de capitaux propres et les titres de dettes disponibles à la vente. En 2014, les plus-values latentes restent exclues des fonds propres de base de catégorie I avant d'être intégrées progressivement les années suivantes. Les moins-values sont, quant à elles, intégrées dès 2014.

- La partie écrêtée ou exclue des intérêts minoritaires est déduite progressivement de chacune des catégories de fonds propres par tranche de 20% chaque année à partir de 2014.

- Les impôts différés actifs (IDA) résultant de bénéfices futurs liés à des déficits reportables sont déduits progressivement par tranche de 20% à partir de 2014. La part de 80% résiduelle en 2014 reste traitée selon la directive 2010/76/UE sur les exigences des fonds propres (CRD III).

- La clause du maintien des acquis : certains instruments ne sont plus éligibles en tant que fonds propres du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation. Conformément à la clause de maintien des acquis, ces instruments sont progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10% par an.

- Les déductions au titre des IDA correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des participations financières supérieures à 10% ne sont également prises en compte que par tranche progressive de 20% à compter de 2014. La part de 80% résiduelle en 2014 reste traitée selon la directive CRD III. Par ailleurs, les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250%.

#### 2.7.1.2 La responsabilité en matière de solvabilité

En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, la Banque est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire. Chaque établissement dispose à cette fin de différents leviers : émission de parts sociales, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des exigences.

En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du Groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (cf. code monétaire et financier, art. L511-31). Ainsi, le cas échéant, la Banque peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au Groupe BPCE (cf. code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

## 2.7.2 Composition des fonds propres

Les fonds propres globaux de la Banque sont, selon leur définition réglementaire, ordonnancés en trois catégories : des fonds propres de base de catégorie I (CETI), des fonds propres additionnels de catégorie I (ATI) et des fonds propres de catégorie 2 (T2) ; catégories desquelles sont déduites des participations dans d'autres établissements bancaires (pour l'essentiel, sa participation au capital de BPCE SA). A fin 2014, les fonds propres globaux de la Banque s'établissent à 830 835 millions d'euros.

### 2.7.2.1 Fonds propres de base de catégorie I (CETI)

Les fonds propres de base de catégorie I « Common Equity Tier I, CETI » de la Banque correspondent pour l'essentiel au capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves et aux résultats non distribués. Ils tiennent compte des déductions liées notamment aux actifs incorporelles, aux impôts différés dépendant de bénéfices futurs, aux filtres prudentiels, aux montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues et aux participations sur les institutions bancaires, financières et assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

À fin 2014, les fonds propres CETI après déductions de la Banque se montent à 830 835 milliers d'euros. :

- le capital social de la Banque s'élève à 429 927 milliers d'euros à fin 2014 avec une progression de 32 182 milliers d'euros sur l'année liée aux parts sociales ;
- les réserves de la Banque se montent à 582 619 milliers d'euros avant affectation du résultat 2014 ;
- les déductions s'élèvent à 307 453 milliers d'euros à fin 2014. Notamment, la Banque étant actionnaire de BPCE SA, le montant des titres détenus vient en déduction de ses fonds propres au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents.

### 2.7.2.2 Fonds propres additionnels de catégorie I (ATI)

Les fonds propres additionnels de catégorie I « Additional Tier I, ATI » sont composés des instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité, les primes d'émission relatives aux éléments de l'ATI et les déductions des participations sur les institutions bancaires, financières et assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

A fin 2014, la Banque ne dispose pas de fonds propres ATI.

### 2.7.2.3 Fonds propres de catégorie 2 (T2)

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans. A fin 2014, la Banque ne dispose pas de fonds propres Tier 2.

### 2.7.2.4 Circulation des fonds propres

Le cas échéant, la Banque a la possibilité de solliciter BPCE SA pour renforcer ses fonds propres complémentaires (Tier 2), par la mise en place de prêts subordonnés, remboursables (PSR) ou à durée indéterminée (PSDI)

### 2.7.2.5 Gestion du ratio de l'établissement

Le niveau de ratio de la Banque est de 16.48%.

### 2.7.2.6 Tableau de composition des fonds propres

FONDS PROPRES (en millions d'euros)		
	31/12 2014	31/12 2013
Fonds propres de base CET I	1 138.29	987.83
Fonds propres ADTI	0	0
Fonds propres Tier 2	0	42.304
Déductions des fonds propres	-307.453	-240.512
<b>TOTAL des fonds propres</b>	<b>830.835</b>	<b>789.626</b>

## 2.7.3 Exigences de fonds propres

### 2.7.3.1 Définition des différents types de risques

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de la Banque.

En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits « pondérés ». Les fonds propres globaux doivent représenter au minimum 8% du total de ces risques pondérés.

A fin 2014, les risques pondérés de la Banque étaient de 5 042 915 milliers d'euros selon la réglementation Bâle 3 (soit 403 433 milliers d'exigences de fonds propres).

A noter, l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation a introduit un montant d'exigences en fonds propres supplémentaire :

- Au titre de la Crédit Value Adjustment (CVA) : la CVA est une correction comptable du Mark to Market des dérivés pour intégrer le coût du risque de contrepartie qui varie avec l'évolution de la qualité de crédit de la contrepartie (changement de spreads ou de ratings). La réglementation Bâle 3 prévoit une exigence supplémentaire de fonds propres destinée à couvrir le risque de volatilité de l'évaluation de crédit.

- Au titre des paramètres de corrélation sur les établissements financiers : la crise financière de 2008 a mis en exergue, entre autres, les interdépendances des établissements bancaires entre eux (qui ont ainsi transmis les chocs au sein du système financier et à l'économie réelle de façon plus globale). La réglementation Bâle 3 vise aussi à réduire cette interdépendance entre établissements de grande taille, au travers de l'augmentation, dans la formule de calcul du RWA (Risk Weighted Assets), du coefficient de corrélation (passant de 1 à 1,25) pour certaines entités financières (entités du secteur financier et entités financières non réglementées de grande taille).

- Au titre des Chambres de Compensation Centralisées (CCP) : afin de réduire les risques systémiques, le régulateur souhaite généraliser l'utilisation des CCP sur le marché des dérivés de gré à gré tout en encadrant la gestion des risques de ces CCP avec des pondérations relativement peu élevées. Les établissements sont exposés aux CCP de deux manières :
  - > Pondération de 2% pour les opérations qui passent par les CCP (pour les produits dérivés et IFT) ;
  - > Pour les entités membres compensateurs de CCP, exigences en fonds propres pour couvrir l'exposition sur le fonds de défaillance de chaque CCP.

- Au titre des franchises relatives aux IDA (Impôts Différés Actifs) correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux participations financières supérieures à 10%. Comme précisé précédemment, les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250%.

Ces évolutions réglementaires rendent difficile la comparaison des deux exercices 31 décembre 2013 (Bâle 2) et 31 décembre 2014 (Bâle 3).

Le détail figure dans le tableau ci-dessous.

#### 2.7.3.2 Tableau des exigences

<b>EXIGENCES</b> (en millions d'euros)		
	<b>31/12 2014</b>	<b>31/12 2013</b>
Exigences au titre des risques de crédit	<b>363,4</b>	366,3
Exigence au titre des risques de marché	<b>0</b>	0
Exigence au titre des risques opérationnels	<b>40</b>	38
Autres exigences et exigence transitoire	<b>0</b>	0
<b>TOTAL exigences</b>	<b>403,4</b>	<b>404,3</b>

## 2.8 Organisation et activité du Contrôle interne

### Trois niveaux de contrôle

Conformément à la réglementation bancaire, aux saines pratiques de gestion et aux normes du Groupe BPCE, le dispositif de contrôle de la Banque repose sur trois niveaux de contrôle : deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique.

Ce dispositif fonctionne en filières, intégrées à la Banque. Ces filières sont principalement animées par trois directions de l'organe central :

- la direction des Risques Groupe et la direction de la Conformité et de la Sécurité Groupe, en charge du contrôle permanent
- la direction de l'Inspection générale Groupe, en charge du contrôle périodique.

### Un lien fonctionnel fort entre la Banque et l'Organe Central

Les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein de la Banque (et de ses filiales) sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées par un lien fonctionnel fort, aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes. Ce lien recouvre en particulier :

- un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables des fonctions de contrôle permanent ou périodique dans la Banque ;
- des obligations de reporting, d'information et d'alerte ;
- l'édiction de normes par l'organe central consignées dans des chartes ;
- la définition ou l'approbation de plans de contrôle.

Ces liens ont été formalisés au travers de chartes couvrant chacune des filières. L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au Comité d'audit du 16 décembre 2009 et au conseil de surveillance de BPCE. La charte Risques Groupe a été mise à jour en 2013.

### Une organisation adaptée aux spécificités locales

Au niveau de la Banque, le Directeur Général en accord avec le Président du Conseil d'administration, définit la structure organisationnelle. Il répartit responsabilités et moyens de manière optimale pour assurer, conformément aux orientations définies par le Conseil d'administration, la couverture des risques, leur évaluation et leur gestion.

La responsabilité du contrôle permanent de premier niveau incombe au premier chef aux Directions opérationnelles ou fonctionnelles ; les contrôles permanents de deuxième niveau et l'audit interne sont assurés par des Directions

fonctionnelles centrales indépendantes dont les responsables au sens des articles 16 à 20 et 28 à 34 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 sont directement rattachés aux dirigeants effectifs au sens de l'article 10 du même arrêté.

Conformément à l'article 30 de cet arrêté, il est admis que le responsable du contrôle de la conformité puisse être rattaché au Directeur des Risques, dénommé alors Directeur Risques et Conformité, option adoptée par la Banque Populaire Atlantique.

### 2.8.1 Présentation du dispositif de contrôle permanent

#### Contrôle permanent hiérarchique (niveau 1)

Le contrôle permanent hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous la supervision de leur hiérarchie. Ces services sont notamment responsables de :

- la vérification du respect des limites de risques, des procédures de traitement des opérations et de leur conformité ;
- la déclaration des incidents de risques opérationnels constatés et l'élaboration des indicateurs d'activité nécessaires à l'évaluation des risques opérationnels ;
- la justification des soldes comptables résultant des mouvements des comptes concernés par les opérations initiées dans ces services. En fonction des situations et activités et le cas échéant conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable soit par les opérateurs eux-mêmes. Les contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions / fonctions de contrôle permanent concernées.

#### Contrôle permanent par des entités dédiées (niveau 2)

Le contrôle permanent de niveau 2 au sens de l'article 13 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 est assuré par des entités dédiées exclusivement à cette fonction qu'est la Direction des Risques et de la Conformité. D'autres fonctions centrales sont des acteurs essentiels du dispositif de contrôle permanent : en particulier la direction des Risques en charge du contrôle comptable, la direction Juridique, la direction Modernisation en charge de la Sécurité des systèmes d'information, la direction des Ressources humaines pour les aspects touchant à la politique de rémunération.

#### Comité de coordination du contrôle interne

Le Directeur Général est chargé d'assurer la cohérence et

l'efficacité du contrôle permanent. Un Comité de coordination des contrôles se réunit périodiquement (chaque trimestre) sous la présidence du Directeur Général. Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'établissement, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.

Il a notamment pour objet :

- d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle de la Banque ;
- de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;
- de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité de l'établissement et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent.

Participent à ce comité : la Direction des Audits, la Direction des Risques et de la Conformité et les Responsables des contrôles permanents.

Le dispositif Groupe de gestion et de contrôle permanent des risques et son articulation avec les filières en établissement est développé plus précisément dans la partie 2.9 du présent rapport.

### 2.8.2 Présentation du dispositif de contrôle périodique

Le contrôle périodique est assuré par l'audit interne sur toutes les activités, y compris le contrôle permanent.

Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 17 de l'Arrêté 3 novembre 2014, l'audit interne s'assure de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de la Banque, y compris celles qui sont externalisées. Il s'étend également à ses filiales.

Ses objectifs prioritaires sont d'évaluer et de rendre compte aux organes exécutif et délibérant de la Banque :

- de la qualité de la situation financière ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;



- de la qualité de l'organisation et de la gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de la fiabilité et de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- du respect des lois, des règlements, des règles du Groupe ou de chaque entreprise ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations des missions antérieures et des régulateurs.

Rattachée en direct à l'exécutif, l'Audit interne exerce ses missions de manière indépendante des Directions opérationnelles et de contrôle permanent. Ses modalités de fonctionnement, sont précisées dans une charte d'audit Groupe approuvée par le Directoire de BPCE le 7 décembre 2009, qui s'applique à la Banque, charte elle-même déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, audit du réseau commercial, missions, suivi des recommandations, ...).

Le planning prévisionnel des audits est arrêté en accord avec l'Inspection Générale Groupe. Il est approuvé par l'organe exécutif et communiqué au comité d'audit et des risques qui a toute latitude pour formuler des recommandations.

A l'issue de ses investigations, la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'unité auditée doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre les responsables de l'unité auditée, aux dirigeants de la Banque.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement au moins semestriellement l'Audit interne. Celui-ci en assure un reporting régulier au comité de coordination du contrôle interne et au comité d'audit et des risques.

L'Audit interne, en vertu de son devoir d'alerte, saisit le comité d'audit et des risques en cas de non mise en place des actions correctrices dans les délais prévus.

Dans le cadre des responsabilités qui lui sont dévolues, l'inspection générale Groupe mène également de façon périodique des missions de contrôle au sein de la Banque.

### 2.8.3 Gouvernance

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

- **Le Comité de Direction** qui définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière

exhaustive et optimale la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière et à la stratégie de la Banque et du Groupe BPCE. Il est responsable de la maîtrise au quotidien des risques et en répond devant l'organe de surveillance. Il définit la tolérance aux risques au travers d'objectifs généraux en matière de surveillance et gestion des risques, dont la pertinence est régulièrement évaluée ; il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies. Il informe régulièrement le Comité d'audit et des risques et le Conseil d'administration des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats de la Banque.

- **Le Conseil d'administration** qui veille conformément au dispositif réglementaire à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les principales limites de risque et évalue le dispositif de contrôle interne. À cette fin, le conseil prend appui sur le Comité d'audit et des risques.

- **Le Comité d'audit et des risques** qui assiste l'organe de surveillance et, dans ce cadre, veille à la qualité de l'information délivrée et plus généralement assure les missions prévues par l'Arrêté du 3 novembre 2014. Son rôle est ainsi de :

- vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;

- émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement de la Banque et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières ;

- examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au Conseil d'administration ;

- assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques ;

- porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre ;

- examiner les rapports prévus par les articles 258 à 265 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 ;

- veiller au suivi des conclusions des missions de l'audit interne, de l'inspection générale et des régulateurs et examiner le programme annuel de l'audit.

- **Un Comité des rémunérations** assiste par ailleurs l'organe

de surveillance dans la définition des principes de la politique de rémunération au sein de l'établissement dans le respect des dispositions du chapitre VIII du titre IV de l'Arrêté du 3 novembre 2014. À ce titre, en application de l'article 266 de ce même arrêté, il procède notamment chaque année à un examen :

- des principes de la politique de rémunération de la Banque ;
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de la Banque ;
- de la politique de rémunération de la population régulée au sens de l'article L511-73 du code monétaire et financier.

## 2.9 Gestion des risques

### 2.9.1 Le dispositif de gestion des risques

#### 2.9.1.1 Le dispositif Groupe BPCE

La fonction Risques assure, entre autres missions, le contrôle permanent des risques. La Direction des Risques veille à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques. Elle assure l'évaluation et la prévention des risques, l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles et la surveillance permanente des risques.

Au sein de l'organe central BPCE, la Direction des Risques Groupe assure la cohérence, l'homogénéité, l'efficacité, et l'exhaustivité de la mesure, de la surveillance et de la maîtrise des risques. Elle est en charge du pilotage consolidé des risques du Groupe.

La mission de la Direction des Risques Groupe est conduite de manière indépendante des directions opérationnelles. Ses modalités de fonctionnement notamment en filières sont précisées dans la Charte Risques Groupe approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et mise à jour en 2013. La Direction des Risques de la Banque lui est rattachée par un lien fonctionnel fort.

#### 2.9.1.2 La Direction des Risques

La Direction des Risques, est rattachée hiérarchiquement à la Direction Générale et fonctionnellement à la Direction des Risques Groupe de l'Organe central BPCE.

La Direction des Risques couvre l'ensemble des risques : crédit, financiers, opérationnels. Elle assure conformément à l'article 75 de l'Arrêté du 3 novembre 2014.

Pour assurer son indépendance, la fonction risque, distincte des autres filières de contrôle interne, est une fonction indépendante de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Dans le cadre de la fonction de gestion des risques, les

principes définis dans la Charte des risques Groupe sont tous déclinés au sein de la Banque. Ainsi de manière indépendante, la Direction des Risques contrôle la bonne application des normes et méthodes de mesure des risques, notamment les dispositifs de limites et les schémas délégataires. Elle s'assure que les principes de la politique des risques sont respectés dans le cadre de ses contrôles de deuxième niveau.

L'Organe de Direction veille à ce que les systèmes de gestion des risques mis en place soient appropriés au profil de risque et à la stratégie commerciale de la Banque, conformément à l'article 435 I e) du Règlement (UE) n°575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (CRR).

#### • Principales attributions :

- est force de proposition de la politique des risques de la Banque, dans le respect de la politique des risques du Groupe (limites, plafonds...) ;
- identifie les risques et en établit la cartographie ;
- contribue à l'élaboration des dispositifs de maîtrise des risques des politiques de gestion des activités opérationnelles (limites quantitatives, schéma délégataire, analyse a priori des nouveaux produits ou des nouvelles activités) ;
- valide et assure le contrôle de second niveau des risques (normes de valorisation des opérations, provisionnement, des dispositifs de maîtrise des risques) ;
- contribue à la définition des normes de contrôle permanent de premier niveau des risques hors conformité et veille à leur bonne application (la définition des normes et méthodes Groupe étant une mission de l'organe central) ;
- assure la surveillance des risques, notamment la fiabilité du système de détection des dépassements de limites et le suivi et contrôle de leur résolution ;
- évalue et contrôle le niveau des risques (stress scénarii...) ;
- élabore les reporting risques à destination des instances dirigeantes (organe exécutif et organe délibérant), contribue aux rapports légaux ou réglementaires et alerte l'organe exécutif et le comité d'audit en cas d'incident significatif (art. 98 de l'Arrêté du 3 novembre 2014).

#### • Organisation et moyens dédiés

La Direction des Risques comprend 30 collaborateurs, son organisation décline trois fonctions spécialisées par domaine de risques : les risques de crédit, les risques financiers et les risques opérationnels.

Les décisions structurantes en matière de risque sont prises

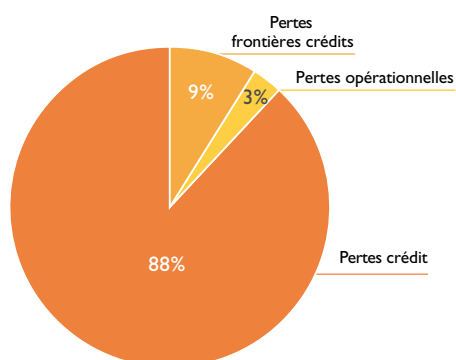


par le comité des Risques faïtier. Il est responsable de la définition des grandes orientations risques de l'établissement (limites, politiques de risques, chartes délégataires...). Il examine régulièrement les principaux risques de crédit, opérationnels et financiers de la Banque.

### Principaux Risques de l'année 2014

Le profil global de risque correspond à celui d'une banque de réseau. Les risques sont concentrés essentiellement sur l'activité de crédit, afin de soutenir et de financer l'économie.

La répartition des risques pondérés au 31/12/2014 est la suivante :



### 2.9.2 Facteurs de risques

Les facteurs de risque présentés ci-après concernent le Groupe BPCE dans son ensemble, y compris la Banque Populaire Atlantique.

L'environnement bancaire et financier dans lequel la Banque et plus largement le Groupe BPCE évolue l'expose à de nombreux risques et le contraint à la mise en œuvre d'une politique de maîtrise et de gestion de ces risques toujours plus exigeante et rigoureuse.

Certains des risques auxquels la Banque est confrontée sont identifiés ci-dessous. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques de la Banque ni de ceux du Groupe BPCE (se reporter au Document de Référence annuel) pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement. Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par le Groupe BPCE, pourraient avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.

#### Risques liés aux conditions de à l'environnement macroéconomique et au renforcement des exigences réglementaires.

En Europe, le contexte économique et financier morose à

un impact sur le Groupe BPCE et les marchés sur lesquels il est présent, et cette tendance pourrait se poursuivre.

Les marchés européens ont récemment connu des perturbations majeures qui ont affecté leurs croissances économiques. Découlant au départ de craintes relatives à la capacité de certains pays de la zone euro à refinancer leur dette, ces perturbations ont créé des incertitudes s'agissant, d'une part, des perspectives économiques à court terme des membres de l'Union européenne et, d'autre part, de la qualité de crédit de certains émetteurs souverains de la zone.

Bien que les obligations souveraines détenues par le Groupe BPCE n'aient pas trop souffert, ce dernier a subi de manière indirecte les répercussions de la crise de la zone euro, qui a touché la plupart des pays de cette zone, y compris le marché français. Certaines agences de notation ont dégradé la note de crédit souverain de la France au cours de ces dernières années, entraînant dans certains cas une détérioration mécanique des notes de crédit des banques commerciales françaises, dont celles des entités du Groupe BPCE.

Si la conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe venaient à se dégrader davantage, les marchés sur lesquels le Groupe BPCE opère pourraient connaître des perturbations encore plus importantes, et son activité, ses résultats et sa situation financière pourraient en être affectés défavorablement.

Les notations de crédit ont un impact important sur la liquidité de BPCE, de Banque Populaire Atlantique et de ses filiales qui interviennent sur les marchés financiers. Un abaissement des notations pourrait affecter la liquidité et la position concurrentielle du Groupe, augmenter leurs coûts de refinancement, limiter l'accès aux marchés de capitaux et déclencher des clauses dans certains contrats bilatéraux sur des opérations de trading, de dérivés et de refinancements 'collatéralisés'. L'augmentation des 'spreads' de crédit peut renchérir significativement le coût de refinancement de BPCE et de Natixis.

Le Groupe BPCE pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités

Certaines entités du Groupe BPCE sont exposées au « risque pays », qui est le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger affectent leurs intérêts financiers. Dans le passé, beaucoup de pays qualifiés de marchés émergents ont connu des perturbations économiques et financières graves, notamment des dévaluations de leur monnaie et des contrôles de change monétaire et de capitaux, ainsi qu'une

croissance économique faible ou négative. Les activités du Groupe BPCE et les revenus tirés des opérations et des transactions réalisées hors de l'Union européenne et des États-Unis, bien que limitées, sont exposées au risque de perte résultant d'évolutions politiques, économiques et légales défavorables, notamment les fluctuations des devises, l'instabilité sociale, les changements de politique gouvernementale ou de politique des banques centrales, les expropriations, les nationalisations, la confiscation d'actifs ou les changements de législation relatifs à la propriété locale.

De par son activité, la Banque est particulièrement sensible à l'environnement économique national et de son territoire.

Le Groupe BPCE est soumis à une importante réglementation en France et dans plusieurs autres pays où il opère ; les mesures réglementaires et leur évolution sont susceptibles d'impacter négativement l'activité et les résultats du Groupe BPCE.

Des textes législatifs et réglementaires sont promulgués ou proposés en vue d'introduire plusieurs changements dans le cadre financier mondial. Même si ces nouvelles mesures ont vocation à éviter une nouvelle crise financière, elles sont susceptibles de modifier considérablement l'environnement dans lequel le Groupe BPCE et les autres institutions évoluent.

### Risque liés à la structure du Groupe.

Le 13 novembre 2013, le Groupe BPCE a annoncé un plan stratégique pour la période 2014-2017 qui prévoit des initiatives, notamment quatre priorités en matière d'investissement :

1. Créer un nouveau modèle de relation innovant qui a pour ambition d'offrir aux clients le meilleur des deux mondes, « physique » et « digital » ;
2. Changer les modèles de financement en vue de faire du Groupe un acteur majeur de l'épargne pour financer nos clients ;
3. Devenir un 'bancassureur' de plein exercice ;
4. Accélérer le rythme de développement du groupe à l'international.

Dans le cadre du plan stratégique, le Groupe BPCE a annoncé des objectifs financiers, qui reposent sur des hypothèses mais qui ne constituent en aucun cas des projections ou des prévisions de résultats escomptés. Les résultats réels du Groupe BPCE sont susceptibles de différer (et pourraient différer considérablement) de ces objectifs pour diverses raisons, y compris la matérialisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section.

Toute augmentation des provisions ou toute perte dépassant le niveau de provisions déjà comptabilisé, pourrait affecter défavorablement les résultats ou la situation financière du Groupe BPCE

Dans le cadre des activités de prêt, la Banque et les entités du Groupe BPCE constituent périodiquement des provisions pour créances douteuses, qui sont comptabilisées dans leur compte de résultat au poste « coût du risque ». Le niveau global de provisions est établi en fonction de l'historique des pertes, du volume et du type de prêts accordés, des pratiques du marché, des arriérés de prêts, des conditions économiques ou d'autres facteurs reflétant le taux de recouvrement de divers prêts. Bien que la Banque et les entités du Groupe BPCE s'efforcent de constituer un niveau suffisant de provisions, leurs activités de prêt pourraient les conduire à augmenter à l'avenir ces provisions pour pertes sur prêts en cas d'augmentation des actifs non performants, de détérioration des conditions économiques, entraînant une augmentation des défauts de contrepartie et de faillites, ou pour toute autre raison. Toute hausse significative des provisions pour pertes ou un changement important de l'estimation par le Groupe BPCE du risque de perte propre à son portefeuille de prêts non dépréciés, ou toute évolution des normes comptables IFRS, ainsi que toute survenance de pertes supérieures aux provisions constituées au titre des prêts en question, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

La capacité de la Banque Populaire Atlantique et plus généralement du Groupe BPCE à attirer et retenir des salariés qualifiés est cruciale importante pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter de façon significative sa performance.

Les événements futurs pourraient être différents des hypothèses retenues par les dirigeants pour établir les états financiers des entités du Groupe BPCE, ce qui pourrait à l'avenir l'exposer à des pertes non anticipées.

En application des normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, les entités du Groupe BPCE dont la Banque doivent utiliser des estimations pour établir leurs états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des provisions sur les prêts et créances douteuses et sur litiges potentiels, ainsi que la juste valeur de certains actifs et passifs. Si ces valeurs s'avéraient significativement erronées, notamment en cas de mouvements de marchés, importants ou imprévus, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le Groupe BPCE s'exposerait, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

Les fluctuations et la volatilité du marché exposent le Groupe BPCE, en particulier sa filiale Natixis, à des pertes significatives sur ses activités de trading et d'investissement.

Une baisse prolongée des marchés peut réduire la liquidité des actifs et rendre plus difficile leur cession. Une telle situation pourrait engendrer des pertes significatives.

Dans certains des métiers du Groupe BPCE, une baisse prolongée du prix des actifs pourrait peser sur le niveau d'activité ou réduire la liquidité sur le marché concerné. Cette situation exposerait le Groupe BPCE à des pertes significatives si celui-ci n'est pas en mesure de solder rapidement ses positions éventuellement perdantes. Cela est particulièrement vrai concernant les actifs qui sont intrinsèquement peu liquides. Certains actifs qui ne sont pas négociés sur une Bourse de valeurs ou sur un marché réglementé, tels que les produits dérivés négociés entre banques, sont généralement valorisés à l'aide de modèles plutôt que sur la base de cours de marché.

Des variations de taux d'intérêt pourraient impacter défavorablement le produit net bancaire et les résultats du Groupe BPCE.

Le montant des revenus net d'intérêts encaissés par le Groupe BPCE au cours d'une période donnée influe de manière significative sur le produit net bancaire et la rentabilité de cette période. En outre, des changements significatifs dans les 'spreads' de crédit, tels que l'élargissement des écarts observés récemment, peuvent influencer sur les résultats d'exploitation du Groupe BPCE. Les variations des taux d'intérêt du marché peuvent affecter les taux pratiqués sur les actifs productifs d'intérêts, inversement à celles des taux payés sur les passifs portants intérêts. Toute évolution défavorable de la courbe des rendements pourrait entraîner une baisse des revenus d'intérêts nets provenant des activités de prêt. En outre, les hausses des taux d'intérêt au cours de laquelle le financement à court terme est disponible et l'asymétrie des échéances sont susceptibles de nuire à la rentabilité du Groupe BPCE. L'augmentation des taux d'intérêt élevés, des spreads de crédit, surtout si ces variations se produisent rapidement, peuvent créer un environnement moins favorable pour certains services bancaires.

Les variations des taux de change pourraient impacter de façon significative les résultats du Groupe BPCE.

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers peut entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes.

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe BPCE dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes

pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, le Groupe BPCE connaissait une défaillance de ses systèmes d'information, même sur une courte période, il serait incapable de répondre aux besoins de ses clients dans les délais et pourrait ainsi perdre des opportunités de transactions. De même, une panne temporaire des systèmes d'information du Groupe BPCE, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'information, voire de manque à gagner sur ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes du Groupe BPCE à s'adapter à un nombre croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités.

Le Groupe BPCE est aussi exposé au risque d'une rupture ou d'une défaillance opérationnelle de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, chambres de compensation, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses opérations sur titres. Dans la mesure où l'inter connectivité s'accroît avec ses clients, le Groupe BPCE peut aussi être de plus en plus exposé au risque d'une défaillance opérationnelle des systèmes d'information de ses clients. Le Groupe BPCE ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux d'autres parties ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate.

Des événements imprévus peuvent provoquer une interruption des activités du Groupe BPCE, entraîner des pertes substantielles et des coûts supplémentaires.

Des événements imprévus (catastrophe naturelle grave, pandémie, attentats ou toute autre situation d'urgence) pourraient provoquer une brusque interruption des activités des entités du Groupe BPCE et des pertes substantielles dans la mesure où elles ne seraient pas, ou insuffisamment, couvertes par une police d'assurance. Ces pertes pourraient concerner des biens matériels, des actifs financiers, des positions de marché ou des collaborateurs clés. En outre, de tels événements pourraient perturber l'infrastructure du Groupe BPCE ou celle de tiers avec lesquels il conduit ses activités, et pourraient également engendrer des coûts supplémentaires (coût de déplacement du personnel...) et alourdir ses charges (dont les primes d'assurance). À la suite de tels événements, le Groupe BPCE pourrait être dans l'incapacité d'assurer certains risques et un accroissement du risque global du Groupe BPCE en résulterait.

L'échec ou l'inadéquation des politiques, des procédures et des techniques de gestion des risques du Groupe BPCE est susceptible d'exposer ce dernier à des risques non-identifiés ou non-anticipés et d'entraîner des pertes importantes.

Les politiques et procédures de gestion des risques du Groupe BPCE pourraient ne pas être efficaces quant à la limitation de son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, y compris aux risques que le Groupe BPCE n'a pas su identifier ou anticiper. Les techniques et les stratégies de gestion des risques utilisées par le Groupe BPCE ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché.

Les stratégies de couverture mises en place par le Groupe BPCE n'écartent pas tout risque de perte.

Le Groupe BPCE pourrait subir des pertes si l'un des différents instruments ou stratégies de couverture qu'il utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels il est exposé s'avérait inefficace. Nombre de ces stratégies s'appuient sur l'observation du comportement passé des marchés et l'analyse des corrélations historiques. Toute évolution inattendue du marché, telle que celles que connaissent les marchés financiers internationaux depuis le deuxième semestre 2007, peut également diminuer l'efficacité de ces stratégies de couverture. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant de certaines couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par le Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE pourrait rencontrer des difficultés pour identifier, mettre en œuvre et intégrer sa politique dans le cadre d'acquisitions ou de joint-ventures.

Même si la croissance externe ne constitue pas la composante majeure de sa stratégie actuelle, le Groupe BPCE pourrait néanmoins subir, à l'avenir, des pertes ou manques à gagner sur ses opportunités de croissance externe ou de partenariat.

Une intensification de la concurrence, à la fois en France, marché où est concentrée une grande partie des entités du Groupe BPCE, et à l'étranger, pourrait peser sur le produit net bancaire et la rentabilité.

Les principaux métiers du Groupe BPCE sont confrontés à une vive concurrence, en France et à l'international où il est présent. La concurrence porte notamment sur l'exécution des opérations, les produits et services offerts, l'innovation, la réputation et les prix. La consolidation du secteur bancaire et l'arrivée de nouveaux entrants exacerbent cette concurrence. Le Groupe pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants, ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités. Par ailleurs, tout

ralentissement économique est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, en intensifiant la pression sur les prix et la contraction du volume d'activité du Groupe BPCE et de ses concurrents. Pourraient également faire leur entrée sur le marché de nouveaux concurrents plus compétitifs, soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels.

Ces nouveaux entrants seraient ainsi en mesure de proposer une offre de produits et services plus compétitive. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux institutions non-dépositaires d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques et fondées sur Internet, incluant le commerce électronique de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer des pressions à la baisse sur les prix des produits et services du Groupe BPCE ou affecter la part de marché du Groupe BPCE.

La solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un effet défavorable sur le Groupe BPCE.

La capacité du Groupe BPCE à effectuer ses opérations pourrait être affectée par la solidité financière des autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de trading, de compensation, de contrepartie et de financement. La défaillance d'un acteur du secteur, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, ont conduit à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir conduire à des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe BPCE est exposé à de nombreuses contreparties financières l'exposant ainsi à un risque potentiel d'insolvabilité si un ensemble de contreparties ou de clients du Groupe BPCE venait à manquer à ses engagements. Ce risque serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Groupe BPCE ne pouvaient pas être cédés, ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe BPCE au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

En outre, les fraudes ou malversations commises par les acteurs du secteur financier peuvent avoir un effet significatif défavorable sur les institutions financières en raison notamment des interconnexions entre les institutions opérant sur les marchés financiers.

Les pertes pouvant résulter des risques susmentionnés pourraient peser de manière significative sur les résultats du Groupe BPCE.

## 2.9.3 Risques de crédit / contrepartie

### 2.9.3.1 Définition

Le risque de crédit est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, considérés comme un même groupe de clients liés conformément au 39 du paragraphe I de l'article 4 du règlement (UE) n° 575/2013 ; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.

Le risque de contrepartie se définit comme le risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération.

La filière risque s'assure que toute opération est conforme aux référentiels et procédures en vigueur en matière de contreparties autorisées. Elle propose au comité compétent les inscriptions en Watch List des dossiers de qualité dégradée. La Direction des Risques Groupe prend en charge la Watch List Groupe, en consolidé.

### 2.9.3.2 Organisation du suivi et de la surveillance des risques de crédit / contrepartie

Le Comité de gestion des risques de crédit de la Banque valide la politique de l'établissement en matière de risque de crédit, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégataire de la Banque, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.

Au niveau de l'Organe Central, la Direction des Risques Groupe réalise pour le Comité des Risques Groupe la mesure et le contrôle du respect des plafonds réglementaires. Le dispositif de plafonds internes, qui se situe à un niveau inférieur aux plafonds réglementaires, est appliqué pour l'ensemble des entités du Groupe. Un dispositif de limites Groupe est également mis en place sur les principales classes d'actifs et sur les principaux groupes de contrepartie dans chaque classe d'actif.

Les dispositifs de plafonds internes et de limites groupe font l'objet de reporting réguliers aux instances.

Enfin une déclinaison sectorielle de la surveillance des risques est organisée, au travers de dispositifs qui se traduisent en préconisations pour les établissements du Groupe, sur certains secteurs sensibles. Plusieurs politiques de risques sont en place (immobilier Retail, prêts à la consommation, LBO, professionnels de l'immobilier).

### 2.9.3.3 Suivi et mesure des risques de crédit / contrepartie

La fonction de gestion des risques s'assure que toute opération est conforme aux référentiels Groupe et procédures en vigueur en matière de contreparties autorisées. Elle propose au comité compétent les

inscriptions en Watch List des dossiers de qualité préoccupante ou dégradée.

Cette mission est du ressort de la fonction de gestion des risques de l'établissement sur son propre périmètre et du ressort de la Direction des Risques Groupe au niveau consolidé.

La maîtrise des risques de crédit s'appuie sur :

- une évaluation des risques par notation ;
- et sur des procédures d'engagement ou de suivi des opérations (conformes à l'Arrêté du 3 novembre 2014).

### • Politique de notation

La mesure des risques de crédit et de contrepartie repose sur des systèmes de notations adaptés à chaque typologie de clientèle ou d'opérations, dont la Direction des Risques assume le contrôle de performance.

La notation est un élément fondamental de l'appréciation du risque.

Dans le cadre du contrôle permanent, la Direction des Risques Groupe a mis en œuvre un monitoring central dont l'objectif est de contrôler la qualité des données et la bonne application des normes Groupe en termes de segmentations, de notations, de garanties, de défauts et de pertes.

- Procédures d'engagement et de suivi des opérations
- La fonction 'gestion des risques' de crédit de la Banque :
- propose à l'organe exécutif des systèmes délégataires d'engagement des opérations, prenant en compte des niveaux de risque ainsi que les compétences et expériences des équipes ;
  - participe à la fixation des normes de tarification de l'établissement en veillant à la prise en compte du niveau de risque, dans le respect de la norme Groupe ;
  - effectue des analyses contradictoires sur les dossiers de crédit, hors délégation pour décision du comité de crédit ;
  - analyse les risques de concentration, les risques sectoriels et les risques géographiques ;
  - contrôle périodiquement les notes et s'assure du respect des limites ;
  - alerte l'organe exécutif et notifie les responsables opérationnels en cas de dépassement d'une limite ;
  - inscrit en watchlist les dossiers de qualité préoccupante et dégradée ;
  - contrôle la mise en œuvre des plans de réduction de risques.

### 2.9.3.4 Surveillance des risques de crédit / contrepartie

La fonction 'gestion des risques' étant indépendante des

filiales opérationnelles, en particulier, elle ne dispose pas de délégation d'octroi de crédit et ne peut assurer l'analyse métier des demandes d'engagement.

La Direction des Risques Groupe met régulièrement à jour le Référentiel Risques de Crédit qui est appliqué par la fonction de gestion des risques de crédit.

Ce Référentiel rassemble les normes et bonnes pratiques à décliner dans chacun des établissements du Groupe et les normes de gestion et de reporting fixées par le Conseil de Surveillance ou Directoire de BPCE sur proposition du Comité d'Audit et des Risques Groupe (CARG) ou du Comité des Risques Groupe (CRG).

Il est un outil de travail pour les intervenants de la fonction de gestion des risques au sein du Groupe et constitue un élément du dispositif de contrôle permanent des établissements du Groupe.

La Direction des Risques de la Banque est en lien avec la Direction des Risques Groupe qui est en charge de :

- la définition des normes de segmentation risque de la clientèle ;
- l'évaluation des risques (définition des concepts) ;
- l'élaboration des méthodologies, modèles et systèmes de notation du risque (scoring ou systèmes experts) ;
- la conception et le déploiement des dispositifs de monitoring, des normes et de la qualité des données ;
- la réalisation des tests de performance des systèmes de notation (back-testing) ;
- la réalisation des scénarii de stress de risque de crédit (ceux-ci sont éventuellement complétés de scénarii complémentaires définis en local) ;
- la validation des normes d'évaluation, de contrôle permanent et de reporting.

Par ailleurs, BPCE centralise le suivi des contrôles de la fonction de gestion des risques.

La surveillance des risques porte sur la qualité des données et la qualité des expositions. Elle est pilotée au travers d'indicateurs, pour chaque classe d'actif.

## RÉPARTITION DES EXPOSITIONS BRUTES PAR CATÉGORIES ET APPROCHES (RISQUES DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE)

(en millions d'euros)

	31/12/2014		31/12 2013		Variation	
	Exposition brute	RWA	Exposition Brute	RWA	Exposition Brute	RWA
<b>Souverains</b>	<b>592,9</b>	<b>5,1</b>	<b>562,8</b>	<b>0,6</b>	<b>5,3%</b>	<b>733,6%</b>
IRBF	562,4	5,1	530,6	0,6	6,0%	733,6%
Standard	30,5	-	32,3	-	-5,5%	
<b>Banques</b>	<b>2 785,4</b>	<b>8,4</b>	<b>2 776,5</b>	<b>9,5</b>	<b>0,3%</b>	<b>-12,5%</b>
IRBF	17,6	7,1	20,3	5,1	-13,2%	38,3%
Standard	2 767,7	1,2	2 756,2	4,4	0,4%	-71,8%
<b>Entreprises</b>	<b>2 685,2</b>	<b>2 324,2</b>	<b>2 609,7</b>	<b>2 345,5</b>	<b>2,9%</b>	<b>-0,9%</b>
IRBF	1 815,9	1 575,6	1 797,0	1 564,8	1,1%	0,7%
Standard	869,4	748,6	812,7	780,7	7,0%	-4,1%
<b>Clientèle de détail</b>	<b>6 220,0</b>	<b>825,2</b>	<b>6 247,5</b>	<b>779,8</b>	<b>-0,4%</b>	<b>5,8%</b>
IRBA	5 573,8	825,2	5 629,2	779,8	-1,0%	5,8%
Standard	646,2	-	618,3	-	4,5%	
<b>Titrisation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
<b>Actions</b>	<b>525,7</b>	<b>1 935,9</b>	<b>531,7</b>	<b>1 958,0</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-1,1%</b>
<b>Autres actifs *</b>	<b>7,4</b>	<b>7,4</b>	<b>7,4</b>	<b>7,4</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,1%</b>
IRBA	1,9	1,9	2,0	2,0	-4,4%	-4,4%
IRBF	4,9	4,9	4,7	4,7	5,2%	5,2%
Standard	0,6	0,6	0,7	0,7	-11,0%	-11,0%
<b>TOTAL</b>	<b>12 816,7</b>	<b>5 106,2</b>	<b>12 735,7</b>	<b>5 100,9</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,1%</b>

\* valeur résiduelle, comptes de régularisation



### • Suivi du risque de concentration par contrepartie

Le suivi des taux de concentration est réalisé à partir des encours bilan et hors bilan.

GROUPE	Total Engagement avant partage MEUR
GROUPE TERRENA	36,79
GROUPE S C A OUEST	34,05
GROUPE SA SYSTEME U OUEST	32,35
GROUPE INTERMARCHE	30,67
GROUPE MANITOU BF	29,54
GROUPE ARMORINE-MARTINAT	25,08
GROUPE ERAM	24,78
GROUPE HARMONIE MUTUELLE	24,23
GROUPE GDF SUEZ	23,63
GROUPE DECA	21,64

### • Suivi du risque géographique

L'exposition géographique des encours de crédit porte essentiellement sur la France et plus particulièrement sur le territoire de la Banque.

### • Technique de réduction des risques

La prise en compte des garanties (ou techniques de réduction de risque) constitue un des facteurs importants de réduction de l'exigence en fonds propres.

Le dispositif de contrôle de la prise des garanties, de leur validité, de leur enregistrement et de leur valorisation relève de la responsabilité de la Banque. L'enregistrement des garanties suit les procédures Groupe, communes à notre réseau. Nous assurons la conservation et l'archivage de nos garanties, conformément aux procédures du Groupe.

Les services en charge de la prise des garanties par le « back-office engagements » sont responsables des contrôles de 1er niveau.

En 2014, la prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et sûretés obtenues par la Banque dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection ont permis de réduire l'exposition de

l'établissement au risque de crédit et ainsi celle de l'exigence en fonds propres.

### • Simulation de crise relative aux risques de crédit

La Direction des Risques Groupe, réalise des simulations de crise relatives au risque de crédit au niveau du Groupe BPCE, incluant l'ensemble des établissements dont la Banque. Les tests de résistance ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles, à une situation dégradée, en termes de coût du risque, d'actifs pondérés et de perte attendue.

Sur le risque de crédit, les méthodologies internes de simulation de crise s'inscrivent dans une démarche globalement similaire à celle mise en place pour les stress-tests menés pour les superviseurs, notamment pour le test de résistance coordonné par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) et la BCE en 2014. Les tests de résistance sont réalisés sur base du Groupe consolidé. Ils tiennent compte, au niveau des calibrages des paramètres de risques, des spécificités de chaque grand bassin du Groupe (Natixis, CFF, Réseau Banque Populaire, Réseau Caisse d'Epargne). Ils couvrent l'ensemble des portefeuilles soumis aux risques de crédit et de contrepartie, quelle que soit l'approche retenue pour le calcul des encours pondérés (approche standard ou IRB). Leur réalisation se base sur des informations détaillées cadrées avec celles alimentant le reporting prudentiel Groupe COREP et les analyses de risque des portefeuilles. Ils intègrent les hypothèses suivantes sur l'évolution de la qualité de crédit du portefeuille :

- migration des notes des contreparties sur base de matrices de migration avec impact sur les encours pondérés (RWA) en approche Standard ou IRB et les pertes attendues (EL) pour l'approche IRB.
- évolution du coût du risque par portefeuille, avec passage en défaut d'une partie des expositions et dotation de provisions correspondantes, ainsi que, le cas échéant, dotations complémentaires de provisions pour les expositions en défaut à la date de l'arrêté de référence du test.

#### 2.9.3.5 Travaux réalisés en 2014

L'exercice a été marqué par l'impact AQR qui a mobilisé fortement des équipes transverses de février à juillet.

Le suivi du risque s'est concentré :

- sur la mise en place de l'outil groupe PILCOP pour le contrôle de second niveau sur le risque de crédit (1 contrôle test en septembre et un contrôle cible en décembre) ;
- sur le risque opérationnel frontière crédit lié aux exclusions de prise en charge en garantie par BPI. Des points de risques



ont été identifiés et des mesures correctrices mises en œuvre afin de limiter ses effets à l'avenir ;

- la mise en œuvre d'un reporting sur le suivi des clients en anomalie grave ainsi que l'amélioration du suivi des comités de prévention dédiés aux clients risqué retail (Particuliers et Professionnels) ;

- le suivi du provisionnement, que ce soit de façon globale, et pour les clients qui représentent un risque significatif suivis en watch-list.

## 2.9.4 Risques de marché

### 2.9.4.1 Définition

Les risques de marché se définissent comme les risques de pertes liés aux variations des paramètres de marché. Ils comprennent trois composantes principales :

- le risque de taux d'intérêt : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'un titre de dette, une variation des taux d'intérêt ; ce risque peut être spécifique à un émetteur particulier ou à une catégorie particulière d'émetteurs dont la qualité de la signature est dégradée (risque de spread de crédit) ;
- le risque de change : risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre des activités de marché, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale ;
- le risque de variation de cours : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé, en particulier une action.

### 2.9.4.2 Organisation du suivi des risques de marché

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie, les activités financières du portefeuille de négociation ainsi que les opérations de placements moyen long termes sur des produits générant des risques de marchés, quel que soit leur classement comptable.

Les activités de ce périmètre ne sont pas intégrées à la fonction de gestion de bilan.

Sur ce périmètre, la fonction risques de marchés de l'établissement assure notamment les missions suivantes, définies dans la Charte Risques Groupe :

- l'identification des différents facteurs de risques et l'établissement d'une cartographie des produits et instruments financiers tenue à jour, recensant les risques de marché,
- la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché,

- l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles, de la liste des produits de marché autorisés soumises au comité des risques compétent,

- le contrôle de cohérence des positions et de leur affectation dans le correct compartiment de gestion (normes segmentation métiers groupe),

- l'analyse transversale des risques de marché et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles,

- le contrôle de la mise en œuvre des plans d'action de réduction de risques, le cas échéant.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques Groupe. Cette dernière prend notamment en charge :

- la définition du système de mesure des risques de marché (VaR, Stress tests...) ;

- l'évaluation des performances de ce système (back-testing) notamment dans le cadre des revues de limites annuelles ;

- la norme du reporting de suivi des risques de marché consolidés aux différents niveaux du Groupe.

### 2.9.4.3 Mesure et surveillance des risques de marché

Les limites globales de risque de marché sont fixées et revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an, par l'organe exécutif et par l'organe délibérant en tenant compte des fonds propres de l'entreprise et, le cas échéant, des fonds propres consolidés et de leur répartition au sein du Groupe adaptée aux risques encourus.

Le dispositif de suivi en risques de marché est basé sur des indicateurs de risques qualitatifs et quantitatifs. La fréquence de suivi de ces indicateurs varie en fonction du produit financier contrôlé.

Les indicateurs qualitatifs sont composés notamment de la liste des produits autorisés et de la WatchList. Le terme WatchList est utilisé pour dénommer la liste des contreparties, fonds, titres ... sous surveillance.

Pour compléter cette surveillance qualitative, le suivi du risque de marché est réalisé au travers du calcul d'indicateurs quantitatifs complémentaires.

Dans le cadre de la surveillance des risques de marché, la Direction des Risques de BPCE :

- calcule, à fréquence quotidienne une VaR paramétrique 99% à 1 jour sur notre portefeuille de négociation (clôture des portefeuilles de négociation des réseaux au 31/12/2014) ;
- calcule quotidiennement des sensibilités, par axe de risque.

## TABLEAU DE VAR

Compartiment	31/12 2014	30/09 2014	30/06 2014
PTf, et MLT	91 822,00	97 415,00	29 833,00

Compartiment	31/03 2014	31/12 2013	Varia- tion
PTf, et MLT	51 532,00	167 736,00	-45%

La VaR est un indicateur de risques de marché global, qui mesure la perte potentielle maximale sur un horizon de temps donné pour un intervalle de confiance défini, conformément aux exigences réglementaires relatives au contrôle interne.

Les obligations en repo et les swaps correspondants étaient inclus dans le calcul de la VaR. Or dans le cadre du LCR, les repos n'ont pas été renouvelés => Baisse de la VaR au 31 mars puis au 30 juin 2014.

Vente également des OPCVM Actions expliquant la baisse de la VaR (Fructizen, Kanji...) au 30.06.2014.

Prise en compte dans le calcul de la VaR des BMTN IXIS SECURITE ATLANTIQUE et AMALTHEA en septembre 2014.

### 2.9.4.4 Simulation de crise relative aux risques de marché

Le stress testing est une méthode de suivi des risques complémentaires à la VaR ; en effet, si la VaR est assortie d'une probabilité de réalisation (niveau de confiance), elle ne capture pas l'ensemble des risques et doit donc être complétée par un suivi en stress test.

Ce dernier consiste à simuler sur le portefeuille de fortes variations des paramètres de marché afin de percevoir la perte, en cas d'occurrence de telles situations.

Depuis 2009, la Direction des Risques Groupe s'est attachée à définir et à mettre en œuvre des stress scénarii, en collaboration avec les entités du Groupe.

Suite aux crises successives des marchés financiers, le Groupe a mis en place deux types de Stress Test afin d'améliorer le suivi de l'ensemble des risques pris dans les portefeuilles du Groupe :

- 6 stress « scénarii globaux hypothétiques » ont été définis. Ce sont des scénarii macro-économiques probables définis en collaboration avec les économistes du Groupe. Ils sont calculés à fréquence hebdomadaire. Ces stress portent sur des composantes actions, taux, crédit, change ou matières premières.
- 11 stress « scénarii historiques » ont été définis et sont calculés à fréquence hebdomadaire. Les stress scénarii

historiques sont des scénarii ayant été constatés par le passé.

Ces deux types de stress sont définis et appliqués de façon commune à l'ensemble du Groupe afin que la Direction des Risques Groupe de BPCE puisse en réaliser un suivi consolidé.

### 2.9.4.5 Travaux réalisés en 2014

Afin de s'assurer que les bonnes pratiques du rapport Lagarde sont mises en application au sein du groupe, des contrôles spécifiques sont suivis par la fonction de gestion des risques. Le suivi des recommandations Lagarde, formalisé sur une grille de contrôles, est remonté trimestriellement à BPCE.

### 2.9.4.6 Information financière spécifique

La Banque n'a pas réalisé d'opération sur des produits de titrisation (CDO, RMBS ...) et LBO.

## 2.9.5 Risques de gestion de bilan

### 2.9.5.1 Définition

Les risques structurels de bilan se traduisent par un risque de perte, immédiate ou future, lié aux variations des paramètres monétaires ou financiers et à la structure du bilan sur les activités de portefeuille bancaire, hors opérations pour compte propre.

Les risques structurels de bilan ont trois composantes principales :

- le risque de liquidité est le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable (*Arrêté du 3 novembre 2014*).

Le risque de liquidité est associé à l'incapacité de transformer des avoirs illiquides en avoirs liquides.

- le risque de taux d'intérêt global est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (*Arrêté du 3 novembre 2014*).
- le risque de change est le risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises, il est dû aux variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale.

### 2.9.5.2 Organisation du suivi des risques de gestion de bilan

La fonction risques financiers assure le contrôle de second niveau des risques structurels de bilan. A ce titre, elle est notamment en charge des missions suivantes :

- l'instruction des demandes de limites ALM internes, en respectant les limites définies au niveau du Groupe ;
- la validation des stress scénarii soumis au comité de gestion de bilan ;
- la définition des stress scénarii complémentaires aux stress scénarii groupe le cas échéant ;
- le contrôle des indicateurs calculés aux normes arrêtées par le comité de gestion de bilan ;
- le contrôle du respect des limites à partir des remontées d'informations prescrites ;
- le contrôle de la mise en œuvre de plans d'action de retour dans les limites .

La Banque formalise ses contrôles dans un reporting de contrôles des risques de second niveau. Il comprend des données qualitatives sur le dispositif d'encadrement des risques, le respect des limites et le suivi du retour dans les limites si nécessaire, ainsi que l'analyse de l'évolution de bilan et des indicateurs de risques.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques Groupes, qui est avec la Finance Groupe, en charge de la définition :

- des conventions d'ALM soumises au comité de gestion de bilan (lois d'écoulement, séparation trading / banking books, définition des instruments admis en couverture des risques de bilan) ;
- des indicateurs de suivi, des règles et périodicités de reporting au comité de gestion de bilan ;
- des conventions et processus de remontées d'informations ;
- des normes de contrôle portant sur la fiabilité des systèmes d'évaluation, sur les procédures de fixation des limites et de gestion des dépassements, sur le suivi des plans d'action de retour dans les limites ;
- du choix du modèle retenu pour l'évaluation des besoins de fonds propres économiques du Groupe concernant les risques structurels de bilan.

### 2.9.5.3 Suivi et mesure des risques de liquidité et de taux

La Banque est autonome dans sa gestion de bilan, dans le cadre normalisé du référentiel GAP Groupe, défini par le Comité GAP Groupe et validé par le Comité des Risques Groupe et le Comité GAP Groupe.

Les établissements du Groupe partagent les mêmes indicateurs de gestion, les mêmes modélisations de risques intégrant la spécificité de leurs activités et les mêmes règles de limites permettant une consolidation de leurs risques.

Ainsi, les limites suivies par la Banque sont conformes à celles qui figurent dans le Référentiel Gestion Actif-Passif Groupe.

L'élaboration de scénarii est nécessaire à la bonne évaluation des risques de taux et de liquidité encourus par l'établissement considéré individuellement, et par le Groupe dans son ensemble.

Afin de permettre la consolidation des informations sur des bases homogènes, il a été convenu de développer des scénarii « Groupe » appliqués par tous les établissements.

Au niveau de la Banque :

Le Comité de Gestion de Bilan traite du risque de liquidité. Le suivi du risque de liquidité et les décisions de financement sont prises par ce comité.

La Banque dispose de plusieurs sources de refinancement de l'activité clientèle (crédits) :

- L'épargne de ses clients sur les livrets bancaires non centralisés, les plans et comptes d'épargne ainsi que les comptes à terme ;
- Les comptes de dépôts de ses clients ;
- Les émissions de certificats de dépôt négociables ;
- Les emprunts émis par BPCE ;
- Les émissions de parts sociales ...

### Suivi du risque de liquidité

Le risque de liquidité en statique est mesuré par 2 types d'indicateurs : Le gap de liquidité ou impasse :

L'impasse de liquidité sur une période est égale à la différence entre l'actif et le passif sur une période. On la calcule en prenant les encours moyens de la période.

La Banque s'assure qu'il équilibre suffisamment ses actifs et passifs sur un horizon à long terme pour éviter de se trouver en situation de déséquilibre en termes de liquidité.

### Suivi du risque de taux

La Banque calcule :

- Un indicateur réglementaire soumis à limite : l'indicateur Bâle II

Il est utilisé pour la communication financière. Compte tenu de la révision des conventions, cet indicateur ne peut être retenu comme un indicateur de gestion même si la limite réglementaire de 20% doit être respectée. Il est remplacé dans le dispositif d'encadrement ALM par un indicateur de gap statique de taux.

- Deux indicateurs de gestion du risque de taux soumis à limites :
    - En statique, un dispositif de limite en impasse de taux fixé.
- La position de transformation de l'établissement est mesurée et bornée. En premier lieu, l'analyse porte sur

les opérations de bilan et de hors bilan en vie à la date d'arrêt, dans le cadre d'une approche statique.

- En dynamique, la sensibilité de la marge d'intérêt (MI) est mesurée sur les deux prochaines années glissantes.

Sur un horizon de gestion, nous mesurons la sensibilité de nos résultats aux aléas de taux, de prévisions d'activité (activité nouvelle et évolution des comportements de la clientèle) et de marge commerciale sur deux années glissantes.

#### 2.9.5.4 Travaux réalisés en 2014

La réduction du coefficient d'emplois-ressources clientèle à 130,8% au 31/12/2014 a permis de réduire l'exposition de la Banque au risque de liquidité et de taux.

Concernant le suivi de l'emprunt JJ, aucun dépassement n'a été relevé sur les indicateurs de liquidité. La Banque s'est fixée une limite d'exposition JJ à 150 millions d'euros et une politique de lissage de son échéancier limitant les tombées mensuelles à 130 millions d'euros avec un plafond annuel de tombée retenu à 1 300 millions d'euros inférieur à la capacité de refinancement issu de la mobilisation de son collatéral clientèle.

Concernant la gestion ALM, les limites ont été respectées sur le risque de taux.

La Banque ne détient pas de portefeuille de négociation et respecte les limites d'exposition fixées par le groupe sur les compartiments Private Equity et Portefeuille Moyen Long Terme.

Les axes prioritaires de la Direction des risques sur le financier porteront en 2015 sur les nouveaux ratios (LCR, NSFR, AER...)

### 2.9.6 Risques opérationnels

#### 2.9.6.1 Définition

La fonction spécialisée Risques Opérationnels couvre les risques de pertes résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable :

- aux procédures,
- aux personnels,
- aux systèmes internes,
- à des événements extérieurs.

La définition exclut les risques stratégiques.

#### 2.9.6.2 Organisation du suivi des risques opérationnels

Le dispositif de gestion et de maîtrise des Risques Opérationnels intervient sur l'ensemble des activités comportant des risques opérationnels, y compris les activités

externalisées au sens de l'Arrêté du 3 novembre 2014.

Le Département Risques Opérationnels de la Banque s'appuie sur un dispositif décentralisé de correspondants et de managers « métiers » déployés au sein de la Banque. Ils lui sont rattachés fonctionnellement. Le Département Risques Opérationnels anime et forme ses correspondants. Le Département Risques Opérationnels assure le contrôle permanent de second niveau de la filière Risques opérationnels.

Les correspondants ont pour rôle :

- de procéder, en tant qu'experts métier, à l'identification et à la cotation régulière des risques opérationnels susceptibles d'impacter leur périmètre / domaine d'activité ;
- d'alimenter et/ou de produire les informations permettant de renseigner l'outil de gestion des risques opérationnels (incidents, indicateurs, plans d'actions, cartographie) ;
- de mobiliser les personnes impliquées/habilitées lors de la survenance d'un incident afin de prendre, au plus tôt, les mesures conservatoires puis de définir ou mettre en œuvre les plans d'actions correctifs nécessaires pour limiter les impacts ;
- de limiter la récurrence des incidents/risques au travers de la définition et de la mise en œuvre de plans d'actions préventifs ;
- de traiter et gérer les incidents/risques en relation avec les responsables d'activité.

La fonction Risques Opérationnels de la Banque par son action et organisation contribue à la performance financière et la réduction des pertes, en s'assurant que le dispositif de maîtrise des risques opérationnels est fiable et efficace au sein de la Banque.

Au sein de la Banque, les lignes directrices et règles de gouvernance sont formalisées dans une Charte validée en Comité des Risques et du Contrôle Interne, cette même charte étant une déclinaison opérationnelle de la charte Groupe. Elle précise le positionnement et rôle de chacun des acteurs de la filière Risques Opérationnels ainsi que le fonctionnement des Comités relatifs aux risques.

Les principaux acteurs de la fonction Risques opérationnels sont le Directeur des Risques et de la Conformité, rattaché au Directeur Général, et le Responsable des Risques Opérationnels. Ils sont responsables :

- de l'élaboration de dispositif permettant d'identifier, d'évaluer de surveiller et de contrôler les risques opérationnels dont les fraudes ;
- de la fiabilité de la collecte des incidents, de l'estimation de leurs impacts, de leurs remontées vers BPCE et vers les

autorités de tutelle au travers du reporting réglementaire COREP ;

- de la fixation des risques à piloter prioritairement et du suivi des plans d'actions de réduction des risques ;
- de la présentation en Comité des Risques et aux organes délibérants de tous les éléments du dispositif ;
- de la mise en œuvre des alertes Groupe (risques supérieurs à 150 K€) et réglementaire au sens de l'Arrêté du 3 novembre 2014 ;
- du maintien en conditions opérationnelles du Plan de Continuité d'Activité ;
- du contrôle de la Sécurité des Systèmes d'Information.

Le reporting des activités liées aux Risques Opérationnels s'effectue dans le cadre des comités suivants : Le Comité Risques et Contrôle Interne et le Comité de Coordination des Contrôles.

La Banque utilise aujourd'hui l'outil du Groupe, PARO, afin d'appliquer les méthodologies diffusées par la Direction des Risques Groupe et de collecter les informations nécessaires à la bonne gestion des risques opérationnels.

Cet outil permet :

- l'identification et l'évaluation au fil de l'eau des risques opérationnels, permettant de définir le profil de risque de la Banque ;
- la collecte et la gestion au quotidien des incidents générant ou susceptibles de générer une perte ;
- la mise à jour des cotations des risques dans la cartographie et le suivi des plans d'actions.

La Banque dispose également via cet outil d'éléments de reporting, et d'un tableau de bord Risques Opérationnels généré trimestriellement sur la base des données collectées.

Enfin, dans le cadre du calcul des exigences de fonds propres, le Groupe BPCE applique la méthode standard Bâle II. A ce titre, les reportings réglementaires Corep sont produits.

Au 31 décembre 2014, l'exigence en fonds propres à allouer au titre de la couverture du risque opérationnel est de 40 203 000 d'euros.

Les missions du Département Risques Opérationnels de la Banque sont menées en lien avec la Direction des Risques Groupe qui veille à l'efficacité des dispositifs déployés au sein du Groupe et analyse les principaux risques avérés et potentiels identifiés dans les établissements, notamment lors du comité des Risques opérationnels Groupe.

#### 2.9.6.3 Système de mesure des risques opérationnels

Conformément à la Charte Risque Groupe, la fonction « risques opérationnels » de la Banque est responsable de :

- l'élaboration de dispositifs permettant d'identifier, d'évaluer, de surveiller et de contrôler le risque opérationnel,
- la définition des politiques et des procédures de maîtrise et de contrôle du risque opérationnel,
- la conception et la mise en œuvre du dispositif d'évaluation du risque opérationnel,
- la conception et la mise en œuvre du système de reporting des risques opérationnels.

Les missions de la fonction risques opérationnels de la Banque sont :

- l'identification des risques opérationnels,
- l'élaboration d'une cartographie de ces risques par processus et sa mise à jour, en collaboration avec les métiers concernés dont la conformité,
- la collecte et la consolidation des incidents opérationnels et l'évaluation de leurs impacts, en coordination avec les métiers, unique cartographie utilisée par les filières de contrôle permanent et périodique,
- la mise en œuvre des procédures d'alerte, et notamment l'information des responsables opérationnels en fonction des plans d'actions mis en place,
- le suivi des plans d'action correcteurs définis et mis en œuvre par les unités opérationnelles concernées en cas d'incident notable ou significatif.

#### 2.9.6.4 Travaux réalisés en 2014

Durant l'année 2014, la Banque a procédé à la révision de sa cartographie des risques en s'assurant que le niveau prospectif de risque évalué pour les différents processus soit concordant avec le montant des incidents enregistrés sur les 3 dernières années.

Les plans d'actions sur les risques à piloter ont permis au travers d'actions pragmatiques engagées par les métiers d'améliorer la maîtrise de nos process donc de nos risques.

Exposition de la Banque aux risques opérationnels :

Pour 2014, les pertes opérationnelles hors frontières crédit, sont en recul pour la deuxième année consécutive et passent sous la barre du million d'euros avec 7 271 incidents collectés.

Le poste Moyens de paiement reste le plus impacté avec essentiellement de la fraude externe sur CB qui s'élève à 437 000 euros.

Sur le périmètre COREP, qui inclut les pertes frontières crédits, le montant cumulé des incidents a augmenté de 9% par rapport à l'année 2013 à 3 179 000 euros dont 1 401 000 euros de provisions. Les principales sources de pertes proviennent du poste Crédit.

## 2.9.7 Risques juridiques / Faits exceptionnels et litiges

### 2.9.7.1 Risques juridiques

Ces renseignements sont disponibles au 2.9.2 Facteurs de risques du présent rapport.

### 2.9.7.2 Faits exceptionnels et litiges

Les litiges en cours au 31 décembre 2014 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Banque ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation de la Banque sur la base des informations dont elle dispose.

Il n'existe actuellement aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Banque a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Banque et/ou du Groupe.

## 2.9.8 Risques de non-conformité

La fonction Conformité participe au contrôle permanent du Groupe BPCE. Elle est organisée en filière », entendue comme l'ensemble des fonctions Conformité telles que définies dans la Charte Conformité du Groupe BPCE et disposant de moyens dédiés, dont les entreprises du Groupe sont dotées.

La loi fondatrice de BPCE du 18 juin 2009 confie à l'Organe Central une responsabilité en matière d'organisation du contrôle interne dans le cadre de son article 1er qui prévoit notamment que l'Organe Central soit chargé :

« 7° De définir les principes et conditions d'organisation du dispositif de contrôle interne du Groupe et de chacun des réseaux ainsi que d'assurer le contrôle de l'organisation, de la gestion et de la qualité de la situation financière des établissements affiliés, notamment au travers de contrôles sur place dans le cadre du périmètre d'intervention défini au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L 511-31 ; »

Dans ce contexte, le périmètre du Groupe BPCE conduit à identifier plusieurs niveaux d'action et de responsabilité complémentaires, au sein de la filière Conformité, aux principes d'organisation spécifiques :

- BPCE en tant qu'Organe Central pour ses activités propres ;
- Ses affiliés et leurs filiales directes ou indirectes ;
- Ses filiales directes ou indirectes.

La filière Conformité assure une fonction de contrôle permanent de second niveau qui, en application de l'article

II a) de l'Arrêté du 3 novembre 2014, est en charge du contrôle de la conformité des opérations et des procédures internes des entreprises du Groupe BPCE aux normes légales, réglementaires, professionnelles ou internes applicables aux activités bancaires financières ou d'assurance, afin :

- de prévenir le risque de non-conformité tel que défini à l'article 10-p de l'Arrêté du 3 novembre 2014 :

« ... risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance ».

- de préserver l'image et la réputation du Groupe BPCE auprès de ses clients, ses collaborateurs et partenaires.

Dans ce cadre, la filière Conformité conduit toute action de nature à renforcer la conformité des opérations réalisées au sein des entreprises du Groupe BPCE, de ses affiliés et de ses filiales, dans le respect constant de l'intérêt de ses clients, de ses collaborateurs et de ses partenaires.

La filière Conformité est chargée de s'assurer de la cohérence de l'ensemble du contrôle de conformité, sachant que chaque filière opérationnelle ou de contrôle reste responsable de la conformité de ses activités et de ses opérations.

La filière Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), du pôle commun AMF-ACPR de coordination en matière de contrôle de la commercialisation, de la CNIL et de la DGCCRF. La filière Conformité est associée sur les sujets de sa responsabilité aux échanges avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Enfin, en tant que fonction de contrôle permanent de second niveau, la filière Conformité entretient des relations étroites avec l'ensemble des fonctions concourant à l'exercice des contrôles internes du Groupe BPCE : Inspection Générale, Direction des Risques, Direction de la Sécurité des Systèmes d'Information, Direction en charge du Contrôle Comptable.

### 2.9.8.1 Sécurité financière (LAB, LFT, lutte contre la fraude)

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'ACPR en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. C'est également l'entité qui



coordonne, pour la Banque, les actions de lutte contre la fraude interne et externe. La détection des opérations atypiques et le pilotage du traitement des alertes sont 2 des moyens de lutte à sa disposition.

#### 2.9.8.2 Conformité bancaire

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de la CNIL, de la DGCCRF et de l'ACPR en matière de contrôle de la commercialisation. Une cartographie des risques de non-conformité, intégrée à la cartographie globale des risques, est à la base du plan annuel d'actions pour le maintien en conformité de la Banque.

#### 2.9.8.3 Conformité financière (RCSI) – Déontologie

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'AMF. Le respect du règlement des marchés financiers et la lutte contre les abus de marché sont pilotés par la fonction Conformité.

#### 2.9.8.4 Conformité Assurances

La fonction Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'ACPR en matière de contrôle de la commercialisation des assurances. Le respect du règlement des assurances est piloté par la fonction Conformité.

### 2.9.9 Gestion de la continuité d'activité

#### 2.9.9.1 Dispositif en place

Le Plan de Continuité des Activités Essentielles (PCA) a été mis en place en 2006. La Banque est donc depuis plusieurs années dans sa phase de maintien en conditions opérationnelles.

Le dispositif en place est conforme à celui préconisé par BPCE, il s'appuie sur des solutions de secours élaborées par les métiers, visées par le RPCA (Responsable du Plan de Continuité des Activités) et le Responsable de la Cellule de Crise dont dépend l'activité.

5 Plans Supports – ressources humaines, informatique, communication, moyens généraux, Sécurité permettent en cas de crise un appui transversal des métiers.

Enfin, une mallette de crise contenant des fiches d'aide au diagnostic et une liste de premières mesures est à la disposition des cellules de crise.

#### 2.9.9.2 Travaux menés en 2014

Tous les Plans de Continuité Métier de la Banque ont été revus en 2013. Chacun de ces Plans a été validé par le Directeur hiérarchique de l'entité et membre de la Cellule de Crise Décisionnelle.

En 2014, 37 entités sont intervenues sur un total de 61 Plans de Continuité Métier concernés.

Le contenu de la mallette de crise Banque a été actualisé et diffusé aux acteurs du PCA.

En 2014, la Banque a participé aux exercices de « panne informatique » conduits par le prestataire Informatique Banque Populaire. Un autre exercice de type « pandémie régionale » a permis de solliciter sur ce thème les Cellules de Crise, les métiers supports et de réaliser les tests techniques afférents.

Ainsi, les 3 macro-scénarii PCA, informatique, locaux, humain ont, tous, à ce jour été testés.

### 2.10 Événements postérieurs à la clôture et perspectives

#### 2.10.1 Les événements postérieurs à la clôture

Néant.

#### 2.10.2 Les perspectives et évolutions prévisibles

#### PREVISIONS POUR 2015 : UNE CROISSANCE FRANÇAISE MODESTE ET ENCORE EN RETRAIT

En 2015, la croissance mondiale progresserait probablement au même rythme qu'en 2014, du fait du maintien de facteurs d'instabilité et de volatilité : tensions géopolitiques avec la Russie, risque déflationniste en Europe, inquiétudes sur la poursuite harmonieuse du processus d'intégration de la zone euro (victoire du parti radical de gauche Syriza en Grèce le 25 janvier, etc.), bouleversement de la grille des changes en Asie, erreurs éventuelles de politiques monétaires hors de la normalité historique de part et d'autre de l'Atlantique, krach obligataire, atterrissage brutal en Chine, etc. Cette croissance mondiale serait cependant tirée par le recul de plus de 50 % des prix du pétrole en dollar depuis juin 2014, par l'accélération de la conjoncture américaine et par la persistance ou l'intensification de politiques monétaires extrêmement accommodantes de part et d'autre de l'Atlantique et au Japon. Un découplage s'opérerait entre les pays importateurs et exportateurs nets de pétrole au profit des premiers, ces derniers bénéficiant alors, à l'exemple des précédents contre-chocs pétroliers, d'une restitution de pouvoir d'achat et d'un choc d'offre favorable à leurs industries.

Dans la zone euro, la désinflation ne déboucherait pas sur l'émergence singulièrement dangereuse pour l'activité mondiale de véritables comportements déflationnistes. Ainsi, en dépit des obstacles juridiques et politiques, la BCE a annoncé le 22 janvier la mise en œuvre d'un programme massif et exceptionnel de rachat d'actifs de 60 milliards



d'euros par mois de mars 2015 à septembre 2016. De plus, de nombreux freins se sont desserrés depuis l'automne : la confirmation de la dépréciation de l'euro, propice aux entreprises exportatrices et au renforcement de l'inflation importée ; l'émergence d'un véritable contre-choc pétrolier ; des niveaux toujours plus bas des taux d'intérêt ; un caractère beaucoup moins restrictif de la consolidation budgétaire des États. La croissance de la zone euro se renforcerait donc graduellement vers un rythme certes modeste de 1,1 %.

La croissance française atteindrait 0,8 % en 2015, restant en retrait de celle de la zone euro, en dépit de circonstances internationales beaucoup plus favorables à une accélération de l'activité. Le recul du secteur de la construction, le handicap récurrent de compétitivité et l'absence de véritable reprise de l'investissement, tant des ménages que des entreprises, continueraient en effet de peser nettement sur la dynamique de croissance. Même en progression légèrement plus forte qu'en 2014, la consommation des ménages continuerait de pâtir du ralentissement des revenus nominaux et d'un changement relatif des comportements d'épargne, face aux incertitudes à long terme, notamment en matière d'emploi. Plusieurs facteurs devraient soutenir les exportations françaises en 2015, en dépit des pertes antérieures de part de marché : la reprise même modeste des économies avancées, le ralentissement sans rupture des pays émergents et la dépréciation de l'euro. La croissance serait donc largement insuffisante pour empêcher le taux de chômage d'atteindre 10,3 % de la population active de métropole en 2015. Elle ne conduirait pas davantage à réduire le déficit budgétaire en dessous de 4,3 % du PIB. De même, l'inflation serait proche de zéro en moyenne annuelle (0,1 %) et sa remontée au cours de l'année vraisemblablement très mesurée.

Aux États-Unis, l'absence de menace inflationniste à court terme laisserait à la Réserve fédérale le temps de normaliser prudemment sa politique monétaire dès la mi-2015, tout en réduisant nettement le risque de krach obligataire. Une fois atténuée la peur déflationniste, les taux longs se redresseraient de manière très graduelle, plus nettement aux États-Unis et au Royaume-Uni, qu'au Japon et dans la zone euro, en lien avec la différence de rythme conjoncturel et la divergence de stratégie monétaire. L'OAT 10 ans atteindrait en 2015 une moyenne annuelle de 1,2 %, contre moins de 0,8 % en début janvier et 1,7 % en moyenne sur l'année 2014.

## EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES RECENTES ET PERSPECTIVES

Le projet global d'Union bancaire européenne, initié en 2012

et visant à renforcer la résilience du système financier et à restaurer durablement la confiance des investisseurs, repose sur 3 piliers : le mécanisme de supervision unique (MSU), le mécanisme de résolution unique des défaillances bancaires (MRU) et une harmonisation des systèmes nationaux de garantie des dépôts.

La première étape a été franchie le 4 novembre 2014 avec la mise en place du mécanisme de supervision unique (MSU), plaçant désormais les banques de la zone euro sous la supervision de la BCE. La BCE supervise désormais directement 120 grands groupes bancaires européens, dont 10 groupes français (parmi lesquels le Groupe BPCE) représentant plus de 90 % du marché bancaire français.

Préalablement à la mise en place de cette supervision unique, un exercice d'évaluation complète des bilans bancaires a été mené par la BCE (se reporter 2.4.2 Faits majeurs de l'exercice du présent rapport).

Le deuxième pilier de l'Union bancaire européenne doit permettre d'établir dans chaque pays un système de redressement et de résolution des défaillances bancaires. La directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (BRRD) propose, à l'échelle des 28 pays de l'Union, un cadre pour la résolution des crises bancaires, établissant les étapes et pouvoirs nécessaires, afin que les faillites des banques européennes soient gérées de façon à préserver la stabilité financière et à réduire au minimum l'exposition des contribuables aux pertes en cas d'insolvabilité.

Cette directive, qui entrera en vigueur au 1er janvier 2015, introduit, à partir du 1er janvier 2016, un système de renflouement interne (bail-in), afin que les contribuables ne soient pas les premiers à financer la faillite d'une banque, mais les actionnaires puis si nécessaire les créanciers, en transformant leur dette en capital afin de reconstituer les fonds propres de l'établissement. Afin de garantir qu'une banque détient un niveau minimum de dette mobilisable pour le renflouement interne, un niveau minimal de fonds propres et de dettes éligibles (MREL – minimum requirement for own funds and eligible liabilities) sera fixé par chaque autorité de résolution, en concertation avec le superviseur et l'EBA.

La BRRD prévoit également que chaque État membre se dote d'un fonds national de résolution, d'un montant équivalent à 1 % des dépôts garantis, à constituer en dix ans, à compter du 1er janvier 2015.

Au niveau international, le Conseil de stabilité financière (FSB) souhaite imposer aux banques globalement systémiques (G-SIBs) un coussin supplémentaire d'instruments mobilisables et convertibles dénommé TLAC

(Total loss absorbing capacity), dont le montant pourrait correspondre au double des exigences de fonds propres actuelles. L'objectif du TLAC paraît proche de celui couvert par le MREL, puisqu'il s'agit de s'assurer que chaque banque systémique se dotera d'une capacité lui permettant de poursuivre ses activités essentielles pour l'économie, même après une perte qui aurait englouti la totalité de son capital réglementaire. Les propositions du FSB, présentées en novembre 2014 au G20 de Brisbane, sont soumises à consultation jusqu'en février 2015 ; la décision serait prise en 2015 et les banques auraient jusqu'au 1er janvier 2019 pour se conformer à cette nouvelle exigence.

Ces mesures sont complétées pour la zone euro par le règlement du 15 juillet 2014 établissant un mécanisme de résolution unique (MRU) et un fonds de résolution unique (FRU). Celui-ci sera constitué progressivement sur une période de huit ans (2016 – 2023) pour atteindre un montant équivalent à 1 % des dépôts garantis de l'ensemble des établissements assujettis au MRU, soit approximativement 55 milliards d'euros. La contribution de chaque banque sera calculée selon une méthode tenant à la fois compte de la taille de l'établissement, mais aussi de son profil de risque. Cette contribution constituera pour les établissements français une charge significative pour les années à venir.

Enfin, la directive européenne relative à la garantie des dépôts a été refondue en 2014 (directive 2014/49/UE du 16 avril 2014) ; elle prévoit notamment une réduction progressive du délai d'indemnisation, le portant à sept jours à horizon 2024. Cette directive doit être transposée au plus tard le 3 juillet 2015.

L'Union européenne poursuit par ailleurs ses réflexions concernant la réforme structurelle du secteur bancaire européen. La Commission européenne a publié en janvier 2014 un projet de règlement sur la structure des banques, prenant en considération le rapport Liikanen. Les nouvelles règles proposées envisagent notamment d'interdire aux grandes banques la négociation pour compte propre sur instruments financiers et sur matières premières et de permettre aux autorités de surveillance d'imposer aux banques la séparation entre leurs activités de dépôt et certaines activités de négociation jugées potentiellement risquées. Cette proposition est actuellement en négociation entre les différentes parties prenantes, un certain nombre de pays, dont la France, ayant déjà légiféré sur le sujet. Au niveau national, le décret publié le 8 juillet 2014 fixe le seuil de la valeur des activités de négociation sur instruments financiers au-delà duquel un établissement sera contraint à la séparation de ses activités de compte propre et à la surveillance renforcée de ses activités de marché (seuil

équivalent à 7,5 % du bilan).

La taxe sur les transactions financières en Europe (TTFE), qui pourrait définir une assiette plus large que les taxes actuellement en vigueur dans certains pays européens, dont la France, est toujours en discussion au niveau des onze États membres de la coopération renforcée.

En matière de normes comptables, la norme IFRS 9 « Instruments financiers », publiée en juillet 2014 et qui remplacera IAS 39 à compter du 1er janvier 2018, amende et complète les dispositions sur le classement et l'évaluation des actifs financiers, comprend un nouveau modèle de dépréciation basé sur les pertes attendues (alors que le modèle actuel repose sur un provisionnement des pertes avérées) et reprend les nouvelles dispositions sur la comptabilité de couverture générale qui avaient été publiées en 2013. Cette norme introduit un modèle comptable fondé sur un horizon à court terme, éloigné du modèle de banque commerciale et va induire des changements fondamentaux pour les établissements de crédit, concernant en particulier la dépréciation des actifs financiers.

L'ensemble de ces nouvelles contraintes réglementaires, les évolutions structurantes en découlant et les politiques budgétaires et fiscales plus restrictives vont peser de manière significative sur la rentabilité de certaines activités et peuvent restreindre la capacité des banques à financer l'économie.

## PERSPECTIVES POUR LE GROUPE BPCE

Dans un contexte de redressement graduel, mais fragile de l'économie mondiale et dans un environnement réglementaire en profonde mutation, le Groupe BPCE reste mobilisé et poursuit résolument les actions engagées dans le cadre de son plan stratégique 2014 - 2017 : « Grandir autrement », plan de développement et de transformation du groupe, dont les enjeux sont le développement d'un nouveau modèle de relation client « physique » et « digital », le changement des modèles de refinancement, l'accélération de l'internationalisation du groupe, le développement des métiers mondiaux et la stratégie de différenciation, s'appuyant sur la structure coopérative du groupe.

### 2.11 Éléments complémentaires

#### 2.11.1 Activités et résultats des principales filiales

Se reporter au tableau des filiales et participations intégrés dans la Note 3.3 de 3.1.2 du présent rapport.

## 2.11.2 Tableau des cinq derniers exercices

RÉSULTATS DE LA BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE SUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES (en milliers d'euros)					
	2014	2013	2012	2011	2010
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	378 527	372 402	403 002	403 002	328 002
Nombre de parts sociales	22 266 278	21 905 973	18 964 796	18 964 796	15 435 385
Nombre de CCI	0	0	4 741 198	4 741 198	3 858 846
<b>Opérations et résultat de l'exercice</b>					
Produit net bancaire	248 721	240 456	234 791	254 150	261 629
Résultat brut d'exploitation	74 505	71 117	69 166	86 339	100 586
Impôt sur les bénéfices	12 009	12 422	10 566	15 860	21 168
Participation des salariés due au titre de l'exercice	1 669	1 749	1 662	2 368	4 148
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	34 921	29 146	27 692	39 465	41 481
Intérêts versés aux parts sociales	6 918	8 864	8 686	7 375	7 900
Montant par part sociale	0,321 €	0,417 €	0,468 €	0,468 €	0,510 €
Dividendes versés aux CCI	0	0	2 228	3 082	3 203
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice (équivalents temps plein actifs)	1 399	1 435	1 475	1 468	1 458
Montant de la masse salariale de l'exercice	57 062	56 797	57 887	55 567	52 521
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	30 430	30 910	31 350	30 929	28 913

## 2.11.3 Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation

AG 2012	Capital social	Certificats coopératifs d'investissements
Montant à la date de délégation	322 402	80 600
Délégation accordée	600 000	150 000
Montant après utilisation	372 402	0

## 2.11.4 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux

	Société dans laquelle est exercé le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Monsieur Jean-Loup BENETON</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
<b>Monsieur Jean-Pierre BILLIARD</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur (depuis le 27/05/2014)	
	CARPENTER SAS	SAS	Industrie	Directeur Général	
<b>Monsieur Xavier BIOTTEAU</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
	ERAM SAS	SAS	Holding	Président du Directoire	
	HEYRAUD SA	SA	Achat et vente de chaussures	Président et Directeur Général	
	DES CHRES LAURENT SA	SA	Vente de chaussures	Président du Directoire	
	VM MATERIAUX SA	SA	Négoce de matériaux de construction	Membre du Conseil de surveillance	
<b>CREDIT MARITIME ATLANTIQUE</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	Crédit Maritime Atlantique représenté par Monsieur Jean-Claude SOULARD
	SOCIETE CENTRALE CREDIT MARITIME	SA	Banque	Administrateur	Crédit Maritime Atlantique représenté par Monsieur Jean-Claude SOULARD
	BRETAGNE INVESTISSEMENT		Société de portefeuilles	Administrateur	Crédit Maritime Atlantique représenté par Monsieur Philippe RENAUDIN
	UBOP		Union de Sociétés Coopératives anonymes	Administrateur	Crédit Maritime Atlantique représenté par Monsieur Bruno PAIN
	SAEM Loire Atlantique Pêche et Plaisance	SAEM	Gestion Portuaire	Administrateur	Crédit Maritime Atlantique représenté par Monsieur Patrick FOURE
	I-BP	GIE	Groupement de moyens (informatique)	Membre	Crédit Maritime Atlantique représenté par Monsieur Bruno PAIN

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

	Société dans laquelle est exercé le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Madame Claudine ESNAULT</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
	Fondation BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	Fondation	Fondation	Président	
	SARL POLY-HOME	SARL	Gestion de structures immobilières hôtelières	Administrateur	
<b>Monsieur Bruno HUG DE LARAUZE</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
	SAS GROUPE CETIH	SAS	Société commerciale	Membre du Comité Stratégique	
	SAS GROUPE MUSTIERE	SAS	Société commerciale	Membre du Conseil de Surveillance	
	SAS SYSTOVI	SAS	Société commerciale	Gérant	
	SARL MATICOTOLO	SARL	Société commerciale	Gérant	
	EURL LINDBERGH	EURL	Société commerciale	Gérant	
	SAS EUROTOURBES	SAS	Société commerciale	Président	
	SARL FRAT SERVICES INVESTISSEMENTS	SARL	Société commerciale	Gérant	
	SAS IDEA LOGISTIQUE	SAS	Société commerciale	Président	
	SARL INVEXT	SARL	Société commerciale	Gérant	
	SA IDEA GROUPE	SA	Société commerciale	Président Directeur Général	
	SAS IDEA PARTICIPATIONS	SAS	Société commerciale	Président	
	SARL IDEA SERVICES VRAC	SARL	Société commerciale	Gérant	
	SARL IDEA TRANSPORT	SARL	Société commerciale	Gérant	
	SA SNAT	SA	Société commerciale	Administrateur	

#### 2.11.4 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux (suite)

	<b>Société dans laquelle est exercé le mandat ou la fonction</b>	<b>Forme sociale</b>	<b>Activité de la société</b>	<b>Nature du mandat</b>	<b>Société représentée et observations</b>
<b>Monsieur René-Yves JONCOUR</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
	SA CAISSE DE GARANTIE IMMOBILIERE DU BÂTIMENT (CGI BAT)	SA	Assurance	Membre du Conseil de Surveillance	
	SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	Acquisition et gestion d'un patrimoine immobilier locatif	Président du Conseil de Surveillance	
<b>Madame Catherine LEBLANC</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
<b>Madame Nathalie LE MEUR</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	BPCE	Administrateur (depuis le 27/05/2014)	
	Nass & Wind SAS	SAS	Ingénierie	Président	
	Celtic Panoramic SAS	SAS		Président	
	Ker Kose SCI	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
	Le vent de Trescoët SCI	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
	Asalo SCI	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
	Vergnet SA	SA		Membre du conseil de surveillance	Nass & Wind SAS
	N&W Offshore	SASU	Ingénierie	Président	Nass & Wind SAS
	N&W Industrie	SAS	Ingénierie	Président	Nass & Wind SAS
	N&W Energies Nouvelles	SAS	Ingénierie	Président	Nass & Wind SAS
	N&W Bois Energie	SASU	Ingénierie	Président	Nass & Wind SAS
	N&W Invest	SAS	Production d'électricité	Président	Nass & Wind SAS
	N&W Participation	SAS	Holding	Président	Nass & Wind SAS
	Winacelles	SAS	Ingénierie	Président	Nass & Wind SAS
	GFF N&W Forêts	Groupement forestier	Sylviculture	Gérant	Nass & Wind SAS
	Celtice Energie SCI	SCI	Gestion immobilière	Gérant	Nass & Wind SAS

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

	Société dans laquelle est exercé le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Madame Marie-Christine LE RAY</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
	IGAM CECEAM VANNES	Association	Comptabilité	Administrateur	
	SCI LE RAY IMMOBILIER	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
	SCI VILAINE	SCI	Gestion immobilière	Co-gérant	
	RECYCL'ART	Association	association formation insertion	Membre	
<b>Monsieur Olivier de MARIGNAN</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Directeur Général	
	BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE	Société de droit étranger	Banque	Administrateur (démission le 22 septembre 2014)	
	SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	Société Civile de Placement Immobilier	Membre du conseil de surveillance	Banque Populaire Atlantique
	CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE	Etablissement de Crédit Maritime Mutuel à capital variable	Banque	Membre de droit	Banque Populaire Atlantique
	SA i-BP	SA	Informatique	Administrateur	Banque Populaire Atlantique
	SAS LUDOVIC de BESSE	SAS	Régulation du capital de la Banque Populaire Atlantique	Président	Banque Populaire Atlantique
	SAS OUEST CROISSANCE GESTION	SAS	Ingénierie Financière	Président du Conseil de Surveillance	Banque Populaire Atlantique
	SA PORTZAMPARC	SA	Société de Bourse	Administrateur	Banque Populaire Atlantique
<b>Monsieur Robert MONNIER</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur et Vice-Président	
	SAS COMO	SAS	Tôlerie	Président	



#### 2.11.4 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux (suite)

	Société dans laquelle est exercé le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Monsieur Robert MONNIER</b>	COMO CERAMIQUE SERVICES SAS	SAS	Distribution de produits destinés à l'activité céramique	Président	
	SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS	SCPI	SCPI	Président	
	MONEFIS SAS	SAS	Holding	Président	
<b>Monsieur Jean-Michel MOUSSET</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
	SAS GROUPE MOUSSET	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	SAS AAA MOUSSET TRANSPORTS	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	SAS MOUSSET LOCATION	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	SAS AVILOG	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	SAS LORALAIT	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	SCI LE CORMIER	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
	SCI LA CROIX BLANCHE	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
	SAS VOLSUD	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	SAS MOUSSET DEVELOPPEMENT	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Président du Conseil de surveillance	
	SAS MOUSSET SERVICES FRIGO	SAS	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	TRANSPORT PINEAU	SASU	Transport routier de marchandises - logistique	Directeur Général	
	GIE MOUSSET SERVICES	GIE	Transport routier de marchandises - logistique	Administrateur	
	SC JMM	SC	Gestion immobilière	Gérant	
	SCI HORTILOG	SCI	Gestion immobilière	Gérant	
	SAS INVESTISM	SAS		Président	

	Société dans laquelle est exercé le mandat ou la fonction	Forme sociale	Activité de la société	Nature du mandat	Société représentée et observations
<b>Monsieur Alain MURZEAU</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	
	SOCAMA ATLANTIQUE	Société de caution mutuelle	Société de caution mutuelle	Administrateur	
<b>Monsieur Jean-Yves PARENT de CURZON</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Administrateur	Banque Populaire Atlantique
<b>Monsieur Emmanuel POULIQUEN</b>	BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	SA Coopérative de Banque Populaire	Banque	Président du Conseil d'Administration	
	COFACE	SA	Assurance crédit	Administrateur	
	NATIXIS INTEREPARGNE	SA	Epargne salariale, épargne retraite et actionnariat salarié	Administrateur	
	CREDIT FONCIER	SA	Banque	Censeur	
	CREDIT MARITIME ATLANTIQUE BRETAGNE NORMANDIE	Etablissement de Crédit Maritime Mutuel à capital variable	Banque	Censeur	
	CREDIT MARITIME ATLANTIQUE	Etablissement de Crédit Maritime Mutuel à capital variable	Banque	Administrateur	

### 2.11.5 Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance

La Banque veille à l'application des délais de règlement fournisseurs conformément aux articles L.441-6-I et D.441-4 du Code de commerce. Le délai moyen de règlement des factures sur l'année 2014 est de 39 jours.

### 2.11.6 Projets de résolutions et rapport du Conseil d'administration

#### 2.11.6.1 Rapport du Conseil d'administration

## RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### À L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 AVRIL 2015

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

Le présent rapport a pour objet de présenter les projets de résolutions soumis par votre Conseil d'Administration à votre Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire (Mixte).

#### I - Comptes de l'exercice 2014 - Intérêt - Conventions réglementées

Les première et deuxième résolutions concernent l'approbation des comptes sociaux de l'exercice 2014, l'affectation du résultat et la fixation de l'intérêt. Le résultat net comptable et les commentaires détaillés sur les comptes sociaux figurent dans le rapport annuel.

Le Conseil propose le versement d'un intérêt de 1,89% qui sera mis en paiement à compter du 8 juin 2015.

La troisième résolution approuve les comptes consolidés. Le résultat net consolidé de l'exercice 2014 et les commentaires sur les comptes consolidés figurent dans le rapport annuel.

La quatrième résolution a pour objet l'approbation des conventions réglementées autorisées par votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2014 et de prendre acte des termes du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de ces résolutions.

#### II – Administrateurs et censeurs renouvellements et nominations - Enveloppe globale des rémunérations - Indemnités compensatrices

Dans la septième résolution, le Conseil propose le renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Marie-Christine LE RAY. Dans la huitième résolution, le Conseil vous propose de ratifier la nomination de Madame Betty VERGNAUD en qualité de censeur. Dans la neuvième résolution, il vous est proposé de nommer cette dernière administrateur et, le cas échéant, de constater sa démission aux fonctions de censeur.

L'ensemble de ces propositions s'inscrit dans les orientations arrêtées par le Conseil d'Administration sur sa composition, à savoir diversité et équilibre des expériences et compétences, et prise en compte des contraintes légales d'assurer à court terme la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de notre Conseil.

En application des nouvelles dispositions réglementaires en matière de composition des conseils d'administration des établissements de crédit, les nominations d'administrateurs seront soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

La sixième résolution, vise à consulter l'Assemblée Générale, en application des dispositions de l'article L511-73 du Code monétaire et financier, sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux dirigeants effectifs de la Société ainsi qu'aux administrateurs et à certaines catégories de personnels visées par la loi, à savoir celles dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe. Ces personnes sont identifiées conformément au Règlement délégué n°604-2014 de la Commission Européenne du 4 mars 2014 et comptent, notamment, les membres de la direction générale, les responsables des fonctions risques, conformité/audit et les membres du personnel exerçant diverses responsabilités ou dont la rémunération le justifie. Compte tenu des évolutions réglementaires intervenues en 2014, l'enveloppe globale qui vous est soumise porte sur une population plus importante (soit 40 personnes) que celle prise en compte lors de la précédente assemblée tenue en 2014.

Après revue par le Comité des Rémunérations, cette enveloppe globale s'élève à 2 390 360 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

La dixième résolution a trait à la fixation du montant global des indemnités compensatrices pouvant être allouées au Conseil d'Administration. Cette consultation intervient en application des dispositions de la loi pour l'Economie Sociale et Solidaire n°2014-856 adoptée le 31 juillet 2014 qui est

venue compléter la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 applicable aux sociétés à statut coopératif. Si la loi fixe le principe de gratuité de la fonction d'administrateur, elle reconnaît également, la possibilité de verser aux administrateurs de coopératives des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la coopérative. Il appartient à l'Assemblée Générale de déterminer chaque année une somme globale au titre de ces indemnités compensatrices, dont la répartition sera décidée par le Conseil d'Administration. La Banque Populaire Atlantique ayant le statut de société anonyme coopérative de Banque Populaire est soumise en conséquence à ces dispositions.

Il est ainsi proposé à l'Assemblée Générale de fixer le montant de cette enveloppe globale au niveau de celle qui était, jusqu'à présent, consacrée aux jetons de présence et autres rémunérations susceptibles d'être perçus par les administrateurs, à savoir 267 000 euros.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de ces résolutions.

### **III - Augmentation du montant maximum de la partie variable du capital social**

L'article 8 de nos statuts stipule que « Le montant maximum du capital social dans la limite duquel le capital effectif de la société peut librement varier à la hausse ainsi que ses modalités d'augmentation sont fixées, sur le rapport du conseil d'administration et après autorisation de BPCE, par l'assemblée générale extraordinaire. »

Le précédent plafond du capital social avait été autorisé à 600 millions d'euros par l'assemblée générale extraordinaire du 25 avril 2012, mais le développement du sociétariat nous amène à solliciter une nouvelle délégation au profit du Conseil permettant l'augmentation de ce plafond qui interviendrait ainsi avant la fin de validité de l'autorisation de l'autorisation antérieure qui deviendrait sans effet.

Il vous est proposé, en quinzième résolution, après autorisation préalable de BPCE, de fixer à 750 millions d'euros le montant maximum de capital autorisé pour la partie variable de notre capital, autorisation dont le Conseil pourrait faire usage totalement ou partiellement, dans les délais et selon les modalités qu'il jugerait opportun, ces augmentations de capital pouvant se faire, soit par émission de parts sociales nouvelles en numéraire, soit par incorporation de réserves dans les conditions et limites fixées par la réglementation propre aux Banques Populaires, ces opérations pouvant être réalisées par élévation de la valeur nominale des parts sociales ou par création et distribution gratuite de parts sociales nouvelles, ou par

emploi simultané et combiné de ces divers procédés.

Cette autorisation serait valable pour une durée de cinq ans à compter de la présente assemblée. Elle priverait d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de cette résolution.

### **IV - Augmentation de capital réservée aux salariés**

Selon les dispositions de l'article L225-129-6 du Code de commerce, tous les 3 ans, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Aussi, conformément audit article, nous vous présentons une résolution tendant à autoriser votre Conseil à procéder, dans un délai maximum de 26 mois, à compter du jour de l'assemblée, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 4 390 913 € réservée aux salariés.

Toutefois, et comme pour les résolutions similaires dans le passé, **votre Conseil, considérant, d'une part la nature particulière des parts sociales, et d'autre part, la politique d'actionnariat salarié déjà mise en place au niveau du Groupe BPCE, via son véhicule coté, dont les titres sont proposés à l'ensemble des collaborateurs du Groupe BPCE, n'entend pas agréer ce projet de résolution et vous invite par conséquent à vous prononcer contre la seizième résolution.**

### **V - Commissariat aux Comptes**

Par les onzième et douzième résolutions, le Conseil propose de renouveler en qualité de commissaire aux comptes titulaire le cabinet Fiduciaire Audit Conseil, et Madame Florence SCOUBE SALVATOR en qualité de commissaire aux comptes suppléant.

Par les treizième et quatorzième résolutions, le Conseil propose de nommer en qualité de commissaire aux comptes titulaire le cabinet KPMG Audit FS I, en remplacement de KPMG, et KPMG, en remplacement de Monsieur Fabrice ODENT, en qualité de commissaire aux comptes suppléant.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de ces résolutions.

## VI - Etat du capital - Pouvoirs

Les cinquième et dix-septième résolutions viennent classiquement constater l'état du capital de la Société à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et attribuer les pouvoirs généraux pour la réalisation des formalités consécutives à cette assemblée.

Le Conseil d'Administration vous engage à voter en faveur de ces résolutions.

Le Conseil d'Administration  
Monsieur Emmanuel POULIQUEN, Président

### 2.II.6.2 Textes des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2015

#### Première résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2014, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

#### Deuxième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Conseil d'Administration, et décide d'affecter le bénéfice de 34 920 976,88 € de l'exercice de la manière suivante :

- bénéfice de l'exercice	34 920 976,88 €
- à la réserve légale	1 746 048,84 €
- à la réserve statutaire	3 492 097,69 €
Solde	29 682 830,35 €
Auquel s'ajoute :	
le report à nouveau antérieur	11 027 291,05 €
pour former un bénéfice distribuable de	40 710 121,40 €
Sur lequel l'assemblée décide d'attribuer aux parts sociales : un intérêt de 1,89%, soit	6 917 673,35 €

Le solde de	33 792 448,05 €
étant affecté en autres réserves	22 500 000 €
et en report à nouveau	11 292 448,05 €

L'intérêt de 1,89% servi aux parts sociales, soit 0,3213 € par part sociale, ouvre intégralement droit à abattement de 40 % pour les sociétaires personnes physiques.

La totalité de l'intérêt aux parts sociales est payable en numéraire. Le paiement sera effectué à compter du 8 juin 2015.

Conformément à la loi, il est rappelé que le montant des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents, ainsi que celui des revenus éligibles à la réfaction, ont été les suivants :

Exercices	Montant total des intérêts distribués aux parts	Revenus distribués au titre des CCI (non éligibles à la réfaction de 40% car versés à une personne morale)
2011	7 374 723,81 €	3 081 778,70 €
2012	8 686 462,15 €	2 228 363,06 €
2013	8 863 787,72 €	43 760 938,00 €*

\* 41 690 413,00 € : le chiffre correspond à la distribution de réserve au bénéfice de Natixis qui a accompagné le remboursement des CCI à Natixis sur l'exercice 2013. Cette distribution de réserve est assimilée à une distribution de dividendes.

Exercices	Montants (versés aux parts) éligibles à la réfaction de 40%	Montants (versés aux parts) non éligibles à la réfaction de 40%
2011	6 025 887,00 €	1 348 836,81 €
2012	6 604 317,00 €	2 082 145,15 €
2013	7 461 536,00 €	1 402 251,72 €

#### Troisième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés.

#### Quatrième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions relevant de l'article L225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

#### Cinquième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate qu'au 31 décembre 2014, le capital social effectif, c'est-à-dire net des remboursements effectués aux parts sociales, s'élève à 378 526 726 euros, étant précisé qu'il s'élevait à 372 401 541 euros au 31 décembre 2013.

#### Sixième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L511-73 du Code monétaire et financier, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice clos le 31 décembre 2014 aux dirigeants effectifs et catégories de personnel visés à l'article L511-71 du Code monétaire et financier (soit 40 personnes), s'élevant à 2 390 360 euros.

#### Septième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que le mandat d'administrateur de Madame Marie-Christine LE RAY vient à expiration ce jour, décide de renouveler son mandat pour une période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### Huitième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination de Madame Betty VERGNAUD en qualité de censeur, faite à titre provisoire par le Conseil d'Administration lors de la séance du 20 janvier 2015, ledit mandat de censeur étant conféré pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à

statuer en 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### Neuvième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de nommer Madame Betty VERGNAUD en qualité d'administrateur pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

En conséquence l'Assemblée, prend acte de la démission de Madame Betty VERGNAUD de son mandat de censeur.

#### Dixième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide en application de l'article 6 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 de fixer le montant global des indemnités compensatrices du temps passé à l'exercice de leurs fonctions allouées aux administrateurs à la somme de 267 000 euros.

#### Onzième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, constatant que le mandat du cabinet Fiduciaire Audit Conseil, commissaire aux comptes titulaire, vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### Douzième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, constatant que le mandat de Madame Florence SCOUBE SALVATOR commissaire aux comptes suppléant, vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### Treizième résolution

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, décide de nommer le cabinet KPMG Audit FS I en qualité de

commissaire aux comptes titulaire, en remplacement du cabinet KPMG dont le mandat vient à expiration ce jour, pour une période de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### **Quatorzième résolution**

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, décide de nommer le cabinet KPMG en qualité de commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de Monsieur Fabrice ODENT dont le mandat vient à expiration ce jour, pour une période de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

#### **Quinzième résolution**

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et avoir recueilli l'autorisation préalable de BPCE, fixe, conformément à l'article 8 des statuts, à 750 millions d'euros le montant maximum du capital social dans la limite duquel le capital effectif, pourra librement varier à la hausse et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour fixer les conditions et modalités légales et réglementaires des émissions.

Ces augmentations se feront soit par émission de parts sociales nouvelles en numéraire, soit par incorporation de réserves dans les limites fixées par la réglementation propre aux Banques Populaires, ces opérations pouvant être réalisées par élévation de la valeur nominale des parts sociales ou par création et distribution gratuite de parts sociales nouvelles ou par emploi simultané et combiné de ces divers procédés.

Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans à compter de la présente assemblée. Elle prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

#### **Seizième résolution**

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes, décide, en application des dispositions de l'article L225-129-6 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la société, une augmentation de capital en numéraire dans les conditions prévues à l'article L3332-18 et suivants du Code du travail.

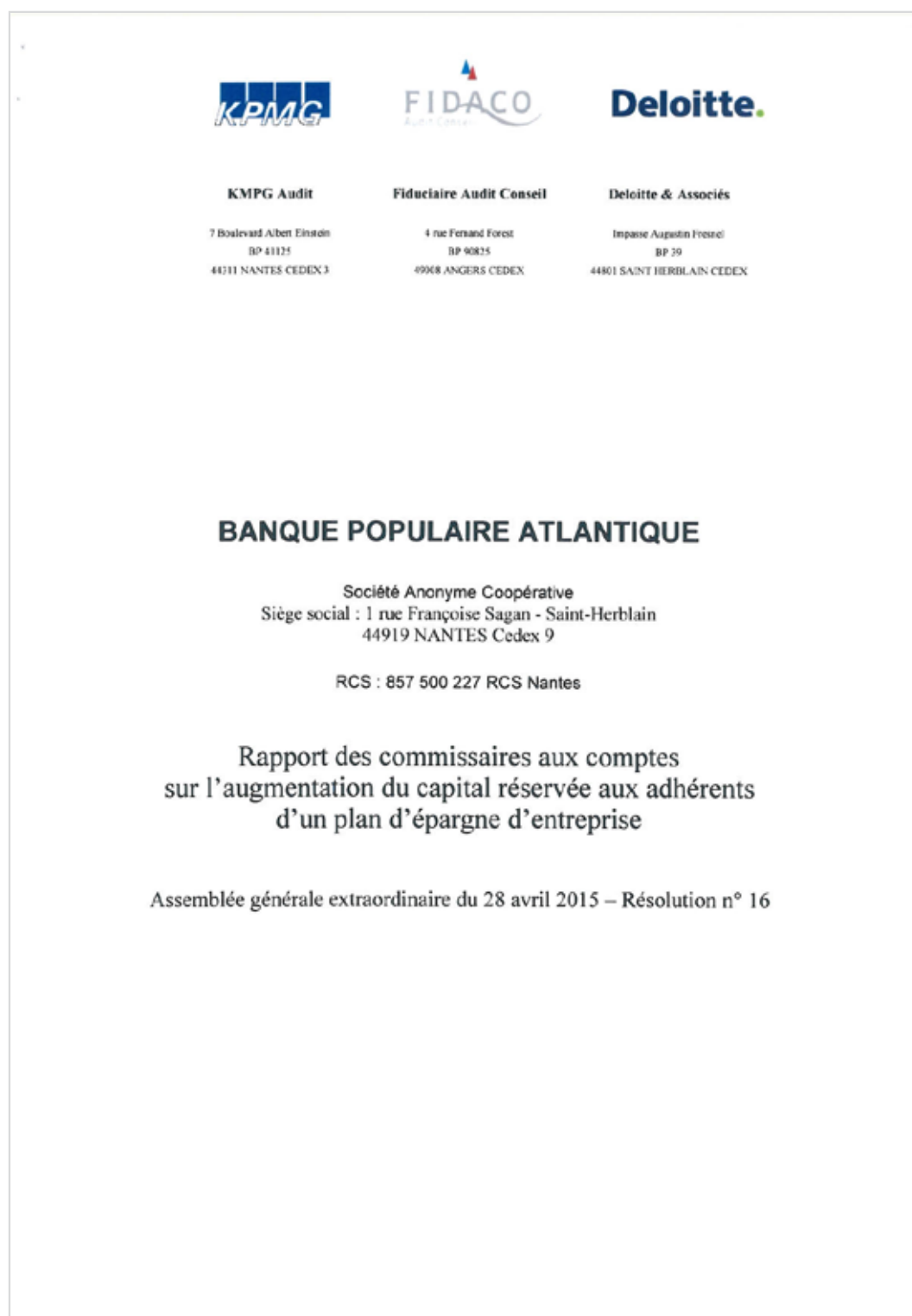
En cas d'adoption de la présente résolution, l'Assemblée décide d'autoriser le Conseil d'Administration à procéder, dans un délai maximum de 26 mois, à compter de ce jour, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 4 390 913 euros qui sera réservée aux salariés de la société dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise et réalisée conformément aux dispositions de l'article L3332-18 et suivants du Code du travail et à fixer les autres modalités de l'augmentation.

#### **Dix-septième résolution**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.



2.11.7 Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (16<sup>ème</sup> résolution)





**KPMG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 39  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

**BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE**

1, rue Françoise Sagan  
Saint-Herblain  
44919 NANTES Cedex 9

---

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX ADHERENTS  
D'UN PLAN D'EPARGNE D'ENTREPRISE**

Assemblée générale extraordinaire du 28 avril 2015 - 16<sup>ème</sup> résolution

---

Aux sociétaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE, et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation du capital par émission de parts sociales avec suppression du droit préférentiel de souscription de 4 390 913 euros réservée aux adhérents d'un plan épargne d'entreprise, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des parts sociales à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives de l'augmentation du capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Nantes, Angers et Saint Herblain, le 25 mars 2015.

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit  
Département KPMG SA



Franck NOEL  
Associé

Fiduciaire Audit Conseil



Sébastien VIALATTE  
Associé

Deloitte & Associé



Anne BLANCHE  
Associée

### 2.11.8 Conventions significatives (article L.225-102-I du Code de commerce)

Se reporter au 3.2.4 relatif à la liste des conventions réglementées.

### 2.11.9 Eléments complémentaires

POLITIQUE ET PRATIQUES DE REMUNERATION DES PERSONNES DEFINIES A L'ARTICLE L.511-71 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER (RAPPORT PREVU A L'ARTICLE 266 DE L'ARRETE DU 3 NOVEMBRE 2014 RELATIF AU CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES DU SECTEUR DE LA BANQUE, DES SERVICES DE PAIEMENT ET DES SERVICES D'INVESTISSEMENT SOUMISES AU CONTROLE DE L'AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION) POLITIQUE ET PRATIQUES DE REMUNERATION DES PERSONNES DEFINIES A L'ARTICLE L.511-71 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER – EXERCICE 2014

#### Description de la politique de rémunération en vigueur dans la Banque

La direction générale de la Banque Populaire Atlantique fixe les règles régissant les rémunérations de la population régulée dans le cadre défini par le Groupe BPCE. En aucun cas, ces règles ne peuvent être établies par les personnes qui en sont directement ou indirectement bénéficiaires.

Le Comité des rémunérations exprime son avis sur les propositions de la direction générale pour le Directeur des Risques et de la Conformité et le Directeur de l'Audit. L'organe délibérant s'assure que les dispositifs de contrôle interne permettent de vérifier que les principes retenus sont conformes aux normes professionnelles et sont en adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques.

#### Processus décisionnel

Le Comité des rémunérations est composé de 5 membres :

- Xavier BIOTTEAU, Président du Comité des rémunérations
- Emmanuel POULIQUEN, membre
- Robert MONNIER, membre
- Jean-Claude SOULARD, membre
- Jean-Guy SARRAZIN, membre

Le Comité des rémunérations est composé exclusivement de membres de l'organe délibérant ; ces derniers n'exercent pas de fonction de direction au sein de la Banque.

Le Comité s'est réuni une fois au cours de l'année 2014, le 25 mars 2014.

Il procède à un examen annuel :

- des principes de la politique de rémunération de la Banque ;
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de la Banque ;
- de la rémunération des responsables des risques, conformité et audit.

Le Comité des rémunérations exprime son avis sur les propositions de la direction générale concernant la population régulée et propose à l'organe délibérant les principes de la politique de rémunération pour la population régulée.

L'organe délibérant adopte les principes de la politique de rémunération sur avis du Comité des rémunérations.

#### Description de la politique de rémunération

##### • Composition de la population régulée

Sur la base des nouvelles règles fixées par les Directives CRD III et CRD IV, de la définition par l'Autorité Bancaire Européenne des critères d'appartenance à la population régulée (règlement délégué publié en juin 2014), et en lien avec les directions principalement concernées par ce dispositif, les collaborateurs sont identifiés comme régulés par 15 critères qualitatifs et 3 critères quantitatifs, ciblant leur niveau :

- de responsabilité et leur fonction ;
- de délégation en termes de risques de crédit ou de risque de marché ;
- de rémunération totale accordée l'année précédente.

La qualification au titre d'un de ces 18 critères induit l'appartenance à la population régulée.

Pour l'année 2014, la population régulée est composée de 40 personnes appartenant principalement aux fonctions suivantes :

- Les membres de l'organe de direction dans sa fonction exécutive ;
- Les membres de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance ;
- Les membres du comité de direction ;
- Les membres du personnel responsable des risques, conformité et audit, ainsi que leurs principaux adjoints ;
- Les membres du personnel responsable des affaires juridiques, des finances y compris la fiscalité et l'établissement du budget, des ressources humaines, de la politique de rémunération, des technologies de l'information ou de l'analyse économique.

##### • Principes généraux de la politique de rémunération

Les principales caractéristiques de cette politique peuvent être exposées comme suit :

#### **Responsables des fonctions de contrôle et d'audit**

Le système de rémunération des personnels du contrôle des risques et de la conformité est fondé sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.

La rémunération des personnels du contrôle des risques et de la conformité et, plus généralement, des personnels des unités chargées de la validation des opérations est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations, et à un niveau suffisant pour disposer de personnels qualifiés et expérimentés ; elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction et doit être, à qualification, compétences et responsabilités équivalentes, à un niveau approprié par rapport aux professionnels dont ils contrôlent l'activité. Leur rémunération prend également en compte les performances globales de la Banque.

- niveau de rémunération fixe lié au niveau de compétence, de responsabilité et d'expertise et suffisant pour disposer de responsables des fonctions de contrôle qualifiés et expérimentés ;
- rémunération variable fondée sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.

La rémunération variable ne peut en aucun cas dépasser 40% de la rémunération fixe.

#### **Organe exécutif**

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération sont les suivantes :

##### **Président**

La loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 sur l'Economie Sociale et Solidaire (loi ESS) a modifié les dispositions relatives aux sommes versées par les sociétés coopératives aux membres de leurs conseils d'administration.

Conformément à ce nouveau régime légal, les administrateurs ne perçoivent plus de jetons de présence. Ils bénéficient d'une indemnité compensatrice du temps passé. L'Assemblée Générale détermine, chaque année, le montant global de cette indemnité compensatrice.

La rémunération du Président du Conseil d'administration prend également la forme d'une indemnité compensatrice du temps passé soumise à l'Assemblée Générale. La loi dispose que cette indemnité fait partie de la somme globale déterminée par l'Assemblée Générale.

Les membres du Comité des rémunérations proposent le

montant global des indemnités compensatrices du temps passé, en ce compris le Président du Conseil d'administration.

Cette proposition est soumise à l'approbation du Conseil d'administration de la Banque.

Le Président ne perçoit pas de rémunération variable.

##### **Directeur Général**

La rémunération fixe du Directeur Général fait l'objet de préconisations de l'Organe Central BPCE. Ces préconisations sont soumises au Comité des rémunérations de la Banque pour examen, la décision finale étant prise par le Conseil d'administration de la Banque.

La rémunération fixe annuelle du dirigeant exécutif peut être complétée d'une rémunération variable et aléatoire plafonnée à 80% de la rémunération fixe annuelle.

#### **Membres de la population régulée, hors organe exécutif**

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération pour la population régulée sont examinées chaque année par le Directeur Général.

Des critères Banque retenus sont les critères retenus pour 50% et des critères spécifiques pour 50% sont attribués selon des attendus propres à chaque mission.

Le ratio entre la part variable et la part fixe est plafonné à 40 % de la rémunération fixe de l'année N.

#### **• Politique en matière de paiement des rémunérations variables de la population régulée**

En conformité avec les articles L511-71 à L511-85 du Code monétaire et financier, la politique en matière de paiement des rémunérations variables (étalement, pourcentage en titres, malus) est la suivante :

##### **Principe de proportionnalité**

Les règles de régulation des rémunérations variables ne s'appliquent que lorsque le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est supérieur ou égal à un seuil fixé actuellement à 100 000 euros.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est strictement inférieur au seuil, la totalité de la rémunération variable est versée dès qu'elle est attribuée.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est supérieur ou égal au seuil, les règles de régulation de la rémunération variable, décrites ci-après, s'appliquent à la totalité de la rémunération variable.

A ce jour, la rémunération variable de la population régulée, à l'exception du Directeur Général, ne fait pas l'objet d'un versement différé dans la mesure où elle est inférieure au seuil.

**Versement différé et conditionnel d'une fraction de la rémunération variable.**

Pour chaque fraction différée, l'acquisition définitive est subordonnée à une condition de présence et à la réalisation d'une condition de performance qui, si elle n'est pas réalisée, entraîne la perte définitive de la fraction correspondante (application du malus).

Les conditions de performance applicables aux fractions différées d'une même part variable sont arrêtées, sur proposition du comité de rémunération, par l'organe délibérant de la Banque qui attribue la part variable, en même temps que son attribution.

**Versement en titres ou instruments équivalents**

Les fractions différées de la rémunération variable est indexée sur la base d'un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE.

L'indicateur retenu est le résultat net part du groupe (RNPG), calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution et les années de versement. Pour le calcul de cette moyenne, seuls sont pris en compte les exercices 2010 et suivants.

**• Informations quantitatives agrégées concernant les rémunérations de la population régulée**

Tableau 1

Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées par domaine d'activité - Article 450 g) du règlement UE 575/2013									
	Organe de direction fonction exécutive	Organe de direction fonction de surveillance	Banque d'investissement	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions support	Fonction indépendante de contrôle	Autres	TOTAL
Effectifs	3,0	18,0		1,0		10,0	8,0		40,0
Rémunération fixe	621 693 €	1 17 899 €		87 659 €		769 326 €	457 661 €		2 054 238 €
Rémunération variable	174 852 €			11 000 €		112 180 €	38 090 €		336 122 €
<b>Rémunération totale</b>	<b>796 545 €</b>	<b>1 17 899 €</b>	<b>0 €</b>	<b>98 659 €</b>	<b>0 €</b>	<b>881 506 €</b>	<b>495 751 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 390 360 €</b>

Tableau 2

Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées pour le personnel de direction et les membres du personnel dont les activités ont un impact significatif sur le profil de risque de l'établissement - Article 450 h) du règlement UE 575/2013			
	Organe de direction	Autres	TOTAL
Effectifs	22,0	18,0	40,0
Rémunération totale	914 444 €	1 475 916 €	2 390 360 €
- dont rémunération fixe	739 592 €	1 314 646 €	2 054 238 €
- dont rémunération variable	174 852 €	161 270 €	336 122 €
- dont non différé	174 852 €	161 270 €	336 122 €
- dont espèces	174 852 €	161 270 €	336 122 €
- dont actions et instruments liés	0 €	0 €	0 €
- dont autres instruments	0 €	0 €	0 €
- dont différé	0 €	0 €	0 €
- dont espèces	0 €	0 €	0 €
- dont actions et instruments liés	0 €	0 €	0 €
- dont autres instruments	0 €	0 €	0 €
En cours des rémunérations variables attribuées au titre d'exercices antérieurs et non encore acquises	59 248 €		59 248 €
Montant des rémunérations variables attribuées au titre d'exercices antérieurs et acquises (après réduction)	29 624 €		29 624 €
- Montant des réductions opérées	0 €		0 €
Indemnités de rupture accordées	0 €		0 €
Nombre de bénéficiaires d'indemnités de rupture	0 €		0 €
Montant le plus élevé des indemnités de rupture accordées	0 €		0 €
Sommes payées pour le recrutement	0 €		0 €
Nombre de bénéficiaires de sommes payées pour le recrutement	0 €		0 €

## 3. ETATS FINANCIERS

### 3.1 Comptes consolidés

#### 3.1.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2014 (avec comparatif au 31 décembre 2013)

##### 3.1.1.1 Bilan

### BILAN CONSOLIDE PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

Date d'arrêt : 31/12/2014

Société : BANQUE POPULAIRE D'ATLANTIQUE

<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12 2013</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP	5.1	99 388	202 044
Actifs à la juste valeur par le résultat	5.2	139 257	135 487
Instruments dérivés de couverture	5.3	60 059	55 296
Actifs financiers disponibles à la vente	5.4	722 638	591 957
Prêts et créances sur Ets de crédit	5.6	820 626	643 014
Prêts et créances sur la clientèle	5.6	8 596 595	8 653 075
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		43 067	
Actifs financ.détenus jusqu'à l'échéance		0	0
Actifs d'impôts courant		3 593	649
Actifs d'impôts différés	5.9	10 883	14 019
Comptes de régul et actifs divers	5.10	139 286	175 048
Participations dans les mises en équivalence	5.11	2 591	2 500
Immeubles de placement	5.12	687	732
Immobilisations corporelles	5.13	84 749	81 884
Immobilisations incorporelles	5.13	1 209	1 420
Ecart d'acquisition		0	0
<b>TOTAL Actif</b>		<b>10 724 628</b>	<b>10 557 125</b>



## BILAN CONSOLIDE PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

Date d'arrêté : 31/12/2014

Société : BANQUE POPULAIRE D'ATLANTIQUE

<b>PASSIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12 2013</b>
Banques centrales, CCP	5.1	0	0
Passifs financiers à la JV par résultat	5.2	39 729	13 524
Instruments dérivés de couverture	5.3	92 489	77 463
Dettes envers les Ets de crédit	5.14	2 161 012	2 137 636
Dettes envers la clientèle	5.14	6 621 334	6 352 265
Dettes représentées par un titre	5.15	316 419	513 637
Ecart de Rééval. des PTF couv en tx		0	0
Passifs d'impôt courant		0	995
Passifs d'impôts différés	5.9	0	0
Compte de régul et passifs divers	5.16	272 422	313 936
Dettes / actifs destinés à être cédés		0	0
Prov techniques des contrats d'assurance		0	0
Provisions pour Risques & Charges	5.17	52 176	50 521
Dettes subordonnées	5.18	17 181	18 029
Capitaux propres part du groupe		1 151 866	1 079 119
- capital et réserves liées		443 117	397 745
- réserves consolidées		582 618	562 481
- gains ou pertes latents ou différés		87 297	90 251
- résultat de l'exercice		38 834	28 642
Intérêts minoritaires		0	0
<b>TOTAL</b>		<b>10 724 628</b>	<b>10 557 125</b>

### 3.1.1.2 Compte de résultat

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

Date d'arrêté : 31/12/2014

Société : BANQUE POPULAIRE D'ATLANTIQUE

	Note	31/12/2014	31/12 2013
Intérêts et produits assimilés	6.1	360 140	376 048
Intérêts et charges assimilés	6.1	-197 694	-215 691
			0
Commissions (produits)	6.2	142 256	142 319
Commissions (charges)	6.2	-24 595	-25 936
Gains /pertes nets/IF en JV par résultat	6.3	785	3 608
Gains ou pertes sur actifs AFS	6.4	8 678	4 619
Produits des autres activités	6.5	4 475	3 600
Charges des autres activités	6.5	-3 935	-4 549
<b>Produit Net Bancaire</b>		<b>290 110</b>	<b>284 018</b>
Charges générales d'exploitation		-187 041	-182 883
Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. incorp. et corp.	6.6	-9 004	-8 173
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>		<b>94 065</b>	<b>92 962</b>
Coût du risque	6.7	-38 047	-48 641
<b>Résultat Net d'Exploitation</b>		<b>56 018</b>	<b>44 321</b>
QP dans le résultat des entreprises MEE		128	0
Gains ou pertes sur autres actifs	6.8	616	-147
Variat.des Ecarts d'acquisition		0	0
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>56 762</b>	<b>44 174</b>
Impôts sur le résultat	6.9	-17 928	-15 532
Résultat sur activités abandonnées		0	0
<i>Résultat net</i>		<i>38 834</i>	<i>28 642</i>
Intérêts minoritaires		0	0
<b>Résultat Net de l'exercice - part groupe</b>		<b>38 834</b>	<b>28 642</b>

### 3.1.1.3 Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

GRUPE BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE

## RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Note	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Résultat net</b>		<b>38 834</b>	<b>28 642</b>
Ecart de conversion			
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		2 166	25 452
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		2 166	25 452
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>		0	0
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		896	4 998
Ecart de revalorisation sur régimes à prestations définies		-5 220	4 515
Quote part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Impôts	5.9	-796	-4 480
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)</b>		<b>-2 954</b>	<b>30 485</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>35 880</b>	<b>59 127</b>
Part du groupe			
Intérêts minoritaires			

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

3.1.1.4 Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital et primes liées		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net part du groupe	TOTAL capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	TOTAL capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves conso- lidées	Ecart de réévaluation des passifs sociaux	Variation de juste valeur des instruments					
					Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres consolidés au 01 janvier 2013	428 622	194 303	562 481	-3 779	66 506	-2 961	0	1 245 172	0	1 245 172
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires										
Augmentation de capital distribution	62 516									
sous total	62 516	0	0		0	0	0	62 516	0	62 516
Gains et pertes directement comptabilisées en capitaux propres										
Autres variations				3 047	24 160	3 278		30 485		30 485
Résultat							28 642			
Autres variations	-106 583	-181 113								
sous total	-106 583	-181 113	0		0	0	28 642	-259 054	0	-259 054
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2013	384 555	13 190	562 481	-732	90 666	317	28 642	1 079 119	0	1 079 119
Affectation du résultat de l'exercice 2013			20 137				-28 642	-8 505		-8 505
								0		
Capitaux propres consolidés au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	384 555	13 190	582 618	-732	90 666	317	0	1 070 614	0	1 070 614
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires										
Augmentation de capital distribution	45 372									
sous total	45 372	0	0		0	0	0	45 372	0	45 372
Gains et pertes directement comptabilisées en capitaux propres										
Autres variations				-5 220	1 679	587		-2 954	0	-2 954
Résultat							38 834			
Autres variations										
sous total	0	0	0		0	0	38 834	38 834	0	38 834
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2014	429 927	13 190	582 618	-5 952	92 345	904	38 834	1 151 866	0	1 151 866

### 3.1.1.5 Tableau des flux de trésorerie

GROUPE BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE  
**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
(en milliers d'euros)

	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>56 762</b>	<b>44 174</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9 048	8 220
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	2 532	19 886
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-128	0
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-8 334	-2 254
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	34 512	23 115
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts</b>	<b>37 630</b>	<b>48 967</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	83 106	138 345
Flux liés aux opérations avec la clientèle	263 388	292 653
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	-261 696	-147 711
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	-44 067	-1 692
Impôts versés	-16 814	-10 820
<b>Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>23 917</b>	<b>270 775</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>118 309</b>	<b>363 916</b>
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	7 299	39 455
Flux liés aux immeubles de placement	0	-299
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-10 993	-17 677
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>-3 694</b>	<b>21 479</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-2 418	-222 952
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-839	-1 299
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>	<b>-3 257</b>	<b>-224 251</b>

GROUPE BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

(en milliers d'euros)

	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Effet de la variation des taux de change (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>FLUX NETS DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+B+C+D)</b>	<b>111 358</b>	<b>161 144</b>
<b>Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)</b>	<b>202 044</b>	<b>58 639</b>
Caisse et banques centrales (actif)	202 044	58 639
Banques centrales (passif)	0	0
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit</b>	<b>26 818</b>	<b>9 079</b>
Comptes ordinaires débiteurs (2)	76 908	81 385
Comptes et prêts à vue	0	-33 306
Comptes créditeurs à vue	-50 090	-39 000
Opérations de pension à vue	0	0
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>228 862</b>	<b>67 718</b>
<b>Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)</b>	<b>99 388</b>	<b>202 044</b>
Caisse et banques centrales (actif)	99 388	202 044
Banques centrales (passif)	0	0
<b>Opérations à vue avec les établissements de crédit</b>	<b>240 832</b>	<b>26 818</b>
Comptes ordinaires débiteurs (2)	246 896	76 908
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	-6 064	-50 090
Opérations de pension à vue	0	0
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>340 220</b>	<b>228 862</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>111 358</b>	<b>161 144</b>

### 3.1.2 Annexes aux comptes consolidés

#### NOTE I CADRE GENERAL

## I.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'Organe Central BPCE et ses filiales.

### Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'Organe Central du Groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

### BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, société cotée détenue à 71,51%, qui réunit la Banque de Grande Clientèle, l'Épargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International et Outre-mer) ;
- les filiales et Participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

## I.2 MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution. BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.



Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 180,2 millions d'euros au 31 décembre 2014 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du Groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du Groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

## I.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

### EXERCICE D'EVALUATION COMPLETE DES BILANS BANCAIRES (COMPREHENSIVE ASSESSMENT) : CONFIRMATION DE LA SOLIDITE FINANCIERE DU GROUPE BPCE

La Banque centrale européenne (BCE) a publié le 26 octobre 2014 les résultats de son évaluation des banques les plus importantes de la zone euro. L'étude comprenait une revue détaillée des actifs des banques (asset quality review ou AQR) ainsi que des tests de résistance (stress tests) menés conjointement avec l'Autorité bancaire européenne (ABE). Cet exercice extrêmement approfondi et d'une ampleur inédite est un préalable à la supervision bancaire unique de la BCE dans la zone euro.

La revue de la qualité des actifs et le test de résistance menés par la BCE et l'ABE confirment la solidité du Groupe BPCE. L'impact de la revue de la qualité des actifs est très limité (- 29 pb1) et confirme le niveau adéquat du provisionnement comptable ; il fait passer le ratio de Common Equity Tier 1 de référence à 10,0 % fin 2013. Projeté par la BCE à fin 2016, ce ratio s'établit à 7,0 % dans le scénario de stress adverse<sup>2</sup>, soit une marge confortable de 150 pb2 par rapport au seuil de 5,5 % fixé par la BCE et l'ABE. Cet exercice démontre la robustesse du Groupe dans un scénario de stress très sévère ayant des effets majeurs sur l'économie française, avec notamment l'hypothèse d'une forte baisse du prix du marché immobilier (28 % sur 3 ans).

### OPERATION DE TITRISATION INTERNE AU GROUPE BPCE

Au 30 juin 2014, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : le FCT BPCE Master Home Loans et le FCT BPCE Master Home Loans Demut, tous deux nés d'une opération de titrisation interne au Groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 mai 2014.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat (environ 44 milliards d'euros) au FCT BPCE Master Home Loans et in fine une souscription, par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par les entités ad hoc. Elle remplace l'opération « BPCE Home Loans » mise en place en 2011 et qui ne remplissait plus les conditions d'éligibilité aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Cette opération permet donc de maintenir à un niveau élevé le collatéral du Groupe BPCE éligible aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

## 1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS À LA CLOTURE

Néant.

### NOTE 2 NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE

## 2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture<sup>1</sup>.

## 2.2 REFERENTIEL

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2014 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, et plus particulièrement :

- Nouvelles normes sur la consolidation, IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans les autres entités »

La Commission européenne a adopté le 11 décembre 2012 le règlement (UE) n°1254/2012 relatif aux normes IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans les autres entités » et le 4 avril 2013 le règlement (UE) n°313/2013 relatif aux dispositions transitoires applicables à ces nouvelles normes. Concernant les informations à fournir pour les entités structurées non consolidées, les amendements suppriment l'obligation de présenter une information comparative pour les périodes précédentes à celle où la norme IFRS 12 est appliquée pour la première fois.

Les normes IFRS 10 et IFRS 11 sont appliquées de manière rétrospective. Les impacts de la première application de ces normes sur les états financiers au 31 décembre 2013 sont présentés en note 2.3.

En conséquence de ces nouvelles normes, la Commission

européenne a adopté le 11 décembre 2012 la modification du règlement (CE) n°1126/2008 concernant les normes IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

IFRS 12 vise à améliorer l'information à fournir au titre des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. L'application de la norme IFRS 12 se traduit, dans les comptes du 31 décembre 2014, par un enrichissement de l'information produite sur les intérêts du Groupe BPCE dans les entités structurées non consolidées et les autres entités. Ces principaux enrichissements sont présentés en note 2.3.

La Commission européenne a également adopté le 20 novembre 2013 le règlement 1174/2013 concernant les amendements aux normes internationales d'information financière IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » et IAS 27 modifié « États financiers individuels ».

- Amendement à IAS 32 « Présentation : Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers »

La Commission européenne a adopté le 13 décembre 2012 le règlement (UE) n°1256/2012, modifiant le règlement (CE) n°1126/2008 et portant notamment adoption de modifications à la norme IAS 32. Ces modifications, applicables au 1er janvier 2014 de manière rétrospective, clarifient les règles relatives à la présentation compensée au bilan d'actifs ou de passifs financiers.

Ces clarifications portent notamment sur les notions de « droit juridiquement exécutoire de compenser » et de « règlement simultané ».

- Amendement à IAS 39 et IFRS 9 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture »

La Commission européenne a adopté le 19 décembre 2013 le règlement (UE) n°1375/2013, modifiant le règlement (CE) n°1126/2008 et portant adoption de modifications apportées à la norme IAS 39. Ces modifications, applicables au 1er janvier 2014, permettent par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires. Cet amendement n'a pas eu d'impact significatif dans les comptes du Groupe.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas appliqué par anticipation IFRIC 21 « Droits ou taxes » en 2014. Cette

interprétation de la norme IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des droits ou des taxes prélevées par une autorité publique.

Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Le Groupe Banque Populaire Atlantique appliquera l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes » dans les comptes consolidés à compter du 1er janvier 2015. Son application au 1er janvier 2014 aurait eu un impact net d'impôt différé estimé à cette date de 650 milliers d'euros sur les capitaux propres au titre de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S). Pour cette taxe, l'impact sur le résultat 2014 est de 1 000 milliers d'euros.

## 2.3 PREMIERE APPLICATION DES NORMES IFRS 10, IFRS 11 ET IFRS 12

Cette note récapitule les impacts de la première application des normes IFRS 10 et IFRS 11 sur le bilan consolidé au 31 décembre 2013 et sur le compte de résultat consolidé de l'exercice 2013.

La norme IFRS 10 remplace la norme IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » pour la partie relative aux états financiers consolidés et l'interprétation SIC 12 « Consolidation - Entités ad hoc. Elle définit un modèle unique de contrôle applicable à l'ensemble des entités qu'il s'agisse ou non d'entités structurées. Le contrôle d'une entité doit désormais être analysé au travers de trois critères cumulatifs : le pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité, l'exposition aux rendements variables de l'entité et le pouvoir d'influencer les rendements variables obtenus de l'entité.

La norme IFRS 11 se substitue à la norme IAS 31 « Participations dans les coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées en commun – apports non monétaires par des co-entrepreneurs ». Elle fonde la comptabilisation des partenariats sur leur substance, rendant ainsi nécessaire l'analyse des droits et obligations de l'accord conjoint.

L'application de ces nouvelles normes n'a aucun impact sur le bilan, le compte de résultat consolidé, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et sur le tableau de flux de trésorerie.

Le Groupe a également conduit une analyse sur les informations présentées en annexe des comptes consolidés et a amendé certaines d'entre elles afin de répondre aux obligations d'informations prévues par la norme IFRS 12.

La note 3.3 sur les règles de consolidation précise, lorsqu'il existe, le cas d'entités consolidées dont la date de clôture des comptes est différente de l'entité consolidante.

De même, les notes 13 sur le périmètre de consolidation et 5.11 sur les participations dans les entreprises mises en équivalence ont été amendées et complétées en application de la norme IFRS 12.

De nouvelles notes sont intégrées au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées (note 14).

## 2.4 RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2014, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 4.1.6) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations durables des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les dépréciations des prêts et créances sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles (note 4.1.7) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 4.5) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 4.10) ;
- les impôts différés (note 4.11) ;

## 2.5 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2013-04 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2014. Les états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 24 février 2015. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 avril 2015.

### NOTE 3 PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

## 3.1 ENTITE CONSOLIDANTE

Conséquence de la structure du Groupe telle que décrite dans la note 1, l'entité consolidante du Groupe Banque Populaire Atlantique est constituée :

- de la Banque Populaire Atlantique, la Caisse Régionale de Crédit Maritime Mutuel Atlantique affiliée à BPCE en application de la loi de sécurité financière n° 2003-706 du 1er août 2003 ;
- des sociétés de caution mutuelle (SCM) agréées collectivement avec les Banques Populaires auxquelles elles se rattachent ;

Par ailleurs, le Groupe comprend :

- les filiales des Banques Populaires ;

## 3.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION - METHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION

Les états financiers du Groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe Banque Populaire Atlantique figure en note 13 Périmètre de consolidation ci-après.

### 3.2.1 Entités contrôlées par le Groupe Banque Populaire Atlantique

Les filiales contrôlées par le Groupe Banque Populaire Atlantique sont consolidées par intégration globale.

#### Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le Groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

#### Cas particulier des entités structurées

Sont des entités qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- (a) des activités bien circonscrites ;
- (b) un objectif précis et bien défini, par exemple: mettre en œuvre un contrat de location fiscalement avantageux, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou

fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;

(c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;

(d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

### Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du Groupe intervient à la date à laquelle le Groupe prend le contrôle et cesse le jour où le Groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du Groupe.

### Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 13.3.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du Groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 - Avantages du personnel.

De même les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenue en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions

prévues par la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

## 3.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

### Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjointement ces politiques. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

### Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du Groupe.

Lorsqu'une entité du Groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du Groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

Les dispositions de la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation s'appliquent pour déterminer s'il est nécessaire d'effectuer un test de perte de valeur au titre de sa participation dans une entreprise associée ou une coentreprise. Si nécessaire, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs.

### Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IAS 39.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

### 3.2.3 Participations dans des activités conjointes

#### Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

#### Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Pour rappel, avant l'entrée en vigueur des nouvelles normes de consolidation, les entreprises sous contrôle conjoint étaient consolidées par intégration proportionnelle.

## 3.3 REGLES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

### 3.3.1 Élimination des opérations réciproques

L'effet des opérations internes au Groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

### 3.3.2 Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation ont leur exercice comptable qui se clôt au 31 décembre.

## NOTE 4 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

## 4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

### 4.1.1 Prêts et créances

Le poste « Prêts et créances » inclut les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que certains titres non cotés sur un marché actif (voir note 4.1.2).

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts directement liés à l'émission et diminuée de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).



Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes selon IAS 39, le prêt est considéré comme un encours déprécié et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain sur jugement d'expert lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

## 4.1.2 Titres

À l'actif, les titres sont classés selon les quatre catégories définies par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

### *Actifs financiers à la juste valeur par résultat*

Cette catégorie comprend :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ; et
- les actifs financiers que le Groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IAS 39.

Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

### *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

Le Groupe Banque Populaire Atlantique ne détient pas d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

### *Prêts et créances*

Le portefeuille de « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non dérivés à revenu fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. Ces actifs ne doivent par ailleurs pas être exposés à un risque de pertes substantielles non lié à la détérioration du risque de crédit.

Certains titres peuvent être classés dans cette catégorie lorsqu'ils ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction et diminuée des produits de transaction. Ils suivent dès lors les règles de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des prêts et créances.

Lorsqu'un actif financier enregistré en prêts et créances est cédé avant son échéance, le résultat de cession est enregistré dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».



### ***Actifs financiers disponibles à la vente***

Cette catégorie comprend les actifs financiers qui ne relèvent pas des portefeuilles précédents.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (sauf pour les actifs monétaires en devises, pour lesquels les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 4.1.6.

En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les titres à revenu fixe sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés ». Les revenus des titres à revenu variable sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

### ***Date d'enregistrement des titres***

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

### ***Règles appliquées en cas de cession partielle***

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue.

## **4.1.3 Instruments de dettes et de capitaux propres émis**

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;

- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;

- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « résultat part du Groupe », pour venir augmenter le résultat des « participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées « part du Groupe ».

### ***Passifs financiers à la juste valeur par résultat***

Il s'agit des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IAS 39. Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

### ***Dettes émises***

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

### ***Dettes subordonnées***

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

### **Parts sociales**

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le Groupe sont classées en capitaux propres.

### **4.1.4 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

L'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 novembre 2005 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs et passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

#### ***Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable***

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

L'option s'applique dans le cas d'un groupe d'actifs et/ou de

passifs géré et évalué à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le reporting interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

### ***Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés***

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat « hybride », financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IAS 39 (exemple d'une option de remboursement incorporée dans un instrument de dette). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

### **4.1.5 Instruments dérivés et comptabilité de couverture**

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période. Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

### ***Dérivés de transaction***

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

### ***Dérivés de couverture***

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

## **COUVERTURE DE JUSTE VALEUR**

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

## **COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE**

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures (taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

## **CAS PARTICULIERS DE COUVERTURE DE PORTEFEUILLES (MACROCOUVERTURE)**

### ***Documentation en couverture de flux de trésorerie***

Le Groupe Banque Populaire Atlantique documente sa macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

### ***Documentation en couverture de juste valeur***

Le Groupe Banque Populaire Atlantique documente sa macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le Groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière

prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;

- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

#### 4.1.6 Détermination de la juste valeur

##### *Principes généraux*

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). Le Groupe a fait évoluer ses paramètres de valorisation de la CVA et de la DVA au cours de l'exercice 2014. L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde dorénavant sur des paramètres de marché. Cette évolution a généré un impact de – 725 milliers d'euros sur le résultat du Groupe.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du Groupe.

##### *Juste valeur en date de comptabilisation initiale*

Pour la majorité des transactions conclues par le Groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure

évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le Groupe ajuste le prix de transaction.

##### *Hiérarchie de la juste valeur*

#### JUSTE VALEUR DE NIVEAU I ET NOTION DE MARCHE ACTIF

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau I ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
  - une baisse significative du volume des transactions ;
  - une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
  - une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
  - une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

##### *Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau I)*

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

## JUSTE VALEUR DE NIVEAU 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
  - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
  - les volatilités implicites,
  - les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

***Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)***

### • Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

### • Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et

utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

## JUSTE VALEUR DE NIVEAU 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

***Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)***

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus



comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE, Crédit ;
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux.

## Cas particuliers

### JUSTE VALEUR DES TITRES DE BPCE

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation disponibles à la vente, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

#### *Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle de détail*

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée

restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

#### *Juste valeur des autres crédits*

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir.

La composante taux d'intérêt est ainsi réévaluée, ainsi que la composante risque de crédit lorsque cette dernière est une donnée observable utilisée par les gestionnaires de cette clientèle ou les opérateurs de marché. À défaut, comme pour la clientèle de détail, la composante risque de crédit est figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

#### *Juste valeur des dettes*

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture. Le spread de crédit propre n'est pas pris en compte.

### 4.1.7 Dépréciation des actifs financiers

#### *Dépréciation des titres*

Les titres autres que ceux classés en portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sont dépréciés individuellement dès lors qu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements générateurs de pertes intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier qui peut être estimé de façon fiable.

Les règles de dépréciation sont différentes selon que les titres sont des instruments de capitaux propres ou des instruments de dettes.

Pour les instruments de capitaux propres, une baisse durable ou une diminution significative de la valeur constituent des indicateurs objectifs de dépréciation.

Le Groupe considère qu'une baisse de plus de 50 % ou depuis plus de 36 mois de la valeur d'un titre par rapport à son coût historique caractérise un indicateur objectif de



dépréciation durable se traduisant par la constatation d'une dépréciation en résultat.

Ces critères de dépréciations sont, par ailleurs, complétés par l'examen ligne à ligne des actifs subissant une baisse de plus de 30 % ou depuis plus de 6 mois de leur valeur par rapport à leur coût historique ou en cas d'événements susceptibles de caractériser un déclin significatif ou prolongé. Une charge de dépréciation est enregistrée au compte de résultat si le Groupe estime que la valeur de l'actif ne pourra être recouvrée en totalité.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, une analyse qualitative de leur situation est effectuée.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est irréversible et ne peut être reprise par résultat. Les pertes sont inscrites dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Les gains latents subséquents à une dépréciation sont différés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » jusqu'à la cession des titres.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI), une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

La dépréciation des instruments de dettes peut être reprise par résultat en cas d'amélioration de la situation de l'émetteur. Ces dépréciations et reprises sont inscrites dans le poste « Coût du risque ».

### ***Dépréciation des prêts et créances***

La norme IAS 39 définit les modalités de calcul et de comptabilisation des pertes de valeur constatées sur les prêts.

Une créance est dépréciée si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui identifient un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Au niveau individuel, les critères d'appréciation du caractère avéré d'un risque de crédit incluent l'existence d'impayés depuis plus de trois mois (six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales)

ou, indépendamment de l'existence d'un impayé, l'existence d'un risque avéré de crédit ou de procédures contentieuses ;

- ces événements entraînent la constatation de pertes avérées (incurred losses).

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan.

Deux types de dépréciations sont enregistrés en coût du risque :

- les dépréciations sur base individuelle ;
- les dépréciations sur base de portefeuilles.

### **DEPRECIATION SUR BASE INDIVIDUELLE**

Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances. Les garanties sont prises en compte pour déterminer le montant des dépréciations et, lorsqu'une garantie couvre intégralement le risque de défaut, l'encours n'est pas déprécié.

### **DEPRECIATION SUR BASE DE PORTEFEUILLES**

Les dépréciations sur base de portefeuilles couvrent les encours non dépréciés au niveau individuel. Conformément à la norme IAS 39, ces derniers sont regroupés dans des portefeuilles de risques homogènes qui sont soumis collectivement à un test de dépréciation.

Les encours des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne sont regroupés en ensembles homogènes en termes de sensibilité à l'évolution du risque sur la base du système de notation interne du Groupe. Les portefeuilles soumis au test de dépréciation sont ceux relatifs aux contreparties dont la notation s'est significativement dégradée depuis l'octroi et qui sont de ce fait considérés comme sensibles. Ces encours font l'objet d'une dépréciation, bien que le risque de crédit ne puisse être individuellement alloué aux différentes contreparties composant ces portefeuilles et dans la mesure où les encours concernés présentent collectivement une indication objective de perte de valeur.

Le montant de la dépréciation est déterminé en fonction de données historiques sur les probabilités de défaut à maturité et les pertes attendues, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

Cette approche est éventuellement complétée d'une analyse sectorielle ou géographique, reposant généralement sur une appréciation « à dire d'expert » considérant une combinaison de facteurs économiques intrinsèques à la population analysée. La dépréciation sur base de portefeuilles est déterminée sur la base des pertes attendues à maturité sur l'assiette ainsi déterminée.

#### 4.1.8 Reclassements d'actifs financiers

Plusieurs reclassements sont autorisés :

##### ***Reclassements autorisés antérieurement aux amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union européenne le 15 octobre 2008***

Figurent notamment parmi ces reclassements, les reclassements d'actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

Tout titre à revenu fixe répondant à la définition des « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ayant une maturité définie, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le Groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre jusqu'à son échéance. Le Groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention jusqu'à maturité.

##### ***Reclassements autorisés depuis l'amendement des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptées par l'Union européenne le 15 octobre 2008***

Ce texte définit les modalités des reclassements vers d'autres catégories d'actifs financiers non dérivés à la juste valeur (à l'exception de ceux inscrits en juste valeur sur option) :

- reclassement de titres de transaction vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ». Tout actif financier non dérivé peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le Groupe est en mesure de démontrer l'existence de « circonstances rares » ayant motivé ce reclassement. L'IASB a, pour mémoire, qualifié la crise financière du second semestre 2008 de « circonstance rare ».

Seuls les titres à revenu fixe ou déterminable peuvent faire l'objet d'un reclassement vers la catégorie « Actifs

financiers détenus jusqu'à l'échéance ». L'établissement doit par ailleurs avoir l'intention et la capacité de détenir ces titres jusqu'à maturité. Les titres inscrits dans cette catégorie ne peuvent être couverts contre le risque de taux d'intérêt ;

- reclassement de titres de transaction ou de titres disponibles à la vente vers la catégorie « Prêts et créances ».

Tout actif financier non dérivé répondant à la définition de « Prêts et créances » et, en particulier, tout titre à revenu fixe non coté sur un marché actif, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le Groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre sur un futur prévisible ou à maturité. Le Groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention à moyen ou long terme.

Les reclassements sont réalisés à la juste valeur à la date du reclassement, cette valeur devenant le nouveau coût amorti pour les instruments transférés vers des catégories évaluées au coût amorti.

Un nouveau « taux d'intérêt effectif » (TIE) est alors calculé à la date du reclassement afin de faire converger ce nouveau coût amorti vers la valeur de remboursement, ce qui revient à considérer que le titre a été reclassé avec une décote.

Pour les titres auparavant inscrits parmi les actifs financiers disponibles à la vente, l'étalement de la nouvelle décote sur la durée de vie résiduelle du titre sera généralement compensé par l'amortissement de la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres à la date du reclassement et reprise sur base actuarielle au compte de résultat.

En cas de dépréciation postérieure à la date de reclassement d'un titre auparavant inscrit parmi les actifs financiers disponibles à la vente, la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres à la date du reclassement est reprise immédiatement en compte de résultat.

#### 4.1.9 Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou

une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le Groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du Groupe dans cet actif.

Dans les cas où le Groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

### **Opérations de pension livrée**

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur si ce passif a été classé dans la catégorie « Juste valeur sur option ».

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur si elle a été classée en juste valeur sur option.

### **Opérations de prêts de titres secs**

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

### **Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers**

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré.

Le Groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

### **Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers**

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme comptable IAS 39 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le Groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

## **4.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT**

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles (voir note 4.3) pour les entités du Groupe.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités ».

### 4.3 IMMOBILISATIONS

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCl sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

Composant	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	15-40 ans
Fondations / ossatures	20- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-30 ans
Aménagements techniques	10-30 ans
Aménagements intérieurs	8-30 ans

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location-financement (crédit-bail preneur) est précisé dans la note 4.9.

### 4.4 ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES ET DETTES LIEES

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IAS 39.

## 4.5 PROVISIONS

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

### Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le Groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

## 4.6 PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier; de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

## 4.7 COMMISSIONS SUR PRESTATIONS DE SERVICES

Les commissions sont comptabilisées en résultat, en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

## 4.8 OPERATIONS EN DEVICES

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments

concourant aux opérations en devises réalisées par le Groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du Groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers disponibles à la vente est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres »;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

## 4.9 OPERATIONS DE LOCATION-FINANCEMENT ET ASSIMILEES

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement. Le Groupe Banque Populaire Atlantique réalise exclusivement des contrats de location-financement.

Ce contrat se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat transfère la propriété du bien au preneur au



terme de la durée de location ;

- le preneur a l'option d'acheter les biens à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à l'issue du contrat de telle sorte que l'exercice de l'option est raisonnablement certain dès la mise en place du contrat ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif ;
- à l'initiation du contrat, la valeur actualisée des paiements minimaux s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- la nature de l'actif est tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans lui apporter de modification majeure.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur résilie le contrat de location, les pertes subies par le bailleur suite à la résiliation sont à la charge du preneur (moins-valeur sur le bien) ;
- les profits et les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- le preneur a la faculté de poursuivre la location pour un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location-financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location-financement sont déterminées selon la même méthode que celle décrite pour les prêts et créances.

Les revenus des contrats de location-financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location-financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique

constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

## 4.10 AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en quatre catégories :

### 4.10.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation et primes dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice.

Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

### 4.10.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul consiste à répartir la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

### 4.10.3 Indemnités de cessation d'emploi

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Les



indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

#### 4.10.4 Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux du Groupe qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charges et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements.

Les écarts de revalorisation des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs de changement dans les hypothèses actuarielles et d'ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en capitaux propres (autres éléments de résultat global) sans transfert en résultat ultérieur. Les écarts de revalorisation des avantages à long terme sont enregistrés en résultat immédiatement.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements et le coût des services passés.

Le montant de la provision au passif du bilan correspond au montant de l'engagement net puisqu'il n'existe plus d'éléments non reconnus en IAS 19R.

## 4.11 IMPOTS DIFFERES

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers disponibles à la vente ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

## NOTE 5 NOTES RELATIVES AU BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes de bilan sont présentées en milliers d'euros.

### 5.1 CAISSE, BANQUES CENTRALES

	31/12 2014	31/12 2013
Caisses	54 362	53 542
Banques centrales	45 026	148 502
<b>TOTAL</b>	<b>99 388</b>	<b>202 044</b>

### 5.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Ces actifs et passifs sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers

dérivés, et de certains actifs et passifs que le Groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IAS 39.

### 5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du Groupe.

	31/12/2014			31/12/2013		
	Transaction	Sur option	TOTAL	Transaction	Sur option	TOTAL
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	47 518	47 518	0	46 419	46 419
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>47 518</b>	<b>47 518</b>	<b>0</b>	<b>46 419</b>	<b>46 419</b>
Prêts à la clientèle	0	57 112	57 112	0	79 932	79 932
<b>Prêts</b>	<b>0</b>	<b>57 112</b>	<b>57 112</b>	<b>0</b>	<b>79 932</b>	<b>79 932</b>
<b>Opérations de pension</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dérivés de transaction</b>	<b>34 627</b>	<b>/</b>	<b>34 627</b>	<b>9 136</b>	<b>/</b>	<b>9 136</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b>	<b>34 627</b>	<b>104 630</b>	<b>139 257</b>	<b>9 136</b>	<b>126 351</b>	<b>135 487</b>

#### *Prêts et créances à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit*

La variation de juste valeur de ces actifs financiers imputable au risque de crédit n'est pas significative.

### 5.2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

A l'exception du portefeuille de dérivés de transaction dont la juste valeur négative s'élève à 39 729 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (13 524 milliers d'euros au 31 décembre 2013), le Groupe n'a pas émis de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat.

### 5.2.3 Instruments dérivés de transaction

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

	31/12/2014			31/12/2013		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	595 738	10 029	15 768	608 552	6 018	13 422
Instruments de change	414 033	23 811	23 836	2	1	1
<b>Opérations fermes</b>	<b>1 009 771</b>	<b>33 840</b>	<b>39 604</b>	<b>608 554</b>	<b>6 019</b>	<b>13 423</b>
Instruments de taux	293 609	787	125	305 757	3 117	101
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>293 609</b>	<b>787</b>	<b>125</b>	<b>305 757</b>	<b>3 117</b>	<b>101</b>
<b>Dérivés de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES DE TRANSACTION</b>	<b>1 303 380</b>	<b>34 627</b>	<b>39 729</b>	<b>914 311</b>	<b>9 136</b>	<b>13 524</b>

### 5.3 INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	1 497 061	55 031	92 009	1 904 928	42 006	67 630
Instruments de change	7 549			427 734	6 161	6 161
<b>Opérations fermes</b>	<b>1 504 610</b>	<b>55 031</b>	<b>92 009</b>	<b>2 332 662</b>	<b>48 167</b>	<b>73 791</b>
Instruments de taux				1	8	
<b>Opérations conditionnelles</b>				<b>1</b>	<b>8</b>	
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>1 504 610</b>	<b>55 031</b>	<b>92 009</b>	<b>2 332 663</b>	<b>48 175</b>	<b>73 791</b>
Instruments de taux	75 000	5 028	480	145 000	7 121	3 672
<b>Opérations fermes</b>	<b>75 000</b>	<b>5 028</b>	<b>480</b>	<b>145 000</b>	<b>7 121</b>	<b>3 672</b>
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>75 000</b>	<b>5 028</b>	<b>480</b>	<b>145 000</b>	<b>7 121</b>	<b>3 672</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE</b>	<b>1 579 610</b>	<b>60 059</b>	<b>92 489</b>	<b>2 477 663</b>	<b>55 296</b>	<b>77 463</b>

## 5.4 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Il s'agit des actifs financiers non dérivés qui n'ont pas été classés dans l'une des autres catégories (« Actifs financiers à la juste valeur », « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » ou « Prêts et créances »).

	31/12/2014	31/12/2013
Obligations et autres titres à revenu fixe	222 916	86 648
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>222 916</b>	<b>86 648</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>499 753</b>	<b>505 805</b>
<b>Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>722 669</b>	<b>592 453</b>
Dépréciation des titres à revenu fixe et des prêts	0	0
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	(31)	(496)
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE</b>	<b>722 638</b>	<b>591 957</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)</b>	<b>97 779</b>	<b>95 613</b>

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le Groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constituent des indices de perte de valeur.

## 5.5 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

### 5.5.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous.

31/12/2014					31/12/2013				
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL		Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS									
Instruments dérivés	0	34 627	0	34 627		1	9 135	0	9 136
Dérivés de taux	0	10 816	0	10 816		0	9 135	0	9 135
Dérivés de change	0	23 811	0	23 811		1	0	0	1
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	0	34 627	0	34 627		1	9 135	0	9 136
Titres	47 518	0	0	47 518		46 419	0	0	46 419
Titres à revenu fixe	47 518	0	0	47 518		46 419	0	0	46 419
Autres actifs financiers	0	57 112	0	57 112		0	79 932	0	79 932
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	47 518	57 112	0	104 630		46 419	79 932	0	126 351
Dérivés de taux	0	60 059	0	60 059		0	49 135	0	49 135
Dérivés de change	0	0	0	0		6 161	0	0	6 161
Instruments dérivés de couverture	0	60 059	0	60 059		6 161	49 135	0	55 296
Titres de participation	0	0	495 074	495 074		0	251	494 113	494 364
Autres titres	0	2	227 562	227 564		0	2	97 591	97 593
Titres à revenu fixe	0	0	222 916	222 916		0	0	0	0
Titres à revenu variable	0	2	4 646	4 648		0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	0	2	722 636	722 638		0	253	591 704	591 957
PASSIFS FINANCIERS									
Instruments dérivés	0	39 729	0	39 729		1	13 523	0	13 524
Dérivés de taux	0	15 893	0	15 893		0	13 523	0	13 523
Dérivés de change	0	23 836	0	23 836		1	0	0	1
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	39 729	0	39 729		1	13 523	0	13 524
Dérivés de taux	0	92 489	0	92 489		0	71 302	0	71 302
Dérivés de change	0	0	0	0		6 161	0	0	6 161
Instruments dérivés de couverture	0	92 489	0	92 489		6 161	71 302	0	77 463

### 5.5.2 Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du Groupe Banque Populaire Atlantique est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en «Actifs financiers disponibles à la vente ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 4.1.6 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux de croissance à l'infini et le taux d'actualisation figurent parmi les paramètres les plus significatifs.

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 2 413 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 2 570 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les «Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 9 773 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 9 190 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les «Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

## 5.6 PRETS ET CREANCES

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le Groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont en note 7.1.

### 5.6.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

	31/12/2014	31/12/2013
Prêt et créances sur les établissements de crédit	820 626	643 014
<b>TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>820 626</b>	<b>643 014</b>

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 14.

#### Décomposition des prêts et créances bruts sur les établissements de crédit

	31/12/2014	31/12/2013
Comptes ordinaires débiteurs	255 966	84 522
Comptes et prêts	563 805	557 015
Prêts subordonnés et prêts participatifs	855	1 477
<b>TOTAL DES PRETS ET CREANCES BRUTS SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>820 626</b>	<b>643 014</b>

(1) Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP, centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 324 693 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (316 974 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 555 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (235 716 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

### 5.6.2 Prêts et créances sur la clientèle

	31/12/2014	31/12/2013
Prêts et créances sur la clientèle	8 862 351	8 909 994
Dépréciations individuelles	(247 091)	(239 477)
Dépréciations sur base de portefeuilles	(18 665)	(17 442)
<b>TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>8 596 595</b>	<b>8 653 075</b>

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 12.

#### Décomposition des prêts et créances bruts sur la clientèle

	31/12/2014	31/12/2013
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>262 982</b>	<b>243 143</b>
Crédits de trésorerie	486 476	392 569
Crédits à l'équipement	2 905 713	2 852 586
Crédits au logement	4 310 175	4 450 146
Crédits à l'exportation	1 787	3 428
Opérations de location financement	377 646	382 223
Autres crédits	31 584	106 565
Prêts subordonnés	1 269	1 656
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>8 114 650</b>	<b>8 189 173</b>
<b>Titres assimilés à des prêts et créances</b>	<b>11 983</b>	<b>13 713</b>
<b>Prêts et créances dépréciés</b>	<b>472 736</b>	<b>463 965</b>
<b>TOTAL DES PRETS ET CREANCES BRUTS SUR LA CLIENTELE</b>	<b>8 862 351</b>	<b>8 909 994</b>

## 5.7 ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE

Le Groupe Banque Populaire Atlantique ne détient pas d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

## 5.8 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS

Le Groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas procédé à des reclassements d'actifs financiers au 31/12/2014.

## 5.9 IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :



	31/12/2014	31/12/2013
GIE fiscaux	-3 981	-3 323
Provisions pour passifs sociaux	8 383	11 046
Provisions pour activité d'épargne-logement	2 622	2 771
Provisions sur base de portefeuilles	6 426	6 005
Autres sources de différences temporelles	-3 201	-719
<b>Impôts différés liés aux décalages temporels générés par l'application des règles fiscales</b>	<b>10 248</b>	<b>15 781</b>
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	-2 893	-4 974
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en résultat	2 389	2 210
Autres éléments de valorisation du bilan	1 139	1 002
<b>Impôts différés liés aux modes de valorisation du référentiel IFRS</b>	<b>635</b>	<b>-1 762</b>
<b>Impôts différés nets</b>	<b>10 883</b>	<b>14 019</b>
<b>Comptabilisés : A l'actif du bilan</b>	<b>10 883</b>	<b>14 019</b>

## 5.10 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

	31/12/2014	31/12/2013
Comptes d'encaissement	2 871	15 416
Charges constatées d'avance	743	6 690
Produits à recevoir	14 410	11 767
Autres comptes de régularisation	27 744	100 420
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>45 768</b>	<b>134 293</b>
Dépôts de garantie versés	32 800	0
Débiteurs divers	60 718	40 755
<b>Actifs divers</b>	<b>93 518</b>	<b>40 755</b>
<b>TOTAL des comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>139 286</b>	<b>175 048</b>

Les Banques Populaires ont signé un avenant à leurs contrats cadre de compensation relatifs aux instruments dérivés conclus avec Natixis. Suite à cette signature, des appels de marge ont été mis en place. Le Groupe Banque Populaire Atlantique a ainsi versé 32 800 milliers d'euros à Natixis, générant une augmentation du poste « Comptes de régularisation et actifs divers » de 32 800 milliers d'euros.

## 5.11 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE

Les participations du Groupe mises en équivalence concernent uniquement la société de bourse De Portzamparc SA.

## 5.12 IMMEUBLES DE PLACEMENT

	31/12 2014			31/12/2013		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés au coût historique	1 712	(1 025)	687	1 733	(1 001)	732
<b>TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>	<b>1 712</b>	<b>(1 025)</b>	<b>687</b>	<b>1 733</b>	<b>(1 001)</b>	<b>732</b>

## 5.13 IMMOBILISATIONS

	31/12 2014			31/12/2013		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains et constructions	37 890	(10 309)	27 581	39 330	(9 839)	29 491
Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	150 890	(93 722)	57 168	139 994	(87 601)	52 393
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>188 780</b>	<b>(104 031)</b>	<b>84 749</b>	<b>179 324</b>	<b>(97 440)</b>	<b>81 884</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Droit au bail	6 029	(4 959)	1 070	6 055	(4 806)	1 249
Logiciels	3 996	(3 857)	139	3 883	(3 712)	171
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>10 025</b>	<b>(8 816)</b>	<b>1 209</b>	<b>9 938</b>	<b>(8 518)</b>	<b>1 420</b>

## 5.14 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

#### 5.14.1 Dettes envers les établissements de crédit

	31/12 2014	31/12/2013
Comptes à vue	14 466	66 033
Dettes rattachées	0	5
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>	<b>14 466</b>	<b>66 038</b>
Emprunts et comptes à terme	2 115 922	1 974 319
Opérations de pension	13 012	78 215
Dettes rattachées	17 612	19 064
<b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>	<b>2 146 546</b>	<b>2 071 598</b>
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>2 161 012</b>	<b>2 137 636</b>

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 12.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 1 708 181 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (1 411 324 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

#### 5.14.2 Dettes envers la clientèle

	31/12 2014	31/12/2013
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>1 889 963</b>	<b>1 787 663</b>
Livret A	452 239	456 599
Plans et comptes épargne-logement	689 969	626 275
Autres comptes d'épargne à régime spécial	1 492 608	1 337 676
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>2 634 816</b>	<b>2 420 550</b>
Comptes et emprunts à vue	15 953	19 012
Comptes et emprunts à terme	1 999 559	2 044 749
Dettes rattachées	81 043	80 291
<b>Autres comptes de la clientèle</b>	<b>2 096 555</b>	<b>2 144 052</b>
<b>TOTAL des dettes envers la clientèle</b>	<b>6 621 334</b>	<b>6 352 265</b>

### 5.15 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

	31/12 2014	31/12/2013
Emprunts obligataires	0	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	313 999	510 936
Autres dettes représentées par un titre	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>313 999</b>	<b>510 936</b>
Dettes rattachées	2 420	2 701
<b>TOTAL des dettes représentées par un titre</b>	<b>316 419</b>	<b>513 637</b>

## 5.16 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

	31/12 2014	31/12/2013
Comptes d'encaissement	616	2 962
Produits constatés d'avance	94 082	98 891
Charges à payer	50 203	42 811
Autres comptes de régularisation créditeurs	83 620	133 523
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>228 521</b>	<b>278 187</b>
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	3 627	4 094
Dépôts de garantie reçus	327	438
Créditeurs divers	39 949	31 216
<b>Passifs divers</b>	<b>43 903</b>	<b>35 748</b>
<b>TOTAL des comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>272 422</b>	<b>313 936</b>

## 5.17 PROVISIONS

	01/01/2014	Augmentation	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2014
Provisions pour engagements sociaux	35 770	1 377	(7 722)	7 959	37 384
Provisions pour activité d'épargne-logement	8 049	62	(496)	0	7 615
Provisions pour engagements hors bilan	1 646	2 605	(1 237)	(364)	2 650
Provisions pour restructurations	0	191	0	0	191
Provisions pour litiges	1 290	0	(804)	0	486
Autres	3 766	2 243	(2 159)	0	3 850
Autres provisions	14 751	5 101	(4 696)	(364)	14 792
<b>TOTAL des provisions</b>	<b>50 521</b>	<b>6 478</b>	<b>(12 418)</b>	<b>7 595</b>	<b>52 176</b>

### 5.17.1 Encours collectés au titre de l'épargne-logement

	31/12 2014	31/12/2013
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL) ancienneté de moins de 4 ans	226 982	115 231
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	124 249	289 773
ancienneté de plus de 10 ans	240 597	125 478
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>591 829</b>	<b>530 481</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>88 399</b>	<b>99 697</b>
<b>Total des encours collectés au titre de l'épargne logement</b>	<b>680 228</b>	<b>630 178</b>

### 5.17.2 Encours de crédit octroyés au titre de l'épargne-logement

	31/12 2014	31/12/2013
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	3 005	4 030
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	21 889	27 326
<b>Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement</b>	<b>24 893</b>	<b>31 356</b>

### 5.17.3 Provisions constituées au titre de l'épargne-logement

	31/12 2014	Dotations/ Reprises nettes	31/12 2013
Provisions constituées au titre des PEL ancienneté de moins de 4 ans	1 976	1 428	548
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	848	691	157
ancienneté de plus de 10 ans	3 662	-2 732	6 394
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>6 486</b>	<b>-613</b>	<b>7 099</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>1 344</b>	<b>221</b>	<b>1 123</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-27	10	-37
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-188	-52	-136
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-215</b>	<b>-42</b>	<b>-173</b>
<b>Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement</b>	<b>7 615</b>	<b>-435</b>	<b>8 049</b>

## 5.18 DETTES SUBORDONNEES

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires

	31/12/2014	31/12/2013
Dépôts de garantie à caractère mutuel	17 181	18 029
<b>TOTAL DES DETTES SUBORDONNEES</b>	<b>17 181</b>	<b>18 029</b>

### Évolution des dettes subordonnées et assimilés au cours de l'exercice

	01/01 2014	Emission	Rembour- sement	Autres mouvements	31/12/2014
Dépôts de garantie à caractère mutuel	18 029	789	(1 628)	17 181	(9)
<b>TOTAL</b>	<b>18 029</b>	<b>789</b>	<b>(1 628)</b>	<b>17 181</b>	<b>(9)</b>

## 5.19 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS

### Parts sociales

Le capital social du Groupe Banque Populaire Atlantique s'élève à 429 927 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 384 555 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Il se décompose comme suit :

	31/12/2014	31/12/2013
Capital Banque Populaire Atlantique	378 527	332 981
Capital Crédit Maritime Mutuel Atlantique	49 913	50 095
Capital Sociétés de Caution Mutuelle	1 487	1 479

## NOTE 6 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 6.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

Ce poste enregistre les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille d'actifs détenus jusqu'à l'échéance, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées.

Il enregistre également les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

	Exercice 2014			Exercice 2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	290 401	(103 423)	186 978	301 841	(102 415)	199 426
- Opérations avec la clientèle (hors régime spécial)	289 967	(60 143)	229 824	302 157	(53 766)	248 391
- Prêts et comptes à terme à régime spécial	434	(43 280)	(42 846)	(316)	(48 649)	(48 965)
Prêts et créances avec les établissements de crédit	12 023	(31 017)	(18 994)	14 777	(37 695)	(22 918)
Opérations de location-financement	13 437	///	13 437	13 521	///	13 521
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	///	(7 715)	(7 715)	///	(9 160)	(9 160)
Instruments dérivés de couverture	32 458	(55 539)	(23 081)	35 564	(66 421)	(30 857)
Actifs financiers disponibles à la vente	8 400	///	8 400	7 521	///	7 521
Actifs financiers dépréciés	3 421	///	3 421	2 824	///	2 824
<b>TOTAL des produits et charges d'intérêts</b>	<b>360 140</b>	<b>(197 694)</b>	<b>162 446</b>	<b>376 048</b>	<b>(215 691)</b>	<b>160 357</b>

Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent une reprise de 434 milliers d'euros au titre de la provision épargne logement (316 milliers d'euros de dotation au titre de l'exercice 2013).

### 6.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et



assimilées, qui conduisent le Groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

	Exercice 2014			Exercice 2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	0	(280)	(280)	0	(9)	(9)
Opérations avec la clientèle	51 843	(1 338)	50 505	53 386	(2 891)	50 495
Prestation de services financiers	12 361	(1 100)	11 261	12 024	(1 151)	10 873
Vente de produits d'assurance vie	27 557	///	27 557	26 103	///	26 103
Moyens de paiement	29 095	(19 333)	9 762	30 041	(19 367)	10 674
Opérations sur titres	1 432	(246)	1 186	1 614	(1)	1 613
Activités de fiducie	11 009	(1 414)	9 595	9 636	(1 501)	8 135
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	7 763	(926)	6 837	8 357	(1 016)	7 341
Autres commissions	1 196	42	1 238	1 158	0	1 158
<b>TOTAL DES COMMISSIONS</b>	<b>142 256</b>	<b>(24 595)</b>	<b>117 661</b>	<b>142 319</b>	<b>(25 936)</b>	<b>116 383</b>

### 6.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Ce poste enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « Résultat sur opérations de couverture » comprend la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro-couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

	31/12/2014	31/12/2013
Résultats sur instruments financiers de transaction	365	5 207
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	272	(1 980)
Résultats sur opérations de couverture	(183)	56
- Inefficacité de la couverture de juste valeur	(175)	27
Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	(8 288)	17 831
Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	8 113	(17 804)
- Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	(8)	29
- Inefficacité de la couverture d'investissements nets en devises	0	0
Résultats sur opérations de change	331	325
<b>TOTAL des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>785</b>	<b>3 608</b>

## 6.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Ce poste enregistre les dividendes des titres à revenu variable, les résultats de cession des actifs financiers disponibles à la vente et des autres actifs financiers non évalués à la juste valeur, ainsi que les pertes de valeur des titres à revenu variable enregistrées en raison d'une dépréciation durable.

	31/12/2014	31/12/2013
Résultats de cession	1 018	2 008
Dividendes reçus	7 660	2 612
Dépréciation durable des titres à revenu variable	0	(1)
<b>TOTAL des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>8 678</b>	<b>4 619</b>

## 6.5 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

Figurent notamment dans ce poste :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges liés à l'activité d'assurance (en particulier les primes acquises, les charges de prestation) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

	Exercice 2014			Exercice 2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Produits et charges sur immeubles de placement</b>	<b>0</b>	<b>(44)</b>	<b>(44)</b>	<b>0</b>	<b>(47)</b>	<b>(47)</b>
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	1 070	(1 587)	(517)	0	(1 444)	(1 444)
Charges refacturées et produits rétrocédés	0	0	0	9	0	9
Autres produits et charges divers d'exploitation	3 405	(2 282)	1 123	3 563	(2 566)	997
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	0	(22)	(22)	28	(492)	(464)
<b>Autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>4 475</b>	<b>(3 891)</b>	<b>584</b>	<b>3 600</b>	<b>(4 502)</b>	<b>(902)</b>
<b>TOTAL des produits et charges des autres activités</b>	<b>4 475</b>	<b>(3 935)</b>	<b>540</b>	<b>3 600</b>	<b>(4 549)</b>	<b>(949)</b>

## 6.6 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Charges de personnel</b>	<b>(110 403)</b>	<b>(109 102)</b>
Impôts et taxes	(7 872)	(7 981)
Services extérieurs	(68 766)	(65 800)
Autres frais administratifs	(76 638)	(73 781)
<b>TOTAL DES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>(187 041)</b>	<b>(182 883)</b>

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

## 6.7 COUT DU RISQUE

Ce poste enregistre la charge nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations constituées sur base de portefeuilles de créances homogènes.

Il porte aussi bien sur les prêts et créances que sur les titres à revenu fixe supportant un risque avéré de contrepartie. Les pertes liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Au 31/12/2014, le coût du risque est composé exclusivement d'opérations clientèle.

	Exercice 2014	Exercice 2013
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(36 418)	(46 635)
Récupérations sur créances amorties	626	461
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	(2 255)	(2 467)
<b>TOTAL COÛT DU RISQUE</b>	<b>(38 047)</b>	<b>(48 641)</b>

## 6.8 GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS

Ce poste comprend les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

	Exercice 2014	Exercice 2013
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	666	(294)
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	(50)	147
<b>TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>	<b>616</b>	<b>(147)</b>

## 6.9 IMPOTS SUR LE RESULTAT

	Exercice 2014	Exercice 2013
Impôts courants	(12 799)	(13 772)
Impôts différés	(5 129)	(1 760)
<b>IMPOTS SUR LE RESULTAT</b>	<b>(17 928)</b>	<b>(15 532)</b>

### NOTE 7 EXPOSITIONS AUX RISQUES

L'information relative au capital et à sa gestion ainsi qu'aux ratios réglementaires est présentée dans la partie Gestion des risques.

## 7.1 RISQUE DE CREDIT ET RISQUE DE CONTREPARTIE

Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la décomposition du portefeuille de crédit par catégories d'expositions brutes et par approches ;
- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;

- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

### 7.1.1 MESURE ET GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

### 7.1.2 EXPOSITION GLOBALE AU RISQUE DE CRÉDIT ET AU RISQUE DE CONTREPARTIE

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe Banque Populaire Atlantique au risque de crédit. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

	Exercice 2014				Exercice 2013			
	Produits	Charges	Charges	Net	Produits	Charges	Charges	Net
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable)	139 257			139 257	135 487			135 487
Instruments dérivés de couverture	60 059			60 059	55 296			55 296
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	222 916	0	0	222 916	86 648	0	0	86 648
Prêts et créances sur les établissements de crédit	820 626	0	0	820 626	643 014	0	0	643 014
Prêts et créances sur la clientèle	8 389 615	472 736	(265 756)	8 596 595	8 446 029	463 965	(256 919)	8 653 075
<b>Exposition des engagements au bilan</b>	<b>9 632 473</b>	<b>472 736</b>	<b>(265 756)</b>	<b>9 839 453</b>	<b>9 366 474</b>	<b>463 965</b>	<b>(256 919)</b>	<b>9 573 520</b>
Garanties financières données	362 491	12 444	0	374 935	365 230	15 132	0	380 362
Engagements par signature	646 403	0	(2 650)	643 753	607 052	0	(1 646)	605 406
<b>Exposition des engagements au hors bilan</b>	<b>1 008 894</b>	<b>12 444</b>	<b>(2 650)</b>	<b>1 018 688</b>	<b>972 282</b>	<b>15 132</b>	<b>(1 646)</b>	<b>985 768</b>
<b>EXPOSITION GLOBALE AU RISQUE DE CREDIT ET AU RISQUE DE CONTREPARTIE</b>	<b>10 641 367</b>	<b>485 180</b>	<b>(268 406)</b>	<b>10 858 141</b>	<b>10 338 756</b>	<b>479 097</b>	<b>(258 565)</b>	<b>10 559 288</b>

### 7.1.3 DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT

	01/01/2014	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2014
Opérations avec la clientèle	256 919	71 623	(63 151)	365	265 756
Autres actifs financiers	86	0	0	0	86
<b>Dépréciations déduites de l'actif</b>	<b>257 005</b>	<b>71 623</b>	<b>(63 151)</b>	<b>365</b>	<b>265 842</b>
<b>Provisions sur engagements hors bilan</b>	<b>1 646</b>	<b>2 605</b>	<b>(1 237)</b>	<b>(364)</b>	<b>2 650</b>
<b>TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT</b>	<b>258 651</b>	<b>74 228</b>	<b>(64 388)</b>	<b>1</b>	<b>268 492</b>

### 7.1.4 ACTIFS FINANCIERS PRÉSENTANT DES IMPAYÉS

Les actifs présentant des arriérés de paiement sont des actifs financiers sains présentant des incidents de paiement.

À titre d'exemple :

- un instrument de dette peut présenter un arriéré lorsque l'émetteur obligataire ne paie plus son coupon ;
- un prêt est considéré comme étant en arriéré de paiement si une des échéances ressort comptablement impayée ;
- un compte ordinaire débiteur déclaré sur la ligne « Prêts et avances » est considéré comme étant en arriéré de paiement si l'autorisation de découvert, en durée ou en montant, est dépassée à la date de l'arrêté.

Les montants présentés dans le tableau ci-dessous n'incluent pas les impayés techniques, c'est-à-dire notamment les impayés résultant d'un décalage entre la date de valeur et la date de comptabilisation au compte du client.

Les actifs présentant des arriérés de paiement (capital restant dû et intérêts courus pour les crédits et montant total du découvert pour les comptes ordinaires) se répartissent par ancienneté de l'arriéré de la façon suivante :

Encours non dépréciés présentant des impayés					Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours 31/12/2014
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <=180 jours	> 180 jours et <=1 an	> 1 an		
Prêts et avances	34 062	1 858	141	6	225 645	261 712
<b>TOTAL AU 31/12/2014</b>	<b>34 062</b>	<b>1 858</b>	<b>141</b>	<b>6</b>	<b>225 645</b>	<b>261 712</b>

Encours non dépréciés présentant des impayés					Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours 31/12/2014
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <=180 jours	> 180 jours et <=1 an	> 1 an		
Prêts et avances	54 190	23 138	10 132	4 679	224 488	316 627
<b>TOTAL AU 31/12/2013</b>	<b>54 190</b>	<b>23 138</b>	<b>10 132</b>	<b>4 679</b>	<b>224 488</b>	<b>316 627</b>

### 7.1.5 Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le Groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas obtenu d'actifs par prise de possession de garantie.

## 7.2 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7, sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

## 7.3 RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

## 7.4 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non détermi- né	Total
Caisse, banques centrales	99 388	0	0	0	0	0	99 388
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	0	0	0	0	0	34 627	34 627
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	0	1 628	12 193	77 570	13 239	0	104 630
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	60 059	60 059
Instruments financiers dispo- nibles à la vente	4 025	0	0	32 006	189 885	496 722	722 638
Prêts et créances sur les éta- blissements de crédit	260 660	124 567	731	38 232	14 254	382 182	820 626
Prêts et créances sur la clientèle	837 009	253 831	728 164	3 220 994	3 533 182	23 415	8 596 595
Ecart de réévaluation des por- tefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	43 067	43 067
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0	0	0	0
<b>ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE</b>	<b>1 201 082</b>	<b>380 026</b>	<b>741 088</b>	<b>3 368 802</b>	<b>3 750 560</b>	<b>1 040 072</b>	<b>10 481 630</b>
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	0	0	0	0	0	39 729	39 729
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	92 489	92 489
Dettes envers les établissements de crédit	170 304	221 000	684 857	686 095	398 757	0	2 161 012
Dettes envers la clientèle	4 233 604	166 689	273 280	1 536 264	411 497	0	6 621 334
Dettes subordonnées	1 055	99	480	3 276	12 271	0	17 181
Dettes représentées par un titre	2 570	6 559	217 159	67 628	22 503	0	316 419
Ecart de réévaluation des porte- feuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	0	0
<b>PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE</b>	<b>4 407 533</b>	<b>394 347</b>	<b>1 175 776</b>	<b>2 293 263</b>	<b>845 028</b>	<b>132 218</b>	<b>9 248 164</b>
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit	0	0	1 126	0	0	0	1 126
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	280 977	84 503	229 592	47 703	2 502	0	645 277
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNES</b>	<b>280 977</b>	<b>84 503</b>	<b>230 718</b>	<b>47 703</b>	<b>2 502</b>	<b>0</b>	<b>646 403</b>
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit	0	0	0	1 203	0	0	1 203
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	14 026	4 313	5 441	124 358	225 690	0	373 828
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES</b>	<b>14 026</b>	<b>4 313</b>	<b>5 441</b>	<b>125 561</b>	<b>225 690</b>	<b>0</b>	<b>375 031</b>



## NOTE 8 AVANTAGES AU PERSONNEL

### 8.1 CHARGES DE PERSONNEL

	Exercice 2014	Exercice 2013
Salaires et traitements	(63 253)	(64 973)
Charges des régimes à prestations et cotisations définies	(8 853)	(8 360)
Autres charges sociales et fiscales	(31 909)	(32 145)
Intéressement et participation	(6 388)	(3 624)
<b>TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(110 403)</b>	<b>(109 102)</b>

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 2 085 milliers d'euros au titre de l'exercice 2014. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie 6 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du rapport annuel.

### 8.2 ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Banque Populaire Atlantique accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993.

Les régimes de retraite gérés par la CARBP sont partiellement couverts par une couverture assurancielle, intervenant d'une part au titre des rentes versées au profit de bénéficiaires ayant dépassé un âge de référence et d'autre part au titre des engagements relatifs à des bénéficiaires d'âge moins élevé. Une cotisation exceptionnelle de 140 millions d'euros a été payée pour augmenter le montant de la couverture.

Les rentes des bénéficiaires ayant dépassé cet âge de référence sont gérées dans le cadre de l'actif général retraite de l'organisme assureur. Cet actif général est dédié aux engagements retraite de cet assureur et a une composition adaptée à des échéances de paiement à la fois longues et tendanciuellement prévisibles. Sa composition est très majoritairement obligataire afin de permettre à l'assureur de

mettre en œuvre la garantie en capital qu'il est contraint de donner sur un actif de ce type. Le pilotage actif/passif sur ce fond est de la responsabilité de l'assureur.

Les autres engagements sont gérés dans le cadre d'un fonds diversifié constitutif d'une gestion en unités de compte, c'est-à-dire sans garantie particulière apportée par l'assureur. La gestion en est effectuée selon une allocation stratégique toujours majoritairement tournée vers les produits de taux (60 %, dont plus de 80 % en obligations d'Etat) mais largement ouverte aux actions (40 %). Cette allocation est déterminée de manière à optimiser les performances attendues du portefeuille, sous contrainte d'un niveau de risque piloté et mesuré sur de nombreux critères. Les études actif/passif correspondantes sont reconduites chaque année et présentées au comité de suivi et au comité de gestion des régimes. L'allocation relativement dynamique retenue est permise à la fois par l'horizon d'utilisation des sommes, ainsi que par les mécanismes de régulation propres au pilotage financier du dispositif. Les actifs du fonds n'intègrent pas de produits dérivés.

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Les tables de mortalité utilisés sont la TF00/02 pour les IFC, médailles et autres avantages. La TGH TGF 05 pour la CAR BP.

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

	Retraite	IFC	Médailles	Total 2014	Total 2013
Engagement brut	34 731	14 125	5 976	54 832	52 600
Ecart actuariels/engagements	6 498	2 454		8 952	1 935
Coûts des services passés		0		0	-404
actif en couverture	16 920	8 455		25 375	17 166
Ecart actuariels/actifs en couv.	920	136		1 056	1 165
<b>Engagement net</b>	<b>23 389</b>	<b>7 988</b>	<b>5 976</b>	<b>37 353</b>	<b>35 800</b>
Provision de passif	23 420	7 987	5 976	37 384	35 771
Taux actualisation	1.57%	1.50%	1.31%		

La variation de provision de l'exercice a impacté le compte de résultat de l'exercice pour + 6 344 milliers d'euros et les capitaux propres pour – 7958 milliers d'euros.

## NOTE 9 ENGAGEMENTS

### 9.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

Le montant communiqué correspond à la valeur nominale de l'engagement donné.

#### Engagements de financement

	31/12/2014	31/12/2013
<b>Engagements de financement donnés en faveur :</b>		
des établissements de crédit	1 126	1 236
de la clientèle	645 277	612 824
- Ouvertures de crédit confirmées	645 277	612 824
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES</b>	<b>646 403</b>	<b>614 060</b>
<b>Engagements de financement reçus :</b>		
d'établissements de crédit	220 000	372 000
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS</b>	<b>220 000</b>	<b>372 000</b>

## Engagements de garantie

	31/12/2014	31/12/2013
<b>Engagements de garantie donnés :</b>		
d'ordre des établissements de crédit	1 203	1 725
d'ordre de la clientèle	373 828	378 637
autres engagements donnés	1 517 663	2 172 306
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES</b>	<b>1 892 694</b>	<b>2 552 668</b>
<b>Engagements de garantie reçus :</b>		
d'établissements de crédit	867 905	831 386
de la clientèle	723 273	758 558
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS</b>	<b>1 591 178</b>	<b>1 589 944</b>

## NOTE 10 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

### 10.1 TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES CONSOLIDEES

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminées en consolidation.

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 13 - Périmètre de consolidation.

	31/12/2014		31/12/2013	
	Banque Populaire Atlantique	Entités consolidées	Banque Populaire Atlantique	Entités consolidées
Crédits				
Autres actifs financiers	135 316	19 925	228 033	21 831
Autres actifs				
<b>Total des actifs avec entités consolidées</b>	<b>135 316</b>	<b>19 925</b>	<b>228 033</b>	<b>21 831</b>
Dettes				
Autres passifs financiers	19 925	135 316	21 831	228 033
Autres passifs				
<b>Total des passifs avec entités consolidées</b>	<b>19 925</b>	<b>135 316</b>	<b>21 831</b>	<b>228 033</b>
Intérêts, produits et charges assimilées	4 240	-4 333	5 447	-5 566
Commissions	0	0	0	0
<b>Total du PNB réalisé avec les entités consolidées</b>	<b>4 240</b>	<b>-4 333</b>	<b>5 447</b>	<b>-5 566</b>
Engagements donnés				
Engagements reçus	361 696	361 696	596 516	596 516
Engagements sur instruments financiers à terme				
<b>Total des engagements avec les entités liées</b>	<b>361 696</b>	<b>361 696</b>	<b>596 516</b>	<b>596 516</b>

## 10.2 TRANSACTIONS AVEC LES DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration de la Banque Populaire Atlantique et de la Caisse Régionale de Crédit Maritime Mutuel Atlantique.

Les rémunérations versées en 2014 aux organes de direction s'élèvent à 105 milliers d'euros au titre de jetons de présence.

Le montant global des avances et crédits accordés, pendant l'exercice, aux membres des organes d'administration s'élève à 69 775 milliers d'euros (consentis à des conditions normales).

Les autres rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction à raison de leurs fonctions ne peuvent être fournies car cette information permettrait d'identifier un membre déterminé de ces organes (Article R123-198, 1er alinéa, du Code de commerce).

### **NOTE II ACTIFS FINANCIERS TRANSFERES, AUTRES ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITE PEUT DISPOSER**

#### ***Mises en pension et prêts de titres***

Le Groupe Banque Populaire Atlantique réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes desdites conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le Groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du Groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

#### ***Cessions de créance***

Le groupe Banque Populaire Atlantique cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le Groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

#### ***Titrisations consolidées avec investisseurs externes***

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le Groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Groupe via la consolidation du fonds).

Pour les opérations de titrisation consolidées, par transparence :

- la quote-part des créances cédées revenant aux investisseurs externes est considérée comme étant donnée en garantie à des tiers ;
- la quote-part des créances cédées revenant aux parts et obligations auto souscrites par le Groupe, et éliminées en consolidation, n'est pas considérée comme étant donnée en garantie, sauf si ces titres ont été apportés au pool de trésorerie du Groupe BPCE ou utilisés dans le cadre d'un mécanisme de refinancement.

Au 31 décembre 2014, 582 100 milliers d'euros d'obligations du FCT BPCE Master Home Loans, auto-souscrites par le Groupe et éliminées en consolidation, ont été prêtées à BPCE dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

En regard de ce montant, aucun refinancement n'a été reçu, le Groupe Banque Populaire Atlantique n'en ayant pas exprimé le besoin auprès de la trésorerie centrale du Groupe BPCE.

Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés.

Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont, Banques Populaires Covered Bonds, la CRH (Caisse de

refinancement de l'habitat), BPCE SFH, BPCE Home Loans FCT, ou encore les titres apportés en nantissement de refinancement obtenu auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

## NOTE 12 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 4.1.6.

	31/12/2014			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
<b>Prêts et créances</b>	<b>9 891 384</b>	<b>67</b>	<b>1 356 545</b>	<b>8 534 772</b>
- Titres de créances	11 983		11 983	
- Prêts et avances	9 879 401	67	1 344 562	8 534 772
<b>Passifs financiers évalués au coût amorti</b>	<b>9 174 675</b>	<b>0</b>	<b>6 539 875</b>	<b>2 634 800</b>
- Dépôts	8 827 809		6 193 009	2 634 800
- Titres de créances émis	346 866		346 866	

## NOTE 13 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 13.1 EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Le périmètre de consolidation du Groupe Banque Populaire Atlantique n'a pas évolué par rapport au 31/12/2013.

### 13.2 OPERATIONS DE TITRISATION

Au 31 décembre 2014, deux nouvelles entités structurées (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : le FCT BPCE Master Home Loans et le FCT BPCE Master Home Loans Demut, tous deux nés de l'opération « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 mai 2014.

Cette opération se traduit par une cession de crédits à l'habitat au FCT BPCE Master Home Loans et in fine une souscription des titres qu'ont émis les entités ad hoc par les établissements ayant cédé les crédits. Elle remplace l'opération « BPCE Home Loans » mise en place en 2011 et qui ne remplissait plus les conditions d'éligibilité aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

L'opération « Titrisation » permet donc de maintenir à un niveau élevé le collatéral du Groupe BPCE éligible aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Le Groupe Banque Populaire Atlantique a participé à l'opération « Titrisation ». A ce titre, le Groupe consolide son « silo », entité structurée dont le Groupe détient le contrôle, puisqu'il est exposé, ou qu'il a droit, à l'intégralité des rendements variables de son « silo » de FCT.

### 13.3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2014

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées selon le principe de la significativité ascendante. Selon ce principe, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage de contrôle et d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le Groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du Groupe dans l'actif net de la société détenue.

Etablissements	Nationalité	% Contrôle	% intérêt	Contribution au résultat consolidé part du Groupe	Méthode de consolidation (a)
F/E				MEE/IG	
Entité mère (Ets de crédit)					
BP Atlantique	F	NS	NS	26 381	NS
Caisse Crédit Maritime Atlantique	F	NS	NS	2 233	NS
SOCAMA Atlantique	F	NS	NS	-79	NS
SOCAMI Atlantique	F	NS	NS	228	NS
Filiales (Ets à caractère financier)					
EURL Atlantique Plus	F	100	100	166	IG
SAS Ludovic De Besse	F	100	100	-287	IG
SA Portzamparc	F	23.53	23.53	0	MEE

(a) Méthode d'intégration globale (IG) / méthode de valorisation par mise en équivalence (MEE)

Les participations suivantes ont été exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif

Etablissements	Activité	Nationalité	% Contrôle	% intérêt
F/E				
SA Atlantique Gérance	société de gestion SCPI	F	99.99	99.99
SA Ouest Croissance	Société de capital risque	F	40.54	40.54
SAS Ouest Croissance Gestion	Société de gestion SCR	F	35.57	35.57
SAS SAPI	Société holding immobilière	F	100	100
SCI Coutan	Société civile immobilière	F	100	100
SCI Anjou Vendée	Société civile immobilière	F	100	100
SCI Lilas Brasserie	Société civile immobilière	F	23.53	23.53
SA Portzamparc	F	23.53	23.53	0

## NOTE 14 INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES

### 14.1 NATURE DES INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe Banque Populaire Atlantique détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur / structureur / arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (ex : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, ...).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le Groupe Banque Populaire Atlantique.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe Banque Populaire Atlantique à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créance, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le Groupe Banque Populaire Atlantique restitue dans la note 14.2 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associées aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le Groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement

structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

- Gestion d'actif :

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou Asset Management) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les sicav de trésorerie, les hedge funds etc.

L'activité de gestion d'actif qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

- Titrisation :

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue le plus souvent de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le Groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuille d'actifs ;

- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « commercial paper »).

- Financements (d'actifs) structurés :

Le financement structuré désigne l'ensemble des



activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aériens, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le Groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédié appelé en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités (ensemble regroupant le restant des activités).

## 14.2 NATURE DES RISQUES ASSOCIES AUX INTERETS DETENUS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES

Le Groupe Banque Populaire Atlantique détient uniquement des participations dans des entités réalisant de la gestion d'actifs.

Le montant global des risques associés à ces participations s'élève à 90 258 milliers d'euros (dont 88 457 milliers de titres de la Société de Capital Risque Ouest Croissance) et est classé en « actifs financiers disponibles à la vente ».

Au cours de la période le Groupe n'a pas été conduit à accorder sans obligation contractuelle ou aider à obtenir, de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

## 14.3 REVENUS ET VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS TRANSFERES DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES SPONSORISEES

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du Groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du Groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, Le Groupe Banque Populaire Atlantique n'est pas sponsor d'entités structurées.

### NOTE 15 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	KPMG		Deloitte et associés		Fiduciaire Audit Conseil		TOTAL	
	Montant		Montant		Montant		Montant	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	87	87	94	94	62	62	244	244
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	4	0	0	0	0	0	4	0
<b>TOTAL</b>	<b>91</b>	<b>87</b>	<b>94</b>	<b>94</b>	<b>62</b>	<b>62</b>	<b>248</b>	<b>244</b>
Variation (%) (4)	5%		0%				2%	

### 3.1.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés



**KPMG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 39  
44861 SAINT HERBLAIN CEDEX

**Banque Populaire Atlantique**

#### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014  
Banque Populaire Atlantique  
1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain  
44919 Nantes Cedex 9  
*Ce rapport contient 66 pages*



**KPMG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 39  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

### **Banque Populaire Atlantique**

Siège social : 1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain  
44919 Nantes Cedex 9

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Banque Populaire Atlantique, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Estimations comptables

#### Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans la note 4.1.7 de l'annexe aux comptes consolidés, votre Groupe constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et provisions sur base individuelle et collective.

#### Dépréciations relatives aux actifs financiers disponibles à la vente

Votre Groupe comptabilise des dépréciations sur des actifs disponibles à la vente (note 4.1.7 de l'annexe) :

- pour les instruments de capitaux propres lorsqu'il existe une indication objective de baisse prolongée ou de baisse significative de la valeur de ces actifs ;
- pour les instruments de dette lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification d'indices de perte de valeur, la valorisation des lignes les plus significatives, ainsi que les estimations ayant conduit, le cas échéant, à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations. La note 4.1.6 de l'annexe précise notamment l'approche qui a été retenue pour la valorisation des titres BPCE.

#### Valorisation et dépréciation des autres instruments financiers

Votre Groupe détient des positions sur titres et sur autres instruments financiers. La note 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par le Groupe et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Provisionnement des engagements sociaux

Votre Groupe constitue des provisions pour couvrir ses engagements sociaux. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les hypothèses et paramètres utilisés et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes 4.10 et 8.2 de l'annexe.

Provisionnement des produits d'épargne logement

Votre Groupe constitue une provision pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement. Nous avons examiné les modalités de détermination de ces provisions et avons vérifié que les notes 4.5 et 5.17 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

**III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes

Nantes, Angers et Saint-Herblain, le 25 mars 2015

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*



Franck Noël  
Associé

Fidaco  
*Fiduciaire Audit Conseil*



Sébastien Vialatte  
Associé

Deloitte et Associés



Anne Blanche  
Associée

## 3.2 COMPTES INDIVIDUELS

### 3.2.1 Comptes individuels au 31 décembre 2014 (avec comparatif au 31 décembre 2013)

#### 3.2.1.1 Bilan

#### BILAN PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

Mod 4200 -

Date d'arrêté : 31/12/2014

Société : BANQUE POPULAIRE D'ATLANTIQUE

ACTIF	Note	31/12/2014	31/12 2013
Caisse, Banques Centrales, CCP		90 041	192 531
Effets Publics et valeurs assimilées	3,3	0	0
Créances sur les Etablissements de Crédits	3,1	868 706	827 895
Opérations avec la clientèle	3,2	6 743 651	7 394 176
Obligations et Autres titres à revenu fixe	3,3	897 490	135 979
Actions et Autres titres à revenu variable	3,3	3 965	9 592
Participations et autres titres détenus à long terme	3,4	414 893	414 750
Parts dans les Entreprises liées	3,4	4 473	4 473
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	3,5	324 895	330 027
Location Simple	3,5	17 593	15 598
Immobilisations Incorporelles	3,6	835	1 037
Immobilisations Corporelles	3,6	73 776	68 932
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Autres Actifs	3,8	73 026	41 078
<b>Total Actif</b>		<b>9 599 632</b>	<b>9 595 385</b>

## BILAN PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

Mod 4200 -

Date d'arrêté : 31/12/2014

Société : BANQUE POPULAIRE D'ATLANTIQUE

<b>PASSIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12 2013</b>
Banques Centrales, CCP		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	3,1	2 061 268	2 070 525
Opérations avec la clientèle	3,2	5 954 558	5 722 778
Dettes représentées par un titre	3,7	312 647	516 494
Autres Passifs	3,8	37 865	29 323
Comptes de régularisation	3,9	228 519	277 218
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Provisions pour risques et charges	3,10	63 439	66 888
Dettes subordonnées		0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	3,11	146 903	146 903
Capitaux propres hors FRBG	3,12	794 433	765 256
capital souscrit		378 527	372 402
primes d'émission		10 386	10 386
Réserves		355 338	333 881
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		4 234	6 520
Report à nouveau (+/-)		11 027	12 922
Résultat de l'exercice (+/-)		34 921	29 146
<b>Total Passif</b>		<b>9 599 632</b>	<b>9 595 385</b>



## BILAN PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

Mod 4200 -

Date d'arrêté : 31/12/2014

Société : BANQUE POPULAIRE D'ATLANTIQUE

<b>HORS BILAN</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12 2013</b>
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	4,1	<b>593 741</b>	558 768
Engagements de garantie	4,1	<b>342 245</b>	344 308
Engagements sur titres		<b>31</b>	15
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	4,1	<b>220 000</b>	330 000
Engagements de garantie	4,1	<b>866 175</b>	1 327 926
Engagements sur titres		<b>31</b>	15

### 3.2.1.3 Compte de résultat

## BILAN PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

Mod 4200 -

Date d'arrêté : 31/12/2014

C.I.B. : 13807

Société : BANQUE POPULAIRE D'ATLANTIQUE

	<b>Note</b>	<b>Exercice N I</b>	<b>Exercice N-I 2</b>
+ Intérêts et produits assimilés	5,1	<b>316 935</b>	333 646
- Intérêts et charges assimilées	5,1	<b>-186 576</b>	-205 542
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	5,2	<b>132 721</b>	132 811
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	5,2	<b>-131 460</b>	-130 020
+ Produits sur opérations de location simple	5,2	<b>9 080</b>	10 263
- Charges sur opérations de location simple	5,2	<b>-8 277</b>	-8 420
+ Revenus des titres à revenu variable	5,3	<b>8 385</b>	3 182
+ Commission (produits)	5,4	<b>128 090</b>	128 019

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

	Note	Exercice N I	Exercice N-I 2
- Commission (charges)	5,4	-22 260	-23 555
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5,5	375	328
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5,6	922	109
+ Autres produits d'exploitation bancaire	5,7	3 402	2 452
- Autres charges d'exploitation bancaire	5,7	-2 614	-2 817
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>248 721</b>	<b>240 456</b>
- Charges générales d'exploitation	5,8	-166 162	-162 102
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immo. corporelles & incorporelles		-8 054	-7 237
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>74 505</b>	<b>71 117</b>
+/- Coût du risque	5,9	-30 778	-29 344
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>43 727</b>	<b>41 773</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5,10	1 018	2 412
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>		<b>44 744</b>	<b>44 185</b>
+/- Résultat exceptionnel	5,11	-100	-12 336
- Impôt sur les bénéfices	5,12	-12 009	-12 422
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		2 286	9 718
<b>RESULTAT NET</b>		<b>34 921</b>	<b>29 146</b>

## 3.2.2 Notes annexes aux comptes individuels

### 3.2.2.1 Cadre général

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'Organe Central BPCE et ses filiales.

#### Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'Organe Central du Groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 18 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, structure cotée dont le capital est détenu à 71,51 %, qui réunit la Banque de Grande Clientèle, l'Epargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International et Outre-mer) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

#### Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107 6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banque Populaire, le Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds Réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros, effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 180,2 millions d'euros au 31 décembre 2014 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du Groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du Groupe.

La constitution par une Banque Populaire ou une Caisse d'Epargne d'un dépôt donne lieu à l'affectation au fonds pour risques bancaires généraux de cet établissement d'un montant identifié équivalent, exclusivement au titre du système de garantie et de solidarité.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

## Evénements significatifs

### **EXERCICE D'EVALUATION COMPLETE DES BILANS BANCAIRES (COMPREHENSIVE ASSESSMENT) : CONFIRMATION DE LA SOLIDITE FINANCIERE DU GROUPE BPCE**

La Banque centrale européenne (BCE) a publié le 26 octobre 2014 les résultats de son évaluation des banques les plus importantes de la zone euro. L'étude comprenait une revue détaillée des actifs des banques (asset quality review ou AQR) ainsi que des tests de résistance (stress tests) menés conjointement avec l'Autorité bancaire européenne (ABE). Cet exercice extrêmement approfondi et d'une ampleur inédite est un préalable à la supervision bancaire unique de la BCE dans la zone euro.

La revue de la qualité des actifs et le test de résistance menés par la BCE et l'ABE confirment la solidité du Groupe BPCE. L'impact de la revue de la qualité des actifs est très limité (- 29 pb1) et confirme le niveau adéquat du provisionnement comptable ; il fait passer le ratio de Common Equity Tier 1 de référence à 10,0 % fin 2013. Projeté par la BCE à fin 2016, ce ratio s'établit à 7,0 % dans le scénario de stress adverse<sup>2</sup>, soit une marge confortable de 150 pb2 par rapport au seuil de 5,5 % fixé par la BCE et l'ABE. Cet exercice démontre la robustesse du Groupe dans un scénario de stress très sévère ayant des effets majeurs sur l'économie française, avec notamment l'hypothèse d'une forte baisse du prix du marché immobilier (28 % sur 3 ans).

### **OPERATION DE TITRISATION INTERNE AU GROUPE BPCE**

L'opération « Titrisation » a été réalisée le 26 mai 2014 par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne.

Dans le cadre de cette opération, deux entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été créées: le FCT BPCE Master Home Loans et le FCT BPCE Master Home Loans Demut.

Cette opération se traduit par une cession de crédits à l'habitat au FCT BPCE Master Home Loans et in fine une souscription des titres qu'ont émis les entités ad hoc par les établissements ayant cédé les crédits.

- le FCT BPCE Master Home Loans achète les créances et émet des parts résiduelles, des obligations séniors et subordonnées ;

- le FCT BPCE Master Home Loans Demut souscrit les parts résiduelles et les obligations subordonnées émises par BPCE Master Home Loans et émet des parts

résiduelles et des obligations subordonnées. Le rôle de ce FCT est de répartir les résultats et les risques des parts résiduelles et subordonnées entre les cédants, de façon à ce que chacun ne récupère que le rendement de son propre portefeuille cédé (« démutualisation » des risques et des résultats) ;

- les établissements cédants souscrivent l'ensemble des obligations séniores émises par le FCT BPCE Master Home Loan, ainsi que l'ensemble des parts résiduelles et les obligations subordonnées émises par le FCT BPCE Master Home Loan Demut, à hauteur de leur participation dans l'opération.

L'opération « Titrisation » remplace l'opération « BPCE Home Loans » mise en place en 2011 et qui ne remplissait plus les conditions d'éligibilité aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Elle permet donc de maintenir à un niveau élevé le collatéral du Groupe BPCE éligible aux opérations de refinancement de l'Eurosystème.

Le principal effet de cette opération dans les comptes individuels de la BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE concerne la sortie du bilan des créances cédées, qui sont remplacées par les titres souscrits :

- au 31 décembre 2014, 658 millions d'euros de créances sont sorties du bilan, pour être remplacées par 658 millions d'euros de titres d'investissements (dont 582 millions d'euros d'obligations séniores et 76 millions d'euros d'obligations subordonnées), et 300 euros de parts résiduelles, comptabilisées en titres de placement à revenu fixe ;
- le résultat dégagé sur les créances est remplacé par du résultat sur titres.

La cession a été réalisée pour un prix égal au capital restant dû augmenté des intérêts courus non échus. Les coûts et produits restant à amortir sur les crédits cédés ont donc affecté immédiatement le résultat, à hauteur de 0.2 millions d'euros.

La position de taux de la BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE n'a pas été modifiée de façon significative (indexation des titres comparable à celle des crédits, et surplus d'intérêts encaissés via les revenus de la part résiduelle). Cette opération a donc été sans conséquence sur les opérations de macrocouverture.

## **Événements postérieurs à la clôture**

Néant

### **3.2.2.2 Principes et méthodes comptables**

#### **Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées**

Les comptes individuels annuels de la Banque sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

#### **Changements de méthodes comptables**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Banque applique les dispositions de la recommandation de l'Autorité des normes comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires qui permettent de se rapprocher en partie seulement des dispositions de la norme IAS 19 révisée telle qu'adoptée par l'Union Européenne en juin 2012 applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (méthode 2). Ainsi, la méthodologie du « corridor » est maintenue pour les écarts actuariels et l'effet du plafonnement d'actifs est enregistré en résultat

Comme sous IAS 19 révisée, le coût des services passés est enregistré immédiatement et le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation de la dette actuarielle.

L'effet du changement de méthode sur les capitaux propres (report à nouveau) au 1<sup>er</sup> janvier 2014 est une réduction de 719 milliers d'euros se ventilant en 1 041 milliers d'euros pour les écarts actuariels accumulés et -321 milliers d'euros pour le coût des services passés non amortis à la date d'ouverture de l'exercice.

#### **Principes comptables et méthodes d'évaluation**

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

- indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

### Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et

créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

### Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Le volume des crédits restructurés accordés à des conditions hors marché n'est pas significatif et n'a donc pas donné lieu à information dans l'annexe.

### Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de

crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchuées de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

### Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires et pour lequel les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance, il est constaté sous forme de provision au passif.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.



### Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, la Banque a opté pour l'amortissement des biens sur la durée normale d'utilisation (amortissement linéaire / dégressif).

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

### Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de

défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

### Titres de transaction

Au 31 décembre 2014, la Banque ne détient pas de titres de transaction.

### Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-I du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

### Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

### Titres de l'activité de portefeuille

Au 31 décembre 2014, la Banque Populaire Atlantique ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

### Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

### Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

## Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « Les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n° 90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

## Immobilisations incorporelles et corporelles

- le règlement CRC n° 2004-06 relatif la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

### Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 3 ans.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

### Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	15-30 ans
Fondations / ossatures	20- 40 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-30 ans
Aménagements techniques	10-30 ans
Aménagements intérieurs	8-30 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

### Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

### Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux, une provision pour risques de contrepartie et une provision épargne logement.

### Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

- Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

### Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux

particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de

crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

### Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF. Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

### Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

### Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

### Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

### Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuée avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier I. Le Groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

### Impôt sur les bénéfices

Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Banque Populaire Atlantique, a signé avec BPCE, sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice ainsi qu'à la provision pour impôts sur les GIE fiscaux.

#### 3.2.2.3 Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées en milliers d'euros nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.



## Opérations interbancaires

ACTIF	31/12/ 2014	31/12/ 2013
Créances à vue	205 768	75 194
<i>Comptes ordinaires</i>	196 852	68 084
<i>Valeurs non imputées</i>	8 916	7 110
Créances à terme	655 863	743 253
<i>Comptes et prêts à terme</i>	655 489	742 272
<i>Prêts subordonnés et participatifs</i>	374	981
Créances rattachées	7 075	9 448
<b>TOTAL</b>	<b>868 706</b>	<b>827 895</b>

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 196 479 milliers d'euros à vue et 306 399 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 291 544 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

PASSIF	31/12/ 2014	31/12/ 2013
Dettes à vue	32 809	21 775
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	5 446	6 374
<i>Comptes et emprunts au jour le jour</i>	19 150	0
<i>Autres sommes dues</i>	8 213	15 401
Dettes à terme	2 011 293	2 029 833
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	1 998 280	1 951 617
<i>Valeurs et titres donnés en pension à terme</i>	13 013	78 216
Dettes rattachées	17 168	18 917
<b>TOTAL</b>	<b>2 061 270</b>	<b>2 070 525</b>

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 19 150 milliers d'euros à vue et 1 490 748 milliers d'euros à terme.

## Opérations avec la clientèle

### Opérations avec la clientèle

ACTIF	31/12/ 2014	31/12/ 2013
<i>Valeurs et titres reçus en pension</i>	0	0
<i>Prêts subordonnés</i>	1 264	1 371
<i>Autres</i>	23 157	0
<i>Créances rattachées</i>	20 227	22 414
<i>Créances douteuses</i>	343 906	350 980
<i>Dépréciations des créances sur la clientèle</i>	-182 651	-176 282
<b>TOTAL</b>	<b>6 743 651</b>	<b>7 394 176</b>

La diminution du poste « Crédits à l'habitat » s'explique par la participation de la Banque à l'opération « Titrisation » décrite en note I.3.

PASSIF	31/12/ 2014	31/12/ 2013
<i>Livret A</i>	416 124	420 629
<i>PEL / CEL</i>	599 804	543 920
<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)</i>	1 329 498	1 185 726
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>2 345 426</b>	<b>2 150 275</b>
<i>Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle<sup>1</sup></i>	3 521 230	3 484 737
<i>Autres sommes dues</i>	14 719	16 413
<i>Dettes rattachées</i>	73 183	71 353
<b>TOTAL</b>	<b>5 954 558</b>	<b>5 722 778</b>

<sup>1</sup> Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

	31/12/2014			31/12/2013		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 721 949	////	1 721 949	1 625 956	////	1 625 956
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	57 868	57 868
Autres comptes et emprunts	0	1 799 281	1 799 281	0	1 800 913	1 800 913
<b>Total</b>	<b>1 721 949</b>	<b>1 799 281</b>	<b>3 521 230</b>	<b>1 625 956</b>	<b>1 858 781</b>	<b>3 484 737</b>

### Répartition des encours de crédit par agent économique

	Créances douteuses			Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Dépréciation individuelle		Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	2 977 581	219 511	-137 656	155 358	-119 383
Entrepreneurs individuels	446 543	44 218	-18 769	25 330	-17 195
Particuliers	3 076 819	79 999	-26 119	43 425	-25 034
Administrations privées	24 273	179	-107	174	-107
Administrations publiques et Sécurité Sociale	11 669	0	0	0	0
Autres	2 124	0	0	0	0
<b>Total au 31/12/2014</b>	<b>6 539 009</b>	<b>343 907</b>	<b>(182 651)</b>	<b>224 287</b>	<b>(161 719)</b>
<b>Total au 31/12/2013</b>	<b>7 196 611</b>	<b>350 980</b>	<b>(176 282)</b>	<b>213 857</b>	<b>(155 290)</b>

## Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

### Portefeuille titres

		31/12/2014			31/12/2013		
		Placement	Investis- sement	Total	Placement	Investis- sement	Total
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>		<b>102 697</b>	<b>794 793</b>	<b>897 490</b>	<b>524</b>	<b>135 454</b>	<b>135 978</b>
Valeurs brutes	cotés	100 000	68 514	168 514	507	67 014	67 521
Dépréciations		0	0	0	0	0	0
créances rattachées		2 697	0	2 697	17	1 301	1 318
Valeurs brutes	non cotés	0	723 045	723 045	0	68 308	68 308
Dépréciations		0	(1 478)	(1 478)	0	(1 996)	(1 996)
créances rattachées		0	4 712	4 712	0	827	827
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>		<b>3 965</b>	<b>0</b>	<b>3 965</b>	<b>9 592</b>	<b>0</b>	<b>9 592</b>
Montants bruts	cotés	0	///	0	6 729	///	6 729
Dépréciations		0	///	0	0	///	0
Montants bruts	non cotés	4 275	///	4 275	3 551	///	3 551
Dépréciations		(310)	///	(310)	(688)	///	(688)
<b>Total</b>		<b>106 662</b>	<b>794 793</b>	<b>901 455</b>	<b>10 116</b>	<b>135 454</b>	<b>145 570</b>

L'augmentation des « obligations et autres titres à revenu fixe », classées en titres d'investissement, s'explique par la participation de l'établissement à l'opération « Titrisation » décrite en note I.3.

582 100 milliers d'euros d'obligations séniors souscrites dans le cadre de l'opération « Titrisation » décrite en note I.3 ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 796 052 milliers d'euros.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 2 978 milliers d'euros au 31 décembre 2014. Au 31 décembre 2013, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 2 111 milliers d'euros.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 1 478 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 1 996 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 310 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 688 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 1 951 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 1 351 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 150 111 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Parmi les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés 1 428 milliers d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2014 (contre 6 729 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

### Reclassements d'actifs

La Banque n'a pas opéré de reclassements d'actif en application des dispositions du règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

### Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

#### Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
<i>Participations et autres titres détenus à long terme</i>	414 769	214	50	414 933
<i>Parts dans les entreprises liées</i>	4 480	0	0	4 480
<b>Valeurs brutes</b>	<b>419 249</b>	<b>214</b>	<b>50</b>	<b>419 413</b>
<i>Participations et autres titres à long terme</i>	-19	-21	0	-40
<i>Parts dans les entreprises liées</i>	-7	0	0	-7
<b>Dépréciations</b>	<b>-26</b>	<b>-21</b>	<b>0</b>	<b>-47</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES</b>	<b>419 223</b>	<b>193</b>	<b>50</b>	<b>419 366</b>

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'association au fonds de garantie des dépôts (1 443 milliers d'euros)

## TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG	Quote part capital détenue en %	valeur comptable des titres détenus		CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	résultats	dividendes encaissés au cours de l'exercice	Observations	
			Brute	Nette					
A- renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication									
1- Filiales détenues à + de 50 %									
Atlantique Plus	4 227	884	100.00%	4 227	4 227	486	473	460	(1)
2- Participations détenues entre 10 et 50 %									
Crédit Maritime Atlantique	63 991 96 948	7 654 50 058	21.78% 40.54%	13 896 53 760	13 896 53 760	29 724 3 069	1 007 296	278 0	(2) (2)
3- Autres participations < à 10 %									
BPCE Informatique	155 742	12 835 435	2.19%	324 243	324 243	-247 405	-605 301	7 111	(2)
Banque Populaire	89 733	-24 109	4.13%	3 709	3 709	296 516	-2 890	0	(2)
IBP Investissements	38 519	0	13.35%	5 094	5 094	31 352	0		
BP Développement	456 117	192 944	1.92%	7 396	7 396	21 873	2 225	237	(2)
B- renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication									
Filiales françaises				254	247			238	
Filiales étrangères				0	0			0	
Participations dans les sociétés françaises				6 831	6 792			55	
Participations dans les sociétés étrangères dont participations dans les sociétés cotées				2	2			0	

(1) le capital, les capitaux propres, le PNB ou le CA, le résultat sont des chiffres 2014

(2) le capital, les capitaux propres, le PNB ou le CA, le résultat sont des chiffres 2013

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

### Opérations de crédit-bail et de locations simples

	31/12/2014			31/12/2013		
	Mobilier	Location simple	Total	Mobilier	Location simple	Total
Encours clientèle	324 631	17 583	342 214	329 781	15 353	345 134
Biens temporairement non loués	53		53	141		141
Encours douteux	3 111	223	3 334	3 103	1 036	4 139
Dépréciation	-2 900	-213	-3 113	-2 998	-791	-3 789
<b>TOTAL</b>	<b>324 895</b>	<b>17 593</b>	<b>342 488</b>	<b>330 027</b>	<b>15 598</b>	<b>345 625</b>

### Immobilisations incorporelles et corporelles

#### Immobilisations incorporelles

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
<b>Valeurs brutes</b>	<b>8 843</b>	<b>115</b>	<b>-26</b>	<b>8 931</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	5 652	0	-26	5 625
Logiciels	3 191	115	0	3 306
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-7 805</b>	<b>-317</b>	<b>26</b>	<b>-8 096</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	-4 765	-179	26	-4 918
Logiciels	-3 040	-138	0	-3 178
<b>TOTAL valeurs nettes</b>	<b>1 038</b>	<b>-202</b>	<b>0</b>	<b>835</b>

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

### Immobilisations corporelles

	01/01/2014	Augmentation	Diminution	31/12/2014
<b>Valeurs brutes</b>	<b>155 740</b>	<b>16 707</b>	<b>-5 985</b>	<b>166 462</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>154 506</b>	<b>16 707</b>	<b>-5 964</b>	<b>165 249</b>
Terrains	5 772	15	-36	5 751
Constructions	45 020	179	-434	44 765
Parts de SCI	1 118	0	0	1 118
Autres	102 596	16 513	-5 494	113 615
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>1 234</b>	<b>0</b>	<b>-21</b>	<b>1 213</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-86 809</b>	<b>-7 737</b>	<b>1 861</b>	<b>-92 685</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-85 943</b>	<b>-7 718</b>	<b>1 840</b>	<b>-91 821</b>
Constructions	-21 499	-1 609	382	-22 726
Autres	-64 444	-6 109	1 458	-69 095
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-866</b>	<b>-19</b>	<b>21</b>	<b>-864</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>68 932</b>	<b>8 970</b>	<b>-4 124</b>	<b>73 776</b>

### Dettes représentées par un titre

	31/12/ 2014	31/12/2013
Bons de caisse et bons d'épargne	1 607	1 797
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	308 755	512 077
Dettes rattachées	2 285	2 620
<b>TOTAL</b>	<b>312 647</b>	<b>516 494</b>



+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

### Autres actifs et autres passifs

	21/12/2014		31/12/2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	8 244	111	9 339	103
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	////	3 626	////	4 094
Créances et dettes sociales et fiscales	23 819	18 186	24 622	17 466
Dépôts de garantie reçus et versés	131	327	117	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	40 832	15 615	7 000	7 660
<b>TOTAL</b>	<b>73 026</b>	<b>37 865</b>	<b>41 078</b>	<b>29 323</b>

### Comptes de régularisation

	21/12/2014		31/12/2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance	11 233	90 812	14 350	97 581
Produits à recevoir/Charges à payer	27 974	44 744	26 950	39 129
Valeurs à l'encaissement	2 517	124	17 329	87
Autres	44 564	92 839	100 690	140 424
<b>TOTAL</b>	<b>86 288</b>	<b>228 519</b>	<b>159 317</b>	<b>277 218</b>

## Provisions

### Tableau de variations des provisions

	01/01/2014	changement méthode	Dotations	Reprises	31/12/2014
Provisions pour risques de contrepartie	16 662		4 055	-1 237	19 479
Provisions pour engagements sociaux	34 655	719	1 353	-7 723	29 005
Provisions pour PEL/CEL	7 192		0	-496	6 696
Autres provisions pour risques	8 379		2 843	-2 963	8 259
Immobilisations financières	54		50	0	104
Provisions pour impôts	3 323		658	0	3 981
Autres	5 002		2 135	-2 963	4 174
<b>TOTAL</b>	<b>66 888</b>	<b>719</b>	<b>8 251</b>	<b>-12 419</b>	<b>63 439</b>

### Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

	01/01/2014	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2014
Dépréciations sur créances sur la clientèle	180 158	52 885	-34 232	-12 965	185 851
Dépréciations sur autres créances	971	243	-860	0	353
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs</b>	<b>181 129</b>	<b>53 128</b>	<b>-35 092</b>	<b>-12 965</b>	<b>186 203</b>
Provisions sur engagements hors bilan	1 282	2 505	-1 237	0	2 550
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	15 379	1 550	0	0	16 929
<b>Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif</b>	<b>16 661</b>	<b>4 055</b>	<b>-1 237</b>	<b>0</b>	<b>19 479</b>
<b>TOTAL</b>	<b>197 790</b>	<b>57 183</b>	<b>-36 329</b>	<b>-12 965</b>	<b>205 682</b>

## Provisions pour engagements sociaux

### Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires. L'engagement de Banque est limité au versement des cotisations (5 385 milliers d'euros en 2014).

### Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Banque concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CARBP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

	Retraite	IFC	Médailles	Total
Engagement brut	40 787	15 940	5 976	
actif en couverture	17 840	7 968		
<b>Engagement net</b>	<b>22 947</b>	<b>7 972</b>	<b>5 976</b>	<b>36 895</b>
Provision de passif	17 369	5 661	5 976	<b>29 007</b>
Ecart actuariels non comptabilisés	5 578	2 310	0	<b>7 888</b>
Taux actualisation	1.57%	1.50%	1.31%	

## Principales hypothèses actuarielles

Sur l'année 2014, sur l'ensemble des 5 555 milliers d'euros d'écarts actuariels générés, 7 343 milliers d'euros proviennent des écarts liés à la mise à jour du taux d'actualisation, -431 milliers d'euros proviennent des ajustements liés à l'expérience, -140 milliers d'euros proviennent des écarts démographiques et - 958 milliers d'euros proviennent du rendement des actifs.

Au 31 décembre 2014, les actifs de couverture du régime de retraite des Banques Populaires sont répartis à hauteur de 52% en obligations, 34 % en actions, 12 % en actifs monétaires, 2% en autres.

Les tables de mortalité utilisées sont :

- TF00/02 pour les IFC, médailles et autres avantages ;
- TGH TGF 05 pour CGPCE et CARBP.

Le taux d'actualisation utilisé est un taux « Euro corporate Composite AA+ ».

### Provisions PEL / CEL

## Encours de dépôts collectés

	31/12/ 2014	31/12/ 2013
<b>Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)</b>		
ancienneté de moins de 4 ans	183 376	90 680
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	106 862	254 298
ancienneté de plus de 10 ans	220 785	111 665
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>511 023</b>	<b>456 644</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>80 941</b>	<b>91 079</b>
<b>TOTAL des encours collectés au titre de l'épargne logement</b>	<b>591 964</b>	<b>547 723</b>

### Encours de crédits octroyés

	31/12/ 2014	31/12/ 2013
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	2 817	3 780
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	20 586	25 738
<b>TOTAL des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement</b>	<b>23 403</b>	<b>29 518</b>

### Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL)

	31/12/ 2013	Dotations/ Reprises nettes	31/12/ 2014
Provisions constituées au titre des PEL ancienneté de moins de 4 ans	432	1 164	1 596
ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	129	601	729
ancienneté de plus de 10 ans	5 738	-2 410	3 328
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>6 299</b>	<b>-645</b>	<b>5 654</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>1 035</b>	<b>195</b>	<b>1 230</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-32	9	-24
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-110	-55	-164
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-142</b>	<b>-46</b>	<b>-188</b>
<b>TOTAL des provisions constituées au titre de l'épargne logement</b>	<b>7 192</b>	<b>-496</b>	<b>6 696</b>

### Fonds pour risques bancaires généraux

	01/01/ 2014	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/ 2014
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	146 903	0	0	0	146 903
<b>TOTAL</b>	<b>146 903</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>146 903</b>

Au 31 décembre 2014, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 22 836 milliers d'euros affectés au Fond Réseau Banque Populaire, 9 146 milliers d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuelle et 8 370 milliers d'euros affectés au Fonds Régional de Solidarité.

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

## Capitaux propres

	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
<b>Total au 31/12/2012</b>	<b>403 002</b>	<b>191 499</b>	<b>326 235</b>	<b>12 537</b>	<b>27 692</b>	<b>960 965</b>
Mouvements de l'exercice	-30 600	-181 113	14 166	385	1 454	-195 708
<b>Total au 31/12/2013</b>	<b>372 402</b>	<b>10 386</b>	<b>340 401</b>	<b>12 922</b>	<b>29 146</b>	<b>765 257</b>
Variation de capital	6 125	0	0		0	6 125
Affectation résultat n-1	0	0	21 457	-1 176	-20 282	0
Résultat de la période	0	0	0	0	34 921	34 921
Distribution de dividendes	0	0	0		-8 864	-8 864
Changement de méthode	0	0	0	-719	0	-719
Autres mouvements	0	0	-2 286	0	0	-2 286
<b>Total au 31/12/2014</b>	<b>378 527</b>	<b>10 386</b>	<b>359 572</b>	<b>11 027</b>	<b>34 921</b>	<b>794 433</b>

(1) À compter du 1er janvier 2014, la Banque applique les dispositions de la recommandation de l'Autorité des normes comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires (cf Note 2.2).

Le capital social de la Banque s'élève à 378 527 milliers d'euros - est composé de 22 266 278 parts sociales de nominal 17 euros détenues par les sociétaires. La SAS Ludovic de Besse (structure de portage des sociétaires) ne détient plus de parts sociales au 31 décembre 2014.

## Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéter- miné	31/12/2014
<b>Total des emplois</b>	<b>1 114 654</b>	<b>679 619</b>	<b>3 171 535</b>	<b>3 008 613</b>	<b>535 423</b>	<b>8 509 844</b>
Créances sur les établisse- ments de crédit	361 023	40 731	99 432	18 774	348 744	868 704
Opérations avec la clientèle	750 631	629 979	2 483 166	2 693 195	186 679	6 743 650
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 000	8 909	588 937	296 644	0	897 490
<b>Total des ressources</b>	<b>4 404 428</b>	<b>1 145 509</b>	<b>2 003 354</b>	<b>775 181</b>	<b>-2</b>	<b>8 328 470</b>
Dettes envers les établisse- ments de crédit	387 879	666 409	633 807	373 173	0	2 061 268
Opérations avec la clientèle	4 005 714	257 837	1 304 704	386 303	0	5 954 558
Dettes représentées par un titre	10 835	221 263	64 843	15 705	-2	312 644

### 3.2.2.4 Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

#### Engagements reçus et donnés

##### Engagements de financement

	31/12/ 2014	31/12/ 2013
<b>Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle</b>	<b>593 741</b>	<b>558 768</b>
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	<i>8 094</i>	<i>7 008</i>
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	<i>567 385</i>	<i>551 760</i>
<i>Autres engagements</i>	<i>18 262</i>	<i>0</i>
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>593 741</b>	<b>558 768</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit de la clientèle</b>	<b>220 000</b>	<b>330 000</b>
<b>Total des engagements de financement reçus</b>	<b>220 000</b>	<b>330 000</b>

##### Engagements de garantie

	31/12/ 2014	31/12/ 2013
<b>Engagements de garantie donnés d'ordre d'établissements de crédit</b>	<b>593 741</b>	<b>558 768</b>
<i>- confirmation d'ouverture de crédits documentaires</i>	<i>8 094</i>	<i>7 008</i>
<b>d'ordre de la clientèle</b>	<b>567 385</b>	<b>551 760</b>
<i>- cautions immobilières</i>	<i>31 768</i>	<i>37 546</i>
<i>- cautions administratives et fiscales</i>	<i>70 160</i>	<i>71 963</i>
<i>- autres cautions et avals donnés</i>	<i>152 540</i>	<i>140 677</i>
<i>- autres garanties données</i>	<i>86 685</i>	<i>92 668</i>
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>593 741</b>	<b>558 768</b>
<b>Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit</b>	<b>220 000</b>	<b>330 000</b>
<b>Total des engagements de garantie reçus</b>	<b>220 000</b>	<b>330 000</b>

L'évolution des engagements reçus des clients (hypothèques, cautions...) s'explique principalement par la participation à l'opération Titrisation décrite en note 1.3.

Les garanties ont en effet été cédées avec leurs créances sous-jacentes.

Au 31 décembre 2014, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 326 794 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 391 537 milliers d'euros au 31 décembre 2013,
- 93 009 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus IMMO&CORP contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2013,
- 58 919 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 33 988 milliers d'euros au 31 décembre 2013,
- 159 196 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement de l'habitat contre 172 286 milliers d'euros au 31 décembre 2013,
- 615 536 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 442 244 milliers d'euros au 31 décembre 2013,
- 0 milliers d'euros de titres et créances nantis auprès de la SFEF contre 91 736 milliers d'euros au 31 décembre 2013,
- 0 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE Home Loans contre 594 011 milliers d'euros au 31 décembre 2013. La diminution s'explique par l'affectation des crédits concernés à l'opération « Titrisation » décrite en note 1.3,
- 218 423 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BP Covered Bonds contre 404 922 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Au cours de la première phase de l'opération « Titrisation » décrite en note 1.3., la Banque rachète au FCT les créances douteuses ou ayant rencontré plusieurs impayés (entre deux et quatre selon le type de créance), à leur valeur nominale, afin d'en effectuer le recouvrement.

La Banque est donc toujours exposée au risque de crédit des créances cédées, puisqu'en cas de rachat « à la valeur nominale », la créance se verra immédiatement appliquer les méthodes de dépréciation usuelles, afin de la ramener à sa valeur recouvrable. Les provisions sur base de portefeuilles, pour toutes les créances, qu'elles soient cédées ou non continuent donc à être comptabilisées au passif du bilan.

Par ailleurs, dans le cadre de l'opération Titrisation, la Banque effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la Banque. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2014, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 8 973 milliers d'euros.

Enfin, les « autres valeurs affectées en garanties » diminuent en raison du remplacement de l'opération BPCE Home Loans par l'opération « Titrisation ». Pour mémoire, les créances cédées dans le cadre de « Titrisation » étaient auparavant affectées en garantie de prêts émis par BPCE Home Loans.

## Opérations sur instruments financiers à terme

### Instruments financiers et opérations de change à terme

	31/12/2014			31/12/2013		
	Couverture	Total	Juste valeur	Couverture	Total	Juste valeur
<b>Opérations fermes</b>						
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>3 043 689</b>	<b>3 043 689</b>	<b>-38 169</b>	<b>3 507 517</b>	<b>3 507 517</b>	<b>-29 579</b>
Swaps de taux d'intérêt	2 167 799	2 167 799	-38 169	2 658 480	2 658 480	-29 579
Autres contrats à terme	875 890	875 890	0	849 037	849 037	0
<b>Total opérations fermes</b>	<b>3 043 689</b>	<b>3 043 689</b>	<b>-38 169</b>	<b>3 507 517</b>	<b>3 507 517</b>	<b>-29 579</b>
<b>Opérations conditionnelles</b>						
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>297 935</b>	<b>297 935</b>	<b>662</b>	<b>309 893</b>	<b>309 893</b>	<b>3 016</b>
Options de taux d'intérêt	293 609	293 609	662	305 757	305 757	3 016
Options de change	4 326	4 326	0	4 136	4 136	0

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des opérations de change à terme.

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

	31/12/2014			31/12/2013		
	Micro couverture	Macro couverture	Total	Micro couverture	Macro couverture	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>1 282 799</b>	<b>885 000</b>	<b>2 167 799</b>	<b>1 211 159</b>	<b>1 447 321</b>	<b>2 658 480</b>
Swaps de taux d'intérêt	1 282 799	885 000	2 167 799	1 211 159	1 447 321	2 658 480
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>118 111</b>	<b>175 498</b>	<b>293 609</b>	<b>41 398</b>	<b>264 359</b>	<b>305 757</b>
Options de taux d'intérêt	118 111	175 498	293 609	41 398	264 359	305 757
<b>Total</b>	<b>1 400 910</b>	<b>1 060 498</b>	<b>2 461 408</b>	<b>1 252 557</b>	<b>1 711 680</b>	<b>2 964 237</b>

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	31/12/2014
<b>Opérations fermes</b>	<b>435 425</b>	<b>1 126 905</b>	<b>605 469</b>	<b>2 167 799</b>
Opérations de gré à gré	435 425	1 126 905	605 469	2 167 799
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>66 220</b>	<b>127 389</b>	<b>100 000</b>	<b>293 609</b>
Opérations de gré à gré	66 220	127 389	100 000	293 609
<b>Total</b>	<b>501 645</b>	<b>1 254 294</b>	<b>705 469</b>	<b>2 461 408</b>

### 3.2.2.5 Informations sur le compte de résultat

Intérêts, produits et charges assimilés

	Exercice 2014			Exercice 2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	36 148	-37 856	-1 708	43 115	-46 221	-3 106
Opérations avec la clientèle	250 667	-100 183	150 484	275 273	-99 714	175 559
Obligations et autres titres à revenu fixe	23 665	-15 032	8 633	5 233	-12 120	-6 887
Dettes subordonnées	23	0	23	2 901	0	2 901
Autres	6 432	-33 504	-27 072	7 124	-47 487	-40 363
<b>TOTAL</b>	<b>316 935</b>	<b>-186 575</b>	<b>130 360</b>	<b>333 646</b>	<b>-205 542</b>	<b>128 104</b>

\* Dont -27 840 milliers d'euros au titre des opérations de macrocouverture contre -40 255 milliers d'euros au 31/12/2013



+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

La reprise de provision épargne logement s'élève à 496 milliers d'euros pour l'exercice 2014, contre une dotation de 349 milliers d'euros pour l'exercice 2013.

La diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » et l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » s'expliquent principalement par l'opération « Titrisation » décrite en note 1.3.

### Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

	Exercice 2014			Exercice 2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Opérations de crédit-bail et location financière</b>						
Loyers	127 775	0	127 775	127 461	0	127 461
Résultats de cession	3 417	-12 543	- 9 126	3 979	-14 766	-10 787
Dépréciation	835	-243	592	841	-649	192
Amortissement	0	-118 458	-118 458	0	-114 391	-114 391
Autres produits et charges	693	-216	477	530	-215	315
	<b>132 721</b>	<b>-131 460</b>	<b>1 261</b>	<b>132 811</b>	<b>-130 020</b>	<b>2 791</b>
<b>Opérations de location simple</b>						
Loyers	7 725	0	7 725	8 042	0	8 042
Résultats de cession	1 314	-267	1 047	2 111	-429	1 682
Dépréciation	26	0	26	61	-5	56
Amortissement	0	-7 998	- 7 998	0	-7 971	-7 971
Autres produits et charges	15	-12	3	49	-16	33
	<b>9 080</b>	<b>-8 277</b>	<b>803</b>	<b>10 263</b>	<b>-8 420</b>	<b>1 843</b>
<b>TOTAL</b>	<b>141 801</b>	<b>-139 737</b>	<b>2 064</b>	<b>143 074</b>	<b>-138 440</b>	<b>4 634</b>

### Revenus des titres à revenu variable

	Exercice 2014	Exercice 2013
Actions et autres titres à revenu variable	0	16
Participations et autres titres détenus à long terme	7 687	0
Parts dans les entreprises liées	698	3 166
<b>TOTAL</b>	<b>8 385</b>	<b>3 182</b>

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

## Commissions

	Exercice 2014			Exercice 2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	-544	-544	0	-24	-24
Opérations avec la clientèle	60 648	-1 307	59 341	71 515	-156	71 359
Opérations sur titres	11 826	0	11 826	11 046	0	11 046
Moyens de paiement	25 898	-17 125	8 773	26 746	-17 639	9 107
Opérations de change	247	0	247	248	0	248
Engagements hors-bilan	5 530	-859	4 671	6 173	-918	5 255
Prestations de services financiers	20 558	-2 425	18 133	11 097	-2 109	8 988
Activités de conseil	1 021	0	1 021	988	0	988
Autres commissions	2 362	0	2 362	206	-2 709	-2 503
<b>TOTAL</b>	<b>128 090</b>	<b>-22 260</b>	<b>105 830</b>	<b>128 019</b>	<b>-23 555</b>	<b>104 464</b>

## Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Exercice 2014	Exercice 2013
Opérations de change	375	328
<b>TOTAL</b>	<b>375</b>	<b>328</b>

## Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	Exercice 2014		Exercice 2013	
	Placement	Total	Placement	Total
Dépréciations	377	377	1 822	1 822
Dotations	-8	-8	-244	-244
Reprises	385	385	2 066	2 066
Résultat de cession	545	545	-1 713	-1 713
<b>TOTAL</b>	<b>922</b>	<b>922</b>	<b>109</b>	<b>109</b>

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

### Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	Exercice 2014			Exercice 2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Refacturations de charges et produits bancaires	982	0	982	39	0	39
Autres activités diverses	191	0	191	248	0	248
Autres produits et charges accessoires	2 229	-2 614	-385	2 165	-2 817	-652
<b>Total</b>	<b>3 402</b>	<b>-2 614</b>	<b>788</b>	<b>2 452</b>	<b>-2 817</b>	<b>-365</b>

### Charges générales d'exploitation

	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-53 836	-56 911
Charges de retraite et assimilées	-9 228	-7 787
Autres charges sociales	-22 373	-22 036
Intéressement des salariés	-4 359	-1 635
Participation des salariés	-1 669	-1 749
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-6 781	-6 592
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>-98 246</b>	<b>-96 710</b>
<b>Autres charges d'exploitation</b>		
Impôts et taxes	-6 918	-6 954
Autres charges générales d'exploitation	-60 997	-58 438
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>-67 915</b>	<b>-65 392</b>
<b>Total</b>	<b>-166 162</b>	<b>-162 102</b>

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 515 cadres et 884 non cadres, soit un total de 1 399 salariés.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 1 880 milliers d'euros. Son utilisation est présentée dans la partie Informations sociales, environnementales et sociétales du rapport annuel.

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

## Coût du risque

	Exercice 2014					Exercice 2013				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupération sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupération sur créances amorties	Total
<b>Dépréciations d'actifs</b>										
Clientèle	-52 886	26 565	-2 116	476	<b>-27 961</b>	-50 480	24 666	-2 297	384	<b>-27 727</b>
<b>Provisions</b>										
Engagements hors-bilan	-4 055	1 237	0	0	<b>-2 818</b>	-1 672	55	0	0	<b>-1 617</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-56 941</b>	<b>27 802</b>	<b>-2 116</b>	<b>476</b>	<b>-30 779</b>	<b>-52 152</b>	<b>24 721</b>	<b>-2 297</b>	<b>384</b>	<b>-29 344</b>

## Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Exercice 2014				Exercice 2013			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	-70	517	0	<b>447</b>	289	526	0	<b>815</b>
Dotations	-70	0	0	<b>-70</b>	-8	0	0	<b>-8</b>
Reprises	0	517	0	<b>517</b>	297	526	0	<b>823</b>
Résultat de cession	0	0	571	<b>571</b>	1 779	0	-183	<b>1 596</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-70</b>	<b>517</b>	<b>571</b>	<b>1 018</b>	<b>2 068</b>	<b>526</b>	<b>-183</b>	<b>2 412</b>

## Résultat exceptionnel

	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>400</b>	<b>0</b>
- Remboursement subvention Crédit Maritime Atlantique	400	
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>-500</b>	<b>-12 336</b>
- subvention Crédit Maritime Atlantique		-12 086
- subvention SOCAMA Atlantique	-500	-250

## Impôt sur les bénéfices

### Détail des impôts sur le résultat 2014

La Banque est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Impôts comptes individuels</b>	<b>12 009</b>	<b>12 422</b>
Impôt courant	9 989	10 763
Impôt différé ptz	-32	-442
Autres	1 394	1 053
provision impôts différés passif	658	1 048

### 3.2.2.6 Autres informations

#### Consolidation

En référence à l'article 4111-I du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Banque établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

#### Rémunérations, avances, crédits et engagements

Les rémunérations versées en 2014 aux organes de direction s'élèvent à 74 milliers d'euros au titre des jetons de présence.

Le montant global des avances et crédits accordés, pendant l'exercice, aux membres des organes d'administration s'élève à 57 319 milliers d'euros (consentis à des conditions normales).

Les autres rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction à raison de leur fonction ne peuvent être fournies car cette information permettrait d'identifier un membre déterminé de ces organes (article R123-198, 1er alinéa, du Code de commerce).

## Honoraires des commissaires aux comptes

	KPMG		Deloitte et associés		Fiduciaire Audit Conseil		TOTAL	
	Montant		Montant		Montant		Montant	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	64	64	60	60	60	60	185	185
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	4	0	0	0	0	0	4	0
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>64</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>189</b>	<b>185</b>

### **Implantations dans les pays non coopératifs**

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret

n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2014, la Banque n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

### **Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque.

### 3.2.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels



**KPMG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 35  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

**Banque Populaire Atlantique**

#### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014  
Banque Populaire Atlantique  
1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain  
44919 Nantes Cedex 9  
*Ce rapport contient 44 pages*



**KPMG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 39  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

### **Banque Populaire Atlantique**

Siège social : 1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain  
44919 Nantes Cedex 9

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Banque Populaire Atlantique, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 de l'annexe aux comptes annuels qui expose les changements de méthodes résultant de l'application de la recommandation ANC n°2013-02 à compter du 1er janvier 2014.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Estimations comptables

#### Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans la note 2.3.2 de l'annexe aux comptes annuels, votre Banque Populaire constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

#### Valorisation des titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme par votre Banque Populaire sont évalués à leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 2.3.4 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

#### Valorisation des autres titres et des instruments financiers

Votre Banque Populaire détient des positions sur titres et instruments financiers. Les notes 2.3.4 et 2.3.9 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre Banque Populaire et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Provisionnement des engagements sociaux

Votre Banque Populaire constitue des provisions pour couvrir ses engagements sociaux. Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les hypothèses et paramètres utilisés et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information fournie dans les notes 2.3.7 et 3.10.3 de l'annexe.

Provisionnement des produits d'épargne logement

Votre Banque Populaire constitue une provision pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement. Nous avons examiné les modalités de détermination de ces provisions et avons vérifié que les notes 2.3.7 et 3.10.4 de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

**III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Les Commissaires aux Comptes

Nantes, Angers et Saint-Herblain, le 25 mars 2015


KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

  
Franck Noël  
Associé

Fidaco  
*Fiduciaire Audit Conseil*

  
Sébastien Vialatte  
Associé

Deloitte et Associés

  
Anne Blanche  
Associée

### 3.2.4 Conventions réglementées et rapport spécial des commissaires aux comptes

## CONVENTIONS ENTRE LA BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE ET SES FILIALES ET SOCIÉTÉS DU GROUPE BPCE

Convention passée avec :	date de signature	objet
<b>Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce</b>		
<b>BANQUES POPULAIRES COVERED BONDS, BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES (devenue BPCE), NATIXIS, BANQUES POPULAIRES REGIONALES CONCERNEES</b>	convention cadre du 14/12/2007 (CA du 26/10/2007)	convention-cadre de crédit et de garantie financière dans le cadre de l'émission de Covered Bonds
	avenant du 13/11/2009 (accord CA du 22/06/09)	avenant cautions intra-Groupe à la convention cadre de crédit et de garantie financière du 14/12/2007
	avenant du 14/03/2013 (CA du 29/01/2013)	avenant à la convention-cadre de crédit et de garantie financière
	avenant du 30/04/2013 (CA du 29/01/2013)	Amendment to the credit facility and collateral framework agreement
<b>CREDIT MARITIME ATLANTIQUE</b>	convention du 22/01/2014 (CA du 26/11/2013)	Convention d'octroi de subvention avec clause de retour à meilleure fortune
<b>SA ATLANTIQUE GERANCE</b>	CA du 30/09/2014	Bail portant sur l'immeuble 2 rue Françoise Sagan à St Herblain, en date du 13/10/2014.
	CA du 30/09/2014	Convention de services en date du 30/09/2014 (sous-traitance de certaines activités par Banque Populaire Atlantique pour le compte d'Atlantique Gérance).
<b>SOCAMA ATLANTIQUE</b>	CA du 16/12/2014	Convention d'octroi de subvention avec clause de retour à meilleure fortune
<b>Conventions visées à l'article L.225-39 du Code de commerce et filiales ou sociétés dans le périmètre Banque Populaire Atlantique</b>		
<b>SAS BPAPI (ex SAPI)</b>	CA du 30/10/2012	Augmentation du compte courant d'associé dans SAS BPAPI (augmentation de 80 KE)
	CA du 16/12/2011	compte courant d'associé de 80 KE dans SAS BPAPI
<b>SOCAMA ATLANTIQUE</b>	CA du 17/12/2010	subvention à hauteur de 280 k€ au titre de l'exercice 2010
<b>BPCE, NATIXIS, BANQUES POPULAIRES et CAISSES D'EPARGNE</b>	CA des 22/02/2011 et 27/09/2011	programme de titrisation BPCE Home Loans FCT/Adhésion de Banque Populaire Atlantique : convention signée le 24/03/2011 et avenant signé le 21/10/2011

Convention passée avec :	date de signature	objet
<b>Conventions visées à l'article L.225-39 du Code de commerce et filiales ou sociétés dans le périmètre Banque Populaire Atlantique</b>		
<b>Association APROCOMI</b>	28/02/2005	mise à disposition de moyens
<b>SA ATLANTIQUE GERANCE</b>	28/07/1998	rémunération activité commerciale et prestations administratives et comptables. Convention devenue caduque suite à la signature de la convention de services en date du 30/09/2014.
	03/05/2005	attestation de mise à disposition des locaux, devenue caduque suite à la conclusion du bail du 13/10/2014.
	04/12/2013	Convention de distribution des parts de la SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS
	06/12/2013	Avenant de sous-traitance de prestations administratives et comptables. Avenant devenu caduc suite à la signature de la convention de services en date du 30/09/2014.
<b>SARL ATLANTIQUE PLUS</b>	29/06/2005	attestation de mise à disposition des locaux
<b>SARL ATLANTIQUE PLUS et BPCE</b>	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
<b>CREDIT FONCIER DE FRANCE SA</b>	14/04/2010 avenant du 01/09/2010 (autorisation CA du 28/09/2010)	convention d'indication d'affaires et avenant n° I
<b>CREDIT MARITIME ATLANTIQUE et BPCE</b>	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
<b>CREDIT MARITIME MUTUEL ATLANTIQUE</b>	24/03/2009 (CA du 22/09/09) annexes du 04/05/2010 annexes opérationnelles et tarifaires du 10/07/2012	contrat de prestation de service et annexes opérationnelles et tarifaires
	19/08/2009 (CA du 22/09/09)	convention de partenariat en matière d'ingénierie financière
	19/08/2009 (CA du 22/09/09)	convention de partenariat en matière d'activité promotion immobilière
	01/08/2008	convention bilatérale à l'accord-cadre Banques Populaires-CRCMM adossées - organisation des relations financières du 12/02/2008
	10/07/2012	avenant n° I au contrat de prestation de service
	24/04/2013	avenant n° 2 au contrat de prestation de service

<b>SOCIETE CENTRALE DE CREDIT MARITIME MUTUEL/CAISSES REGIONALES DE CREDIT MARITIME MUTUEL/ BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES/ BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE ET BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST</b>	12/02/2008 (CA du 22/01/2008)	accord cadre Banques Populaires-CRCMM adossées - Organisation des relations financières
<b>SARL ETC (Espace Transaction Conseil)</b>	01/02/2008	protocole d'accord relatif au rôle d'apporteur d'affaires de la Banque Populaire Atlantique auprès d'ETC
	07/11/2011	avenant au protocole d'accord
<b>SARL ATLANTIQUE PLUS</b>	29/06/2005	attestation de mise à disposition des locaux
<b>SARL ATLANTIQUE PLUS et BPCE</b>	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
<b>SAS LUDOVIC DE BESSE</b>	11/07/2006	autorisation de domiciliation
<b>SAS LUDOVIC DE BESSE et BPCE</b>	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
<b>SA OUEST CROISSANCE</b>	02/07/1998	conventions : - de détachement de personnel - de gestion administrative et comptable
	12/06/2009	convention de compte courant
	30/01/2009	convention de délégation de RTO et de conseil en investissement
	28/10/2010	convention de placement de la SOFICA "Manon 2"
<b>SA PORTZAMPARC SDB</b>	20/10/2011	convention de placement de la SOFICA "Manon 3"
	20/10/2012	convention de placement de la SOFICA "Manon 4"
	24/10/2013	convention de placement de la SOFICA "Manon 5"
	03/08/2007	mandat de gestion de trésorerie
<b>SA PORTZAMPARC GESTION</b>	08/01/2009	convention de commercialisation et de délégation des OPCVM avenant n° 1 du 15/09/2009 (mise à jour liste OPCVM concernés) avenant n° 2 du 04/12/2009 (modification base de calcul des frais de gestion sur mandats de gestion)
	01/12/2010	Gestion des mandats d'arbitrage

Convention passée avec :	date de signature	objet
<b>Conventions visées à l'article L.225-39 du Code de commerce et filiales ou sociétés dans le périmètre Banque Populaire Atlantique</b>		
<b>SAS BPAPI (ex SAPI)</b>	01/04/2006	autorisation de domiciliation
<b>SARL SAVA</b>	27/06/2005	attestation de mise à disposition des locaux
<b>SOCAMA ATLANTIQUE et BPCE</b>	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
<b>SOCAMI ATLANTIQUE et BPCE</b>	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
<b>SCI LE VIGNEAU (ex SCI Coutan)</b>	01/03/2010	attestation de mise à disposition des locaux
<b>Conventions Groupe BPCE</b>		
<b>BPCE, BANQUES POPULAIRES et CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE</b>	CA du 18/12/2012	Protocole relatif au mécanisme de contribution à la solvabilité du groupe BPCE (signature le 28/02/2013)
<b>BPCE, BANQUES POPULAIRES et CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE</b>	CA du 27/11/2012	Convention de rémunération des excédents de collecte de parts sociales (signature prévue début 2013)
<b>BPCE et BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE</b>	CA du 30/10/2012	Convention-cadre de cession de créances professionnelles à titre de garantie (en contrepartie des prêts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement)
<b>BPCE et BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE</b>	CA du 28/02/2012	Emission par BPCE d'obligations super subordonnées (TSS 2012)
<b>BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES et I23VENTURE</b>	convention du 26/11/2006 acceptation BP Atl. du 07/10/2009	convention pour assurer le placement du Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) Energies Nouvelles acceptation du contrat et du mandat par la BP Atl.
<b>BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES et KEYNECTIS</b>	contrat cadre du 24/02/2009 adhésion BP Atl. du 12/02/2010	contrat cadre de prestations de services K-Websign de Keynectis Informatique Banques Populaires (i-BP) et adhésion de la BP Atl.
<b>BANQUE POPULAIRE CENTRE ATLANTIQUE</b>	25/06/2009	convention de prestation de services
<b>BPCE</b>	27/10/2010	convention cadre relative aux émissions de titres obligataires entre BPCE et la BP Atl.
<b>BPCE</b>	27/07/2010	convention cadre relative aux prêts de titres entre BPCE et la BP Atl.
<b>BPCE</b>	15/07/2010	convention de répartition de rémunération entre BPCE et les Banques Populaires

+X  
RAPPORT ANNUEL 2014

<b>BPCE</b>	24/03/2010	adhésion aux conditions générales du site de passation d'ordres Smarttrade
<b>BPCE</b>	convention du 04/01/2010	convention d'intégration fiscale groupe : gestion relations à compter du 01/01/2010
<b>BPCE et BP IMAGES IO BPCE et BP IMAGES II</b>	conventions du 18/06/2010 acceptations BP Atl. du 22/07/2010	convention de placement non garanti des actions émises par la SOFICA Banque Populaire Images IO convention de placement non garanti des actions émises par la SOFICA Banque Populaire Images II lettres d'acceptation des conventions par la BP Atl. le 22/07/2010
<b>BPCE et APPALOOSA FILMS BPCE et LORETTE PRODUCTIONS BPCE et Holding I23 HOLDING ISF 2009 et I23VENTURE</b>	conventions du 12/05/2010 du 15/04/2010 du 15/06/2010 acceptations BP Atl. du 22/07/2010	convention de distribution à la clientèle BP Atl. des BSA d'Appaloosa Films convention de distribution à la clientèle BP Atl. des BSA de Lorette Productions convention de placement à la clientèle BP Atl. des actions de la Holding I23 lettres d'acceptation des conventions par la BP Atl. le 22/07/2010
<b>BPCE et ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE</b>	convention du 19/03/2010 adhésion BP Atl. du 10/05/2010	convention de distribution commerciale entre BPCE et ABPVie adhésion à la convention de la BP Atl.
<b>BPCE, ASSURANCES BANQUE POPULAIRE PREVOYANCE et ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE</b>	30/01/2009	convention de distribution commerciale entre BPCE, ABP Prévoyance et ABPVie adhésion à la convention de la BP Atl.
<b>BPCE et ASSURANCES BANQUE POPULAIRE IARD</b>	convention du 19/03/2010 adhésion BP Atl. du 29/09/2010	convention de distribution commerciale relative aux contrats d'assurance IARD entre BPCE et ABP IARD adhésion à la convention de la BP Atl.
<b>BPCE et AXELTIS</b>	convention du 15/03/2010 acceptation BP Atl. du 10/05/2010	convention de placement avec Axeltis relative à la distribution d'OPCVM tiers
<b>BPCE et NATIXIS</b>	convention du 07/07/2010 acceptation BP Atl. du 09/09/2010	convention de distribution d'OPCVM entre BPCE et NATIXIS mandat et lettre d'acceptation de la BP Atl. du 09/09/10
<b>BPCE, NATIXIS et ICMOS France</b>	convention du 12/01/2010 acceptation BP Atl. du 24/06/2010	convention de distribution d'OPCVM entre BPCE, NATIXIS et ICMOS France mandat et lettre d'acceptation de la BP Atl. du 24/06/10
<b>NATIXIS LIFE</b>	15/03/2007	convention de dépôt des valeurs représentatives des provisions techniques de l'entreprise d'assurances Natixis Life

Remarque : Projet de convention de garantie financière (FCT ORRBI) ayant fait l'objet d'une autorisation du CA en séance du 28 février 2012 n'est pas reporté dans la liste car ce projet est devenu sans objet (il n'y aura pas de signature d'une telle convention suite à un changement de position BDF).



**KMPG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Freinel  
BP 39  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

**Banque Populaire Atlantique Société  
Anonyme Coopérative**

**Rapport spécial du  
commissaire aux comptes sur  
les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le  
31 décembre 2014  
Banque Populaire Atlantique Société Anonyme Coopérative  
1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain - 44919 Nantes Cedex 9  
*Ce rapport contient 5 pages*  
Référence : FN-151-19





**KPMG Audit**

7 Boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES CEDEX 3



**Fiduciaire Audit Conseil**

4 rue Fernand Forest  
BP 90825  
49008 ANGERS CEDEX



**Deloitte & Associés**

Impasse Augustin Fresnel  
BP 39  
44801 SAINT HERBLAIN CEDEX

**Banque Populaire Atlantique Société Anonyme Coopérative**

Siège social : 1, rue Françoise Sagan - Saint-Herblain - 44919 Nantes Cedex 9

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

En application de l'article 225-38 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

*Banque Populaire Atlantique Société Anonyme  
Coopérative  
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les  
conventions réglementées  
1er mars 2015*

**Convention de subvention avec clause de retour à meilleure fortune à la société de Caution  
Mutuelle SOCAMA Atlantique**

- **Personnes concernées :**

Banque Populaire Atlantique, représentée par Monsieur Murzeau au sein du conseil d'administration de SOCAMA Atlantique.

- **Nature et objet :**

Votre Banque a octroyé à la SOCAMA Atlantique une subvention d'équilibre d'un montant de 500 milliers d'euros.

Cette convention avait été autorisée préalablement par votre Conseil d'Administration lors de son conseil en date du 16 décembre 2014.

- **Modalités :**

L'octroi de cette subvention est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

**Convention de services et bail avec Atlantique Gérance**

- **Personnes concernées :**

Banque Populaire Atlantique, représentée par Madame Lafrechoux au sein du conseil d'administration de Atlantique Gérance.

Monsieur Pain, administrateur d'Atlantique Gérance

- **Nature et objet :**

- Votre banque a conclu une nouvelle convention de service portant sur les activités sous-traitées par la Banque au profit d'Atlantique Gérance. Cette convention remplace la convention initialement conclue le 28 juillet 1998.

En contrepartie de la réalisation des prestations confiées, la Banque perçoit un montant égal à 6% des produits locatifs hors taxe encaissés et des produits financiers nets encaissés par Atlantique Gérance.

- Votre banque a conclu un nouveau bail portant sur l'installation d'Atlantique Gérance au 2, rue Françoise Sagan.

Le coût de la location est inclus dans les conditions financières prévues au titre de la convention de services ci-dessus.

- **Modalités :**

Au titre de l'exercice 2014, votre Banque a comptabilisé un produit de 4 818 milliers d'euros.

*Banque Populaire Atlantique Société Anonyme  
Coopérative  
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les  
conventions réglementées  
1er mars 2015*

#### **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

En application de l'article R .225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

##### **Convention d'octroi de subvention avec clause de retour à meilleure fortune à la Caisse de Crédit Maritime Atlantique**

- **Nature et objet :**

Votre Banque a conclu avec la Caisse de Crédit Maritime Atlantique une convention d'octroi de subvention à celle-ci d'un montant de 12 085 milliers d'euros en date du 22 janvier 2014.

Cette convention avait été autorisée préalablement par votre Conseil d'Administration lors de son conseil en date du 26 novembre 2013.

- **Modalités :**

L'octroi de cette subvention est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'un délai maximum de 10 ans.

A ce titre, votre Banque a comptabilisé en produit exceptionnel 400 milliers d'euros au titre de l'exercice 2014.

##### **Convention-cadre de crédit et de garantie financière**

- **Nature et objet :**

La Banque Populaire Atlantique est signataire d'une convention-cadre de crédit et de garantie financière conclue le 14 décembre 2007 entre :

- La société « Banques Populaires Covered Bonds », en tant que prêteur ;
- La BPCE, en tant qu'agent administratif et de contrepartie ;
- Natixis, en tant que gestionnaire de trésorerie et agent de calcul ;
- D'autres Banques Populaires désignées dans la convention comme emprunteurs initiaux et garants initiaux.

*Banque Populaire Atlantique Société Anonyme  
Coopérative  
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les  
conventions réglementées  
1er mars 2015*

• **Modalités**

Cette convention-cadre organise la mise à disposition des emprunteurs d'un crédit multidevises d'un montant maximum de 25 000 000 euros, dans le but pour chaque emprunteur de faire face à ses besoins de financements généraux et pour financer ses activités.

Les termes et conditions des avances qui seront consenties, sont définis de manière générale par la convention-cadre et le cas échéant par les termes et conditions finaux applicables à chaque avance.

Chaque emprunteur s'engage à remettre en garantie au bénéfice du prêteur des actifs éligibles et à augmenter l'assiette de sa garantie en tant que de besoin conformément aux dispositions de la convention-cadre.

Chaque garant accepte expressément que chaque garantie accordée par lui pourra être utilisée dans le but de satisfaire les obligations garanties dont il est le débiteur, mais également toutes les obligations garanties de tous autres débiteurs au titre de la convention.

Au 31 décembre 2014, le montant du portefeuille de créances nanties au profit de Banque Populaire Covered Bonds s'élève à 218 423 milliers d'euros

Les Commissaires aux Comptes

Nantes, Angers et Saint-Herblain, le 25 mars 2015

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Franck Noël  
Associé

Fidaco  
Fiduciaire Audit Conseil



Sébastien Vialatte  
Associé

Deloitte et Associés



Anne Blanche  
Associée

## 4. DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

### 4.1 Personne responsable des informations contenues dans le rapport

Olivier de MARNAN  
Directeur Général

### 4.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Olivier de MARNAN  
Directeur Général

9 Avril 2015

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Olivier de Marnan', with a large, sweeping flourish underneath.

1, rue Françoise Sagan - Saint Herblain  
44919 NANTES CEDEX 9  
[www.banquepopulaire.fr](http://www.banquepopulaire.fr)  
[www.facebook.com/Banque Populaire](https://www.facebook.com/Banque-Populaire)  
Réalisation : NYL Communication

BANQUE POPULAIRE  
**ATLANTIQUE**

